

EN ÎLE-DE-FRANCE

Dans « aden » : tout le cinéma et une sélection de sorties



55° ANNÉE - Nº 16810 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

**JEUDI 11 FÉVRIER 1999** 

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBAN

### **Immigration:** l'Italie régularise 250 000 clandestins

eur réseau

Onaly ste

Programs

- A -

A STATE OF THE STATE OF

A PARTY OF THE PAR

**第二个人,我们不是一个人。** 

**連ばる時代のイン** 

المراش يتهارين

ع ا<u>ن</u>غۇغان ئۇم،

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

ncovis × ---

Service sterring products

解除は 変形 シリア かり

The water of the

The second second

No. of the last of

東京 アルンス ないかい ないないかい

大変を できると シスー

MATERIAL KNOW

LE GOUVERNEMENT italien a annoncé, mardi 9 février, la régularisation exceptionnelle de 250 000 immigrés clandestins pour l'année 1999, cinq fois plus qu'en 1998. La ministre de l'intérieur, Rosa Russo Jervolino, a précisé que, dès l'an 2000, la procédure normale des quotas d'immigrés en fonction des besoins serait reprise. Au mois de novembre 1998, une circulaire du ministère avait fixé les règles d'obtention du permis de séjour pour tous les clandestins, qui avaient jusqu'au 15 décembre suivant pour faire valoir leurs droits. 308 233 demandes avaient été déposées, soit huit fois plus que le quota initialement fixé par les autorités. Le gouvernement a donc décidé de régulariser tous les clandestins qui remplissaient les critères fixés, et d'expul-

Lire page 4 et notre éditorial page 13

## M<sup>me</sup> Voynet contre «la France revancharde»

 Cible d'agriculteurs, de chasseurs et du lobby nucléaire, la ministre de l'environnement réplique dans un entretien au « Monde » • Elle dénonce les représentants de « la France d'hier, revancharde, aigrie » • Quinze agriculteurs mis en examen après le saccage de son bureau

QUINZE SYNDICALISTES de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) et du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) ont été mis en examen, mardi 9 février, pour violences et dégradations, après leur intrusion, la veille, dans les bureaux de la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet, puis à l'ENA. Lionel Jospin a dénoncé, mardi, à l'Assemblée nationale, des « violences incompatibles avec une société démocratique » et un « exemple dèplorable donné à des jeunes que l'on invite, par ailleurs, à respecter la loi commune ». A droite, Christian Jacob, député (RPR) de Seine-et-Marne, proche de Jacques Chirac et ancien président du CNJA, a déclaré que « les actions violentes, on les regrette, on les déplore, mais il ne s'agit pas de les mettre au même niveau que des casseurs ».

Dans un entretien au Monde M™ Voynet déclare qu'elle est « une cible très commode pour une bonne partie de l'opposition, qui essaie de diviser la majorité plurielle ». « Quand on ne fait rien, dit-elle, on



n'a pas d'ennuis. Que les Verts irritent un certain nombre d'intérêts privés - l'industrie nucléaire, les chasseurs, les gros cérealiers -, c'est un fait. » Elle dénonce « la France d'hier, revancharde, aigrie », qui « supporte mal ceux qui ont des choses à dire ». Pour la chef de file des Verts, « des lobbys sont déstabilisés du simple fait que l'on pose des questions ». « Par exemple, préciset-elle, quand on s'attaque à la sacrosainte référence à l'indépendance énergétique de la France. Ou lorsque l'on tente de mettre en cause les privilèges de la politique agricole commune. Les petits paysans, eux, ne manifestent pas. »

Se félicitant du soutien que lui a apporté le premier ministre, M™ Voynet souligne que « les Verts constituent désormais un pôle incontournable de la gauche » et que celle-ci ne se réduira plus jamais au face-à-face PS-PCF ». Elle souhaite que les partis de la majorité adoptent « un code de bonne conduite » pour les élections euro-

Lire page 5

### Le procès du sang

**■** Les victimes dénoncent une « mascarade » devant la Cour de justice de la République

**□** Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé clament leur innocence

□ Procédure « surréaliste » pour une première journée d'audience confuse

Lire pages 8 et 9



#### Tous les cinémas

Les nombreuses sorties de la semaine sont dominées par Fin août, début septembre, d'Olivier Assayas et 1 001 Pattes. le nouveau dessin animé p. 25 à 28 des studios Disney.

#### Avalanche à Chamonix

L'avalanche qui a emporté une douzaine de chalets près de Chamonix, mardi 9 février, a tué au moins dix

#### **E** L'Iran vingt ans après le chah

La République islamique, qui fête ses vingt ans et où l'apprentissage de la liberté est laborieux, traverse une crise

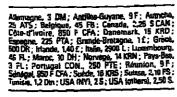
#### Paris gagné par le mal des banlieues

Des quartiers de la capitale connaissent les mêmes problèmes que les cités sensibles de sa périphèrie.

#### ■ La parité en débats Trois repliques au point de vue de Syl-

viane Agacinski qui défendait la légitimité du projet gouvernemental d'inscrire la parité dans la Constitution.

p. 12 et nos informations p. 31





### La madeleine de Proust sur le marché aux poissons des Vikings

S'IL EST VRAI que, pour se souvenir, il faut avoir oublié, il n'en est pas moins vrai que, pour se souvenir, il faut aussi, parfois, avoir humé. Dans une étude publiée mercredi 10 février par le British Journal of Psychology, deux chercheurs britanniques mettent en évidence comment l'offaction peut aider le processus de remémoration. John Aggleton et Louise Wasmusée unique, le torvik Viking Centre d'York (Grande-Bretagne), où, assis dans une « voiture à remonter le temps », le visiteur traverse la ville d'York telle qu'elle devait être en 948, en pleine occupation viking. Pour mieux saisir l'atmosphère de l'époque, aux scènes reconstituées s'ajoutent des odeurs caractéristiques: bois brûlé, pommes, ordures, viande, marché

aux poissons, goudron, terre. Pour leur étude, M. Aggleton et M∞ Waskett ont fait appel à quarante-cinq personnes ayant effectué cette visite si particulière des années auparavant. Divisés en trois groupes, ces cobayes devaient répondre à un test portant sur ce qu'ils avaient vu chez les Vikings. Pour l'aider à se remémorer, le premier groupe disposait de flacons renfermant les odeurs du musée. Le deuxième pouvait, lui, respirer des senteurs actuelles (café, menthe, rose, produit antiseptique, noix de coco, siron d'érable. rhum). Le troisième servait de groupe témoin. Résultats : le groupe 1 livrait le meilleur taux de bonnes réponses, devant le groupe témoin, le fermant la marche, o fums d'aujourd'hui avaient brouillé l'appel aux souvenirs.

Mais l'expérience ne s'achevait pas là. Dans une seconde phase, on échangeait les échantillons des groupes 1 et 2. Et là, surprise. Si le taux de bonnes réponses du premier ne variait pas, celui des cobayes ayant désormais à leur disposition les « vraies » fragrances progressait de près de 20 %. Pour les auteurs de l'étude, ce résultat spectaculaire confirme la persistance, l'utilité et la puissance d'évocation des souvenirs olfactifs. Même si l'odorat chez l'homme a quelque peu dégénéré, la solidité des souvenirs qu'il laisse n'a pas d'égal parmi les autres sens, d'autant plus qu'une forte

charge émotionnelle accompagne souvent les parfums. A tel point que les chercheurs, en hommage à celui qui sut le mieux s'approcher d'un phénomène aussi indescriptible que les odeurs elles-mêmes, ont qualifié la mémoire olfactive de « syndrome de Marcel Proust ».

Le narrateur du Temps retrouvé finit en effet par comprendre le mécanisme subtil et rares occasions, de vaincre la terrible force d'inertie du présent : « Qu'un bruit, qu'une odeur, déjà entendu ou respirée jadis, le soient de nouveau, à la fois dans le présent et dans le passé, réels sans être actuels, idéaux sans être obstraits, aussitöt l'essence permanente et habituellement cachée des choses se trouve libérée, et notre vrai moi qui, parfois depuis longtemps semblait mort, mais ne l'était pas entièrement, s'éveille, s'anime en recevant la céleste nourniture qui lui est apportée. Une minute affranchie de l'ordre du temps a recréé en nous, pour la sentir, l'homme affranchi de l'ordre du temps. »

Pierre Barthélemy

### Tout sur le travail des fonctionnaires

CONGÉS à géométrie variable, horaires peu ou mal contrôlés, maquis des réglementations et des pratiques, inégalités de situations tenues pour acquises : le rapport de la mission interministérielle conduite par Jacques Roché sur le temps de travail des fonctionnaires établit, pour la première fois, un état des lieux précis et exhaustif dans les administrations de l'Etat, des collectivités territoriales et des hôpitaux. Cette enquête, rendue publique mercredi 10 février par le ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli, conclut à la nécessité d'une « réflecion globale sur l'organisation du travail » des fonctionnaires.

Lire page 6

### Du Kosovo à Moscou: la poudrière de l'orthodoxie

Sanctuaire de la nation serbe, riche de plus d'un millier de monastères, églises et ermitages, cette province est l'une des plaies brûlantes de l'orthodoxie. Dans l'imaginaîre balkanique, où l'histoire, la religion et l'ethnie ont toujours partie liée, pour le meilleur et plus souvent pour le pire, le Kosovo est d'abord le lieu d'une mémoire blessée.

C'est la défaite serbe du Champ des merles qui, en 1389, a ouvert la porte à l'invasion turque et préparé cinq siècles d'occupation ottomane. Après le Kosovo tombaient les autres « dominos » : Constantinople en 1453. Athènes en 1456. Belgrade en 1521. Face à la revendication d'autonomie albanaise -et musulmane-, comment s'étonner que ce pays soit redevenu une poudrière?

Le patriarche de Serbie viendra pour la première fois à Paris, jeudi 11 février, afin de faire pression sur les négociateurs de Rambouillet. Dans un document publié le 5 février à Belgrade, l'épiscopat orthodoxe rappelle que le Kosovo est, pour les Serbes, « ce qu'est lérusalem pour les juifs et Notre-Dame de Paris pour les Français ». Accepter un statut d'autonomie

interne équivaudrait à « priver le peuple serbe de sa mémoire et de son identité spirituelle ». Comme les chrétiens obligés hier de fuir Constantinople ou le Proche-Orient, ceux de Serbie seraient contraints, demain, à l'exode par l'Albanais musulman. Guerre de religions? Dans l'orthodoxie, l'Eglise a toujours joué le rôle de porte-parole et de garant des intérêts de son « peuple ».

En Serbie, même si les lieux de cuite sont souvent vides, elle reste la religion des pères. Mais faire de la hiérarchie orthodoxe l'alliée des ultranationalistes et des boutefeux du Kosovo serait caricaturai. Depuis longtemps, le patriarcat de Belgrade a pris ses distances avec le régime de Slobodan Milosevic. Voiislav Seseli, vice-premier ministre, vient d'accuser de « trahison » Mgr Arthème, le « misérable évéque » du Rosovo, présent à Rambouillet, jugé trop mou en raison de ses appels à une solution négociée et démocratique.

Henri Tincq

Lire la suite page 13, nos informations page 4 et notre enquête sur le massacre

### Les frères du Stade de France



JAMEL SANDJAK

APRÈS LES ÉCHECS de Saint-Denis-Saint-Leu et du Red Star, l'Olympique de Noisy-le-Sec a l'ambition de devenir le club de football résident du Stade de France. A l'initiative de ce projet, lamel Sandjak et ses frères : le directeur de Noisy en a fait un club atypique combinant une équipe de haut niveau à une activité sociale vers les jeunes de banlieue.

Lire page 21

mational 2	Tableau de bord
nce 5	Anjound hai
iété 7	Météorologie-Jeax
net 9	Custure
ions10	Guide culturel
izonstl	Kiosque
reprises14	Abonnements
7/	Badio Tilluicion

de Racak page 11

dont conservateurs et réformateurs se considèrent comme les véritables gardiens. • L'APPRENTISSAGE des li-bertés, depuis l'accession, en août 1997, du réformateur Mohamad

Khatami à la présidence de la République islamique, se fait laborieusement, au gré des conflits. • LA CULTURE est pour l'heure le principal secteur bénéficiaire de la politique

de tolérance prônée par le gouvernement, à condition de respecter les interdits imposés, selon le gouvernement, par l'islam. Dans un entretien au Monde, le ministre de la culture

et de l'orientation islamique, Ataollah Mohadjarani, affirme que les resultats des enquêtes sur les recents meurtres d'opposants et d'intellectuels seront rendus publics.

## Le tortueux chemin vers davantage de démocratie en Iran

Vingt ans après la chute du régime impérial, le pays continue de traverser une crise d'identité qui reflète en grande partie les conflits d'intérêts entre les différentes factions au pouvoir. Alors que les violences se multiplient, les Iraniens s'interrogent sur l'efficacité des compromis

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale Khatami est le dernier rempart de la République islamique, écrivait récemment le quotidien Salam, proche des amis du président réformateur, Mohamad Khatami. C'est un message clair aux adversaires conservateurs du président, commente un homme d'affaires, et ce message signifie : cessez de lui chercher noise, parce que sa défaite ouvre la porte à l'in-

Au moment où l'Iran fête le vingtième anniversaire de la chute du régime impérial, et un an et demi après l'accession à la présidence de M. Khatami, ses amis font assaut de fidélité aux principes de la révolution, comme effarés d'être pris pour des revisionnistes, et dépassés par ceux qui veulent les voir accélérer les réformes et brûler les étapes. Les différences de vues ayant dégénéré en disputes très vite devenues de notoriété publique, les actes de violence se multiplient au grand désarroi de tous. Aussi, le risque grandit-il de voir les affaires traitées en coulisses, aux dépens de la clarté dont le président s'est fait le



Malgré un progrès inédit en matière de transparence, et pour ce qui est de la liberté d'expression, les Iraniens s'interrogent. Les mêmes qui, en juillet, qualifiaient de « politique » et « factieuse » la condamnation à cinq ans de prison ferme du maire réformateur

de Téhéran, Gholamhossein Karbastchi, se demandent aujourd'hui si la réduction récente de cette peine ne cache pas une transaction politique. Plus gravement, ils s'interrogent sur la caution donnée par le Guide de la République, Ali Khamenei, figure de proue des conservateurs, à la divulgation d'une partie des résultats de l'enquête à propos des meurtres d'opposants et d'écrivains, en novembre et en dé-

> Augure-t-elle une réelle conversion à l'État de droit, ou vise-t-elle au contraire à circonscrire les dégâts pour passer des compromis qui protégeraient des puissants? Pour Ibrahim Yazdi, chef du Mouvement de libération de l'Iran (une formation d'opposition tolérée mais jamais légalisée), il ne fait aucun doute que des compromis ont déjà été passés. « D'ac-

visent à juguler définitivement la

violence. Mais si c'est pour un

cembre 1998, à Téhéran.

plus belle, alors non! » Pour lui, les signes avant-coureurs ne sont pas très encourageants. Les attaques nominatives continuent dans la presse ultraconservatrice. Des actes de violence sont toujours commis ici et là. Certains sont connus. En jan-

actes de violence reprendraient de

vier, un religieux proche du président Khatami, l'ayatollah Jalaledine Tahéri, avait été pris à partie par des intégristes lors de la prière du vendredi à Ispahan. Des intellectuels affirment avoir fait l'obiet de menaces de mort. Des crimes qui peuvent aussi bien être crapuleux que politiques sont signalés à

COUP DE BALAI

Et puis, alors que certaines décisions prises par le gouvernement de M. Khatami sont jugées indubitablement bonnes, leur traduction dans les faits donne lieu à des cafouillages politiques qui les vident d'une partie au moins de leur intérêt : il en va ainsi des élections municipales prévues le 26 février, et qui seront une première dans l'histoire de l'Iran. Par définition. des élections locales devraient encourager la décentralisation. Or, explique un spécialiste, non seulement aucune campagne digne de ce nom n'a été menée en province pour en expliquer l'enjeu, mais l'objectif n'en est pas évident.

Les mairies seront débarrassées des maires fossilisés désignés jusqu'à présent par le pouvoir central ce qui est une bonne chose -, mais le pouvoir exécutif demeurera aux mains des gouverneurs. qui, encore heureux, ont entièrement été changés par le gouvernement. Cela ressemble davantage à un véritable coup de balai qu'à des élections municipales au sens propre, ajoute-t-il.

verse l'Iran peut expliquer ces tensions et justifier quelques « mani-

Ataollah Mohadjarani, ministre de la culture et de l'orientation islamique

parole de M. Khatami, ne garantit que les choses se passeront mieux à l'avenir. Comme le dit un haut fonctionnaire: «Le système était en train de pourrir de l'intérieur. Khatami veut arrêter le processus. Mais pour l'instant, c'est un one man show. Même son gouvernement est une équipe de compromis. Je prie pour que le pays fasse preuve

de patience. » A cet égard, une conversation entre trois « enfants » de la révolution, est éloquente : « L'Iran est en état d'étourdissement. Chaque clan a peur de l'autre. Ils se considèrent tous comme les fils de la révolution, mais chacun a sa propre définition de cette révolution », dit l'un. « Les conservateuts ont compris qu'il est désormais très dif-

chef ultraconservateur du pouvoir judiciaire]; "on ne veut pas de ce Parlement!" Il y a un an, personne n'osait dire mort au despotisme dans ce pays. Cela fait peur à Khatami aussi, parce qu'il ne savait pas que l'Histoire le chargerait de changer les choses. L'aurait-il su qu'il n'aurait jamais été candidat. Ses intérets sont ceux du système, et, si le système disparaissait, il disparaîtrait avec lui. »

Dans les manifestations d'étudiants

on crie "mort au despotisme";

"changez (Mohamad) Yazdi" [le

S'ils se disent satisfaits de la détermination de M. Khatami à faire respecter la loi, «un vocable qui n'avait aucun sens jusqu'à présent », ils affirment que, comme « la majorité des Ira-

#### Démission du ministre des renseignements

Le président iranien Mohamad Khatami a accepté, mardi 9 février, la démission du ministre des renseignements, Ghorbanali Dorri-Najafabadi, un membre-clé du gouvernement et figure controversée depuis une récente vague d'assassinats d'intellectuels et d'opposants. Cette démission est consécutive à l'aveu sans précédent, début janvier, par ce ministère, de l'implication de certains de ses agents dans ces meartres, qui ont provoqué une vive émotion dans le pays et ouvert une grave crise politique. Bien que demandée depuis des semaines par les proches du président Khatami, la démission de ce ministre conservateur semble avoir été précipitée par les pressions personnelles du chef de l'Etat. La presse proche du gouvernement affirme depuis plusieurs jours que M. Dorri-Najafabadi serait remplacé par un autre religieux conservateur, l'hodiatoleslam Ali Younesi, actuellement le chef de la justice militaire et l'un des trois membres de la commission spéciale présidentielle d'enquête sur les meurtres.

ficile de renverser la vapeur, mais ils s'accrochent quand même », renchérit un autre. « Ce aui risaue de déséquilibrer l'Iran, ce n'est ni l'un ni l'autre camp. Il y a un changement de génération en Iran, dit le troisième. La génération qui a fait la révolution a vieilli. Aujourd'hui. les deux factions tentent de recruter mi joue gagnant, mais les foyers de contestation se multiplient dans les simple répit, au terme duquel les pulations ». Mais rien, hormis la universités, les lycées, les stades.

niens » ils ne veulent pas vraiment changer le régime, mais continuer sur la voie des réformes. D'ailleurs, ironisent-ils, le proverbe dit : « Si tu veux que l'Ironien reste calme, empéche-le de s'enrichir ». « Pour faire la révolution il faut être riche. C'est l'Iran prospère qui a renversé le chah. Les

M. Na.

### « Djamee-Tous-Néchat » ou les limites de la liberté de la presse

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale Djamee-Tous-Néchat, c'est l'histoire de trois titres qui illustre la détermination d'une équipe de jour-nalistes à ne pas laisser mourir un projet et trace les limites de la liberté d'expression en Iran à l'heure actuelle. Des limites qui - l'avenir le tolérance de la République islamique, y compris pour son aile ré-

Un nouveau quoitidien, Néchat (Activité), devrait voir le jour vers la fin février à Téhéran. Il est l'héritier de deux autres titres, qui n'ont jamais eu le temps de s'épanouir: Diamee, créé en février 1998, dans l'euphorie de l'accession à la présidence de la République du réformateur Mohamad Khatami, et fermé par une décision de justice en juin ; et Tous, paru dans la foulée, aux mains de la même équipe, et disparu quarante-cinq numéros plus tard, pour atteinte aux intérêts de l'Etat, avec, à la clé, trente-cinq jours de prison pour le président de son conseil d'administration, Hamidreza Jalaïpour, et son rédacteur en chef. Machaoliah Chamsolwaezine. Ce demier est convaincu qu'il doit sa remise en liberté à l'intervention personnelle de M. Khatami. Avec quelque 400 000 dollars

(352 000 euros) de dettes, un tirage de 200 000 exemplaires par jour un record, à une exception près, le quotidien Hamshahri - et la détermination intacte de relancer son quotidien, l'équipe prépare la parution de *Néchat.* Non sans avoir, dit M. Chamsolwaezine, tiré une lecon essentielle : «La démocratie est un champ de mines », et il faut savoir où on met les pieds. Car, au-delà des arguments officiels qui ont justifié leur fermeture, ce qui est reproché à Diamee et Tous, y compris par des proches du président Khatami, c'est de ne pas avoir respecté les règles du jeu du système iranien, et donc de risquer de le mettre en

Diamee et Tous faisaient de I'« agit-prop » sans le dire, accuse Abbas Abdi, rédacteur en cher du journal Salam, qui fut l'un des principaux artisans de la victoire du candidat Khatami. « Ils ne cherchaient pas à réformer le système. mais à le renverser, dit-il. Dans leur colonne satirique, ils traitaient de problèmes extrêmement sérieux. Ils se laissaient conduire par un lectorat aussi irresponsable qu'un cheval fou totalement incontrôlable... » Et si, ajoute-t-il, d'autres quotidiens, tels

Sobh Emrouz et Khordad - dont la liberté de ton surprend tout le monde ici - n'ont pas subi le même sort, c'est parce que leur objectif est d'amener la République islamique à adopter les réformes nécessaires à son bon fonctionnement et non de laisser s'écrouler la voûte qui la sou-

des intellectuels islamistes, acteurs et fils de la révolution, que nous sommes des réformateurs et non des révolutionnaires », rétorque M. Chamsolwaezine. Djamez et Tous ont payé pour « leur indépendance » par rapport aux factions au pouvoir. Peutétre, remarque-t-il, dans la situation actuelle, un journal ne peut-il pas être totalement indépendant des courants politiques. « Peut-étre ne peut-on pas assurer de pair un travail frontiste (face aux forces conservatrices), et l'indépendance de la presse. » L'équipe tentera en tout cas de mieux s'identifier entre les lignes de Nechat.

**MAUVAIS PRÉSAGE?** 

· Si Diamee et Tous étaient soucieux de leur indépendance, ils auraient du être plus prudents, commente un autre journaliste. La rédaction croyait faire un journal pour la Suisse. Ils ont indiscutablement donné une lecon de journalisme à la presse. Cela étant dit, en République islamique, que les réformateurs soient ou non au pouvoir, on ne peut pas écrire impunément, par exemple [comme l'a fait Tous], que l'ayatollah Rouhollah Khomeiny a demandé en 1978 l'asile politique à la France, même en l'attribuant à l'ancien président français Valéry Giscard d'Estaing. • C'est chose quasi sacrilege. • Il ne faut pas attendre de la Republique islamique la même conception de la tolérance qu'en Occident. C'est trop lui demander. » Le débat sur la liberté de la presse

est en tout cas ouvert. Une de ses manifestations les plus spectaculaires est la récente démission du vice-ministre de la culture et de l'orientation islamique, Ahmad Borghani, qui refuse d'être « le fossoyeur de la presse ». Certains considèrent que son départ est un mauvais présage. Pour d'autres, Borghani ou pas, la boîte de Pandore ne peut plus être refermée. Les quotidiens, disent-ils, sont désormais des coureurs de relais, chacun découvrant, a travers les déboires des autres, jusqu'où il est permis

« La liberté s'apprend et, en Iran, ce pourrait être long » de notre envoyée spéciale respecter une absolue liberté d'ex-Votre ministère est supposé pression. Un bon exemple est l'afêtre - et a été - le plus conservafaire Roger Garaudy en France. teur de la République islamique.

- Vous exagérez. Vous oubliez que le président Khatami a été à la tête de ce ministère pendant dix ans. Mais c'est vrai que l'évolution des choses peut donner cette impression. Un exemple : des films qui n'étaient plus projetés, tel Banou, de M. Merdiouhi, ou L'homme de neige de M. Bagheri, ou encore La Visite, de M. Honamand, sont aujourd'hui en salle. De nombreux cinéastes qui participent au Festival Fair ont le sentiment que leurs films n'auraient jamais été autorisés, n'était l'ère Khatami. C'est le cas du film La Dame de mai, de Rahchan Banietemad, l'une des plus célèbres femmes cinéastes iraniennes. Beaucoup de livres qui n'étaient pas autorisés vont être publiés. Les opposants du gouvernement ont eux

Il est aujourd'hui le plus ouvert.

aussi gagné à ces libertés. - Est-ce que cela signifie que vous faites une nouvelle lecture

de l'islam? C'est exact. L'islam est une religion tolérante. Nous savons que les artistes respecteront d'eux-mêmes les limites [imposées par les normes islamiques]. Auparavant, les scénarios des films devaient être relus, réécrits, corrigés [par la censure]. Aujourd'hui nous leur faisons confiance et nous pensons qu'il n'est pas nécessaire de les surveiller si brutalement.

- Les intellectuels disent que les choses vont beaucoup mieux qu'avant, mais des journaux sont fermés, d'autres sont suspendus, des journalistes sont arMehdi Bazargan [l'ancien premier ministre) disait que la liberté n'est ni garantie ni un but à atteindre. La liberté s'apprend. Il y faut plus ou moins de temps selon les pays et, en Iran, cela pourrait être long et requérir davantage de tolérance.

- Est-ce que cela veut dire que le président Khatami doit faire des compromis et que, d'un compromis à l'autre, sa politique risque de perdre son âme ?

- Le gouvernement ne peut pas ignorer les vues de ceux qui, au Parlement, au sein du pouvoir judiciaire, parmi les hommes de religion, n'approuvent pas sa politique. Nous devons nous rappeler qu'il ne reste plus que deux ans avant le terme du mandat présidentiel, que nous avons encore beaucoup de choses importantes à faire et que nous devons pour cela réduire les antagonismes. Le président Khatami est en train d'appliquer tout ce qu'il a promis. On ne se comporte pas de la même manière, selon qu'on est candidat ou président en exercice. Aujourd'hui, le président Khatami s'adresse à toute la nation et non plus seulement à ses partisans. Je considère qu'il ne fait pas

de compromis. Avez-vous éprouvé un sentiment de défaite après les meurtres d'écrivains? Y avezvous vu un message, d'autant que vous avez vous-même été agressé en septembre et que certains députés menacent aujourd'hui de vous retirer leur confiance?

- Je n'ai pas éprouvé un sentiment de défaite. J'ai été très profon-



ATAOLLAH MOHADJARANI

dément peiné et j'ai essayé de réduire l'impact de ces meurtres sur les écrivains. Nous avons dit aux familles des victimes que nous ferons tout ce que nous pouvons pour subvenir à leurs besoins, si elles en ont. Je n'ai par ailleurs vu aucun message particulier dans ces meurtres dont les auteurs ne savent pas ce qu'un message veut dire. Je n'ai pas pris au sérieux l'agression dont j'ai été victime, ni n'ai voulu porter cette affaire devant la justice. Les agresseurs étaient des gens portés sur la violence et ils ont perdu leurs nerfs. Quant au vote de confiance, souvenez-vous qu'au moment de l'investiture du gouvernement [en août 1997], mes adversaires ont tout fait pour que je n'obtienne pas la confiance du mailis (Parlement). Ils n'ont pas réussi. Si la question de confiance était à nouveau posée aujourd'hui, elle aurait encore moins de chance de passet, parce que je connais désormais mieux ces gens, et que j'ai établi avec eux de meilleures relations.

- Etes-vous de ceux qui pensent que toute la vérité doit ètre dite à propos des meurtres d'opposants et d'intellectuels,

ou pensez-vous, comme d'autres, qu'il vaut mieux traiter

Paffaire en coulisses ? - Il ne fait aucun doute que toute la vérité doit être dite au public, bien que le plus important ait déjà été dit. Mais cette affaire est beaucoup plus compliquée qu'il y paraît. L'enquête continue parce que nous n'excluons pas du tout la possibilité d'une intervention d'agents étrangers dans cette affaire. N'étant pas au courant des détails, je ne saurai dire de quelle sorte d'interférence il s'agit. Lorsque l'enquête aura abouti, les résultats en seront annoncés. Les enquêteurs tentent de remonter le parcours des personnes impliquées [des agents du ministère des renseignements selon un communiqué officiel] depuis le début de la Révolution, de savoir avec qui ils

étaient en contact, ce qu'ils ont fait. -Le président Khatami réclame l'application de la loi. Mais à ce jeu, vos adversaires politiques sont en train de ga-

gner. -C'est vrai. Mais au moins savent-ils désormais qu'ils sont liés par la loi. Et quand nous réclamons le respect de la loi, nous devons l'appliquer à tous. Si ma remise en cause se fait à travers le Parlement, je l'admettrai volontiers. Ce serait un acte légal. Au Parlement par exemple, certains groupes [les conservateurs] ont la majorité. Ils ont ainsi la possibilité de tourner les lois à leur avantage. Mais ils pourraient devenir une minorité dans le 🐇 prochain Parlement [des législatives sont prévues au printemps 2000. NDLR)]. C'est dans la logique des

Propos recueillis par

7 mm 20 %

20 mg - 不**设制 (4**)

era in the East Conference

and the second second

क कर्मा क्षेत्र क्रिकेट क्रिकेट केंद्र करेंद्र करेंद्र करेंद्र करेंद्र करेंद्र करेंद्र करेंद्र करेंद्र करेंद्र

THE PERSON NAMED IN

موطي الانتاب الداري

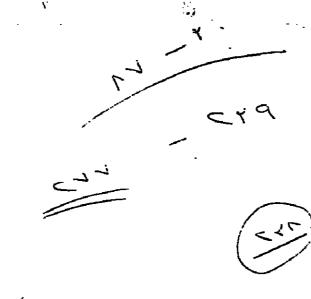
The state of the s

AL THERESE THE PROPERTY OF

---The section of the a Later Manager والمراجع والمراجع والمستروني

e erente i panisco Private 4-44 er en a der Ach

**与神文 多型的** MA 14 THE PERSON NAMED IN



Maria State

\*\*\*

THE PARTY OF THE PARTY OF THE PARTY.

A TANAN ANG SALAMBAN MENENDER SALAMBAN

THE WAR WINDOWS IN The second with the second contract A THE PARTY OF THE The territory was American Commencer A CONTRACTOR OF THE PROPERTY O A Company of the Same 熟珠被自然被并分为的。 THE REPORT OF THE PARTY. the supplication of the

tran ce pourrait di la

Marie Carlotte Control of the Contro

Berger State of the State of the



## La Syrie vote dans une conjoncture économique déprimée par la chute des cours du pétrole

L'Etat omniprésent est privé de moyens pour moderniser

Le vote, mercredi 10 février, pour la reconduc-rosité économique. La division du prix du brut sion démographique. Les projets d'investisse

tier de la reconstruction, au Liban,

a attiré par ailleurs des centaines

de milliers de travailleurs qui se

sont ajoutés au saisonniers em-

ployés dans l'agriculture. Mais la

crise économique n'épargne pas

non plus le pays du Cèdre ; évalués

à 350 millions de dollars (environ

330 millions d'euros) les transferts

rescencés vers la Syrie, toutes ori-

gines confondues, auraient chuté

tion du président Hafez El Assad à la tête de par deux a limité la croissance à 2 % en 1998, niment sont retardés. Les investisseurs privés sont l'Etat syrien prend place dans un climat de mo-veau insuffisant dans un pays en forte expandent de privée par l'archaïsme juridique et étatique.

breux projets d'investissement ont été retardés, laissant une grande partie des installations dans un état archalque. Les privatisations sont encore hérétiques, les lois parfois contradictoires, le secteur public pesant et inefficace, le système bancaire défaillant : tout, ou presque, concourt à décourager les investisseurs. Les principaux barons de l'économie syrienne sont avant tout des prédateurs assis sur

#### L'impromptu des funérailles d'Amman

Leur poignée de main, lors des funérailles du roi Hussein de Jordanie, aura été remarquée. Le président syrien Hafez El Assad fut le premier de tous les chefs d'Etat rassemblés à Amman à pouvoir présenter ses condoléances au nonveau roi, Abdallah. Viell ennemi du monarque disparu, dans une région riche en inimitiés, le président syrien n'était ni attendu ni espéré. Son pays n'avait consacré qu'une place modeste à la fin tragique du « petit roi ». Mais l'avocat inlassable de la cause arabe ne pouvait être absent des cérémonies qui allaient réunir « toute la famille » dans la capitale jordanienne. Hafez El Assad a couversé en tête à tête avec le nouveau roi de

Jordanie, pendant que d'autres délégués syriens étalent avec de hants responsables ministériels jordaniens. La dernière rencontre du président syrien avec Hussein remontait à la réunion du Caire des principaux responsables arabes, en juin 1996, au lendemain de Pélection en Israël de Benyamin Nétanyahou.

Comme la plupart des pays de la région, la Syrie subit de plein fouet la chute des cours du pétrole, qui ont été divisés par deux en un an. Or, les recettes pétrolières assurent près de 70 % de la valeur des exportations et représentent 40 % du budget de l'Etat.

Le gouvernement a évité de tailler à la hache dans le système d'encadrement social qui permet à la société de surnager. Mais de nomde juteux monopoles octroyés par le pouvoir. La dernière ouverture économique favorisant les investissements privés, la loi nº 10, remonte à 1991 et ses effets ne se font plus sentir depuis longtemps.

Les discussions engagées en 1998 avec l'Union européenne pour parvenir, en une décennie, à un accord d'association basé sur le libreéchange pouvaient apparaître comme une bouée de sauvetage.

Mais Damas traîne les pieds, redoutant que l'ouverture économique n'entraîne indirectement une remise en cause du pouvoir politique. Le chef de la délégation de la Commission européenne, Marc Pierini, ne cache pas son inquiétude. « La Syrie prend le risque de perdre sa crédibilité, estime-t-il, elle doit à présent dépasser ses ré-

Après les accords survenus avec la France et la Banque mondiale, le pays n'est d'ailleurs touiours pas parvenu à trouver un terrain d'entente à propos de sa dette vis-à-vis de l'Allemagne et surtout de la Russie, ce qui alimente le scepticisme sur l'annonce du contrat d'armement de 2 milliards de dollars (1,8 milliard d'euros) conclu officiellement au début du mois avec Moscou. Dans son premier grand entretien accordé le 4 février au journal libanais Al-Kifah al-arabi, le fils du président syrien, Bachar El Assad, dont l'influence est grandissante, évoque la possibilité de « nouvelles perspectives dans les domaines économique et social ». « Nous avons besoin de faire un effort plus grand (...) Des mesures importantes seront prises prochainement en ce sens », promet-il. Ces propos ne dissipent pas les doutes des observateurs. Ils se sont lassés de lire dans la presse officielle syrienne des appels aux réformes qui sont ensuite restés lettres mortes. Le même scepticisme accueille le replâtrage ministériel qui est annoncé pour après la réélection du président syrien.

Gilles Paris

## L'Ukraine est menacée par une crise monétaire

Le gouvernement doit dévaluer la hrivna dans un contexte de récession économique et d'appauvrissement de la population

L'UKRAINE vit-elle les prémices d'une crise financière comparable à celle subie par la Russie ? Il est devenu plus difficile, mardi 9 février, d'écarter un scénario noir, celui d'un défaut de paiement sur la dette intérieure accompagné d'une chute brutale de la monnaie, éléments qui avaient marqué, en août 1998, l'éclatement de la « bulle » spéculative russe. Kiev a élargi, mardi, la bande de fluctuation de la hrivna, la monnaie nationale, face au dollar américain de façon à permettre une dévaluation de 25 %. La hrivna pourra osciller entre 3,4 et 4,6 hrivnas pour 1 dollar (contre 2,5 et 3,5

Au même moment, les autorités peinent à convaincre des banques commerciales locales et étrangères d'accepter une restructuration de 50 millions de dollars (44,2 millions d'euros) en bons du Trésor. L'émission de ces obligations avait notamment pour but - comme ce fut le cas en Russie avant la crise - de remédier au déficit budgétaire, à la mauvaise collecte fiscale, et de masquer la non-transformation d'un appareil de production obsolète hérité de l'ère soviétique.

Le président de la banque centrale Viktor louchenko a émis l'espoir mardi que l'élargissement de la bande de fluctuation permettrait de stabiliser la monnaie « au cours moyen de 4 hrivnas contre 1 dollar » en 1999. Mais les réserves de la banque centrale sont au plus bas (900 millions de dollars, soit 796 millions d'euros) et M. Iouchenko a ajouté qu'il faudrait, pour éviter le pire, que « les prêts du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale arrivent à

Kiev est actuellement en négociation avec le FMI, qui bloque depuis novembre 1998 ses versements dans le cadre d'un prêt de 2,2 milliards de dollars (1,95 milliard d'euros). Le Fonds doit se prononcer début mars sur la poursuite de son assistance. L'Ukraine est dans une position d'autant plus délicate que le service de sa dette extérieure pour

1999 atteint 2 milliards de dollars. Ces difficultés accroissent la tension politique dans le pays à sept mois de l'élection présidentielle. La crise économique met le président Léonid Koutchma, qui a noué des relations avec l'OTAN et parle d' association » avec l'Union européenne, aux prises avec une contestation croissante, animée par des forces communistes et des clans régionaux influents. L'Ukraine est en récession depuis 1991 et sa population s'est considérablement appau-

La hrivna avait déjà perdu près de la moitié de sa valeur au lendemain de la crise financière en Russie, et un premier défaut de paiement sur la dette intérieure avait mis à mal le système bancaire ukrainien. Les Etats-Unis ont menacé début février de réduire de moitié leur assistance financière à l'Ukraine, alors que le pays figurait ces dernières années, avec l'Egypte et Israel, parmi les principaux récipiendaires d'aide américaine dans le monde. La corruption, les lourdeurs bureaucratiques et les démèlés rencontrés sur place par des investisseurs étrangers ont provoqué ce désenchantement.

L'aggravation de la crise économique ravive la question, toujours délicate, des relations avec Moscou, qui n'a toujours pas complètement ratifié le traité d'amitié signé avec Kiev. De vifs reproches out été formulés récemment par le géant russe du gaz Gazprom, qui accuse l'Ukraine d'avoir siphonné d'importantes quantités de gaz sibérien transitant par son territoire vers l'Ouest. Le quotidien russe Nezavissimaīa Gazeta écrivait en janvier: « Chaque jour l'Ukraine vole à la Russie 5 millions de dollars. » Kiev est lourdement endetté vis-à-vis de Gazprom, ce qui soulève - a fortiori en période électorale - des interrogations sur le prix politique de cette créance russe sur la République slave voisine.

Décrivant l'Ukraine comme un « géant endormi », un rapport du Conseil de l'Europe, publié le 8 janvier, sur la situation économique dans cette-République, affirmait : « Un scénario pessimiste, entraîné par une crise financière, n'est pas à exclure. (...) On pourrait s'attendre à une forte dévaluation de la monnaie nationale, (...) à la suspension partielle du service de la dette, à une vague de faillites bancaires et d'entreprises, au retour d'une forte inflation ». Mais des éléments plus encourageants étaient aussi mentionnés : la chute de la production aurait ralenti à partir de 1997 « dans l'industrie gazière, le raffinage pétroller, l'aciérie et le secteur des métaux non ferreux ». Et l'économie souterraine grandit, « représentant certainement plus de la moitié de l'économie officielle, et en part du PIB, elle pourrait dépasser celle de la

Natalie Nougayrède

## La Turquie écarte une offre d'hélicoptères franco-allemands

d'un plan d'équipement pluriannuel et portant sur quelque 150 à 200 exemplaires au total. La semaine dernière, Ankara a choisi le constructeur américain Sikorski pour, dans un premier temps, 50 hélicoptères Blackhawk.

DAMAS

de notre envoyé spécial

cants de banderoles et les musi-

ciens! La campagne en faveur de la

reconduction du président Hafez

El Assad pour un cinquième sep-

tennat consécutif - le vote a lien

mercredi 10 février - aura eu un ef-

fet considérable sur leurs carnets

de commandes. La profusion des

affiches et des calicots et la muni-

ficence des madafas, ces tentes ins-

tallées au coin des rues par de

riches emrepreneurs où la bonne

société se retrouvait en soirée dans

une atmosphère de fête, n'ont pu

pourtant faire oublier totalement

Selon les estimations du poste

d'expansion économique français,

la croissance, en baisse depuis

1995, n'a pas dépassé 1,9 % en 1997

et 2 % en 1998. Comme la pression

démographique ne se dément pas

(le taux d'accroissement de la po-

pulation est toujours supérieur à

3,2 %), le pays n'évite pas le sans-

emploi même s'il n'existe aucune

L'Etat s'efforce tant bien que mal

de répondre à la demande en gon-

flant les effectifs de ses fonction-

naires et absorberait ainsi la moitié

des 150 000 hommes qui arrivent

chaque année sur le marché du tra-

vail. Mais les salaires qu'il verse

sont maigres. Depuis 1993, le pon-

voir d'achat de la fonction pu-

blique aurait baissé de 15 % à 20 %.

Les Syriens ont donc pris l'habi-

tude d'excercer simultanément

deux, voire trois métiers. Le chan-

statistique officielle du chômage.

PRIVATISATIONS HÉRÉTIQUES

les difficultés économiques.

Heureux les pâtissiers, les fabri-

Officiellement, Ankara n'avait pas lancé d'appel d'offres, mais Eurocopter avait pris l'initiative, face à Sikorski, de rédiger « une proposition non sollicitée » à partir de son hélicoptère de transport Cougar. Pour convaincre Ankara, Eurocopter a fait valoir un précédent, à savoir qu'il avait été choisi en 1997, par la Turquie, pour fournir 21 Cougar sans en compter 29 autres assemblés sur place. Dès lors, les Turcs pouvaient continuer à user du même modèle.

NON-DITS POLITIQUES

Ankara n'a pas voulu examiner la proposition franco-allemande. Ce qui est un camouflet commercial qui se fonde, en réalité, sur des non-dits politiques. La France est,

LA TURQUIE n'a pas retenu une en la matière, autant visée que l'Ai- en compétition l'Apache et le Suproposition que lui avait adressée lemagne. La France, d'abord. per Cobra américains, le Kamov-50 le groupe franco-allemand Euro- L'adoption, le 29 mai 1998, par les russe et le Mangusta italien avec, copter de lui livrer des hélicoptères députés français, d'une proposition ménien de 1915 a souverainement déplu aux dirigeants turcs, qui ont bloqué une série de contrats avec la France, parmi lesquels la vente de missiles antichars Eryx - celle-ci semble ne plus être tout à fait dans la même impasse depuis le début de 1999. L'Allemagne, ensuite. Les relations se sont tendues entre Bonn et Ankara après que les Allemands, jugeant que la Turquie bafouait les droits de l'homme, se sont opposés, l'été dernier, à la présentation en vol par les Français, au profit de l'armée turque, de l'hélicoptère d'attaque Tigre, qui

est en cours de développement chez Eurocopter. En dépit du rejet du Cougar par la Turquie, face au Blackhawk, les partenaires français d'Eurocopter n'ont pas perdu l'espoir de présenter le Tigre à leur client éventuel. Ankara a, en effet, exprimé le besoin de disposer à terme de quelque 150 hélicoptères armés (soit 16 milliards de francs ou 2.45 mil-

liards d'euros). Outre le Tigre, sont

dans ces deux cas, la coopération

Si le ministère américain du commerce a donné son feu vert, le Congrès doit encore y ajouter le sien dans la mesure où l'Apache comme le Super Cobra sont des machines autrement plus « agressives » que le Blackhawk.

L'offre concernant le Tigre a obligé - sur la demande des Turcs qui veulent obtenir des performances supérieures à masse maximale et à haute altitude - le groupe franco-allemand à mettre au point un hélicoptère propulsé par deux turbines américaines, au lieu des

turbines actuelles conçues par l'association Rolls Royce-Turborneca. Mais, surtout, les deux partenaires d'Eurocopter ont dû ouvrir des discussions entre eux sur le fait de savoir si les accords conclus par Michel Debré et Helmut Schmidt, du temps où ils étaient ministres de la défense, restent toujours en vigueur. Ces accords stipulaient que chaque pays, dans le cadre d'un matériel militaire produit en commun, est libre de l'exporter et que, dès lors, son associé ne peut

pas s'opposer à la vente. Auquel

cas, la France pourrait, s'agissant

du Tigre, se dispenser de l'autorisa-

tion de Bonn.

Jacques Isnard

### Ethiopie-Erythrée : le médiateur de l'ONU s'inquiète du surarmement des belligérants

**NEW YORK (Nations unies)** de notre correspondante

Interrogé sur le nouveau conflit dans la Come de l'Afrique, l'ambassadeur britannique à l'ONU n'hésite pas une seconde: « C'est une guerre totalement stupide!» lance Str Jeremy Greenstock. Un conflit qui, pour une fois, n'est pas une guerre civile mais un affrontement entre Etats et qui a déjà fait des centaines de victimes. Le conseil de sécurité reste pourtant prudent. Le projet de résolution qu'il devait adopter, mercredi 10 février, appelle simplement à un cessez-le-feu. Le conseil, explique un ambassadeur visiblement irrité, « entend s'impliquer par étapes. Mais je ne comprends pas, il aurait fallu au moins faire référence au chapitre sept », une clause qui rend ses décisions contraignantes. Selon cet ambassadeur et bien d'autres, la voie de la prodence adoptée par le conseil face à ce nouveau conflit en Afrique est « dictée » par les Etats-Unis.

L'attitude américaine inite en effet un grand nombre de diplomates, y compris à l'intérieur de l'ONU. Selon l'un d'entre eux, la communauté internationale aurait ainsi perdu « plus de trois mois » car Washington - qui vient d'appeler les deux pays à « arrêter immédiotement les combats » et de demander au « gouvernement éthiopien à

cesser d'utiliser son aviation » ~ avait décidé de confier le dossier à l'ancien conseiller à la sécurité nationale de l'administration Clinton, Anthony Lake, qui « ne connaît ni la région ni son histoire ». Ayant échoué, dit on à New York, les Américains ont rendu, la semaine dermère, « le bébé presque mort » à l'ONU, en le confiant au médiateur

gérien Mohamed Sahnoun. De retour, mardi 9 février d'Addis Abbeba et d'Asmara, où il s'est entretenu avec le premier ministre éthiopien Meles Zenawi et le président d'Érythrée Issaias Afwerk. M. Sahnoun se dit « très inquiet ». Cette guerre, expliquait mardi le diplomate algérien lors d'un entretien accorde au Monde, « est extré-

des Nations unies, le diplomate al-

mement dangereuse, car les belligérants ont eu le temps de s'équiper avec des armements ultramodernes ». Selon lui. « Cette guerre n'est pas une guerre comme au Rwanda ou en Sierra Leone, ce n'est pas un conflit à la machette. c'est une guerre moderne avec des missiles, des bombardiers, des avions de chasse ainsi que des mercenaires qui savent ce qu'ils font ».

Pour M. Sahnoun, le contlit est d'autant plus étonnant que les deux dirigeants sont « des véritables hommes d'Etat et étaient les meilleurs amis ». Pourquoi-ont ils alors décidé de se battre? Selon l'ambassadeur Sahnoun, le conflit a commencé lorsque l'Érythrée, qui utilisait la devise éthiopienne, a décidé, en 1996, de créer sa propre

#### Affrontements violents et guerre de communiqués

Alors que la guerre s'installe à la frontière entre l'Ethiopie et l'Erythrée, Addis-Abeba affirme avoir conquis des postes érythréens en falsant entrer en action son aviation, mais Asmara dément et parle de lourdes pertes dans le camp éthiopien, dans ces zones montagneuses où toute progression est difficile et couteuse en hommes. Les affrontements sont violents sur le front de Badmé, situé dans la partie ouest de la frontière, et, selon le porte-parole du gouvernement d'Addis-Abeba, sur le front de Tsorona (Centre), où l'aviation éthiopienne a une nouvelle fois été mise à contribution.

Le ministère érythréen a pour sa part affirme dans un communiqué, mardi, que les combats ont fait 1 500 morts et 3 000 blessés dans les rangs éthiopiens. De son côté, l'Ethiopie affirme avoir pris « deux bastions majeurs » érythréens sur le front de Tsorona. - (AFP.)

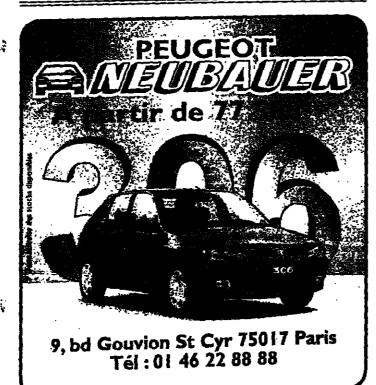
monnaie, ce qui a engendré « des tensions dans les domaines économiaues et commerciaux ». La guerre entre l'Éthiopie et l'Érythree « n'est donc pas uniquement un problème frontalier ». L'indépendance de l'Érythrée, déclarée en 1993, avait été, explique le médiateur de l'ONU, « acceptée dans l'euphone [de l'époque] mais elle n'a jamais été digérée ».

« LES MAINS VIDES »

M. Sahnoun qui devait, mercredi, rendre compte de sa mission au conseil de sécurité, admet être revenu « les mains vides ». Selon lui, il appartient d'abord à l'Organisation de l'unité africaine, dont le plan de paix est à la base des négociations diplomatiques, de s'en charger • au plus haut niveau ».

Pour sa part, le conseil de sécurité pourrait, estime-t-il encore, imposer un embargo sur les armes aux deux pays. Mais un ambassadeur membre non permanent du conseil résume ainsi le dilemme du conseil de sécurité face à la guerre entre l'Éthiopie et l'Érythrée : « Dès demain, on demandera aux deux parties d'arrêter les hostilités. Quelques jours plus tard, on adoptera peut-être une résolution, voire des sanctions... Et après, que fera-t-

Afsanė Bassir Pour



### Le gouvernement italien va procéder à la régularisation de 250 000 immigrés

Le nombre initialement prévu était fixé à 38 000

plus que l'année précédente, où le quota avait été fixé à 58 000. Le gouvernement a prévu que

Le gouvernement italien a publie, mardi 9 fe-

viron 250 000 immigrés pour 1999, soit cinq fois dès l'an prochain la procédure normale des quotas en fonction des besoins serait à nouveau en vigueur (lire aussi notre éditorial page 13).

vrier lors du conseil des ministres, un décret-loi

permettant de procéder à la régularisation d'en-

de notre correspondant Pour la ministre de l'intérieur, Rosa Russo Jervolino, la mesure de régularisation de 250 000 immigrés décidée par le gouvernement italien est exceptionnelle et a pour but de légaliser et d'intégrer tout un volant de main d'œuvre en situation irrégulière dans le pays. Dès l'an prochain, a-t-elle précisé, la procédure normale des quotas en fonction des besoins sera reprise. « Ce chapitre est clos, et le cours normal des

choses reprendra », a-t-elle ajouté. Mais quelles sont les raisons de cette procédure exceptionnelle? Elle fait suite à la circulaire du ministère de l'intérieur qui, à compter du 4 novembre, avait fixé les règles d'obtention du permis de séjour pour tous les clandestins. Et cela afin de réduire le nombre d'irréguliers estimés à 235 000 par le ministère de l'intérieur et à 295 000 selon d'autres sources pour une population d'immìgrés en situation régulière évaluée à 1 100 000 personnes. Tous les candidats avaient jus-

gu'au 15 décembre pour faire valoir leurs droits. Pour ce faire, ils devaient remplir quatre conditions : être présent sur le territoire italien avant le 27 mars, date de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'immigration, justifier d'un travail et d'un hébergement et ne pas avoir de condamnation pé-

#### RÉPRESSION RENFORCÉE

Ce fut un véritable raz de marée. Les consulats et les préfectures furent pris d'assaut car le nombre de places était en principe limité à 38 000 par un décret du 16 octobre. D'énormes queues se sont constituées dans les principales villes d'Italie, notamment dans le Nord. Les autorités ont dû prendre des mesures pour faire face à cet afflux qui a été accentué par l'arrivée aux frontières (française et autrichienne principalement) de milliers de candidats à une régularisation dans l'ignorance des conditions précises qui avaient été fixées par la circulaire. Il a donc été procédé à des centaines de refoulements et il a fallu

mettre en place un système de réservation pour que tout le monde puisse déposer son dossier.

Au bout du compte, 308 233 demandes ont été enregistrées, soit huit fois plus que le quota qui avait été fixé. Le gouvernement de Massimo D'Alema s'est donc retrouvé devant un dilemme: que faire de tous ces immigrés? Dans un premier temps avait été envisagée une régularisation progressive, au fil des années. Il fallait d'abord retrancher les 38 000 déja autorisés et enlever les demandes en double ou irrecevables. Mais au bout du compte le solde s'est établi aux alentours de 250 000. Finalement, la solution du permis de séjour généralisé pour tous les immigrés clandestins et l'expulsion pour ceux qui ne rentrent pas dans les critères énoncés a été décidée. Afin de bien montrer qu'il ne s'agit pas d'un laxisme « irresponsable », ainsi que l'a qualifié l'opposition, Rosa Russo Jervolino a expliqué que tous ceux qui ne remplissent pas les conditions fixées seront reconduits à la frontière et que le recours qui pourra

être intenté contre la décision ne sera pas suspensif.

L'an dernier, il a été procédé à 54 000 expulsions. Au total, ce seront environ 40 000 Albanais, 23 000 Roumains, 22 000 Marocains, 19 000 Chinois, 12 000 Nigérians et 11 000 Sénégalais qui pourront obtenir le permis de séjour. Par la même occasion, le décret-loi du gouvernement prévoit un renforcement de la répression contre les organisations mafieuses qui pratiquent – essentiel-lement depuis l'Albanie – le trafic des réfugiés.

Cette régularisation massive a soulevé les protestations, notamment de l'Alliance nationale (droite) et de la Ligue du Nord, qui dénoncent tour à tour «la mise en place d'une société multiraciale » et s'élèvent contre « l'effet d'annonce » que va produire une telle décision. Roberto Calderoli, secrétaire national de la Ligue du Nord, se déclare ouvertement « raciste » et demande un référendum.

Michel Bôle-Richard

### La Navarre défend son autonomie face aux nationalistes basques

#### de notre envoyée spéciale

La constitution, samedi 6 février, à Pampelune, d'une « Assemblée des maires et élus locaux d'Euskal Herria (Pays basque) A, voulue par les partis nationalistes basques comme le premier pas d'une hypothétique « unité politique » des provinces basques espagnoles et françaises, auxquelles se joindrait la Navarre, a été très mal vécue, en ville. La Navarre est certes le « berceau historique » de la culture basque, mais une large majorité tient à préserver son autonomie. D'autant qu'en Navarre les nationalistes ne détiennent que 26 mairies sur 272, et que c'est un parti de centre droit, allié du Parti populaire (PP, au pouvoir), l'Unité du peuple de Navarre (UPN), qui gouverne.

Mais n'est-ce pas une forme de provocation que de s'être réunis, justement, à Pampelune? Le président du gouvernement autonome, Miguel Sanz (UPN), quarante-six ans, spécialiste en sciences économiques, en sourit presque: « Ne soyons pas dupes : c'est une tentative évidente de vendre à l'opinion publique l'idée que la Navarre fait partie d'une réalité politique - imaginaire - englobant aussi le Pays basque français dans ce qu'ils appellent Euskal Herria! Forcément! Sans la Navarre, cette utopie historique n'a

aucune légitimité: jamais le Pays basque n'a été indépendant! Nous, nous l'étions jusqu'en 1512, lorsque le royaume de Navarre a été le dernier à se rattacher au royaume de Castille. Et encore, par la suite, les rois prétaient-ils serment de respecter nos "fueros", nos droits ancestraux, avant d'être couronnés. Nous ne sommes passés de royaume à simple province qu'en 1841! Voilà pour l'histoire. Le futur ? Je dirais que, si une partie de notre identité est indéniablement basque, par la culture, beaucoup se sentent aussi espagnols: c'est cela notre richesse. Quant à nos intérêts, ils ne coincident pas forcément avec le Pays basque : nous avons des projets vinicoles avec la Rioja, d'autres avec l'Aragon, la Cantabrique, etc. ».

#### « LUTTES-PRÉTEXTES »

Les réactions au projet nationaliste ont été très vives. Y voit-il une « tentative de colonisation > ? « Non. affirme-t-il. on ne pourra "coloniser" la Navarre sans son assentiment. Seulement. il est vrai que les nationalistes prennent des voies plus insidieuses pour faire aboutir leur projet, avec des luttes-prétextes dans le domaine culturel comme, par exemple, l'enseignement de l'euskera [la langue basque] qu'ils estiment insuffisant. En démocratie, tous les projets politiques sont légitimes; mais on ne peut impunément manipuler

comme ils le disent, qu'un Pays basque indépendant pourrait entrer dans l'Europe, hors de l'Espagne, sans s'attirer un veto, relève d'un esprit chauffé à blanc ! »

Ces derniers jours, un certain immobilisme règne dans les discussions sur la paix ; des entrepreneurs de Navarre se seraient vu réclamer « l'impôt révolutionnaire » par l'ETA et une violence de « basse intensité » persiste. « Pour moi, dit sans hésiter Miguel Sanz, il n'y a pas de violence de basse ou de forte intensité : le chantage et l'extorsion sont aussi des violences. Et, dans ce cas, aucune concession politique n'est envisageable Mais ce qui me donne le plus à penser, c'est la récente évolution politique qui fait que la coalition Herri Batasuna [HB] joue le jeu démocratique, dit-elle, mais se refuse à condamner la violence. Le pire, c'est qu'elle a réussi à attirer sur ses positions des partis iusque-là intégrés au système, comme le PNV [Parti nationaliste basque, droite), et EA (Eusko-Alkartasuna, dissident du PNV], qui vont à présent s'attaquer à ce système. Résultat : il n'v a plus de nationalistes "modérés" : tous ont le même but. Pour moi, la seule légitimité. c'est celle qui sort des urnes.»

Marie-Claude Decamps

### Serbes et Albanais du Kosovo sont rappelés à l'ordre à Rambouillet

gociations sur le Kosovo, mardi 9 février, on a commencé à avoir une petite idée de ce qui se passe à l'intérieur du château de Rambouillet où sont cloitrées les délégations serbe et albanaise avec trois négociateurs internationaux. D'abord, ces derniers sont sortis de leur prison dorée pour s'adresser à la presse, ce qui leur a permis, comme l'a noté l'Américain Christopher Hill avec un visible contentement, d'« échapper un moment à la fièvre du château ».

Puis les ministres Robin Cook et Hubert Védrine sont revenus à Rambouillet pour rappeler à l'ordre les deux délégations et éviter que les pourpariers, à peine engagés, ne partent à la dérive. Ils seront de nouveau à Rambouillet jeudi, puis samedi, où l'on décidera de convoquer ou non, pour le lendemain à Paris, une réunion de tous les ministres du Groupe de contact pour l'ex-Yougoslavie (c'est-à-dire, en plus de MM, Cook et Védrine, leurs homologues américain, russe, allemand et ita-

#### PRESSION SOUTENUE

La réunion de Rambouillet est donc fermement encadrée, et la pression très soutenue sur les intéressés. Il le faut manifestement car, comme en témoignait mardi Christopher Hill, « ce n'est pas une partie de plaisir ». L'intervention des deux ministres avait pour but de faire renoncer les délégations, toujours cantonnées à deux étages différents du château, aux conditions préalables qu'elles formulaient plutôt que de se plier aux figures imposées de la négociation. Le projet d'accord se présente

sous la forme suivante : un premier texte énonce dix principes auxquels les parties sont supposées avoir souscrit en acceptant de venir à Rambouillet; il dit essentiellement que le Kosovo, pendant les trois années à venir, jouira d'« une autonomie substantielle », dans le respect des frontières internationales de la Fédération yougoslave; ce texte n'est pas négociable. Viennent ensuite trois « annexes » qui décrivent les aspects institutionnels de l'autonomie (élections, Constitution du Kosovo, rôle d'un médiateur international). Les délégations doivent à présent formuler leurs propositions d'amendements sur ces trois

Une autre annexe (ou plusieurs) devra venir ensuite, pour traiter des « questions de sécurité », c'està-dire non seulement le retrait des forces serbes, le désarmement des milices et la réorganisation de la police au Kosovo, mais aussi le dé-

nale dans la province pour veiller à l'application de ces aspects du règlement. Les Serbes ne cessent de dire qu'ils ne veulent pas de cette force. Le Groupe de contact n'est lui-même pas uni sur ce volet sécurité, qui apparaît d'ores et déjà comme l'un des sujets les plus

#### ANNONCE PRÉMATURÉE

Une petite polémique a opposé ces jours-ci Bruxelles, où les Américains entendaient faire annoncer mercredi par l'OTAN le début des préparatifs pour l'envoi d'une force terrestre au Kosovo, et Paris-Rambouillet, où l'on juge cette annonce inutilement prematurée par rapport au tempo fixé aux pourparlers. Les négociateurs sont en effet convenus de renvoyer à plus tard le volet sécurité et de se concentrer exclusivement pour l'instant sur les aspects politiques

#### Le gouvernement serbe saisit une filiale pharmaceutique américaine

Le chargé d'affaires américain à Belgrade, Richard Miles, a évoqué, mardi 9 février, avec le vice-premier ministre serbe Milovan Bojic, l'affaire de la filiale à Belgrade de l'usine pharmaceutique américaine ICN-Pharmaceuticals, qui conteste la décision d'un tribunal de Belgrade jugeant que l'Etat yougoslave est le principal propriétaire de l'établissement. Le porte-parole du département d'Etat, James Rubin, a déclaré, lundi, que les Etats-Unis « condamnent fermement la saisie par le gouvernement serbe » de l'entreprise, et estimé que cet acte avait été motivé par des raisons politiques.

ICN-Pharmaceuticals appartient à Milan Panic, homme d'affaires américain d'origine yougoslave qui avait été le premier chef du gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro) en 1992 et candidat malheureux à l'élection présidentielle serbe la même année. Il avait été battu par l'actuel président de la RFY, Slobodan Milosevic. - (AFP.)

méthode: qu'on signe d'abord les dix principes (c'est-à-dire un texte qui a pour eux la vertu d'exclure l'indépendance du Kosovo) et après, on verrait... Les Albanais rétorquaient que, dans ces conditions, ils exigeaient d'abord la signature d'un cessez-le-feu garanti par le déploiement d'une force internationale. Hubert Védrine et Robin Cook se sont efforcés mardi de ramener les uns et les autres sur

La bonne surprise, si l'on en

croit l'entourage du ministre français, c'est l'« atmosphère detendue » de l'entretien avec la délégation albanaise: « Ils sont satisfaits de l'implication de la communauté internationale. Ils réclament un référendum dans trois ans, mais ils ne parlent pas d'indépendance tout de suite; aucun n'a employé le mot.» Les différentes tendances au sein de la délégation albanaise se sont exprimées et « elles sont apparues assez unies ». La partie albanaise s'est mise au travail sur les trois « annexes » politiques et se flattait mardi d'avoir déjà mis au point la moitié de ses amendements. « Du côte serbe, dit l'un des diplomates qui ont accès au château, le problème est que toutes les instructions viennent d'en haut » On n'a pas poussé le huis-clos jusqu'à interdire à la délégation serbe d'en référer à Belgrade. C'est l'une des différences avec Dayton, où Slobodan Milosevic était là. « Des revendications préalables ont certes été formulées, poursuivait le diplomate, mais elles ne nous empêcheront pas d'avancer ; je crois qu'elles vont être mises de côté. »

Claire Tréan

### Recul du chancelier Schröder sur la double nationalité

BONN. Le chancelier Gerhard Schröder a reculé sur le code de la nationalité, après avoir perdu la majorité absolue au Bundesrat, la Chambre représentante des Lander. « Je pense que le ministre de l'intérieur va présenter un projet de loi en conseil des ministres, qui puisse re-cueillir une majorité au Bundesrat », a-t-il expliqué dans un entretien au quotidien Süddeutsche Zeitung. Le chancelier s'est prononcé en principe pour accorder la double nationalité aux étrangers voulant devenir allemands, « mais avec des restrictions significatives ». L'idée serait d'accorder la double nationalité aux enfants d'étrangers nes en Allemagne et de leur demander de choisir à leur majorité. Une double nationalité temporaire pourrait aussi être accordée aux adultes qui veulent se faire naturaliser. Ces projets risquent de se heurter à la Constitution, qui interdit de retirer à quelqu'un sa nationalité allemande. - (Corresp.)

### La France « n'est pas réticente à l'élargissement de l'Union »

VARSOVIE. En visite à Varsovie, lundi 8 et mardi 9 février, Pierre Moscovici, ministre chargé des affaires européennes, s'est employé à démentir la « légende » selon laquelle la France, « soucieuse de se retrancher dans le confort d'une Europe à Quinze », serait « réticente à l'élargissement de l'Union ». Mais il n'est pas allé au-delà du discours officiel français, selon lequel il n'est pas opportun de fixer une date à l'élargissement prévu de cette Union. Si les pays candidats veulent eux-mêmes définir un objectif « mobilisateur », qu'ils le fassent, a expliqué M. Moscovici, sans que cela engage les Quinze. La position française, qui se veut exempte de toute « démagagie », apparaît donc désormais en retrait par rapport à celle de certains de ses partenaires.

### Bill Clinton réitère sa proposition de nomination de Richard Holbrooke à l'ONU

WASHINGTON. Le président Bill Clinton a annoncé, mardi 9 février, qu'il allait « prochainement » soumettre à nouveau au Sénat la nomination de Richard Holbrooke comme ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies. M. Holbrooke a accepté de verser 5 000 dollars au département de la justice pour que soient classées des accusations de trafic d'influence qui ont retardé sa confirmation par le Sénat à son poste d'ambassadeur. « Dans une période où les crises internationales, de l'Irak au Kosovo, demandent le leadership des Etats-Unis et des Nations unies, il est essentiel que nous ayons comme ambassadeur à l'ONU un diplomate capable et solide comme Richard Holbrooke », a affirmé

Le département de la justice a précisé que l'enquête n'a pas établi que M. Holbrooke avait volontairement violé la loi. Il était accusé d'avoir contacté, pour le compte de son employeur CS First Boston, l'ambassadeur américain en Corée, quelques mois après avoir quitté son poste de secrétaire d'Etat adjoint. – (AFP.)

### Le chef du Parti communiste russe propose de renoncer au suffrage universel pour la présidentielle

MOSCOU. Le chef du Parti communiste russe, Guennadi Ziouganov, a proposé lundi 8 février de modifier la Constitution pour faire élire le président russe non plus au suffrage universel mais par une réunion collégiale de diverses organisations représentatives. M. Ziouganov justifie sa proposition par la nécessité de faire l'économie du coût financier des élections au suffrage universel, et celle de préserver la stabilité du pays. «Le président et les deux chambres du Parlement ont été élus par les citoyens. (...) Le résultat est que les organes de pouvoir s'entredéchirent depuis sept ans, et ne sont pas capables de se mettre d'accord sur une seule question », conclut-il. - (AFP.)

### Brasilia calme le jeu avec les Etats contrôlés par l'opposition

BRASILIA. Le ministre brésilien des finances, Pedro Malan, a décidé, mardi 9 février, d'autoriser le versement à l'Etat d'Alagoas de 34 millions de reals (15,6 millions d'euros) bloqués par le gouvernement central en raison du moratoire décrété par cet Etat du nord-est du Brésil. (Le Monde du 7-8 février). La décision a été prise à l'issue d'une réunion avec une délégation des dirigeants des sept Etats contrôlés par l'opposition, engagés dans un bras de fer avec le pouvoir central pour obtenir la renégociation de leurs dettes. Les gouverneurs sont très critiques à l'égard des exigences du Fonds monétaire international. Les nouveaux objectifs macroéconomiques fixés la semaine dernière par le FMI impliquent des économies ou rentrées fiscales supplémentaires pouvant atteindre jusqu'à 8 milliards de reals (1 dollar valait mardi

#### **EUROPE**

■ DANEMARK: la marine danoise a commandé, pour 151 millions de francs (23 millions d'euros), au groupement franco-italien Euro-torp, des torpilles légères MU90 qui armeront ses corvettes Flex 300 de lutte anti-sous-marine. Après

les deux pays constructeurs et après l'Allemagne, le Danemark est le quatrième pays européen à commander ces torpilles.

#### ASIE

■ INDE : le premier ministre indien se rendra au Pakistan le 20 février et a affirmé, mardi. qu'il était prét à y discuter du Cachemire, principale pomme de discorde entre les deux pays frères ennemis depuis un demisiècle. Atal Behari Vajpayee rencontrera son homologue Nawaz Sharif en se rendant au Pakistan à bord d'un autocar qui assurera la première liaison routière entre les deux pays, entre New Delhi et Lahore. - (AFP.)

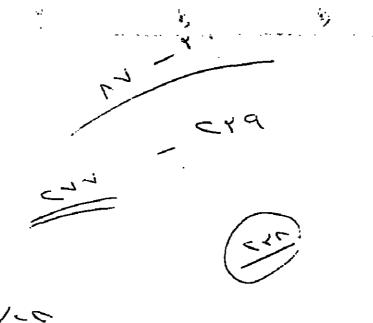
CESSION **DE PARTS** D'UNE SOCIÉTÉ DE NÉGOCE À MAYOTTE

Actionnaire Principal (99 % des actions) cède totalité de ses parts d'une société de Négoce à

SIM - BP 91 97600 MAMOUDZOU Tel.: 02 69 61 11 13:

demander la Direction Générale on

le Secrétariat Général Fax: 02 69 61 14 95





<u> المناسخين بالمناسخين بالمناسخين بالمناسخين بالمناسخين بالمناسخين بالمناسخين بالمناسخين بالمناسخين بالمناسخين</u>

and the second

رين المنظم المناسبة

or angelity 👺

A STREET

-

10 Co. 150 Sec. 200

عاموات المساحدة

10 10 10 **20** 20 2

r this area.

A CONTRACTOR

1 L 48

್ ಉಷ್ಟಾಗು

7 **-** 4 1.1 to 12.52 W

ne na hijan<del>ak</del>a

Logic - Pod shows

**年 八枝花木 編字典** SHOW AND ADDRESS. A POST TIME OF THE SECOND

THE PARTY NAMED IN

the state of the second CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE

The state of the s Man Andrews **国家** A CM Marie at the Control of the Control

El Conton relien a proposition de maragan & Bahard Holly

The second second **建**病原理是"包含的"。 Martin Street Co. St. St. St. St. Bernard Commence of the Commen rank water - was set **新聞を**を表示された。 Butter of the state of the **是要是完全全国工程的是**是企 Section 1 **影情情的感染**。2018年19月2日 。

Lected to Participant propose de renon

With Device of the Company of the Company

केर्ने केर्नु होती है। जा कार्यक के प्रतास कर के प्रतास कर कार्यक कर कर है। इसके केर्नु के किस्सा केर्नु के किस्सा केर्नु के किस्सा कर केर्नु के किस्सा कर केर्नु के किस्सा कर की किस्सा क

And the second section is a second

Single Committee of the second

日本の日本 日本の日本 1

The same of the sa

THE PARTY OF

Marin Dat

### FRANCE

GOUVERNEMENT Après l'intrusion violente d'un groupe d'agriculteurs dans les bureaux de Dominique Voynet et de ses collaborateurs, le 8 février, la ministre de

l'aménagement du territoire et de l'environnement, chef de file des Verts, dénonce, dans un entretrien au Monde, une « France d'hier, revancharde, aigrie », qui « supporte

mal ceux qui ont des choses à lèges de la politique agricole commune ». ● QUINZE SYNDICA-

dire ». Elle met en cause les « privi-LISTES agricoles ont été mis en exa-

men pour violences et dégradations, mardi 9 février. Le saccage des bureaux du ministère suscité une polémique entre la police et la gendarmerie. ♦ LUC GUYAU,

président de la FNSEA, reçu mardi par Lionel Jospin, a « désavoué » les violences, mais sans prononcer aucune condamnation ni annoncer aucune sanction interne.

## Dominique Voynet: « Je suis une cible commode pour l'opposition »

Après la mise à sac de ses bureaux par un groupe d'agriculteurs de la FNSEA et du CNJA, la ministre de l'environnement constate que « les Verts irritent un certain nombre d'intérêts privés : l'industrie nucléaire, les chasseurs, les gros céréaliers »

« Vous n'êtes pas ministre de l'agriculture, mais votre bureau a été mis à sac par les agriculteurs. Etes-vous une cible pri-

- Lundi, les slogans braillés par les manifestants ne comportaient pas d'interpellation nominale. Je ne pense pas être une victime particulière pour les agriculteurs, mais je suis une cible très commode pour une bonne partie de l'opposition, qui essale de diviser la majorité plurielle. La mine goguenarde, mardi, à l'Assemblée, d'un certain nombre de députés de droite, prouvait qu'ils n'étaient pas mécontents. Même si la comparaison est audacieuse, c'est un peu comme il y a dix ans, lorsqu'on disait : "Si une femme est violée, c'est qu'elle l'a bien cher-

- Vous savez bien que, dans la majorité et chez les électeurs de gauche, certains, aussi, ne vous

- Quand on ne fait rien, on n'a pas d'ennuis. Que les Verts irritent un certain nombre d'intérêts privés - l'industrie nucléaire, les chasseurs, les gros céréaliersc'est un fait,

» Que la France d'hier, revancharde, aigrie, supporte mal ceux qui ont des choses à dire, c'est sans doute vrai. Des lobbies sont déstabilisés du simple fait que l'on pose des questions. Par exemple, quand on s'attaque à la sacrosainte référence à l'indépendance énergétique de la France. Ou lorsque l'on tente de mettre en cause les privilèges de la politique agricole commune. Les petits paysans, eux, ne manifestent pas.

- L'absence de condamnation de Matignon et de la majorité, après les insultes proférées à votre encontre lors de la manifestation des chasseurs du 14 février 1998, a-t-elle laissé croire à certains qu'ils pouvaient agir en toute impunité ?

- A l'époque, je l'ai pensé. La solidarité humaine était là, mais la cohésion de la majorité a été insuffisante, assurément. Certains ont peut-être eu l'impression que l'on pouvait se défouler en toute impunité sur une ministre femme. jeune. Verte de surcroît. La situa-



tion aujourd'hui est différente. Lionel Jospin et Jean Glavany, de même que des élus de tous bords, ont condamné ces exactions.

– En septembre, lors de la victoire de la coalition entre le SPD et les Verts allemands, vous aviez le vent en poupe. Ces violences, au lendemain de la défaite des Grünen en Hesse, c'est la fin de Pétat de grâce pour les Verts européens?

- On he peut has comparer. La place des Verts français dans le gouvernement n'a pas la même signification qu'en Allemagne. Nous ne sommes que l'une des composantes de la majorité pluverve. Ma posture en tient

» L'arrivée au pouvoir des Grünen a été une chance formidable : on ne sortira pas du nucléaire sans un accord franco-allemand. Pour les grands projets européens, pour l'intégration des êtrangers, la réduction du temps de travail, pour la fiscalité écologique, leur victoire est une chance.

- Daniel Cohn-Bendit estime que le ministre allemand de Penvironnement, Jürgen Trittin, n'a "pas trouvé les mots" pour ncer la fin du retraitement des déchets nucléaires...

- Il m'est arrivé de considérer que mon camarade Trittin était bien impatient, un peu fougueux. Mais je ne fais pas de reproche aux Grünen. Arriver au pouvoir après seize ans d'opposition, c'est difficile. Trittin travaille avec des fonctionnaires nommés par Helmut Kohl seize ans plus tôt...

- Ne faites-vous pas les frais du ton volontiers iconoclaste de M. Cohn-Bendit?

C'est plutôt lui qui souffre, sur

tielle, fîlt-elle tonique et pleine de le terrain, de mes positions sur la chasse! Nous n'avons pas le même rôle, mais nous sommes parfaitement solidaires. J'ai l'intention de mener aussi cette campagne, de ma place, pour combattre les accusations de néolibéralisme madeliniste qu'on

porte contre lui. - Jean-Pierre Chevènement dit que M. Cohn-Bendit "mérite d'être combattu". Pour lui, les Verts ne font pas partie de la gauche française...

- Je pense que c'est aux Français, et pas à lui, de dire qui compte parmi les progressistes en

- Vous n'êtes pas rancunière... - Ça ne sert à rien.

- A Orange, M. Cohn-Bendit a dit: "Je n'ai pas de patronne"... Les Verts sont comme ça. Les journalistes disent toujours: "François Hollande, le patron du PS". Si l'on disait la même chose pour les Verts, ça vous surpren-

draft, non? - Que pensez-vous du fait que les responsables des partis conduisent eux-mêmes les listes

pour les élections européennes? - A Strasbourg, les Français sont un peu ridicules : avec les Italiens, nous sommes les seuls à cumuler les mandats européens avec des mandats nationaux. En fait, je ne serais pas choquée que les têtes de liste disent : "Je mênerai la campagne, mais je ne siégerai pas. " Je dirais même que je

préférerais ça. – Au lendemain du 13 juin, la gauche "plurielle" fera ses comptes?

- Sur cette question, je ne partage pas les opinions de certains de mes copains Verts. Lorsque, en 1989, nous avions fait un score magnifique, aux élections législatives suivantes on avait parlé de décrue... L'élection européenne est un peu atypique. Un itinéraire s'observe sur la durée.

 C'est la lecture recommandée par Lionel Jospin. Vous avez choisi, comme il l'a demandé lundi, de "valoriser le message" européen sans "se laisser aller à la polémique" ?

- Ce qui m'intéresse, ce sont les idées, les programmes, les propositions. Je suis hostile aux petites phrases, aux mots qui blessent. Les partis de la majorité devraient d'ailleurs, pendant la période de campagne, s'imposer un code de bonne conduite. Tout le monde y

- C'est quoi, aujourd'hui, la gauche "plurielle" ? Une fédération des gauches?

 Une fédération, sûrement pas. Mais que ce soit plus qu'un cartel ou une simple alliance, c'est souhaitable. Surtout si nous voulons tère de l'environnement se sont plaints de la aller au-delà des prochaines échéances électorales... On a trop dit que l'irruption sur la scène politique des Verts posait problème. l'ai meme entend ponds: bien sûr, l'arrivée des Verts correspond à des question Verts constituent désormais un pôle incontournable de la gauche. Celle-ci ne se réduira plus jamais au face-à-face PS-PCF. »

> Propos recueillis par Ariane Chemin et Clarisse Fabre

### Polémique entre police et gendarmerie après le saccage du ministère de l'environnement

L'IRRUPTION impromptue d'une centaine d'agriculteurs dans le bureau de Dominique Voynet, la ministre de l'environnement, hundî 8 février, continue de susciter de multiples remous. Alors que le ministère de l'intérieur a ordonné l'ouverture d'une enquête administrative pour déterminer les raisons de l'intervention tardive de la police (Le Monde du 10 février), quinze manifestants ont été mis en examen, mardi 9 février. pour « dégradations en réunian et violences ». par Michèle Colin, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris. La justice leur reproche le saccage du bureau de M™ Voynet, et un coup porté sur un fonctionnaire du ministère qui s'est vu prescrire six jours d'incapacité temporaire de travail.

Remis en liberté sous contrôle judiciaire. ces quinze agriculteurs sont pour la plupart originaires des départements du Loiret, de averti par les gendames. L'information a l'Eure-et-Loir, de l'Oise, et du Loir-et-Cher, et appartiennent en majorité aux instances dé- cise-t-on. Cet afflux est-il à l'origine de la partementales de la Fédération nationale de confusion ? L'enquête administrative devra syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et en tout cas déterminer précisément à quel du Centre national des jeunes agriculteurs niveau s'est produite la rupture de la chaîne (CNJA). Ils uni interdiction de communiquer de transmission des renseignements fournis

entre eux, et de se rendre à Paris. Ils avaient été préalablement présentés derrière une glace sans tain aux fonctionnaires du ministère de l'environnement. Aucun d'entre enxn'a cependant été formellement reconnu comme auteur des dégradations et des violences.

Les premiers éléments d'enquête recueillis sur le déroulement des faits ont en tout cas permis de déceler un dysfonctionnement dans la circulation du renseignement au sein des forces de l'ordre. La gendarmerie des Yvelines avait bel et bien alerté par telex la direction des renseignements généraux et la sécurité publique du département de l'imminence de l'opération des agriculteurs.

« SEPT ON HUIT DESTINATAIRES » De source policière, on confirme avoir été même eu « sept ou huit destinataires », pré-

par les gendannes. La direction départementale de la sécurité publique des Yvelines dément avoir été destinataire de l'information, soulignant que la majorité des manifestants n'était pas originaire du département. D'ordinaire, pour tout ce qui concerne les problèmes à l'intérieur des Yvelines, les échanges entre gendarmerle et police s'effectuent par fax: Cette fois, indique-t-on à Versailles, il n'en a rien été. Seuls les RG auraient été avertis.

De son côté, la gendarmerie confirme avoir transmis les renseignements en sa possession « en temps et en heure », et me tot mellement avoir omis de signaler à la police le passage des cars des agriculteurs manifestants en route pour Paris. A la préfecture de police, on affirme en tout cas ne pas avoir été destinataire de l'information en possession des gendarmes. Un colonel de gendarmerie est pourtant détaché auprès du préfet de police.

Originaires du Bassin parisien, les manifestants qui se sont introduits au ministère de l'environnement et dans les locaux de l'Ecole nationale d'administration (ENA) appar-

tiennent, selon les policiers, au monde des céréaliers, qui constitue la tendance la plus dure du syndicalisme agricole. Leur opération-commando, apparemment montée sans l'aval de leurs instances nationales, devait se poursuivre en direction du ministère de 'agriculture." Par ailleurs, des fonctionnaires du minis-

lenteur de l'intervention des policiers, après l'irruption des manifestants avenue de Ségur. «Its out mis ou moins 30 minutes », indique l'un d'entre eux. La préfecture de police inque que le delai d'intervennon n'a rien eu d'exceptionnel. Ce jour-là, aucune manifes- Verts en 1936? " A cela je rétation importante n'était prévue à Paris. Les services du préfet étaient mobilisés en priorité sur les risques de chute de neige dans la nouvelles de la société. En fait, les capitale. Lorsque les policiers ont cherché à joindre le cabinet de M™ Voynet pour apprécler la situation, après l'invasion des manifestants, souligne la PP, ils n'ont pu joindre personne. Le saccage des bureaux avait déjà

Pascal Ceaux

#### Les actions de commandos déstabilisent les syndicats agricoles D'accord sur la nécessité de la PAC, Paris et Bonn divergent sur les modalités C'EST avec un air grave que Lio-nel Jospin a accueilli, mardi 9 féinvite par ailleurs à respecter la loi membres de cabinet qui prennent commune », lorsque l'actualité est une poignée de farme ». Il a même évoquent désormais « les mises au

de notre correspondant régional « Le président français sait que l'Allemagne a besoin d'une contribution plus juste au financement de la construction européenne, mais la solution qui sera trouvée ne se fera contre aucun pays européen », déclarait Gerhard Schröder, le chanceller allemand, avant un diner informel avec Jacques Chirac à Marlenheim, dans le Bas-Rhin, mardi 9 février. A la fin du repas, M. Schröder a lâché un laconique « Nous sommes largement d'accord », avant de s'engouffrer dans le bus qui a reconduit les deux délégations à l'aéroport de Strasbourg. De son côté, M. Chirac s'est contenté de s'exprimer en termes généraux, soulignant le nécessaire « moteur franco-allemand pour la cohésion et la construction

Au centre du débat sur l'Agenda 2000 ~ finances futures et élargissement de l'Union européenne ~ est placé le coût de la politique agricole commune (PAC), qui représente près de la moitié des dépenses communautaires. nettement inférieures à celles que L'Allemagne, dont la contribution

D 238 ...

The second section

1

100

nette (le solde entre ce que verse ce pays et ce qu'il recoit du budget européen) est très élevée, demande un rééquilibrage en sa faveur. La France en est d'accord, mais les positions divergent sur la manière d'aboutir à une solution. La l'Union à travers la grille des prix Commission de Bruxelles a avancé l'idée d'un cofinancement de la PAC: les dépenses agricoles de

l'Union seraient en partie couvertes par les budgets nationaux. Cette renationalisation de la politique commune est acceptée par l'Allemagne et par les autres Etats membres « déficitaires » (Pays-Bas. Autriche, Suède), alors que la France refuse, à ce stade, de s'engager dans cette voie, craignant de mettre le doigt dans un engrenage qui pourrait aboutir au démantèlement de la PAC.

Les agriculteurs français sont

Commission propose une sérieuse baisse des prix garantis pour les principales productions (produits laitiers, bovins, céréales, oléagineux). La philosophie du projet que Bruxelles veut mettre en place est de parvenir à une agriculture européenne compétitive, susceptible de rivaliser avec ses principales concurrentes (américaine, australienne, argentine). Cela suppose de produire à des coûts moindres, afin de pouvoir continuer à exporter sans l'aide du budget européen ou, du moins, avec des subventions prévoit la législation communautaire actuellement en vigueur.

La nouvelle réforme de la PAC est perçue comme la volonté renouvelée des dirigeants européens de réduire les garanties de revenus dont bénéficient les agriculteurs de agricoles.

vrier à Matignon, la délégation du Conseil de l'agriculture française (CAF) conduite par Luc Guyau, Les violents incidents de la veille. commis par des commandos d'exploitants déterminés, dont faisaient partie des dirigeants départementaux de syndicats adhérents de la FNSEA, avaient créé un climat tendu. « Nous n'avions pas besoin de ces mouvements inadmissibles d'une partie de nos troupes au début d'une semaine cruciale puisqu'elle est marquée par des rend'autant plus inquiets que la contres au plus haut niveau », nous a déclaré Pascal Coste, président du CNJA et agriculteur en Corrèze, après l'entretien. « Nous avions appelé à des démonstrations calmes, dimanche soir, a-t-il ajouté, mais

> des opérations clandestines. » Le premier ministre a cependant, d'emblée, tenu à préciser à ses interlocuteurs qu'il était conscient qu'ils « n'étaient pas eux-mêmes à l'origine des exactions commises ». C'était un appel à peine voilé aux responsables de la FNSEA, du CNJA, des chambres d'agriculture et des organismes mutualistes pour qu'ils se désolidarisent de ceux, originaires des départements riches du Centre et d'Ile-de-France, qui, par leurs actions, avaient terni l'image de l'ensemble du monde agricole. M. Jospin est revenu à la charge, l'après-midi, à l'Assemblée nationale. Après avoir dit que la voie du dialogue « est et reste ou-

nous ne savions pas que se tramaient

secouée par des violences ur-

Mais sur le perron de Matignon, M. Guyau est resté relativement pondéré. S'il a « désavoué des actions incontrôlées et inacceptables qui ne servent ni la cause du syndicalisme ni celle de l'agriculture », le président de la FNSEA - qui préside aussi le Comité des producteurs agricoles européens (COPA) ~ s'est refusé à prononcer le mot de condamnation et encore moins celui de sanction. Jean-François Hervieu, président de l'Assemblée des chambres d'agriculture, nous a cependant confié, à sa sortie de Matignon, que ce qui s'était passé « était absolument intolérable et s'apparentait à de l'antidémocra-

« ÉVITER LES SURENCHÈRES »

Cette « mollesse », déjà relevée par Dominique Voynet et qui donne la mesure du désarroi de la FNSEA, traversée de courants de plus en plus antagonistes et taraudée par la Confédération paysanne, qui a depuis deux ans ses entrées dans les ministères et à Matignon, a été pointée par le bureau national du PS, réuni mardi. Seul Christian Jacob, ancien président du CNJA et député (RPR) de Seine-et-Marne, proche de Jacques Chirac, a appelé M. Jospin à « relativiser ses propos et calmer le jeu... car lorsqu'il y a dix voitures qui brûlent en banlieue, on n'a jamais verte », il a fustigé « l'exemple dé- vu le premier ministre monter au Marcel Scotto plorable donné à des jeunes que l'on créneau comme il le fait pour trois

accusé le premier ministre de « jouer la provocation ». « Il y a un front commun » entre le chef de l'Etat et le gouvernement sur la réforme de la PAC, a répliqué, mercredi sur RTL, Jean Glavany, ministre de l'agriculture. « Il faut que la France parle d'une seule voix. Ce-

la évite les surenchères », a-t-il affir-

point nécessaires ». Le congrès de la FNSEA, prévu du 16 au 18 mars à Versailles, à l'occasion duquel Luc Guyau sollicitera un renouvellement de son mandat, sera en tout cas l'occasion de vifs règlements de

François Grosrichard



## Temps de travail des fonctionnaires : la vérité des chiffres

La mission Roché sur les horaires et les congés des salariés de l'Etat, des collectivités locales et des hôpitaux rend public un rapport qui « met à plat » pour la première fois la diversité des situations et l'absence de règles claires dans ce domaine

Le ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli, a rendu public, mercredi 10 février, le rapport de la mission interministérielle conduite par Jacques Roché sur le temps de travail des fonctionnaires. Cette première en-

VOILÀ donc le gouvernement à

fonction publique, il avait accepté

le principe de la réduction du

temps de travail dans les adminis-

trations de l'Etat, des collectivités

territoriales et dans les hôpitaux

publics. Emile Zuccarelli, ministre

de la fonction publique, de la ré-

forme de l'Etat et de la décentrali-

sation, avait toutefois convaincu

ses interlocuteurs syndicaux de la

nécessité d'établir, au prélable, un

état des lieux de la réglementation

temps de travail dans les trois

rapport établi par la mission inter-

ministérielle présidée par un ma-

gistrat honoraire de la Cour des

de l'Assurance mutuelle des fonc-

tionnaires, après plusieurs mois

d'enquête - par questionnaires et

sur le terrain -, associant notam-

ment les principales inspections

(finances, affaires sociales, admi-

nistration et éducation nationale).

Ce travail de mise à plat n'avait ja-

mais été mené, jusqu'à présent, de

façon précise et exhaustive. A la

lecture du rapport de synthèse et

de ses trois annexes, on comprend

mieux pourquoi: les quelque

4,3 millions de fonctionnaires

(2,2 millions employés par l'Etat,

1,4 million par les collectivités lo-

cales et près de 700 000 dans les

hòpitaux publics) constituent des

fonctions publiques.

quête précise et exhaustive dans les administrations de l'Etat, des collectivités territoriales et des hôpitaux fait apparaître une extrème diversité de situations et une grande opacité des réglementations et des

pratiques. S'il pròne la souplesse dans l'orga-nisation du travail des différentes fonctions publiques, le rapport de la mission Roché dénonce cependant les inégalités, parfois criantes, entre les personnels. Il recommande

donc « une réflexion globale sur l'organisa-tion du travail » des fonctionnaires. Le gouvernement n'entend s'engager sur cette voie qu'avec la plus grande prudence, après avoir conduit des discussions bilatérales.

lectivité territoirale – au nom de sa libre administration - a pu assouplir et adapter le temps de travail de ses agents, au gre de conflits sociaux ou de particularités sectorielles ou locales. Soit en réduisant effectivement le temps de travail officiel, soit en jouant sur le nombre de jours de congé. L'imagination, dans ce domaine, est infinie. Non seulement « la réglementation relative aux congés annuels est rarement respectée », et « il peut être affirmé que la norme est de six semaines », mais, sur cette base déjà extensive, « s'ajoutent, de facon souvent anarchique, des suppléments de congés permanents qui côtoient des autorisations d'absence

tout aussi permanentes ». À LA SOURCE D'INÉGALITÉS

Le rapport reprend et complète quelques-unes des « perles » relevées par une note préparatoire de l'inspection des finances (Le Monde du 3 février). Ainsi, assuret-il, « il n'est pas rare de voir s'accumuler, aux jours [de congé] "du ministre", des jours des directeurs généraux du département ministériel et des jours des directeurs départementaux, voire des jours des responsables locaux ».

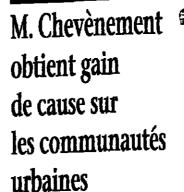
Au total, hormis le statut particulier des enseignants, la mission Roché a relevé des écarts très importants (par exemple, entre 30 et 70 jours de congé au ministère de la culture, entre 35 et 45 à la justice, 45 en moyenne à la jeunesse

que « l'attribution de nombreux congés supplémentaires peut abaisser considérablement la durée hebdomadaire moyenne du travail effectué, rapportée à l'année », 7 jours de congé supplémentaires équivalant à une baisse de la durée hebdomadaire théorique de près d'une beure et quart. Sur cette base, le rapport situe la durée moyenne de travail, dans la fonction publique de l'Etat, entre 35 et 37 heures par semaine, mais dans une fourchette qui va de 29 à 40 heures (voir infographie). Dans les hôpitaux, la fourchette est de 35 h 30 à 38 h 30; dans les communes, de 31 h 17 à 37 h 53. Ces assouplissements pour-

et aux sports). Elle constate donc

raient s'inscrire dans le cadre d'une amélioration du service public. Or, à quelques expérimentations près, le rapport est, sur ce point, très sévère. Non seulement les horaires sont peu ou mal contrôlés, assure-t-il, mais, le plus souvent, la réduction de fait du temps de travail effectif n'a pas été l'occasion « d'une réflexion globale sur l'organisation du travail » et n'a pas été « assez axée sur les besoins des usagers ». Enfin, cette mosaïque de situations particulières, tenues pour acquises, est source de « rigidités » dans les fonctions publiques et, surtout, d'« inégalités » souvent graves entre fonc-

Gérard Courtois



POUR Jean-Pierre Chevènement, l'affaire est entendue : il sera le ministre de l'intérieur qui aura introduit, à la faveur de son projet de loi sur l'intercommunalité, le suffrage universel dans les structures intercommunales. Mais sans prendre le risque de « bloquer le système ». Dès le début de la discussion, à l'Assemblée nationale, M. Chevènement avait défendu le principe d'une désignation par les habitants des délégués des conseils des seules communautés urbaines. Au nombre de douze, elles existent pour la plupart depuis trente ans et « elles ont une identité constituée », ce qui justifie le recours au suffrage universel, avait-il expliqué.

Le 6 février, pourtant, le premier ministre s'était montré plus que réticent (Le Monde du 9 février). Devant les ministres du gouvernement et le bureau national du PS réunis en séminaire, Lionel Jospin avait notamment déclaré : « On ne règle pas la question du suffrage universel par le biais d'un amendement. » Mardi 9 février, M. Chevènement parvient à convaincre M. Jospin, lors d'un tête-à-tête à Matignon, de « faire un petit geste ». Lorsqu'il arrive à l'Assemblée, le ministre de l'intérieur informe un petit groupe de députés socialistes du « feu vert » de Matignon. Dans la foulée, il convie ces mêmes députés pour le soir même, après l'interruption de séance, autour d'un homard poché, place Beauvau, pour rédiger ensemble un amendement à l'ar-

L'opposition est contre, mais, surtout, le PCF est tout à fait hostile à l'introduction du suffrage universel dans les groupements intercommunaux. Il s'agit donc d'éconduire l'adversaire... Par une subtile manœuvre, le gouvernement et Gérard Gouzes (PS), rapporteur de la commission des lois, parviennent à laisser croire à l'opposition et aux communistes que l'article 8 ne sera pas discuté le soir même, mais « réserve ». Le bruit court, dans les couloirs, que M. Chevènement sera remplacé en séance de nuit, au banc des ministres, par Jean-Jack Queyranne.

CONFUSION Quand la discussion reprend, la droite compte six députés, le PCF cinq. La voie est libre... A 9 h 30, M. Gouzes lit son amendement, qui prévoit que « pour les communes d'au moins trois mille cinq cents habitants », seront « distingués, au sein de chaque liste de candidats à l'election municipale », ceux qui « seront appelés à devenir délégués de la commune au sein de la communauté urbaine ». Porteur d'un amendement initial, adopté en commission des lois, qui prévoyait un scrutin d'agglomération distinct du scrutin municipal, Bernard Roman (PS, Nord) se rallie aussitôt à ce scénario, qui a « le mérite de ne pas toucher à l'auto-

...

~::

L'opposition, décontenancée, s'insurge... mollement: « Nous sommes en face d'un amendement important sans avoir eu le temps d'en discuter, s'exclame Francis Delattre (DL, Val-d'Oise). Cela pose un vrai problème. » Prise de court, la droite dénonce la « complexité » du dispositif. « En fait d'un petit pas démocratique, c'est un grand pas vers la confusion », lance M. Delattre. Le PCF dénonce « un coup de poignard dans le dos de la démocratie communale » (Michel Vaxès, Bouches-du-Rhône), mais peine à argumenter. Après trois quarts d'heure de débat, l'amendement est adopté. Sans les voix de

la droite ni celles du PCF. Cet amendement ne s'applique en aucun cas aux nouvelles communautés d'agglomérations créées par le texte de M. Chevènement et dont le principe a été adopté le 4 février. Les députés ont approuvé, en outre, mardi, un amendement de Jean-Pierre Balligand (PS, Aisne) qui incite financierement les communes rurales à se constituer en communautés de communes.

Béatrice Jérôme

### Une situation «anarchique» pied d'œuvre. Il y a un an, lors des négociations salariales dans la et des pratiques concernant le C'est ce constat que dresse le comptes, Jacques Roché, président

Ces durées de travail sont évaluées par la mission Roché sur la base d'un décompte annuel, prenant en compte la durée des congés, mais sans inclure les heures supplémentaires.

mondes d'une complexité et d'une opacité à doucher les plus belles energies modernisatrices.

Tout d'abord, l'organisation du temps de travail des fonctionnaires est « régie par un ensemble de textes disparates » ou même, comme dans la territoriale, « n'est précisée par aucun texte ». Au royaume de la circulaire, ce flou réglementaire a laissé libre cours à « une extrême diversification des si-

accumulation de mesures ponctuelles sans réflexion globale ». Et le rapport note, non sans diplomatie. que la « référence » à la durée hebdomadaire du travail (39 heures en principe) « devient de plus en plus théorique, tant les instruments de modulation à la disposition des agents sont nombreux ».

En clair, chaque administration – parfois chaque service à l'intérieur d'un même ministère -. tuations qui se sont développées par

cessités du service et des aspirations des personnels ». A ses yeux, en effet, « la modernisation de l'administration est un impératif et il parait indispensable de profiter de l'aménagement et de la réduction du termps de travail pour procéder à une nouvelle organisation du travail dans les trois fonctions publiques ».

DISCUSSIONS BILATÉRALES

Un tel chantier, admet pudiquement le rapport, suppose une « réflexion approfondie » et une « très large concertation », tant il est évident qu'il bousculerait de fond en comble le puzzle actuel de situations particulières et tenues pour acquises. Le gouvernement entend bien, d'ailleurs, suivre le conseil. Dans l'immédiat, il est disposé à engager une série de discussions bilatérales avec chacun des syndicats concernés, puis au sein des conseils supérieurs des trois fonctions publiques.

Ce premier tour de table est destiné, insiste-t-on chez M. Zuccarelli, à « valider » le constat établi par la mission Roché. Cette première phase de concertation ne préjuge donc en rien d'éventuelles négociations ultérieures, globales ou sectorielles. Enfin le gouvernement se garde bien de s'enfermer dans un calendrier, même indicatif. Tant il est évident que ce dossier est explosif: compte tenu des contraintes budgétaires, toute réduction du temps de travail des fonctionnaires ne peut qu'avoir des répercussions soit sur l'organisation du travail, soit sur les effectifs, soit enfin sur la masse salariale et sa modération. Autant de pommes de discorde.

### Les privilèges accordés aux agents du ministère des finances

LES HAUTS FONCTIONNAIRES des finances dénoncent volontiers les « privilèges » des agents d'autres ministères. La note de l'inspection des finances, destinée au rapport sur le temps de travail dans la fonction publique, en a donné un nouvel exemple (Le Monde du 3 février). Or, le rapport de Jacques Roché, rendu public mercredi 10 février, montre que Bercy accorde lui-même de nombreuses faveurs à ses agents, pour s'assurer une certaine paix so-

Si l'horaire de référence hebdomadaire, au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, est de 39 heures, les agents qui travaillent à Paris, Lyon, Lille ou Marseille peuvent n'effectuer que 37 h 30, « pour tenir compte des suiétions particulières » auxquelles ils sont soumis. La direction des douanes précise même au'en vertu d'un « usage narisien » les fonctionnaires en poste dans la capitale ou dans ses environs ne travaillent que 35 heures. Il existe, en outre, des régimes particuliers, comme pour les agents chargés de la saisie informatique, par exemple.

Le personnel des deux principales directions (impôts et Trésor) bénéficongés annuels, au lieu des 25 à 27 réglementaires, grâce aux nombreuses journées de repos - baptisées « iournées du ministre », « iournées du directeur » ou, encore. « journée printemps », « journée hiver » ou « jour foire » - que leur accorde l'administration. Cela donne une durée de travail hebdomadaire d'environ 34 heures. En outre, la plupart de ces agents percoivent des indemnités pour des heures supplémentaires qu'ils ne sont pas obligés de faire...

Un grand nombre d'agents pratiquent les horaires variables : ils déterminent eux-mêmes leurs heures d'entrée et de sortie, en dehors de plages fixes, système qui, selon le rapport, permet d'améliorer la qualité du service rendu à l'usager. A la fin de chaque mois, ils peuvent transformer un solde excédentaire en deux demi-journées de récupération. Or, certains arrivent à récupérer jusqu'à huit demi-journées. « Compte tenu de l'importance de la durée quotidienne de présence qu'elles supposent, on peut s'interroger sur le temps de présence et le temps de travail effectif », estime M. Roché.

Rafaële Rivais

### Le gouvernement aborde le dossier avec la plus grande prudence

AU-DELÀ du constat, le rapport Roché trace quelques pistes de réflexion qui ne peuvent qu'inciter le gouvernement à la prudence, tant le dossier du temps de travail dans les fonctions publiques paraît épineux. « L'observation des situations réelles montre que les modifications intervenues se sont réalisées par sédimentajectifs l'ait accompagnée », note-t-il de façon liminaire.

La première recommandation consiste donc à « uniformiser la mesure du temps de travail » dans les trois fonctions publiques. Ce préalable est « impératif pour lever les ambiguités qui existent actuellement » et surmonter les contradictions entre le « principe de parité » des rémunérations et la réalité des services effectués. La mission Roché propose donc d'établir un cadre général reposant sur « une unité commune » (l'heure) et sur « un décompte annuel » du temps de travail effectif, puisque « la référence hebdomadaire est désormais théorique » et « masque la réalité ». A titre indicatif, le rapport indique que, « sur la base d'une référence hebdomadaire de 35 heures sur 5 jours, le contingent annuel à travailler pourrait par exemple ètre fixé, en 1999, dans une fourchette de 1 589 heures/

Un deuxième préalable nécessaire à la réduction de la durée du travail « est la mise à jour de la durée effective du travail ». A cet égard, le rapport recommande d'appliquer la définition établie par l'article 5 de la loi du 13 juin 1998 sur la réduction du temps de travail (la première loi sur les 35 heures). Cette base de calcul annuelle du nombre d'heures à travailler permettrait, insiste M. Roché, de « moduler largement le fonctionnement et l'organisation du travail en fonction des né-

### G. C. cie d'environ 34 jours ouvrés de La disparité des usages dans les collectivités territoriales

**Grands Concours** (communes, départements, ré-E.N.M. gions, offices HLM), des tailles Classique et Exceptionnels des unités étudiées (du village de E.F.B.(C.R.F.P.A.) 800 habitants à la communauté urbaine de 6 000 agents), des mé-Stages tiers considérés (filières techannuels et intensifs niques, sociales, culturelles): ■ SOUTIEN AUX FACULTÉS l'absence de texte législatif sur la durée du travail dans la fonction DROFT/SCIENCES ÉCO publique territoriale laisse aux ■ GRANDES ÉCOLES collectivités toute latitude pour DE COMMERCE s'organiser. Certaines ont depuis Prépas 2 ans et Admiss longtemps réduit et aménagé

leur temps de travail. La ville de

Toulouse, qui emploie environ

8 000 agents, pratique les

35 heures depuis 1982. D'autres

collectivités sont à 38 heures.

37 h 30, 36 heures de travail par

semaine... Selon une étude me-

née par l'Observatoire de la fonc-

tion publique territoriale à partir

des données de l'année 1995, la

durée hebdomadaire de travail

est souvent inférieure à

39 heures: 25 % des administra-

tions étudiées se situent entre 37

et 38 heures : 23 % appliquent

■ CONCOURS SÉSAME-ACCES **■ SCIENCES POLITIQUES** 1" et 2" ANNÉES EXCELLENTS TAUX DE SUCCES STH Tél.: 01 42 24 10 72 Fax: 01 42 24 73 25

Pour vous aider à réussir de BAC 0 à BAC + 4

-mail : isthclu@club-internet.fr inselanements

DIVERSITÉ des structures 36 heures.

Chaque collectivité est libre d'aménager le temps de travail de son personnel. Au Havre, où la durée hebdomadaire est fixée à 35 heures depuis 1982, le temps de travail est annualisé pour les agents à temps non complet et à temps partiel; des contrats (Alpes-Maritimes) 29 jours. Les

une durée hebdomadaire de 35 à épargne-temps permettent aux agents d'épargner jusqu'à 12 jours par an, afin de réaliser un projet associatif. Chaque structure a, aussi, sa propre politique de congés. Le personnel munici-pal de Coudekerque-Branche (Nord) part en vacances 47 jours par an, celui de Cagnes-sur-Mer

Deux ans au moins pour actualiser les hôpitaux

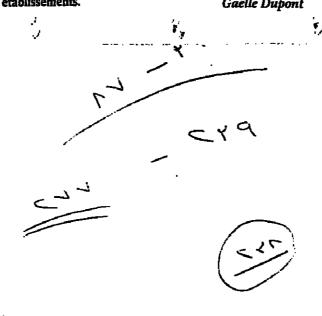
La mission interministérielle estime qu'« un calendrier large d'au minimum deux ans apparaît nécessaire » pour mettre en œuvre les 35 heures dans la fonction publique hospitalière. Constatant que le temps partiel augmente dans les hôpitaux publics, que les soignants représentent aujourd'hui 70 % des effectifs et que les contraintes budgétaires entraînent une précarisation des emplois, le rapport Roché relève, en outre, que la charge de travail des agents connaît

Insistant à plusieurs reprises sur la grande hétérogénéité de l'organisation du travail dans la fonction publique hospitalière, le rapport préconise la création d'un observatoire national et la définition d'un cadre juridique précis. Il souligne que la durée du travail effectif n'est pas définie par la loi pour les hôpitaux et que le passage de 39 heures à 35 heures pour les personnels de nuit, mesure prise en 1991, reste plus ou moins appliqué selon les établissements.

conseils généraux « attribuent 4 iours de congés suplémentaires à leurs agents, le département le plus eénéreux en accordant 12 », écrivent les auteurs du rapport. citant une étude de l'Assemblée des présidents de conseils géné-

En prenant en compte ces variations, la mission conclut à de fortes disparités : de 31 h 30 à près de 38 heures de travail effectuées. Une enquête de La Gazette des communes, citée par le rapport, relève aussi des variations notables d'une collectivité à l'autre. Dans l'Aisne, par exemple, le personnel travaille 206 jours par an (il bénéficie de 46 jours de congés), soit 35,7 heures de travail effectif par semaine, pour un horaire légal de 39 heures. A Bruz (Ille-et-Vilaine), le personnel municipal part en congés 27 jours par an, et effectue donc les 39 heures lé-

Gaëlle Dupont



ar a sa mga Shiniya 🙀 The second The state of the Park Print September 1 أيعطة المسهدات والمسا and the second section THE PROPERTY OF THE PARTY. \*\*\* \*\*\* \*\*\* AND THE SECOND سائين ۾ دي BE THE PERSON

and the second

a specific to the specific sections

**"我不够你有这么多。"** 

Mariatou côte p

19 4 1

وهيوانه الرعود سيبها المام

Pranting Unit 1996

and the second second

State Company

\*\*\*\*\*\*\*\*\*

. 3 . 7<del>8 花</del>女

5 . C . C . S.

200

1.23

- Sec. 54.

مرهدا فالمحا

والحيادين والا

ئى<u>نىچى</u>ڭ رىيانى جىزىنى

and the second professional

· Same

From Holy

s in leth

In the read of the East State of the second section of the s The State we

e e **热糖 华州 惠** SAR THE A THEY **中国联门面 数中电池** · 佛· 神仙· 南海底河 and the second and the same of FER F. A. DEMONA A ROLL SHOWING THE ----The state of the s A STATE OF THE STA 医牙髓 海海 化邻苯磺 vers to security Land March

Space Stranger Strangering

SE EMPER MAN

SON SERVICE OF The state of the s 山谷 海绵 阿耳耳爾 No state and the and the second of the second A PROPERTY OF SERVICE AND A

क्यू विद्वितिक विश्वतिक । १००० **第一条图 355 4 4 1 1 1 1 1 1 1 1 被"你你我看到你**。" gi sage carrier as as Complete with an oracle of **建物等的,在现代的** 人人。 e new British College to the first 2-40 B Commence of Commence

觀察、即如此時間以及

5 markes

THE REPORT OF THE PARTY WAS A PARTY. AND THE PROPERTY OF PROPERTY OF THE PARTY. Bridge & Afficial & Anna 製造機 政治的 投 インフェンス Significant contracts to the state of 新 1g 395g chap chine and a chine to him. 整理 宇宙性 おうしょぶつ And the second s Marine Charles & A. T. C. The waster of a laborate Barrier and annual of the control 

<del>appropries a</del>nd the Section Section 2

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH the state of the s A Section of the sect **大学の大学を表現しています。** A Commence of the Commence of A STATE OF THE STA The state of the s State of the second second The state of the s The way to be

प्रमान के अस्ति स्टब्स्ट के किस क जिल्हा के किस के कि

Barrer -

英名 金冠 子

## SOCIÉTÉ

JUSTICEvingt-six parents africains soupçonnés d'avoir ordonné l'excision de leurs filles ainsi qu'une exciseuse comparaissent depuis le 2 février devant la cour d'assises de

volontaires sur mineures de quinze ans ayant entraîne une mutilation », ● AUJOURD'HUI ÂGÉE de vingt-trois ans, Mariatou Koita est la première

Paris pour « complicité de violences femme issue de l'immigration africes pratiques. Elle a dénoncé, mardi 

caine à avoir porté plainte contre tume ». ● N'ÉTANT PAS RÉPRIMÉE en tant que telle par le code pénal, 9 février, devant la cour d'assises les l'excision est considérée, depuis un arrêt de la Cour de cassation daté du

20 août 1983, comme relevant du crime de mutilation. POUR L'AN-THROPOLOGUE Jacques Barou, cette plainte traduit l'adhésion à une valeur de la société d'accueil.

## Excision: Mariatou côté partie civile, sa mère parmi les accusés

La cour d'assises de Paris juge, depuis le 2 février, vingt-six parents africains soupçonnés de « complicité de violences volontaires sur mineures de quinze ans ayant entraîné une mutilation », ainsi que la femme poursuivie pour avoir pratiqué ces mutilations sexuelles

L'UNE PORTE un tailleur beige. L'autre est habillée d'un boubon coloré, le costume traditionnel africain. La première vient d'obtenir sa maîtrise en droit et rêve de devenir magistrate. La seconde est mère de sept enfants et femme au foyer. Mariatou Koita est la fille de Dienaba. Depuis le 2 février, toutes deux se font face devant la cour d'assises de Paris : Mariaton est sur le banc de la partie civile tandis que sa mère a pris place sur celui des accusés aux côtés de vingt-cinq autres parents soupconnés de « complicité de violences volontaires sur mineures de quinze ans ayant entraîné une mutilation ». A leurs côtés, Hawa Gréou, exciseuse présumée, comparaît en tant qu'auteur principal.

Mariatou Koita est à l'origine de la procédure judiciaire qui a mené à ce procès. C'est elle qui, en janvier 1994, a appris à un juge des enfants qu'elle avait été excisée, comme ses quatre sœurs, sur décision de leurs parents. Pour la première fois dans ce genre d'affaires. une victime décidait de porter plainte et de briser la loi du silence qui couvre ces pratiques de mutilation sexuelle interdites en France. L'enquête policière a permis d'appréhender l'exciseuse, déjà condamnée en 1994 pour des faits similaires à un an d'emprisonnement avec sursis (Le Monde du 17 septembre 1994), ainsi que des parents qui avaient fait appel à ses

Entre Mariatou et sa mère, il y a plus qu'une simple différence de point de vue, il y a un monde d'incompréhension. Devant la cour, la jeune fille, aujourd'hui âgée de vingt-trois ans, est venue dire, mardi 9 février, les souffrances

« physiques et morales » liées à cette « mauvaise coutume ». « Un matin. notre mère nous a dit que nous allions chez le médecin pour un vaccin. Personne ne s'est méfié et nous sommes tous partis dans une ambiance assez joyeuse. » Mariatou et trois de ses sœurs - la petite dernière sera excisée quelques années plus tard - sont emmenées dans un appartement de banlieue. « La première à entrer dans la pièce où se faisait l'excision, ce fut Sira. On l'a entendue crier. Comme elle s'était fait mai au doigt la veille on a pensé que c'était lié, mais en même temps, ce n'étaient pas les cris de quelqu'un qui a simplement mal au doigt. Quand elle est ressortie j'ai entendu ma mère lui dire en soninké [dialecte parlé au Mali] de ne rien dire de ce qu'on lui avait fait. >

Vient le tour de Mariatou. « On m'a couchée par terre, on m'a tenue les jambes et les bras et on m'a excisée. Ma mère était adossée à la porte. J'ai crié, j'ai demandé \* pourquoi ?" et puis on m'a plongée dans un líquide rougeâtre et on m'a rhabillée. » « Votre mère a semble-t-il pleuré pendant votre excision », note la présidente, Martine Varin. « J'ai su qu'elle avait pleuré parce que j'avais été la seule à demander "pourquoi?" ». L'acte terminé, plus personne n'en parle. Un silence que Mariatou ressent comme une agression supplémentaire. « J'ai tenté d'alerter une assistante sociale, mais ma tante m'a entendue et m'a prévenue que je ne devais plus rien dire. »

Mariatou Roita accepte d'autant en partie loin de sa famille. Quelques mois après sa naissance, elle

a été placée, avec ses sœurs, dans une famille d'accueil car le logement des parents était insalubre. Pendant huit ans, les petites filles ont vécu à la campagne, dans la Sarthe, loin des traditions maliennes. Elles ont été excisées dès

leur retour au domicile familial. « Pendant longtemps j'ai cru que toutes les netites filles étaient comme moi. excisées, poursuit Mariatou. J'ai appris ma différence pendant un cours d'éducation sexuelle au

quait que dans certains pays, on enlevait le clitoris, j'ai fait le rapprochement. A seize ans au lycée, je suis tombée sur un livre qui traitait de ces pratiques. Je l'oi lu, j'ai su que c'était interdit et je n'ai jamais plus accepté ce qu'on m'avait fait. » « Votre mère connaissait-elle l'interdiction en 1983, lorsque vous avez été excisée ? », interroge la présidente. « Je ne sais pas, mais, quand

collège. Le professeur nous expli-

pas dans un hôpital, on suppose que les personnes savent que c'est inter-

Quelques minutes plus tot, deux sœurs de Mariatou, qui ne se sont pas portées partie civile, ont également témoigné. Sira n'en veut pas à ses parents. « Ca fait très mal le premier jour, avoue-t-elle, mais ça passe après et j'ui appris à l'accepter. On m'u dit au on faisait ca pour une question d'hygiène et pour ça se fait dans une salle de bains et suivre la tradition. » Sira est en-

ceinte et affirme que si son enfant est une fille, elle ne la fera pas exciset, « Nous avons été élevées ici ditelle. Nous avons eu une éducation européenne et africaine, on prend le bon de chaque côté. Mais chacun a sa façon de penser. Pour vous, l'excision est une mutilation, pour nous

UNE TRÈS GRANDE DOULEUR

Maimouna, en revanche, s'élève contre cette attitude d'acceptation. Si elle n'a pas porté plainte, c'est, dit-elle, par crainte de représailles de ses parents. Mais, comme Mariatou, elle a quitté le domicile familial à sa majorité. De son excision, à cinq ans, elle se souvient \* d'un grand savon, d'une salle de bains couverte de carrelage, d'un plastique mouillé posé sur le sol, de femmes autour » d'elle et d'une très grande douleur. « J'ai eu tellement mal que je n'arrivais pas à marcher pendant plusieurs jours. Aujourd'hui encore je ressens des douleurs lorsque j'ai une relation sexuelle. l'ai conscience d'avoir quelque chose en moins que les autres. Pour moi, l'excision c'est une barbarie. »

Appelée à réagir aux propos de sa fille, Dienaba Koita se lève. « le yous remercie de ce que vous avez fait, lance-t-elle. Pour moi, c'est le jour de la honte d'être confrontée à mes enfants qui viennent dire des choses sur moi. Je n'oublierai jamais et je devrais mourir aujourd'hui. Vous devez être heureux de ca. L'excision n'a pas commencé avec moi-Toutes ces personnes qui sont là dans le box ont-elles menti ? Peut-on croire que nous sommes les ennemis de nos propres enfants ? »

### Un acte coutumier assimilé à une mutilation

L'EXCISION, qui consiste en l'ablation totale ou partielle du clitoris ou des petites lèvres et qui peut aller jusqu'à la suturation des grandes lèvres (infibulation), n'est pas, en tant que telle, réprimée par le code pénal français. Jusqu'à un arrêt de la Cour de cassation du 20 août 1983, les personnes coupables de tels actes pouvaient être poursuivies pour « coups et violences à enfant de moins de quinze ans » (ayant, le cas échéant, « entroiné la mort sans intention de la donner ») ou, parfois, pour « non-assistance à personne en danger ».

Statuant sur le cas d'une Française coupable de sévices physiques sur sa fille, la haute juridiction avait considéré que « l'ablation du clitoris résultant de violences volontairement exercées, constitue une mutilation ». Considérée comme un crime, la mutilation tombe sous le coup de l'article 222-9 du code pénal qui punit d'une peine maximale de quinze ans de réclusion criminelle l'auteur principal ou les complices, lorsque les victimes sont des « mineurs de moins de

En 1987, se fondant sur cet arrêt, la cour d'appel de Paris s'était déclarée incompétente pour juger un couple malien accusé d'avoir fait exciser leurs six petites filles. Les juges avaient estimé que le rite africain consistant en l'ablation du clitoris ne pouvait être considéré comme de simples coups et blessures moins son excision qu'elle grandit volontaires, mais comme un crime de mutilation

passible de la cour d'assises. Depuis l'arrêt de la Cour de cassation, qui ne

populations d'origine africaine, les affaires d'excision sont donc presque toujours criminalisées. Le premier procès aux assises s'est déroulé à Pontoise (Val-d'Oise) en mai 1988. Poursuivis pour l'excision de leur bébé âgé de cinq semaines, qui devait succomber des suites de ses blessures, un homme et ses deux co-épouses avaient été condamnés à trois ans de prison avec sursis. Dans la majorité des cas, les cours d'assises sont

concernait pas directement le rite pratiqué par les

en général clémentes et prononcent des peines assorties du sursis total. La première peine de prison ferme (cinq ans dont quatre avec sursis) a été prononcée le 8 janvier 1993 par la cour d'assises de Paris, à l'encontre d'une Gambienne reconnue coupable d'avoir fait exciser ses deux filles.

Ces procès criminels posent un problème de fond dans le sens où ils se transforment systématiquement en la mise en accusation d'une pratique, plus qu'au jugement des personnes qui s'en sont rendues coupables, intervenant, le 3 février, au procès qui se déroule devant la cour d'assises de Paris, Michel Erlich, psychiatre-anthropologue, spécialiste des mutilations sexuelles, a ainsi expliqué que l'excision s'imposait à ces populations « comme une pratique à laquelle on ne peut déroger sous peine d'être exclu de la communauté ». Quitte à braver l'interdit imposé

Acacio Pereira

#### Jacques Barou, anthropologue

### « L'excision relève surtout d'une pression collective »

Des interprétations fantaisistes on fantasmatiques circulent en Europe à propos du rituel africain de Pexcision. Quelle en est, à vos yeux de chargé de recherches au CNRS, la signification exacte?

~ A l'origine, ce rite de passage était observé au moment de la puberté, pour signifier la séparation des sexes. La circoncision et l'excision se pratiquaient parallèlement à l'occasion de grands rituels d'initiation permettant de confirmer chaque individu dans son rôle masculin ou féminin. L'excision est présente dans de nombreux mythes africains sur la création du monde. Ainsi, dans la tradition des Dogons du Mali, le dieu Ciel a fécondé la Terre, son épouse, avant qu'elle ne soit excisée. De cette union sont nés le renard pale ou le chacal, qui ont semé le désordre dans le monde. Ainsi, pour de nombreuses populations africaines, la création du cosmos implique la séparation claire et nette des deux sexes par la circoncision et l'excision. La naissance d'un enfant d'une femme non excisée est considérée comme l'annonce du désordre, du malheur.

L'Islam n'a-t-il pas modifié cette croyance?

- En réalité, les Africains islamisés ont interprété l'islam de manière à le faire coincider avec certaines de leurs traditions. Comme la circoncision existe dans l'islam, les populations qui ne séparent pas circoncision et excision croient que cette dernière pratique est aussi religieuse. Cette interprétation repose sur une confusion et traduit la recherche d'un syncrétisme entre la tradition musulmane et des rites

L'Organisation mondiale de la santé évalue à 130 millions le nombre de fillettes et de femmes ayant subi des mutilations génitales en Afrique et au Proche-Orient. L'ONU parle de 2 millions de fillettes excisées par an en Afrique. Ces chiffres reflètent-ils la réalité ?

sant d'une pratique que l'on cache aux autorités, là où elles luttent contre, et à la famille. On fait parfois « semblant » pour satisfaire les anciens, les grands-mères, les grands-tantes. La réalité est complexe: certaines ethnies ont toujours ignoré l'excision, d'autres l'ont abandonnée, d'autres encore la pratiquent non plus à la puberté

mais sur des bébés. Quelle est l'étendue du phénomène au sein de l'immigration africaine en France?

Cette pratique ne concerne que les populations originaires du Sahel (Mali, Mauritanie, Sénégal), issues d'un milieu rural. Le fait d'avoir reconstitué dans l'immigration une vie communautaire assez intense a

« Je suis partisan d'une répression car la loi est valable pour tout le monde »

permis le maintien de la tradition, dont on hésite à s'affranchir, du fait du lien très fort tissé avec le pays d'origine. Il est probable qu'entre 30 000 et 40 000 femmes sont concernées en France, mais toute évaluation est hasardeuse car certaines femmes refusent l'excision sans l'avouer franchement, tant il est difficile de s'affirmer contre le groupe. Celles qui s'engagent pour dénoncer l'excision sont accusées d'être dévergondées, occidentalisées, de faire perdre l'identité culturelle africaine. Pour la première fois, une Française issue de la deuxième génération de l'immigration met elle-même en cause, devant la justice, ses parents et une exciseuse.

Cette attitude marque-t-elle un tournant dans l'histoire de l'intégration des Africains en

- probablement, car ce geste qui

- C'est très difficile à dire, s'agis- traduit l'adhésion à une valeur de la société d'accueil était pratiquement impossible pour une femme de la première génération immigrée. Cette étape, même si elle n'a pas de signification générale, montre qu'existe désormais la possibilité d'affirmer sa liberté individuelle face à une pratique qui relève moins d'une conviction intérieure que d'une pression collective.

La justice pénale est-elle un bon moyen de traiter la question de l'excision ?

- Le passage devant les assises, le recours au jury populaire donne une dimension spectaculaire qui occulte toute la complexité du phénomène. Une publicité malsaine pourrait faire apparaître les accusés comme des gens non civilisés, attachés à des pratiques barbares. Les Africains risquent d'interpréter le procès criminel comme une discrimination, une volonté de déprécier leurs traditions. Peut-on continuer à affirmer cela à partir du moment où c'est une Africaine qui porte plainte? Ne négligeons pas les réactions de désespoir probables chez des parents déjà désarçonnés par l'assimilation progressive de leurs

Votre critique du traitement judiciaire vous amène-t-elle à penser qu'il faut laisser faire?

- Pas du tout! Je suis partisan d'une répression car la loi est valable pour tout le monde. La fustice doit intervenir. Mais plutôt que les jurés, des magistrats professionnels me sembleraient mieux à même d'accompagner la sanction de pédagogie. Le fait que de nouveaux cas apparaissent après dix années de répression montre les limites de la stratégie suivie. Sans doute devraiton aller plus loin dans le travail d'information et de sensibilisation. A seulement culpabiliser des gens déjà déstabilisés, on s'expose à une revendication brutale de restauration de ces traditions.

> Propos recueillis par Philippe Bernard

### Non-lieu annulé pour un policier de Mantes-la-Jolie

PRÈS DE HUTT ANS après les est tuée sous les yeux de ses colfaits, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles (Yvelines) a infirmé, mercredi 10 février, le non-lieu dont avait bénéficié Pascal Hiblot, le policier auteur d'un coup de feu mortel sur Youssef Khaif, un Algérien de vingttrois ans en juin 1991 à Mantes-la-Jolie. Les magistrats ont ordonné

un supplément d'information.

Dans la nuit du 8 au 9 juin, Pascal Hiblot et ses collègues du commissariat de Mantes-la-Jolie interviennent pour mettre fin à un rodéo automobile auquel se livrent plusieurs jeunes du quartier du Val-Fourré à bord de voitures volées. Alors que les fonctionnaires ont établi un barrage, c'est le drame. Une voiture conduite par Lhadi Saïdi, un Marocain de dixneuf ans, ne parvient pas à éviter le véhicule de police et le percute. La jeune gardienne de la paix, Marie-Christine Baillet, trente-deux ans,

tard, alors que les policiers sont toujours sur place, une seconde voiture se dirige vers eux à vive allure. Pascal Hiblot sort alors son arme et, par trois fois, fait feu dans sa direction, tuant le conducteur, Youssef Khaif, d'une balle dans la TÂCHES ADMINISTRATIVES

lègues. Mais une demi-heure plus

Au terme de huit ans d'instruction, pendant laquelle il n'a été ni incarcéré, ni suspendu mais affecté à des tâches administratives dans un commissariat de l'Essonne, Pascal Hiblot a bénéficié, le 28 juin 1998, d'une ordonnance de nonlieu prise par Jean-Marie Charpier, juge d'instruction à Versailles. Le parquet et la famille du jeune homme avaient fait appel de cette décision.

Le 13 janvier, lors de l'audience devant la Chambre d'accusation,

l'avocat général Alain Junillon avait requis le renvoi de Pascal Hiblot devant la Cour d'assises, alors que son avocate, Me Françoise Berrux, plaidait l'état de nécessité et la légitime défense. Selon elle, la voionté de tuer de son client « n'existait pas », estimant « imprudent » voire « très molodroit » d'avoir maintenu sur place « ce soir-là, qu sein du dispositif de sécurité » un policier « extrêmement choqué après avoir assisté à la mort de sa collègue». Mercredi matin, la Chambre d'accusation a confié à son premier conseiller, Richard Teboul, un supplément d'information destiné à définir les responsabilités. Les avocats de la famille de la victime. MaOlivier Fontibus et Alain Mikowski se sont félicités, mercredi, d'une « décision qui va permettre de poursuivre les investigations après une première instruction bàclée ».

Jean-Claude Pierrette



## PROCÈS DU SANG CONTAMINÉ

Naissance de la Cour de justice « surréaliste » de la République

Bons mots du président Le Gunehec, incertitudes sur la motivation de l'arrêt, controverses sur la venue de certains témoins : le procès de Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé, dans l'affaire du sang contaminé, a débuté dans une extrême confusion



TOUT COMMENCE par cette gravité qui sied à la justice. Un vibrant avertissement de l'huissier -« La Cour ! » - et les juges entrent. Une masse noire et solennelle. Bernard Cazeneuve, le benjamin des douze parlementaires, est le premier. Ils s'installent. Quinze juges en arc de cercle, tous en robe, uniforme des juges, et leurs suppléants derrière. Christian Le Gunehec, leur président, est parmi eux. Mardi 9 février, justice et politique accouchent d'une nouvelle cour, la Cour de justice de la République, taillée sur mesure, ou presque, pour l'affaire du sang

Bientôt pénètrent à pas leuts, visages graves, ceux qu'elle est ap-pelée à juger. Laurent Fabius, puis Georgina Dufoix, enfin Edmond Hervé. Une colonne de ministres,

#### INSTANTANÉ

#### LES APPROXIMATIONS DU PRÉSIDENT

Est-il perdu ? Est-il tendu ? Ou estil par nature déroutant ? Lorsqu'il présidait la chambre criminelle de la Cour de cassation, il n'y a pas si longtemps, le président Le Gunehec contrôlait la bonne mise en forme de l'ensemble des procès pénaux qui se tenaient en France, gendarme en chef de la procédure. Or, mardi, sur trois térnoins, pas une prestation de serment n'a été correctement prononcée... Que Mª Sabine Paugam et Max Lecoq déposent des conclusions au nom de familles de victimes hémophiles, et le voici qui s'inquiète de savoir s'il doit les viser. Que Jean Ducos, ancien président de la Commission consultative de la transfusion sanguine (CCTS), indique qu'à sa connaissance le professeur Jacques Ruffié, ancien président du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), absent, est souffrant, le président demande : « Vous ne pourriez pas lui téléphoner pour lui

Dans sa carrière, le président de la Cour de justice ne s'est guère frotté aux juridictions de jugement. Manque d'expérience. Mais son absence de rondeur, parfois, détonne également. A Mª Paugam, qui tente, en vain, de se faire écouter : « Je n'ai pas à vous entendre (...). lei vous êtes des passants qui passent. – Peut-on alors déposer des conclusions? -Vous pouvez déposer vos condusions sur un meuble. » A Mª Jean-René Farthouat, qui tente d'expliquer les raisons pour lesquelles sa cliente, le docteur Claire Gazengel, n'entend pas se déplacer : « Ce n'est pas à un avocat de témoin de mener les débats ! » Que Mª Françoise Toubol-Fischer veuille faire de même pour Claude Weisselberg, conseiller d'Edmond Hervé: « Vous n'avez pas à plaider ! » Ou que Mª Gérard Welzer veuille connaître le contenu d'une lettre qui a motivé l'absence de témoins : « La cour appréciera » ou, plus sèchement : « Ca suffit maintenant! » Et quand Mª Bernard Cahen, avocat de Georgina Dufoix, s'inquiète enfin de savoir si le jugement, si lourd de conséquences, sera motivé ou non, sans ciller, le président de la Cour de justice répond : « C'est peut-être le sus-

**#**.

une ligne de prévenus. Il n'y a pas de banc mais de petits bureaux. Un pupitre taillé pour chacun. Ils posent cartables et sac à main, s'assoient, croisent les mains. Regards sombres, silences, puis vérification des identités de ces prévenus qui fixent par en bas leurs juges devant eux surélevés.

Avec la maîtrise fragile d'un meneur de débats débutant, le président Le Gunehec appelle les soixante-deux témoins. A comme Allain, Jean-Pierre, ancien responsable du département recherche du Centre national de transfusion sanguine (CNTS). Et c'est le premier accroc. Comme Michel Garretta, ancien directeur général du CNTS, Bahman Habibi, son adjoint, Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, Claire Gazengel et Yvette Sultan, médecins spécialistes de l'hémophilie, et Claude Weisselberg, conseiller d'Edmond Hervé, le docteur Allain a fait savoir, par lettre, qu'il n'entendait pas venir témoigner.

Le procureur général, Jean-François Burgelin, faux accusateur puisqu'on sait déjà qu'il ne soutiendra pas l'accusation, se lève. Il souligne la « situation partivéritable tricot procédural : en tant que mis en examen dans le dossier du sang contaminé instruit selon le droit commun par la juge d'instruction Marie-Odile Bertella-Geffroy, ils ne sont pas soumis à l'obligation du serment. Mais, en tant que témoins dans la procédure im-

gner. Ils sont venus accuser. Dire avec violence qu'ils ne voulaient

pas de cette justice d'exception.

Qu'ils n'en veulent toujours pas. Et

que, finalement, débat ou non, leur

Yves Aupic, quarante et un ans,

une canne dans chaque main, tient

à rester debout. Il lit un texte, ce

que la procédure ne prévoit pas.

Mais devant la maladie... Personne

ne s'y oppose. Foudrové lors d'une

ascension du mont Blanc en août

1985, M. Aupic a été opéré et trans-

fusé avec du sang contaminé. Avec

Sylvie Rouy, trente-six ans, conta-

minée lors d'un accouchement, il

est la seule victime encore vivante

parmi les sept plaintes qui fondent

le renvoi des trois ministres devant

la Cour de justice. Présente mardi

matin à l'audience, M= Rouy ne

s'exprimera qu'ultérieurement, son

avocat ayant fait valoir qu'elle était

Yves Aupic estime d'emblée les

ministres « coupables » et consi-

dère que les faits dont il a été vic-

time constituent un « crime » : « La

qualification a été minorée au ni-

veau d'un vulgaire délit. » Il est ve-

nu « demander des comptes ». Mais

il rejette en bloc la procédure qui

fait de lui un « témoin » alors qu'il

ne se considère absolument pas

comme tel. « Je suis victime. » En

conséquence, il aurait souhaité

pouvoir être partie civile. La juridic-

tion? Il la considère « partisane ».

L'accusation ? « Le parquet s'est dé-

jà fourvoyé deux fois [NDLR : en

prononçant deux réquisitoires de

non-lieu en faveur des ministres].

Sa présence est une insulte aux vic-

actuellement « sous morphine ».

conviction est déjà faite.

vraient, en revanche, devant la Cour de justice de la République, jurer de dire toute la vérité dans des débats auxquels ils ne peuvent

« Il y a une évidente contradiction », constate le représentant du ministère public. La défense acquiesce, ainsi que l'ensemble des avocats des témoins, dont la présence agace manifestement le président et ajoute un zeste d'exception à une procedure qui n'en manque pas. Le procureur général

examen, mais certains, à l'appel de leur nom, indiquent au contraire qu'ils souhaitent «fermement» prêter serment... Sourires sur les bancs de la Cour.

Alors que les avocats Sabine Paugam et Max Lecoq ont déposé des conclusions pour protester contre l'impossibilité pour les familles de victimes de se porter partie civile devant la Cour de justice. le président se lance dans un

ment aux témoins qui sont mis en

#### 9 février, justice et politique accouchent d'une nouvelle Cour, taillée sur mesure, ou presque, pour l'affaire du sang contaminé

Un véritable tricot procédural : mardi

force publique pour faire venir ceux qui ne le souhaitent pas et qu'il ne soumettra pas à l'amende ceux qui refuseront de prêter serment. Peine perdue. La Cour décidera de faire venir, au besoin entre

Le président Le Gunehec rebondit. « Je dois signaler que nous sommes tous conscients que la procédure prévue par la Constitution et par la loi organique présente certaines particularités et curiosités, qu'elle est à certains égards impressionniste, voire surréaliste. » Le bon mot. Le président indique qu'il en-

indique qu'il ne requerra pas la: « rapport de synthèse » assez lénifiant, où il n'est curieusement nullement question du fond de l'affaire mais seulement du fait que « les juges se détermineraient en leur âme et conscience, sans céder à aucune pression », de ce que les d'un «tragique enchaînement» et de ce que les trois ministres étaient « depuis trop longtemps en état de

Chacun à leur manière, les trois ministres déclinent alors de courtes déclarations liminaires. Sur un ton de tribun, lisant son texte, Edmond Hervé dit vouloir « assumer son action ». « Je démon-

trerai mon innocence et celle de mes collaborateurs. J'entends que la vérité et le droit soient respectés. » L'ancien secrétaire d'Etat à la santé tonne contre le fait qu'on ait pu prendre son caractère réservé, chéritage de [son] histoire et de [sa] culture », pour « de l'apathie et de la légèreté ». Il insiste sur les « incertitudes » de l'époque -« Comment ne pas faire confiance à l'unanimité des experts consultés!» - et affirme que «l'histoire de la santé publique retiendra que jamais nous ne sommes allés aussi vite entre l'apparition d'une maladie nouvelle, la découverte de son agent

causal et son dépistage ». Voix plus douce, debout, Georgina Dufoix invite les juges à « voir ce qu'est une décision politique dans un contexte scientifique qui évolue ». Elle veut donner du sens à sa petite phrase, « responsable, mais pas coupable », qui lui a « coûté extremement cher»: « C'est juste de répondre à des gens qui ont souffert. » Elle entend aussi « répondre de ses collaborateurs ». Elle cite le nom de chaque plaignant. Elle se « sent dans la paix » avec l'une d'elles. « Ces hommes et ces femmes ment on a pris ces décisions. » Elle dit encore l'impasse : « Quand on parle, on dit que vous êtes cynique ; quand on se tait, on dit que vous vous en fichez. »

Laurent Fabius, plus bref, assure qu'il répondra « à toutes les questions » que formuleront ses juges et concentre, pour l'instant, son propos sur les victimes. « l'espère que ce procès, qui est devenu nécessaire, permettra d'établir que nous avons agi en conscience et comme nous le devions, qu'il va préciser les causes réelles de ce drame. Chacun, ici, a un droit et un devoir de vérité. l'attends de ce procès que, dans le respect de la douleur, il serve la vérité et la justice. »

Curieuse ambiance que celle de cette juridiction. Curieuse image, si ce n'était la gravité du dossier, qui se reflète sur écran géant, en plan fixe, dans la salle d'audience : mi-tribunal du peuple, mi-jeu télévisé. Les caméras, comme à chaque début de procès, ont tourné puis se sont effacées - les prévenus ont refusé d'être filmés mais un goût d'audiovisuel a persisté. Le décor de ce prétoire d'occasion est celui des plateaux de télé. Rampes de spots, mobilier ocre, moquette taupe, pupitres et micros. A chaque candidat son bu-

Etrange ambiance. Une fois passée la colère des plaignants (lire cidessous), le président regarde sa montre : il est à peine 16 heures. Il avait prévu de terminer à 20 heures. Flottement. Personne n'a encore posé de questions. Personne n'a porté l'accusation. Un non-procès? Que faire? Que dire? Parler du dossier? Entamer la chronologie? Suspendre jusqu'au lendemain ? « Mascarade ! » « Comédie ! », soufflent au premier rang du public clairsemé les rares familles de victimes présentes.

Une voix suggère alors de visionner des cassettes vidéo. Le président trouve l'idée assez bonne. Projection. Sans aucune mise en perspective par rapport au dossier et sans commentaire. Préparé par la défense de Laurent Fabius, un premier montage expose diverses coupures de presse et divers extraits de journaux télévisés, essentiellement de l'année 1985. Retour sur les incertitudes du monde médical, telles qu'elles étaient médiatisées par les télévisions. Sur la notion de « porteur , sain » alors véhiculée. Sur les questions éthiques soulevées par l'information à donner aux personnes testées séropositives.

Puis l'on visionne un reportage complet d'Antenne 2 du 6 mars 1985 « sur un sujet crucial et 🔹 périlleux » qui est « désormais un problème de santé publique », selon le lancement de présentation de l'époque. Versé au débat par la commission d'instruction, le document évoque les dangers de la maladie, les risques transfusionnels et les enjeux économiques liés au dépistage du sida. Puis l'on projette un document où sont notamment interrogés les professeurs ennemis Robert Gallo et Luc Montagnier à propos de la découverte du virus. Quelle date. 1984 ? Non, non. 1983. Confusions. Le président Le Gune-

hec se perd dans les scellés. Alors, on se quitte. Juges et prévenus d'un côté, journalistes et public clairsemé de l'autre, regagnant la sortie du Centre de conférences internationales, moquette et tapis rouges, plantes vertes à l'entrée. Remise des badges aux hôtesses à l'accueil, tickets pour le vestiaire. Entre-temps, une Cour est née. La Cour de justice « surréaliste » de la

J.-M. Dy







Le réquisitoire des témoins contre une « mascarade de justice »

Et le « témoin » prend date devant les juridictions internationales, sous les encouragements, dans le public clairsemé, de quelques familles de victimes, dont les plaintes n'ont pas été retenues devant la Cour de justice. « C'est un requisitoire plus qu'une déclaration », commente le président Le Gunehec.

Le procureur général Jean-Francois Burgelin a à peine le temps de lui expliquer qu'il ne pouvait procéduralement faire autrement que de le citer comme témoin pour qu'il puisse s'exprimer qu'Agnès Cochin, une pharmacienne qui a perdu son fils à l'âge de cinq ans (Le Monde du 10 février), déverse à son tour sa colère. « Ça fait des années que j'attends ce jour. » Son regard accroche celui des ministres, impassibles, à

times. » En définitive, l'ensemble

constitue, pour lui, « une masca-

rade de justice indigne d'un pays dé-

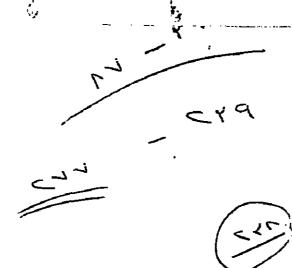
quelques mètres, et surtout celui d'Edmond Hervé: « 4500 condamnés à mort que vous avez faits! En êtes-vous conscient? » Elle dit le prix du test de dépistage: « Vingt francs, le prix de la vie de mon fils ! » Et elle lance : « Ignorer l'urgence du sida en juin 1985, c'est ignorer les camps de concentration en 1945 ! »

« VOUS AVEZ LES MOYENS » Puis Mee Cochin met aussi en doute l'impartialité des juges. A une exception près: « Je compte beaucoup sur vous, monsieur le président. » « Pourquoi ces gens qui se disent responsables occupent encore des fonctions dans les affaires de la cité? questionne-t-elle encore. Vous n'avez pas honte, monsieur, madame? » On demande s'il y a des questions. Il n'y en a pas. Côté parquet, côté défense. « De toute façon, je n'aurais pas accepté de ré-

Gilles Pérard, quarante-sept ans, a perdu son père, décédé à la suite d'un pontage cardiaque ayant nécessité une transfusion. Lui aussi se tourne vers les prévenus. « le demande à ce que vous soyez punis comme il se doit. Vous aviez les moyens de stopper cette endémie. » Mais l'agressivité, cette fois, est moindre que chez le témoin qui le précédait : « Bien sûr, il y a certain degré de cuipabilité. Vous n'avez jamais eu la volonté d'intoxiquer. Mais vous aviez une obligation de résultat. Surtout M. Hervé et Ma Dufoix, vous n'avez pas fait votre travail correcte-

M. Auphe I victure of the

Trois voix seulement, pour toute l'affaire du sang contaminé. Des places vides dans le public. La salve a duré une demi-heure à peine. Personne n'a posé de question. Personne n'a souhaité engager le dé-





945 PAGE 17 127.77 1 197 1 The state of the s The state of the s Marine - Marin and and the formation 學 图 医多种 经 原 the street of the same The state of the s **通用的** 对于2000年2000年 The same of the sa the second second AND THE PARTY OF T

THE RESERVE THE PARTY OF THE PA

## Pour la défense, les informations parues en 1985 illustrent les incertitudes scientifiques de l'époque

Des extraits des journaux télévisés ont été visionnés lors de l'audience

LA PRESSE de 1985 pourra-t-elle servir de caution aux trois prévenus? Pouτra-t-elle, en d'autres tennes, permettre de justifier une absence ou un retard dans une prise de décision? C'est visiblement ce qu'avaient en tête plusieurs avocats de la défense au cours de l'audience du 9 février. Ils ont insisté pour que la cour visionne une cassette préparée par leurs soins, visant à démontrer que les incertitudes scientifiques de l'époque - au demeurant réelles trouvaient un large écho dans les médias, brouillant de ce fait la perception que les autorités pouvaient avoir de la gravité du sida. On y voyait le professeur Jean Bernard président du Comité national d'éthique, sous-estimer la gravité du sida et le docteur Willy Rozenbaum relativiser l'importance du sida post-transfusionnel comparativement aux autres voies de

contamination du virus. Après le visionnage de cette cassette, l'avocat général, Roger Lucas, a insisté pour que la cour accepte par souci d'équilibre - de visionner des extraits de journaux télévisés de l'époque sélectionnés par la commission d'instruction de la Cour de justice de la République.

SANS REMISE EN PERSPECTIVE

Changement de tonalité: on s'aperçut alors que la télévision intormait parfois de manière précise et documentée sur les risques du sida. Le 6 mars 1985, un journal de 20 heures d'Antenne 2 présenté par Christine Ockrent consacrait 9 mn 45 à la maladie. Une enquête de la journaliste Lucie Soboul pointait les risques de la transmission par voie sanguine du virus et insistait déjà - sur les nécessités de la pré-

Présentées ainsi à l'audience, sans le moindre débat, sans la

toutes ces coupures de presse, tous ces extraits de journaux télévisés, ne démontrent pas grand chose. La presse de l'époque se faisait d'abord l'écho de ce que pensaient les médecins et les scientifiques, mais aussi des informations que distillaient les pouvoirs publics. Comment comprendre, sinon, que certains journaux, dont Le Monde n'aient pas encouragé la diffusion de seringues à usage unique pour les toxicomanes ou que d'autres quotidiens, dont Libération et Le Monde aient, pendant de longs mois, focalisé leurs articles sur les risques de discrimination des groupes à risque, en premier lieu

De la même manière, il n'est guère possible d'analyser sérieusement les contenus des articles pu-

moindre remise en perspective, bliés durant l'été 1985 sur les traitements des hémophiles sans s'interroger sur la manière dont les dirigeants de la transfusion sanguine justifiaient auprès des médias ieurs décisions. A l'évidence, personne n'avait cru bon de fournir aux journalistes la note que le docteur Garretta, le directeur général du CNTS, avait écrite, le 7 mai 1985, au directeur du Laboratoire national de la santé et dans laquelle on pouvait lire que « conscient que trois mois de retard signifient, à terme, la mort de 5 à 10 hémophiles et d'un certain nombre de leurs proches, l'équipe de direction et les chefs de département concernés du CNTS estiment que c'est maintenant une urgence absolue d'interrompre la prorogation de cette contamination chez les hémophiles et leurs fa-

Personne, non plus, ne leur avait parlé de ce courrier adressé le 5 juillet au professeur Ducos, le président de la Société nationale de transfusion sanguine, par le profes-seur Boneu (CRTS de Toulouse) dans laquelle on pouvait line ceci: « Ma conscience professionnelle me dicte qu'il est nécessaire d'interdire dès aujourd'hui la délivrance des produits non chauffés pour tous les hémophiles quitte à importer massivement et de façon transitoire pendant 1 ou 2 mois les produits chauffés auxquels les hémophiles peuvent prétendre (...) Je suis convaincu qu'il y a là matière à scandale si les médias s'emparent de cette affaire et l'ensemble des médecins transfuseurs et responsables d'hémophiles seront accusés à juste titre de négligence. »

Franck Nouchi

## La « décision » hors normes du président Le Gunehec

UNE LETTRE du président Le Gunehec qui n'a pas été encore évoquée à l'audience pourrait, selon certains juristes, poser des problèmes procéduraux. Le 5 janvier, le bâtonnier Jean-René Farthouat, conseil du docteur Claire Gazengel, informe par courrier le président de la Cour de justice de la situation particulière de sa cliente. Mise en examen pour empoisonnement dans la procédure instruite à Paris par la juge Marie-Odile Bertella-Geffroy, Claire Gazengel figure également parmi les témoins cités devant la

Cour de justice de la République. En tant que témoin, elle est susceptible de prêter serment devant la Cour mais en droit pur, cette prestation est potentiellement attentatoire aux droits de la défense si elle comparaît un jour devant une juri-

Le président Le Gunehec répond à M™ Farthouat dans une lettre datée du 8 janvier. Faisant référence à la loi organique de novembre 1993 instituant la Cour de justice et au code de procédure pénale, le magistrat éctit : « Il m'est apparu, comme à vous, que leur audition sous serment posait un délicat problème, non prévu par le législateur. »

Cet avis du président serait presque anodin s'il n'était assorti du paragraphe suivant : « C'est pourquoi, contrairement à l'avis exprimé à ce sujet par un éminent universitaire spécialisé, consulté par mon prédécesseur, et compte tenu de l'atteinte aux droits de la défense de ces témoins particuliers qui pourrait résulter, en l'espèce, de leur prestation de serment - qu'elle soit d'ailleurs imposée ou acceptée -, j'ai décidé qu'ils en seraient dispensés lors de leur audition devant la Cour de justice de la République. »

CURIEUX CONDITIONNEL Un mois avant l'audience proprement dite, le président Le Gunehec « décidait » ainsi seul d'une mesure qui relève a priori de la compétence de l'ensemble de la Cour de justice, en audience publique. Le président terminait cependant sa lettre par un curieux conditionnel, en contradiction apparente avec l'affirmation précédente : « Tel serait donc le cas pour votre cliente, comme pour toutes les personnes qui sont dans la même situation. »

## Un homme au seuil de la salle: « Mon fils est mort. Je peux entrer?»

PLUS QUE JAMAIS, on attendant dehors le contre-procès de celui qui, pour trois ou quatre semaines, aura lieu dedans. Dedans, c'est la salle d'audience de la Cour de jus-

REPORTAGE\_

Dehors, on guettait foule, cris des mécontents : sagesse résignée à l'ordre du jour

tice de la République. Dehors, c'est la rue ou la salle des pas perdus, le lieu ouvert à ceux dont la parole n'entre pas dans le cadre de la loi. Ne prévoyant la présence des victimes qu'à titre de témoins cités et non comme parties civiles, cette juridiction inédite avait tout pour laisser croire que le centre de gravité du procès serait déplacé vers l'extérieur du prétoire.

Dehors, on guettait donc la foule, les associations de victimes, les cris des mécontents. Mais comme l'avait expliqué dans nos colonnes le président d'Act Up Paris, Philippe Mangeot (Le Monde du 9 février), les militants de l'association, qui s'étaient illustrés lors du procès Garretta en brandissant les effigies des ministres couvertes de sang, laisseront agir seule la justice qu'ils avaient réclamée. Très peu nombreux, les partisans du jugement pénal des ministres ont choisi

la discrétion. Au petit matin, mardi, ne se pressait qu'un petit groupe anonyme : étudiants en droit, avocats. amis de témoins, soutiens des prévenus ou « simples citoyens ». Au point que les caméras de télévision semblaient en mal de sujet, ne sachant où se tourner. Elles s'arrêtaient sur Edmond-Luc Henry et Olivier Duplessis, respectivement

président de l'Association des hémophiles et de l'Association des transfusés, sur tel avocat ou sur quelques-unes des victimes appelées à déposer le jour même. Dans la rue, c'est à peine si un passant ou deux arboraient une pancarte rédigée à la hâte.

5

« Agir en dehors du proces? A quoi bon? On ne se connaît même pas entre nous, expliquait le mari de Sylvie Rouy, victime et trop malade pour témoigner le premier jour. De toute façon, un procès qui exclut les parties civiles est une parodie de justice. » Une forme de sagesse résignée semblait à l'ordre du jour. Certains attendaient toutefois leur heure. Me Jacques Verges errait dans le hall aux côtés de sa cliente, Agnès Cochin, qui venait d'être entendue comme temoin. Critiquant d'un air indifférent un « tribunal de complaisance où les parties civiles ne sont pas invitées à garantir l'objectivité », il a annoncé son intention d'assigner prochainement les trois ministres pour «faute» devant le tribunal de grande instance, « seul lieu qu'il nous reste pour parler », et d'y demander 1 franc de dommages et intérêts.

« On ne va pas avoir la vengeance et la haine toute notre vie », murmuraient de leur côté des commerçants de la région nantaise qui avaient eux aussi perdu leur fils. Leur souffrance calme a dérouté les plus disciplinés des gardes. «Je peux entrer?», a demandé l'homme au seuil de la salle d'audience, alors qu'il n'avait pas d'accréditation. « Impossible », a tranché le garde. « Mon fils est mort. Je peux entrer? », a répété l'homme. Ce fut comme un sésame. Et il est allé s'installer face à la Cour, sans rien demander de plus.

Marion Van Renterghem

#### CARNET

#### AU CARNET DU « MONDE » <u>Naissances</u>

- Dominique Brun, ivan Channeille. Odene Brun. Bulle J. Vautier,

ses grands-mères, Berthy Estampes,

Anne Brun, Jean-Luc Brun, Alexan Chaumeille, Philippe Lamaison, ont l'immense joie d'annoncer la nais-

Alma CHAUMEILLE,

le 3 février 1999, à Paris.

#### <u>Mariages</u>

Philippe et Anita TEXIER,
Ginseppe et Catharina BARBIERI,
ont la joie de faire part du mariage de

Justine et Alberto.

célébré dans l'intimité, à Campello

152 boulevard Magenta, 75010 Paris. Via dei Sabelli nº 39, 00185 Roma.

 Jean-Louis Audirac. on époux. Piene-Alain Audirac.

Sa famille et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M∝ Paulette AUDIRAC, survenu le 7 février 1999, dans sa soi cante-dix-huitieme année.

Les obséques ont été célébrées, le 10 février, en l'église de Buanes (Landes).

4, rue Ronsard. 92360 Mendon.

 On nous prie d'annoncer le décès, survenu le vendredi 5 février 1999, dans sa soisante-douzième année, de

M. Michel BALANÇON. directeur de centre hospitalier honoraire.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus aricle intimité.

86, rue de la République, 28130 Saint-Plat.

#### ... Judas Azuelos. Lisa et son époux.

et leurs enfar Michelle Aknine et Danielle, sa fille,

Victor Akt et ses enfants, Robert et Judith Aknine, Joseph et Jonathan,

Elie Lascar Nicole, Brigitte, Valérie, leurs époux et leurs enfants, Alice Azuelos et Charles Puravel,

Alice Zermati, Yves, Sonia et Norbert,

ses entants, font part du décès de leur mère, sœur, grand-mère, arrière-grand-mère et tante, Rahmouna BENHAMOU,

survenu, à Paris, le 6 février 1999.

8, rue Octave-Femillet, 75016 Paris.

- Sa femme et ses enfants ont la tristesse de faire part du décès de Maurice CARRIL,

survenu le 8 février 1999, à l'âge de

Les obsèques auront lieu au cimetière de Montmarre, après la cérémonie reli-pieuse qui sera célébrée le samedi 13 fé-vrier, à 10 b 30, en l'église Saint-Jean de

Cet avis tient lieu de laire-part.

- Catherine Chabrol, Marie et Guillanne,

Juliette, Eléonore, Alix. es eniants, Jacqueline et Maurice Chabrol,

ses parents, Didier, Marie-Pascale, Bertrand, ses frères et sœur, Et toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de Jean-Benoît CHABROL,

survenu le 5 février 1999, à l'âge de cinquante-deux ans.

> Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 17 h Permanence le samedi jusqu'à 16 heures

- M. Michel Drapier, son époux, Philippe et Patricia Drapier, Claire Drapier,

ses enfants, Louis et Emilie, ses petits-enfants, sa mère.

M= Claude Fleury.

M. et M= Michel Maziau.

ses sœurs et son beau-frère, M. René Drapier, son beau-père, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M= Monique DRAPIER, née JUBERT,

survenu le 8 février 1999.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 12 février, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame de Dijon, suivie de l'inhumation dans le cavezu de famille

> 225, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. 16, rue du Chapeau-Rouge,

La présidente, Le doyen de la faculté de droit,
Les personnels de l'université ParisXII-Val-de-Marue,
ont la tristesse de faire part du décès,
survenu le 8 février 1999, de

Monique DRAPIER, maître de conférences de droit publis à la faculté de droit de Saint-Maur.

Ils s'associent à la peine de sa famille. Université Paris-XII-Val-de-Marne. 61, avenue du Général-de-Gaulle, 94010 Créteil Cedex.

- M. et M= André Pastant, out la tristesse de faire part du rappel à

M Yvette HAMONIAUX, née MOLLARD,

survenu le 7 février 1999, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 12 février 1999, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Montrouge. 82, avenue du Général-Leclerc, Paris-14. L'inhumation aura lieu au cimetière du

Montparnasse, dans le caveau de famille. 7 bis, avenue Schoelcher, 78800 Houilles.

SOUTENANCES DE THÈSE 83FTTC-12,65€ la ligne Tarif Etudiants 99

Jean KRETSCH, fils de Jean-Baptiste et de Jeanne-Marie

veuf d'Adèle Minvielle, décédé le 30 janvier 1999, a été inhumé à Oloron-Sainte-Marie (Pyrénées-Atlanprisonnier de guerre, sans enant, il aurait eu quatre-vingt-quatre t

27 fevrier. Contact : un de ses neveux et filleuls,

Louis-Marie Ligné. 19, rue du Parterre. 72000 Le Mans.

L'Association des utilisateurs du concept MEIC a la tristesse de faire part du décès du

Dr Alain LAMBIN-DOSTROMON, survenu en novembre 1998.

- Le président de l'université Rennes-II. L'UFR de sciences sociales, Le département de géographie, Le Inboratoire RESO, ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue et ami,

Georges MACÉ professeur émérite. rice-président de l'université. ommandeur des Palmes académiques survenu le 7 sevrier 1999, à Laval

\_ M= Odile Menard. Ses enfants. Ses dix petits-enfants,

ont la grande tristesse de faire part du décès de M. Jean MENARD, croix de guerre 1939-1940, chevalier de la Légion d'honneur,

de l'ordre national du Mérite. rappelé à Dieu, le 9 février 1999, dans sa quatre-vingt-cinquième amée.

La cérémonie religieuse sera célébrée e vendredi 12 février, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, 82, avenue du Général-Leclerc, Paris-14.

sa paroisse, où l'on se réunira. L'inhumation aura lieu au cimetière de Solesmes (Sarthe), dans le caveau de

Cet avis tient lieu de faire-part. 43, avenue Ernest-Reyer,

75014 Paris.

#### <u>Remerciements</u>

- Nadine, Marcel et Stéphanie

#### Frédéric.

parti vers le soleil. M. et M= Marcel Benguigui, 7, allée du Bois.

78360 Montesson.

### Anniversaires de décès

 11 y a deux ans, Aline GAGNAIRE

s'en allait. « Ne plus voir l'ombre

Ne plus caresser que la douceu du premier soleil du premier jour.

 Casablanca, Paris, Nice. Le 11 février 1998. Marie-José

nous quittait Tout potre amour et toutes nos pensées vont vers elle.

Familles Leroux-Bigorre.

Jacky PLOIX

partie le 11 février 1992. Pierre Ploix

LE MOUVEMENT JUIF LIBÉRAL DE FRANCE (MJLF) vous propose, dans le cadre de son cycle

<u>Conférences</u>

de conférences sur la pensée juive, la première intervention de Shmed TRIGANO, re de conférences à l'Université,

dans la pensée juive ». Jeudi 11 février 1999, 20 h 15, MILF - 11, rue Gaston-de-Caillavet, Paris-15 - Buffet dinatoire

. Rxil et retoui

après la conférence. Participation aux frais : 120 F. Renseignements et réservations au siège du MJLF. Tel.: 01-44-37-48-48.

Les fins de guerre au XVIII siècle en Europe », par Jean Chagniot, directeur d'études à l'EPHE, le lundi 15 février 1999, à 18 heures, au palais abbatial de Saint-Germain-des-Prés, 5, rue de l'Ab-

Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la défense dans le cadre de conférences « De la

guerre à la paix ».

Communications diverses Le FW SYMPOSIUM. de l'information Du 1º au 5 mars 1999

La société mondiale de l'information : acteurs et victimes

Renseignements et inscriptions TEL: 01-47-04-45-25

CARNET DU MONDE 'ARIFS 99 - TARIF à la ligne DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE. ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS

136 TTC - 20,73 € TARIF ABONINÉS 118 F TTC - 17,98 € NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES 520 F TTC - 79,27 € FORFAIT 10 LIGHES Toute ligne suppl.: 62 FTTC - 9,45 € THESES-ÉTUDIANTS: 83 F TTC-12,65 € COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter 92 01.42.17.39.80 + 01.42.17.38.42 Fax: 01.42.17.21.36

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux

lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

Souhaitez la SAINT-VALENTIN dans le Carnet du "Monde" le 14 février

83 FTTC LA LIGNE

### RÉGIONS

## Le mal des banlieues gagne des quartiers de Paris

Des cités de la capitale sont, elles aussi, traversées de tensions. La gauche estime que la mairie a trop longtemps nié la concentration des difficultés sociales dans certains secteurs sensibles

LE MALAISE des quartiers sensibles n'est plus l'apanage de la banlieue... et les Parisiens le font savoir à leurs élus. « On a atteint un niveau en conformité avec ce aui se passe ailleurs », affirme le principal du collège Robert-Doisneau, dans le 20' arrondissement, s'adressant à Jean Tiberi. Lundi 8 février, le maire RPR de Paris s'est rendu au stade Louis-Lumière, entre la porte de Bagnolet et la porte de Montreuil, à la rencontre des parents d'élèves et des enseignants. Il venait y parler de « sécurité » et se plaindre publiquement du mauvais traitement infligé par l'Etat à Paris en matière d'effectifs de police.

« Le gouvernement a annoncé un redéploiement en faveur de vingt-six départements, dont Paris est exclu. Or la délinquance y augmente deux fois plus vite qu'ailleurs, et elle est pour moitié le fait de non-Parisiens », a-t-il insisté, en préambule

L'Etat souhaite plus de logements sociaux

Une convention-cadre pluriannuelle a été signée entre Louis Bes-

son, le secrétaire d'Etat au logement, et Jean Tiberi, maire (RPR) de

Paris, et rendue publique lors d'une visite mardi 9 février de loge-

ments sociaux dans le 13º arrondissement. M. Besson a souligné « la

baisse plus qu'alarmante des engagements de logements sociaux enre-

gistrés depuis 1994 ». On est passé d'« un peu moins de 2 900 logements

sociaux en 1994 à 700 environ en 1998 », face à 60 000 demandes non

satisfaites. « Cette forte tendance à la baisse, dont Paris n'a pas l'exclu-

sivité, doit être impérativement renversée », a affirmé le ministre.

L'objectif de cette convention (réaliser 2 100 logements sociaux par

an) est jugé insuffisant par Georges Sarre, maire du 11º arrondisse-

ment et président du groupe MDC du Conseil de Paris. Et Bertrand

Delanoë, président du groupe PS, estime qu'il s'agit « d'une avancée

aux doléances locales. Doléances qui, si elles convergent vers plus de sécurité pour les habitants des quartiers sensibles, révèlent aussi la lenteur des services de la ville à prendre en compte leurs problèmes quotidiens. « le vous ai alerté depuis trois ans sur ce qui se passe sur ce stade », accuse Michel Charzat (PS), maire du 20°, qui regrette « la lenteur des services à réagir » et « sur le terrain, le désengagement budgétaire de la municipalité parisienne » en matière de prévention et de politique de la ville. «Les quartiers des Amandiers et de Saint-Blaise ont le sentiment d'être abandonnés par l'Hôtel de Ville », assure l'élu socialiste, poursuivant avec M. Tiberi un dialogue de sourds opposant « le désengagement de la ville » au « désengagement de l'Etat », l'« animation des quartiers » à la « répression de la délin-

Jusqu'ici le « mai des banlieues » a surtout frappé les périphéries des grandes villes: Vénissieux ou Vaulx-en-Velin pour Lyon : le Val-Fourré à Mantes-la-Jolie ou la Cité des Indes à Sartrouville pour Paris. « politique de la ville » est née de ces urgences. Paris semblait épargnée. Aujourd'hui, à entendre les témoignages, des bandes armées de battes de base-ball, de pitbulls, ou d'armes à feu selon le cas s'en prennent aux enseignants sur les stades, aux halls d'immeubles aux policiers même. « Il v a un an et demi, le commissariat du 20 arrondissement a été attaqué à coups de gourdin, en représailles à l'interpellation d'une bande de jeunes. Ça avait fait trois lignes dans la presse », regrette Bertrand Bret (PS), adjoint

au maire du 20. Les élus de gauche de la capitale, aux commandes de six arrondissements, affirment que le phénomène n'est pas nouveau. « La logique de Jacques Chirac, quand il était maire, était qu'il ne pouvait rien se passer de mal dans sa ville. L'Hôtel de Ville a pratiqué la politique de l'autruche, en niant les problèmes, assure M. Bret. Il a fallu attendre Tiberi pour que soit désigne un adjoint chargé des quartiers sen-

« On a de plus en plus d'actions de preventions, proteste l'adjoint en question, Didier Bariani (UDF), ancien maire du 20°. Mais des jeunes avec des pit-bulls près des studes, je ne suis plus sur que ça relève de la prévention. » Son bilan en matière de politique de la ville reste maigre,

comme l'a révélé le comité de pilotage de juillet 1998, présidé par le préfet de Paris. Alors qu'une convention a été passée, pour cinq ans, en 1995, entre la Ville (300 millions de francs), l'Etat (100 millions de francs) et le Fonds d'action sociale (20 millions de francs), les chefs de projet des onze zones urbaines sensibles (ZUS) ou quartiers prioritaires - la plupart sont dans des arrondissements gérés par la

#### « Les Amandiers et Saint-Blaise ont le sentiment d'être abandonnés par l'Hôtel de Ville »

gauche - n'ont été désignés qu'en 1998. 10 % seulement des 85 millions de francs rajoutés par le conseil régional d'fle-de-France depuis 1996 ont été utilisés. « Sous couvert de politique de la ville, l'Hôtel de Ville a surtout utilisé des financements pour conduire des politiques de réhabilitation de logements qu'il aurait de toute façon réalisées », estime M. Bret.

Si la situation n'a pas explosé avant, c'est grâce à un tissu associatif riche, preexistant à la politique de la ville, à l'image de celui du quartier Curial-Cambrai, dans le 19, où Véronique Schneider vient de prendre ses fonctions de chef de

projet. « La politique de la ville n'invente rien mais elle nous donne plus de mayens et une cohérence d'action au niveau de chaque quartier », estime-t-elle, prudente.

En fait, la politique de la ville ne fait que démarrer à Paris. La mairie s'apprête à signer avec l'Etat et la région une nouvelle convention, couvrant la période 2000-2005. A cette occasion, le préfet de Paris, Colette Horel, pousse à une politique plus structurée des interventions thématiques (aides à l'emploi, lutte contre la toxicomanie...), qui ont mal fonctionné jusqu'à présent. « Des groupes de travail prévus au niveau central, seul a subsisté celui concernant la délinquance, parce qu'il avait pour mission d'attribuer des subventions spécifiques », regrette-t-elle.

Entre les tours du quartier Curial-Cambrai, en plein après-midi, des maîtres-chiens patrouilient. Au centre d'animation, dont les vitres brisées attendent réparation, des enfants s'initient à l'informatique, un groupe de jeunes musiciens répète en studio, un animateur sportif prépare la salle de musculation. « Il y a quinze ans, les gens se battaient pour habiter la \*résidence Edmond-Michelet", aujourd'hui, ils finient la "cité Curial", constate Michel Bulté (RPR), adjoint chargé du logement, en se demandant s'il ne faudrait pas, pour « reconstruire la cité », abattre certaines des tours. Comme l'ont fait certaines villes de banlieue.

### La SNCF satisfaite de la régionalisation

L'EXPÉRIENCE de décentralisation du transport ferroviaire régional menée depuis 1997 dans six régions volontaires a permis d'améliorer les services et d'accroître le trafic avec des budgets stables, selon un premier bilan dressé, mardi 9 février, par la SNCF, qui souhaite généraliser l'expérience. « La régionalisation a créé une dynamique de développement et de modernisation du transport régional de voyageurs, qui était auparavant le parent pauvre du transport ferroviaire », a souligné Jacques Chauvineau, directeur de l'action régionale à la SNCF.

Avec 5 000 trains et 800 cars quotidiens, le transport express régional (TER) draine 500 000 voyageurs par jour, soit 60 % des utilisateurs de la SNCF hors région parisienne. En 1998, malgré les grèves de fin d'année qui ont affecté le transport régional, notamment en Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), le trafic a augmenté de 4,9 % dans les six régions pilotes (Alsace, Centre, Nord-Pas-de-Calais, Pays de la Loire, PA-CA et Rhône-Alpes), alors qu'il n'a progressé que de 3,2 % dans les

DÉPÊCHES

■ DÉCHETS : un Français sur trois a trié ses déchets d'emballages ménagers en 1998, le taux de recyclage devant atteindre 50 % en 1999, selon le bilan rendu public, mardi 9 février, par la société agréée Eco-Emballages. Il y a 19 millions de « trieurs », c'est-à-dire d'habitants disposant d'un système de collecte sélective dans leur commune. Deux millions de tonnes de déchets d'emballages ménagers ont été valorisés, soit un taux de valorisation supérieur à 60 %. Près de 14 000 communes, regroupées en 533 collectivités locales, sont parte-

naires du programme. ■ TRANSPORTS: près de 400 bus propres ont été mis en service fin 1998 par les collectivités locales seion un bilan du Groupement des autorités responsables de transport (GART). Ces bus qui roulent avec un carburant amélioré (5 à 15 % moins poituant que le gazole) sont surtou alimentés par le gaz naturel de ville (GNV), qui représente 20 % de la flotte actuellement en commande. ■ BORDEAUX : le groupe Parchiffres sectoriels. Affirmer que tel ar- touche, qui était candidat à la construction d'un casino à Bordeaux, vient de dénoser un recours devant le tribunal administratif contre la délibération du conseil municipal du 30 novembre accordant la concession de ce marché à son concurrent, le groupe Accor. Les

ment qu'il n'y a pas eu égalité des

chances entre les candidats dans

cette procédure de délégation de

service public. Le dossier du casino,

également contesté par Pierre Hur-

mic, élu écologiste, fait l'objet d'une

enquéte de contrôle de la légalité de

la part des services préfectoraux.

## Des chiffres qui donnent

### une fausse image de la réalité

SELON les statistiques publiées par la préfecture de police de Paris, la capitale a enregistré un accroissement de la délinquance de 4,6 % pour l'année 1998 : 284 663 faits répertoriés au lieu de 272 145 en 1997 (Le Monde du 19 janvier). Cette statistique giobale peut se décliner par arrondissements et alimenter des querelles, voire désigner des secteurs qui seraient plus difficiles que d'autres. Or, souligne la préfecture de police de Paris, « les chiffres ventilés par les arrandissements sont imparfaits, et plus on essale d'aller dans la logique du découpage administratif, moins on est crédible ».

Dans les arrondissements « de pas-Christophe de Chenay soge et de brassage importants de po-

pulation », ceux à vocation touristique comme le 8° et le 1°, ou le 10° qui abrite les deux plus importantes gares de la ville avec leur lot hebdomadaire de millions de voyageurs, les délits touchent, en général, des personnes de bas pulation locale. On estime à la préfecture que « les

nuances entre les arrondissements ne pourront pas apparaître avec des rondissement est plus criminogène aue tel autre sur la base de chiffres qui fluctuent d'un mois à l'autre n'est pas une appréciation permettant d'appréhender correctement le phénomène de la progression ou de la régression de la délinquance ». On se défend de faire de la rétention de statistiques avocats du groupe Partouche esti-– « avec les progrès de l'informatique, il est possible de publier régulièrement les chiffres par arrondissements »-, mais, à tout le moins, ce qui est valable, « c'est de regarder sur un ensemble et une longue période ».

Ali Habib

Juestions sui

1. 女子多董法

14 4 E

4 m. j. p. 4- p. 1 (1994) · F. F. and the state of the state of · 新春秋

AND SERVICE STREET

法专动的 多海绵

The state of the s 法人员 医镰霉菌 Committee of the second and the state of the state of the second of the

The second of

TOTAL TOUGH #8

e de la companya de

化化氯苯甲基磺基酚磺基 Marie Brown Sept. マンティー 大心 脚本

--arres - Const 4 mg 100 mg STATE STATE 

· 推广发现的企业 Townson promise Six - Six 

#### $LE\ MONDE$ cé retenu était le meilleur du point diplomatique de vue de l'intérêt général ». Colère aussi de Sylvie Genevoix, la fille de l'écrivain : « Les

#### **EUROPE**

Enjeux et risques d'une Union européenne élargie par Jean-Yves Potel L'opinion polonaise hésite par Robert Soltyk Trafic de femmes en provenance de l'Est par Yves Gery L'amère victoire des mineurs roumains par Damien Roustel

■ FONDS DE PENSION : Jouer sa retraite en bourse ? par Michel Husson - Un triple échec aux Etats-Unis, par Jacques Nikonoff. - Au nom des entreprises ? par Dominique Plihon.

■ MÉDIAS : Journalisses à tout faire de la presse américaine, par Eric Klinenberg. - Il y a quinze ans : « Vive la crise ! », par Pierre

■ MALAISIE: Un nationalisme perverti, par David Camroux.

■ AFGHANISTAN: Un double piège, par Chantal Aubry. ■ TECHNOLOGIES: Une station spatiale ruineuse et inutile. par Robert Bell. - Les termes inégaux des échanges électroniques,

■ PROCHE-ORIENT: En Irak, des sanctions qui tuent, par Denis Halliday. - Israël assume « sa » bombe, par Amnon

■ CULTURE: La musique techno a dix ans, par Sylvain Desmille. - Le cabinet des illusions photographiques, par Edgar Roskis.

voyait les mauvais coups que l'on porterait à son fleuve : « Le beau malheur si la Loire obéit, elle aussi, au progrès, servante des surhommes qui s'annoncent. » A propos des Vernelles, il écrivait encore : « Lorsque l'homme que je suis aura fermé les yeux, s'il m'arrive de souhaiter quelque survie ici-bas, une marque encore vivante de mon passage vite effacé, c'est d'ici que je voudrais lancer ma dernière bouteille à la mer. »

Régis Guyotat

En vente chez votre marchand de journaux - 24 F - 3,66 €

#### sement, le sait mieux que quiconque: Paris a deux visages. D'un côté de son minuscule magasin, la rue Saint-Blaise a gardé le charme de l'ancien village de Charonne : les maisons de ville, rénovées par des Parisiens souvent aisés, bordent la issée soigneusement pavée ius qu'à la charmante église Saint-Germain. En face, lorsque la rue se poursuit vers la porte de Montreuil, les immeubles laissent entrevoir les tours de trente étages du square des Cardeurs. C'est la ZAC Saint-Blaise. qui a longtemps détenu le record de la plus forte densité de population d'Europe. « Ici, une quinzaine de mômes à

PIERRE DAGUET, le libraire de la

place des Grés, dans le 20 arrondis-

faite sous la pression par le maire de Paris ».

problèmes arrivent à terroriser 20 000 personnes, raconte Pierre Daguet. Mais les difficultés des jeunes habitants de ce auartier sont bien réelles. » Ils sont des milliers à vivre dans les appartements surpeuplés des tours. Ils n'ont aucun endroit pour se retrouver. « Une partie de ballon dans un hall d'immeuble et c'est la panique. Les gamins en ont marre de se faire contrôler quatre ou cinq fois par jour par des policiers qui ne sortent de leur voiture que pour cela. Alors, c'est vrai, même les plus sérieux rejoignent les bandes. Il y a ici une veritable solidarité de tous ceux qui se sentent ex-

Le climat se dégrade rapidement sur les coteaux de Belleville. Raoul Roland, le patron de la Flèche d'or, le restau-concert branché, installé depuis un peu plus de trois ans dans une ancienne gare de la ligne de la Petite Ceinture, se décourage: « On est dans la spirale de la ghettoisation. comme en banlieue. Les bons payeurs du quartier commencent à déménager. Ou alors, les gens réfléchissent à des solutions ultra-sécuritaires : on parle grilles et gardiens dans les réunions de copropriété. Chez moi, tout le monde est admis, et j'ai pris des gars du quartier en insertion. Mais à force de problèmes de drogue et de racket, j'ai été obligé d'embaucher cinq per

sonnes pour contrôler l'entrée. » Dans la rue Saint-Blaise, l'animateur de l'antenne-ieunes a bien du mal à se faire respecter : « Laisse ton chien dehors! » Mais le pitbull suit son maître qui retrouve ses copains à l'intérieur. Cet équipement de la Ville de Paris avait été attendu si longtemps que les jeunes habitants du quartier ne voulaient pas quitter les lieux les premiers soirs, même s'il n'y avait ni télé, ni baby-foot. Alors, faute de moyens, le local n'est ouvert que de 9 heures à midi. Et les bandes se reforment, dans les

ver, « Ils ne savent pas parler sans hurler, cela génère un sentiment d'insécurité, dit cette résidente dont le mari a pris un coup de rasoir en réclamant le calme. Et puis, il y en a touiours un aui sort néeligemment un ABSENCE DE MIXITÉ SOCIALE

Les deux visages du vingtième arrondissement

Pour Soidi Alhamidi, animateur à l'office municipal des sports, « le problème numéro un, c'est toujours la drogue ». « La plupart des gros revendeurs viennent de Barbès et de la banlieue, dit-il. Ils savent que pour les gamins de Saint-Blaise, c'est le business facile. Quand tu proposes un stage, on te répond souvent : "T'es malade. quand je peux me faire 500 balles en cina minutes". » Soidi, président de l'association Espace Moureau, se hat avec d'autres militants associatifs du quartier pour faire rouvrir un étage du bâtiment qui borde le TEP Saint-Blaise. Ce terrain de sports entouré de grilles au milieu des immeubles a longtemps été ressenti comme une weritable provocation: des habitants

ORLÉANS

de notre correspondant

A quatre-vingt-six ans, Su-

zanne Genevoix, l'épouse de

l'ancien secrétaire perpétuel de

l'Académie française, mort en

1980, est scandalisée. La maison

de l'écrivain - les Vernelles - sur

la Loire, à Saint-Denis de-l'Hôtel

(Loiret), est menacée par un

pont routier, prévu pour dé-concentrer la région d'Orléans.

# l'ai toujours entendu dire aue

mon mari avait fait pour la Loire

beaucoup plus que les dépliants

touristiques. Pourquoi toucher à

sa maison? », s'indigne la vieille

LA OU IL AVAIT PASSÉ SON ENFANCE

té, en 1927, avec l'argent du prix

Goncourt obtenu pour Raboliot

-fresque des mœurs chasse-

resses de la Sologne toute

proche -, cette vieille maison de

vignerons qu'il avait relevée de

ses mains. « C'était son port d'at-

tache. C'est là qu'il a écrit la plu-

ce qui, avant l'épreuve tragique

Maurice Genevoix avait ache-

iouer au tennis, alors ou'il est intersquares l'été, et dans les halls d'immeuble ou les cages d'escaller, l'hidit de jouer au ballon dans les rues piétorines de la cité. La municipalité du 20°, qui a reçu

deux nouveaux animateurs pour Saint-Blaise, avait obtenu en mai 1998 le principe d'une maison de quartier dans les locaux du TEP. Depuis, plus de nouvelles de la Mairie de Paris et de Jean Tiben. Et Michel Charzat, le maire (PS) d'arrondissement, se fait prendre à partie par des groupes qui attendent que se réalisent les promesses de David Assouline, son adjoint chargé de l'animation des quartiers. « C'est vrai que tout le monde, dans les associations surtout, tend à haisser les bras, faute de moyens de prévention, reconnaît M. Charzat. On constate, depuis 1995, une montée de la violence, des plus ieunes surtout. Nous avons ici une concentration des problèmes sur les îlots sensibles. Et les raisons sont évidentes : absence de mixité sociole dans les cités, manque de police de proximité, relations inexistantes entre

les enseignants, la police et la jus-

d'autres quartiers de Paris venaient y

Un pont menace la maison de Maurice Genevoix bonheur de vivre, sentiment d'expansion de l'être, allègresse de liberté demeurait lié pour moi à ce miroir d'eau nonchalant, à cette coulée de lumière changeante »,

notera-t-il plus tard. Loin des «corvées parisiennes », Maurice Genevoix a écrit dans sa maison des Vernelles une œuvre qui démontre que la nature est inséparable du destin de l'homme. Son bureau dominait le fleuve.

De sérieuses menaces pèsent sur ce patrimoine, à la suite de deux votes, le 2 octobre et le 9 décembre 1998, du conseil général du Loiret, présidé par Eric Doligé (RPR), qui a retenu le principe de la construction d'un pont à l'ouest de Saint-Denisde-l'Hôtel et délimité un fuseau dont l'emprise porte atteinte aux Vernelles, selon l'association qui combat le projet. Alors qu'un franchissement à l'est de la commune semblait l'emporter. les élus penchent à présent pour un tracé ouest, plus proche de

port de ses livres », poursuit Sul'agglomération orléanaise. zanne Genevoix. C'était là où il Le préfet du Loiret avait aussiavait passé son enfance. « Tout tôt mis un bémol, affirmant « ne pas disposer d'éléments suffisants [la guerre de 14-18], m'avait été de nature à démontrer que le tra-

Les statistiques de la délinquance. sauf certains secteurs comme celui des stupéfiants ou des escroqueries à la carte bancaire, dépendant de ser-

vices spécialisés, sont collectées en fonction des plaintes déposées. Ainsi, précise-t-on à la préfecture de police, les victimes d'un vol à la tire ne vont pas forcément déposer plainte dans l'arrondissement où a eu lieu le délit.

élus se servent de notre nom. Le

conseil général, qui avait créé une

cooperation avec le Rwanda,

né le nom de mon père à un centre

culturel là-bas, sans nous en in-

former. Et maintenant, on veut

"nasser" sur sa maison! » Elle

prépare un dossier pour que les

Vernelles soient classées au pa-

Le vieux guetteur de Loire pré-

LE BEAU MALHEUR DE LA LOIRE

avant les massacres, a même don-

### HORIZONS

# Questions sur le massacre de Racak

Racak sont désertes. Dans le sillage d'une voiture tout-terrain transportant des vérificateurs de l'Organisation pour la séet la coopération en Eu-

rope (OSCE), nous descendons prudemment de la colline qui surplombe le village. Après avoir contourné la petite mosquée, flèche blanche dans la grisaille, nous grimpons la rue principale, boueuse par endroits, neigeuse en d'autres. Une maison finit de brûler, la devanture d'une petite épicerie est éventrée. Deux autres bâtisses ont été endommagées par des tirs d'armes lourdes. Ce sont les seules traces visibles des combats qui ont eu lieu pendant toute la journée. Il est 16 h 30, vendredi 15 janvier. Les policiers serbes se sont retirés du village il y a moins d'une heure pour regagner leur base de Stimje, toute proche, ou d'Urosevac, à une dizaine de kilomètres de là. On ignore tout, à ce moment précis, de ce sinistre chemin creux où, le lendemain, on découvrira vingttrois corps entremêlés portant des traces d'exécution sommaire, tués à bout portant.

The state of the s

The state of the s

The state of the s

on donnent or de la realité

The second of the second

The second secon

The second of th

The second secon

A STATE OF THE STA

The second secon

The same of the same

The second secon

A STATE OF THE STA

The second of the second of

The state of the s

Pour l'heure, deux autres voitures orange de vérificateurs, ornées de la bannière étoilée, sont déjà là depuis quelques minutes. Membres de la Mission diplomatique d'observation pour le Kosovo (US KDOM, précurseur de la Mission d'observation de l'OSCE, ou KVM), ils sont restés toute la journée sur une hauteur avant d'entrer dans Racak au départ des Serbes. Une poignée de civils, des hommes, les entoure. Pas de signes de panique ni d'abattement. Les vérificateurs se renseignent sur les conditions de l'attaque de la police et demandent avec insistance s'il y a des civils

Une heure auparavant, le centre de presse serbe installé dans l'Hôina, avait distribué un communiqué de la police : « Quinze terroristes de la prétendue Armée de libération du Kosovo [UCK] ont été tués lors de violents affrontements avec les forces de sécurité yougoslaves dans le sud du Kosovo. » Le matin même, à 10 h 30, cette même source annonçait que « la police a bloqué le village de Racak dans le but d'arrêter les membres d'un groupe terroriste responsable de la mort d'un officier de police cinq jours auparavant ».

En cette fin d'après-midi, les vérificateurs ne verront qu'un seul corps: celui d'un vieil Albanais exécuté dans sa maison, d'une balle dans la tête tirée à bout portant. « Je n'ai rien trouvé d'inhabituel. Ce village était comme tous les autres après des combats », nous confiera ultérieurement Scott, un des observateurs américains présents le jour du massacre. Il ajoute: « Nous nous doutons qu'il y a des morts, mais nous ne parvenons pas à savoir combien. L'un des habitants nous dit que des hommes ont été arrêtés par la police. Je n'ai rien trouvé d'anormal », répète-t-il.

ES rues du village de mêne de Pristina à Prizren. Trop près de la route pour que l'UCK y affiche ouvertement sa présence, trop près des bases de l'UCK pour que les Serbes ne le considérent pas comme un village « ennemi ».

De fait, à moins de 2 kilomètres de là, sur le chemin de Petrovo, des guérilleros surexcités surgissent de derrière un bosquet et barrent la route. A la lumière des phares, ils contrôlent fébrilement les documents des vérificateurs, dont la voiture orange ne constitue pas une garantie suffisante. Un œil sur les papiers, un doigt nerveux sur la détente.

Il faudra plusieurs minutes de palabres avant de poursuivre la route pour finalement atteindre le « bureau » de l'« administrateur civil du territoire libéré », gardé par des combattants de l'UCK. «Il fallait s'assurer que les combats ne reprennent pas. Nous sommes allés voir des responsables locaux de I'UCK », explique Scott. « Nous leur avons dit que neuf de nos nommes avaient été tués dans les combats », nous raconte, quarante-huit heures après et sous couvert d'anonymat, un représentant de l'UCK présent lors de cette rencontre. « Les Serbes ont emmené leurs corps », affirmera-t-il. Peu probable: leurs obsèques auront pourtant lieu quelques jours plus

ERS 18 heures, notre « convoi » entre à nouveau dans Racak. [] fait une nuit noire, sans lune. Le ciel est constellé de mille feux étoilés. Lampes torches à la main, les vérificateurs vont chercher à leur domicile cinq personnes blessées pour les conduire à l'hôpital de Pristina. Dans une des dernières maisons du village, un vieil homme, legerement touché au bas du dos, attend l'arrivée des observateurs pour s'aventurer dehors. Le chemin creux est à une centaine de mètres de là. Nons ne pouvons pas le voir. Nous ne verrons pas, non plus, les onze corps retrouvés gisant le lendemain à différents endroits du villa

« [] n'est pas invraisemblable que les gens présents ce vendredi soir à Racak ne soient pas au courant du charnier», avance Scott. Nous n'entendrons aucune allusion au massacre. Rien à propos des femmes enfermées par les policiers serbes dans des caves pendant qu'ils emmenaient les hommes pour les exécuter, comme le raconteront le lendemain des « témoins ». La nuit d'encre limite les recherches. Trois heures après leur arrivée, les vérificateurs quittent Racak. Jusqu'au matin suivant.

Comme la veille, reporters et observateurs se dirigent vers le village à la « demande » des Serbes, histoire de vérifier le communiqué de la police, le troisième en vingt-quatre heures, qui annonce qu'elle « a détruit un groupe de terroristes. Dans les combats, plusieurs dizaines de terroristes ont été tués, la majorité portaient des uniformes [de l'UCK] ». La rhétorique est habituelle, la propagande grossière.

sant de bonnes sources dans la police locale. Il est impossible de dire combien de véritables combat-

tants figurent parmi les victimes, à l'exception des neuf guérilleros que l'UCK reconnaît avoir perdus. La vérité se trouve quelque part entre les versions serbe - « tous des terroristes »- et albanaise – « que des innocents civils ». Mais, en interdisant une enquête du Tribunal pénal international, en entravant le travail d'une équipe de légistes finlandais, en retardant la remise des corps aux familles, les Serbes voudraient dissimuler la vérité qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Une chose est sûre : la police serbe ne s'est pas embarrassée de ce genre de « détails » - civils ou pas - lorsqu'elle a attaqué le village, déserté, depuis quelque temps déjà, par la plupart des femmes et des enfants.

Rien ne justifie la terrible violence des policiers serbes ni la planification de ce massacre, comme le confirmeraient les écoutes téléphoniques entre hauts responsables serbes interceptées par des services secrets occidentaux, selon le quotidien américain Washington Post. A Racak, il n'y a pas eu de

claré un journaliste serbe dispo- bonne cachette. D'autres, une vingtaine selon certains témoignages, sont parvenus à se glisser entre les mailles du filet serbe et à fuir par les bois. L'opération avait été programmée, annoncée par voix de communiqué et, selon une bonne source, des dirigeants serbes présents ce jour-là à Pristina pour la réunion du conseil des ministres se félicitaient, vendredi soir, de la « réussite » de l'inter-

> ELON les éléments dont on dispose, l'offensive a commencé aux premières lucurs du jour. « A 7 h 30, vendredi matin, nous avons été informés par un habitant de Stimje qu'une attaque venait d'être lancée », nous explique Bexhet Shala, secrétaire exécutif du Conseil de défense des droits de l'homme et des libertés du Kosovo. « La KVM et l'US KDOM étaient injoignables jusqu'à 9 heures », ajoute-t-il. De fait, ce n'est que vers 9 h 30 que les deux véhicules américains arriveront à Racak. « Sans armes, on ne va pas au charbon! Donc on choisit le meilleur poste d'observation », explique Scott, navré de son « impuissance ». Le poste d'observation, en l'occurrence, est une colline située à 2 kilo- d'autres forces pénètrent, par le

On perçoit le sommet du minaret, mais une grande partie de Racak est invisible, dissimulée derrière une autre colline, plus petite, au sommet de laquelle des blindés de l'armée yougoslave pilonnent des maisons et les bois alentours. Un canon antiaérien monté sur un camion arrose également la colline. « Jusqu'à 15 h 30, nous avons l'impression qu'il y a des échanges de tirs dans les collines. Les rafales ne sont pas continues mais de forte intensité. Des périodes de calme alternent avec des tirs intenses, explique le vérificateur américain. Mais on ne peut rien voir à cause des arbres. » L'Armée de libération fera, elle aussi, état de violents affrontements. Légende ou réalité ?

Le journal albanais Koho Ditore affirme que, tôt le matin, des commandos des forces spéciales serbes se sont rendus maîtres de la colline en tuant les neuf guérilleros qui occupaient les postes renforcés de l'UCK situés au-dessus du village. Selon le quotidien de Pristina, les policiers serbes entretiendraient l'illusion de combats en tirant avec des armes prises sur les combattants albanais. Pendant que les forces spéciales attaquent par le haut,

7 heures, le piège mortel se re-

Que s'est-il passé ensuite? Les versions divergent. Selon certains témoignages, les Albanais tentent de fuir Racak aux premiers coups de canon et cherchent leur salut dans les collines, où ils tombent sur la « seconde machoire » de la tenaille. La plupart seraient exécutés sommairement, d'autres abattus dans leur course. Une autre version circule, qui n'invaliderait pas totalement la précédente. A peu près aux mêmes heures, des policiers entrent dans les maisons, séparent les femmes des hommes, qu'ils regroupent dans la rue avant de les emmener

Des survivants ont affirmé avoir reconnu « des civils de Stimje portant des uniformes de la police et des cagoules »

en groupe à plusieurs centaines de mètres de là, sur les hauteurs du village, pour les exécuter. Quand? En fin d'après-midi, comme l'affirme Koha Ditore, après notre départ et celui des observateurs, ou bien dans la matinée, alors que les Serbes se savent observés par les vérificateurs de l'US KDOM et que les collines environnantes sont censées cacher des combattants de l'UCK? Avant, peut-être.

L-ne fait aucun doute que les victimes sont tombées sous des balles serbes - Belgrade ne l'a jamais contesté. Mais les exécutions sommaires et en groupe sont-elles le fait de forces régulières ou bien de « milices » locales décidées à se venger ? Des survivants ont affirmé avoir reconnu « des civils de Stimie por tant des uniformes de la police et des cagoules ». L'opération que la police voulait exemplaire aurait alors dérapé. L'attaque en règle du village se serait transformée en carnage.

Il est troublant, en effet, que la police attire elle-même sur les lieux du massacre autant de témoins potentiels. Il est étonnant que, le samedi matin, elle ne bloque pas l'accès du village, ni aux journalistes ni aux vérificateurs, pas plus qu'à l'UCK. Car le changement de décor par rapport à la veille est radical. Le village, hier désert, est envahi d'indépendantistes en uniforme. Ils sont encore là lorsque le chef de la KVM, William Walker, arrive sur les lieux vers midi, et exprime son émotion à chaud en dénonçant « un crime contre l'humanité ».

Faut-il croire le politicien modéré Fehmi Agani lorsqu'il voit dans tout cela le machiavélisme du président yougoslave Slobodan Milosevic planifiant ce massacre? Selon M. Agani, l'homme fort de Belgrade cherchait à discréditer la KVM en stigmatisant son impuissance et à impressionner les Albanais. Mais, surtout, il aurait sciemment provoqué l'indignation de la communauté internationale. En substance, explique M. Agani, M. Milosevic sait que le Kosovo est perdu pour les Serbes, mais il ne peut jeter l'éponge que sous la menace de plus fort que lui, l'OTAN en l'occurrence.

Une nouvelle fois, c'est un massacre qui aura réveillé la communauté internationale et rappelé l'urgence d'un règlement du conflit au Kosovo. Consolation dérisoire pour les familles des victimes, qui tentaient toujours, mardi 9 février, de convaincre les Serbes de leur rendre les corps de leurs proches pour les enterrer dans un « cimetière des héros ».

> Christophe Châtelot Dessin : Nicolas Vial



Près de trois semaines après la découverte

de quarante-cinq corps dans ce petit village

du Kosovo, les polémiques continuent

sur les circonstances de la tuerie.

La police serbe, déplacée pour éliminer

des combattants de l'UCK,

aurait-elle été débordée par des milices

venues des villages voisins pour exterminer

les civils? Notre reporter sur place tente

de reconstituer les éléments du dossier

« Nous nous doutons qu'il y a des morts, mais nous ne parvenons pas à savoir combien. L'un des habitants nous dit que des hommes ont été arrêtés par la police. Je n'ai rien trouvé d'anormal »

Rien ne semble suffisamment anormal, en tout état de cause, pour dissuader deux des trois véhicules des observateurs de quitter momentanément Racak pour prendre la route de Petrovo, un autre petit village, distant de quelques kilometres, à l'écart de la route principale tenue par les Serbes. Belince, Racak, Petrovo, Malopolice: un chapelet de quatre villages albanais cibles des attaques serbes. « Plus on va dans les collines, plus on s'écarte des grands axes, plus il y a de combattants de l'UCK », remarque Scott. Racak a le malheur de se situer en bordure de la route nationale qui

Les quarante-cinq corps découverts sur les lieux sont habillés en civils. En particulier les « vingttrois » du chemin creux, des hommes adultes, simplement vêtus, vestes élimées, bottes de caoutchouc. Rien ne les distingue d'autres paysans kosovars.

« C'était un village UCK », nous a affirmé Rujde Jashari, l'« administrateur civil » de cette zone pour les indépendantistes. «La police avait des informations sur la présence de combattants de l'UCK dans ce village. Des gens qui sont reviennent de temps en emps enter prisonnets, et les nombles qu'à une mêtres à vol d'oiseau du village. bas, dans le village. Il est

## Contre l'enfermement des sexes

#### par Evelyne Pisier

E suis une femme de gauche. Farouchement antiparitaire. Je n'ai jamais voulu l'« effacement des sexes ... Pas plus que Simone de Beauvoir, ni ma mère, ni aucune des femmes de cette génération lorsqu'elles se sont battues pour leur liberté. Je pense, comme Sylviane Agacinski, que « la nature n'a jamais rien fondé » et que « tout cela est politique de part en part ». La nature ne fonde rien même si, au cours de l'Histoire, les interprétations politiques n'ont cessé de l'invoquer pour produire des différenciations hiérarchisées Au nom de cette « cohérence » que Sylviane Agacinski me reconnaît, je ne peux donc affirmer comme elle que « la différence masculin/feminin structure l'existence humaine ». Je me « flatte d'universalisme » mais le refuse qu'on m'accuse de me « réfugier dans l'abstraction » ou de « m'accommoder de la survivance de l'ordre androcentrique ».

Etre de gauche, ce n'est pas se contenter de décréter « la République une et indivisible » ou de proclamet «le genre humain universel » mais le vouloir concrètement. C'est lutter contre les discriminations qui morcellent la société en catégories différenciées, c'est refuser de se résigner aux inégalités quelles qu'elles soient, économiques, ethniques, religieuses, sexuelles... Encore faut-il ne se tromper ni d'idéal, ni de méthode, ni d'adversaire. Or la parité est un leurre réactionnaire. Même si elle a toutes les apparences d'une revendication de gauche.

La parité est née à gauche. Des militantes énergiques ont réveillé l'opinion, mobilisé des femmes de tous bords et secoué la classe politique. Des théoriciennes les ont relavées. Elles ont défendu la parité contre les quotas afin de contourner un Conseil constitutionnel qu'elles jugeaient misogyne et conservateur. Les partis de gauche ont donné l'exemple des premières listes paritaires. Un gouvernement de gauche propose de réviser la Constitution pour s'attaquer concrètement à l'inégal accès des femmes en politique. Certes, le chef de l'Etat ne veut pas en perdre le bénéfice, mais il a du mal à faire oublier le renvoi des iuppettes • et doit encore ménager le Sénat, majoritairement à

D'où les jeux politiciens habituels, avec leurs surenchères, leurs hypocrisies et leurs marchandages: « Donnez-moi de la parité et vous cumulerez des mandats ; cédez-nous les femmes et on vous appuiera contre les homosexuels. » Excédés, certains réclament, à juste titre, un référendum... Dans un tel contexte, tout laisse accroire que la parité est à gauche. Pourtant, elle ne l'est pas. Pour lutter contre l'inégalité des

sexes, la gauche doit mener des actions volontaires. Qui visent les femmes non pas parce qu'elles sont des femmes mais parce qu'en tant que femmes elles sont discriminées. C'est l'inégalité qu'il faut effacer, pas les sexes! Il faut des actions positives, pas des quotas. Les militantes de la parité refusent à juste titre les quotas, pour les femmes comme pour les beurs, les Noirs, les homosexuels, les ouvriers, pour tous ces individus « pas comme les autres ». Sans agiter l'épouvantail du communautarisme, elles ont argué simplement, et à juste titre, de leur dignité. Mais avec la parité, elles se contredisent et réclament pour les femmes un privilège. Au nom de leur nature sexuée, elles se disent différentes. Mais pas différentes parmi les différents: différentes des autres différents.

#### Tout laisse accroire que la parité est à gauche. Pourtant, elle ne l'est pas

Sous couvert d'une évidence qui rassure les unions sacrées, la gauche paritaire ne prétend plus lutter pour l'égalité des individus, quel que soit leur sexe. Elle change de principe et fait d'une différence naturelle la justification d'une égalité entre les sexes. Autant assu-Certains le font sans état d'ame, mais Sylviane Agacinski s'y refuse.

D'où d'étranges affirmations.

Par « crainte » d'un prétendu na-

turalisme, j'aurais légitimé le « droit aux enfants » biologiques ou adoptés « pour les couples du même sexe » et me serais donc précipitée « aveuglément dans les bras de la technique ». J'avoue ma stupeur. Concernant la procréation assistée, je n'ai fait que dénoncer, comme bien d'autres, les incohérences du droit positif. En revanche, je me suis effectivement interrogée sur ce prétexte de l'enfant » constamment invoqué pour restreindre l'adoption ou pour l'interdire aux homosexuels. l'ai fait valoir, entre autres, qu'aucune étude sérieuse n'a prouvé que les millions d'enfants maltraités par leurs parents biologiques ou abandon-

nés aux quatre coins du monde se-

ront toujours plus heureux que des enfants adoptés... Ce débat mérite d'être ouvert. Ma position peut se discuter. Mais en quoi setais-je « aveuglée par les mirages de la puissance technique »? Oui, je crains le préjugé naturaliste qui nourrit l'homophobie comme il veille inlassablement à prononcer des exclusions. Mais entre la nature et la technique, la raison humaine n'aurait-elle plus aucun choix ? Enfermée dans cette alternative, la pensée serait-elle

Un préjugé naturaliste a servi à exclure les femmes. Assumant ce préjugé, la parité prétend désormais les inclure. Les femmes, pas les autres. Pourquoi les femmes seulement? Parce que l'« humanité universelle » ne serait pas simple « mais double ». Evidemment, l'humanité n'est pas simple ! Non parce qu'elle est double, ce qui serait encore trop simple, mais parce au'elle est multiple. Sinon, pourquoi la dire universelle?

D'ailleurs, la gauche non plus n'est pas simple. Hier, Proudhon. un misogyne de gauche, dénonçait l'universel abstrait. Il avait ses raisons, mais il avait tort. Avec des mots admirables, Jaurès a répliqué. Plus tard, les femmes ont obtenu, au nom de leur appartenance à l'universelle humanité, le droit de voter « comme n'importe quel être humain ». Il était temps... Mais, en faisant de la dualité sexuelle un principe constitutif de l'humanité, la gauche paritaire change de principe. Elle s'interdit de lutter pour la reconnaissance plurielle des êtres humains. Au nom de la parité, elle se sert d'un marquage identitaire doublement méprisant : pour les femmes en général et pour chaque catégorie discriminée en particulier. En clamant qu'elles ne sont « pas une catégorie comme les autres ». les femmes de gauche jouent avec une idéologie réactionnaire.

La gauche paritaire se réjouit de voir son programme accepté par la droite. Ou'elle se méfie des stratégies consensuelles et reste à gauche. Quelles armes lui resterat-il pour inclure dans une société déchirée les autres exclus? Quelle identité devra-t-elle leur concéder pour qu'ils appartiennent au genre humain? Quelles armes restera-til aux femmes de gauche qui se seront enfermées dans cette différence si convenable et si distinguée? De qui seront-elles solidaires une fois qu'on leur aura reconnu une appartenance « étrancère » aux autres ?

Evelvne Pisier est professeur de droit public et de science politique à l'université Paris-I.

## Une parité régressive

#### par Elisabeth Roudinesco

N lisant le point de vue de Sylviane Agacinski (Le Monde du 6 février), on saisit à quel point le débat sur la parité est en train de prendre une tournure désagréable. Au nom des Lumières, on prétend faire entrer les adversaires de la parité dans la catégorie des réactionnaires et des misogynes. Tout se passe comme si le progrès devait conduire à l'obligation d'inscrire la différence des sexes dans la Constitution. Et ceux qui auraient le malheur de se dérober à cette injonction deviendraient alors les ennemis de la condition féminine. Pis, ils sont désonnais accusés non seulement de vouloir « effacer la différence des sexes », mais aussi on se demande bien pourquoi? de répéter les prétendues vieilles rengaines, dites « masculines », de Simone de Beauvoir.

Il y a là, de la part des partisans de la parité, une attitude intolérante. On peut être attaché aux idées les plus neuves de la modernité philosophique, avoir milité depuis toujours en faveur de l'émancipation des femmes et avoir voté sans la moindre hésitation pour la gauche plurielle et n'être d'accord ni avec la parité ni avec la théorie de la différence des sexes avancée par ceux qui s'en réclament. Car le débat sur cette question ne renvoie pas à un clivage qui opposerait les tenants d'un vieil ordre moral antiféministe et les généreux défenseurs d'une féminité victime du méchant loup machiste. Les adeptes de la parité confondent deux ordres de réalité: la différence des sexes et la représentation politique de la singularité des su-

Le constat de la différence des sexes part d'une réalité anatomique évidente : les femmes ne sont pas des hommes. Or. c'est l'affirmation de cette évidence qui a permis l'épanouissement, au cours des siècles, de tous les préjugés inégalitaires. Au nom de la différence des sexes, la femme fut assimilée à un être inférieur, autant par le discours religieux, qui prétendait l'exclure de la rationalité, que par les tenants de la famille patriarcale bourgeoise du XIX siècle qui voulurent l'enfermer dans le modèle unique d'une fonction reproductive.

Cette conception de la différence des sexes fut contestée dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle par Poulain de la Barre, philosophe cartésien. Un siècle plus tard, Condorcet prit le relais et, au début du XX siècle, grâce aux luttes menées par les femmes ellesmêmes, le préjugé inégalitaire commença sérieusement à être mis en déroute. Au lieu d'accepter l'enfermement dans un destin anatomique, les femmes purent alors revendiquer puis obtenir des droits

identiques à ceux des hommes (droits civils, politiques, etc.) et faire ainsi partie intégrante du genre humain.

Car seul un droit qui rend égaux tous les sujets devant la loi permet de contrebalancer les effets pervers d'une revendication d'un « droit à la différence », toujours susceptible de reconduire une inégalité de type anatomique. Et l'on ne voit pas en quoi ce choix égalitaire conduirait à un « effacement de la différence des sexes ». Puisque cette différence existe, elle est impossible à effacer, sauf au prix d'un déni qui rendrait fou celui qui refuserait de la re-

#### Réduire un être humain à sa différence sexuelle est aussi simpliste que de réduire la pensée à un neurone

Il faut rendre hommage à Preud, que l'on qualifie un peu trop facilement aujourd'hui de bourgeois misogyne, d'avoir su favoriser lui aussi le principe d'une émancipation des femmes en proposant une conception de l'inconscient qui refusait toute forme d'ancrage dans la psychologie des peuples, des ethnies ou des identités.

Contrairement à ce que prétendent les adeptes de la parité, le véritable progrès consiste à ne jamais instaurer de reflet ou de continuité entre une réalité anatomique (la différence des sexes) et l'expression politique et juridique par laquelle s'affirme la souveraineté d'une position subjective. Car ce n'est pas en tant que femme ou en tant qu'homme que l'on est différent d'un autre homme ou d'une autre femme, mais en tant que suiet travervé par une singularité, par une histoire personnelle qui ne ressemble à puile autre. Réduire un être humain à sa différence sexuelle est aussi simpliste que de réduire la pensée à un neurone.

On peut, en revanche, regarder la singularité d'un être comme la marque d'une différence, au sens, par exemple, où le propose Jacques Derrida. Il s'agit alors de reconnaître qu'un sujet est toujours autre que ce qu'il croît et que son altérité le détermine de la même manière que son appartenance au genre humain. Mais cette différence ne signifie pas que l'on solt obligé, en tant qu'homme ou en tant que femme, de rester prisonnier d'un territoire identitaire. Pourquoi une femme devrait-elle, pour accéder à sa véritable féminité (laquelle?), troquer ses « mauvaises » identifications masculines contre de « bonnes » identifications féminines? Faudra-t-il un jour inventer une police de l'inconscient pour définir une parité nouvelle entre les femmes qui ont aimé leurs mères et celles qui ont préféré leurs pères, entre les femmes qui choisissent les joies de la maternité et celles qui les refusent?

Si l'on adhère à de telles théories, on risque de transformer la revendication d'une différence en une affirmation de discrimination qui, à terme, imposera aux femmes un choix contraire à l'exercice de leur liberté. C'est pourquoi l'inscription de la parité dans l'article 3 de la Constitution conduirait à une régression. Cet article définit le principe d'une souveraineté du peuple qui n'a pas à être partagée en fonction de la différence des sexes. S'il était modifié par l'ajout du texte adopté par l'Assemblée et visant à « déterminer les conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et aux fonctions électives », cela signifierait que des lois pourraient ensuite être votées qui amèneraient les femmes à accéder à des fonctions, à des postes et à des métiers, non pas en raison de leur compétence, de leurs diplômes ou de leur savoir mais en tant que femmes.

-\_ -

ŀ:-

\_.

22

•

1004

Rien n'est plus humiliant pour un sujet qu'une sélection qui le condamne à une telle particularité. Aussi est-il préférable, comme le propose le Sénat, de modifier l'article 4 de la Constitution afin de favoriser, par le biais des partis politiques, l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électifs. Car en France, aujourd'hui, c'est essentiellement dans le domaine de la vie politique qu'existe un retard qui empêche les femmes d'accéder à ces mandats et à ces fonctions. D'ailleurs, les partis en ont pris conscience et souhaitent euxmêmes se réformer. Dans les autres sphères de la société, les femmes sont en passe d'obtenir la même représentativité que les hommes : dans certaines professions, elles sont devenues nettement majoritaires. Devra-t-on un jour les renvoyer à leurs fourneaux, au nom d'une nouvelle discrimination paritaire qui favoriserait les hommes?

Elisabeth Roudinesco est psychanalyste et historienne de la

aussi étudier comment, après avoir

été, à l'origine, une intuition, elle

devient, dans son ressassement, un

## **Manifeste**

#### par Danièle Sallenave

ROGRAMME pour le blissement général de toutes les différences naturelles, ou réputées telles : Pour prévenir toute confusion

publique entre hommes et femmes, le port de la barbe sera rendu obligatoire pour les hommes ou. à défaut, d'un signe distinctif sans équivoque. La barbe postiche est recommandée. quoique non naturelle. Pour les femmes, naturellement, ce sera le port du voile.

2. Toutefois, il sera prévu des voiles de couleurs différentes, pour les femmes sans enfant ainsi que pour les femmes ayant recouru à la procréation médicalement assistée (PMA).

3. Quelques interdictions complémentaires devront être remises en place. Pour les femmes, sans after peut-être jusqu'à l'interdiction du port public de lunettes que le tsar Nicolas fo imposa aux femmes de Pétersbourg: le port du pantalon. Pour les hommes : le port de chemises roses, les cheveux longs, l'anneau d'oreille.

4. Les mariages mixtes entre Blancs et coloured people seront désormais interdits.

5. Le port de marques distinctives sera obligatoire pour les groupes ethniques et le retour aux costumes folkloriques encouragé: chapeau breton, coiffe alsacienne, etc.

6. On proclamera l'interdiction de l'homosexualité et on remettra en pratique le corps de lois destiné autrefois à la réprimer. On pourra s'inspirer de quelques législations encore en vigueur dans le monde contre la sodomie. Sur le plan législatif, pour ré-

pondre à la juste inquiétude des députés socialistes, marquée par leur absence lors d'un premier vote, le PACS sera repoussé sine

On mettra ou remettra en place des systèmes éducatifs séparés pour les deux sexes

7. On veillera à soigneusement distinguer les enfants biologiques des enfants adoptés; soit par le port d'un insigne ou d'une marque ; soit, préférablement, par le tatouage des seconds, pour éviter la perte de badges ou les trafics dans les cours de récréation.

8. On en finira naturellement avec la mixité dans les écoles, qui risque de créer chez les enfants des comportements indifférenciés : violence des filles, douceur des garçons, etc. On mettra ou re-

mettra en place des systèmes éducatifs séparés pour les deux sexes, notamment en matière de biologie. On pourra, du reste, s'inspirer très largement du programme d'éducation différentielle proposé par Rousseau dans l'Emile. On veillera au respect de la dif-

férence des sexes jusque dans les programmes. Un exemple, celui de l'agrégation. Hommes: Platon, Descartes, Spinoza, Kierkegaard, Sartre. Femmes: Politique des sexes, de Sylviane Agacinski. A l'index, pour les deux sexes : Le Deuxième Sexe.

9. Pour éviter l'effacement des différences de classe, dont tout nous porte à croire qu'elles sont en grande partie naturelles, on abolira toutes les mesures d'aide sociale et, plus généralement, toutes les mesures politiques et sociales visant à réduire les discriminations.

10. Il faudra donc en finir une fois pour toutes avec l'idée détestable d'instaurer la parité des hommes et des femmes dans les assemblées représentatives, la mixité, les rencontres et échanges quotidiens et la mise en place de solidarités politiques pouvant contribuer à un effacement des rôles et des comportements naturels à chaque sexe.

Danièle Sallenave est écri-

### L'aveuglement des esthètes

#### par Christophe Donner

EUX plaintes déchirantes dans la page Débats du Monde (4 février), l'une pour sauver l'imaginaire, l'autre pour sauver la beauté. La tâche est d'autant plus rude que les plaignants, Marc Petit et Michel Guénaire, ne prennent pas la peine de dire ce qu'ils entendent par ces termes. L'imaginaire, si ce n'est pas seulement un mot chic pour parler de l'imagination, serait le territoire conquis par l'ensemble des forces de l'imagination. Il aurait droit alors à une place au côté des « thèmes des soirées organisées par la Bibliothèque nationale de France sur la littérature du XX siècle » : Proust, les transgressions, le religieux, la guerre, l'étranger, etc., mais pas l'imaginaire, déplore Marc

Il est remarquable d'observer comment les défenseurs d'une chose s'évertuent d'abord à réquire cette chose aux dimensions de leur esprit étriqué, pour ne plus avoir à

défendre qu'un fantôme. Il n'y aurait pas d'imaginaire dans la guerre, dans Proust, dans le religieux? Il est amusant de constater que ce sont souvent les plus virulents attaqueurs qui rendent le mieux hommage à la chose qu'ils attaquent. L'imaginaire est partout, Marc Petit. Et si vous aviez su les critiquer poliment et calmement. vous auriez observé qu'il a sa place. o combien, dans les ouvrages que vous vilipendez. L'imaginaire est présent chez ces « sado-masochistes qui n'en finissent pas de régler leurs comptes avec père et mère ». Il est aussi chez les « minimalistes à quatre-vingts pages » comme chez

les « écosseurs de petits pois ». Si l'imaginaire devait se réduire aux contes et légendes, je ne doute pas qu'on lui aurait offert une place de choix parmi les thèmes des soirées de la Bibliothèque nationale de France. Vous auriez été, Marc Petit, un parfait amphitryon. On y aurait sans doute parlé, avec Michel Guénaire, de la beauté des

méfier, ce n'est pas la nier, c'est

frein à la connaissance et à la compréhension des choses. Le petit travail épistémologique qu'elle réclame, les découvertes qui en découlent sont aussi source de ravissement.

La beauté et l'imaginaire à la restauration desquelles Michel Guénaire et Marc Petit nous invitent symbolisent bien l'aveuglement des esthètes et la vanité des romanciers.

Etre « contre l'imagination », s'en Christophe Donner est

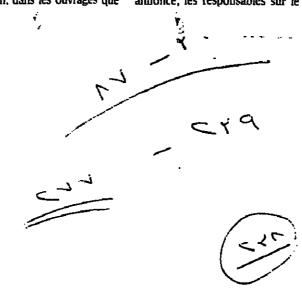
#### **AU COURRIER**

TRACE, ZRU, ZUS..

Le dispositif TRACE, qui s'ajoute à tant d'autres annoncés comme la réponse enfin parvenue au chômage des jeunes sans qualification, n'apporte rien de plus. Demander aux missions locales de suivre le parcours de réinsertion professionnelle des jeunes les plus en difficulté, c'est rappeler ce qu'elles font déjà avec les moyens insuffisants dont elles disposent. Comme TRACE n'est accompagné d'aucun moyen humain et financier sérieux à la hauteur de l'enjeu annoncé, les responsables sur le

terrain seront vite confrontés à l'impossibilité de faire... sauf à abondonner une action pour en mener une autre. (...) Cessons de traiter l'exclusion comme des cuisiniers : un peu de ZRU, un peu de ZUS, un peu de ZRP, un peu de TRACE : le rôle des politiques n'est pas de superposer des actions qui changent au fil du temps mais de fournir aux services de l'Etat et aux collectivités locales les moyens d'une action continue (...) Faute de véritables moyens, la discrimination « positive » est vite devenue discrimination tout court Guy Malandain

mission locale de Saint-Quentin-en-Yvelines.



THE PERSON NAMED IN Marchael William San San 医内部分外线体 医外丛 مود معورته عبيد ALCH MOMENTA مجاورة الجد بالمتهندون and the second रेक्टर - देख्या <u>क</u>्र الك تتعربه ما ---भ्येक जिल्लाका स्टब्स Section 2 Talky and the

Paris peris-elle etre son p

par Here's offens

. The said sees see The light the fact French State of the State of the *லார்* இத்த வர்கள் of the same of the same of With the state of ALL THE WHO! was the areas - Land Confidence of the

الأفتاحة البحارات 高端分离的

 $M_{\rm S}(236) = 7.0 \times 10^{-3}$ 

e jose ( 10%)

5 1 AV 75 194

1000

the second second

10 mm 10 mm

فريونك كون الم

and the state of

ويواور والصيرات

a silan ayak

n in an agrico

- 4 - 4 - 4 - 3

1 to 10 the

11 a. a. a. 44

43 -150 150 miles 医动物 医硫磺酸 e has been been a أأعجت بمروز لتجوب وتنتهفت 亚尼亚亚亚安德斯亚 S Francisco Services 一种性点 海绵 经基础 بالطبور سينون - Sept. 16 - The Market Sept.

。Tex. - 海峡代域 distance of the A منطق الأنهاء المطار الدوس Carry French & Ballion the same of the same of का सम्बंध है स्ट्रेंट 一 医电路性医线管

المالية فيأة لجال والأر HOWEN THE WATER · 水。 第二世里 海 [4 ٠٠ يوني المجاورة المورودين الم - 1 16 SER AL MAR The second second second

HORIZONS-ANALYSES

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05 Tél.: 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F Tél. relations dientèle abonnés : 01-42-17-32-90

Internet : http://www.lemonde.fr

- ÉDITORIAL -

Sans-papiers: l'Italie exemplaire

RACKET. 2 12 congresses KLAPE ON THE IMPORTE THE PROPERTY. THE PERSON

The second second Carried to the second second second 

**•** (\*

was no make the second The side of the state of the second of the second स्कृतिक अस्तिकात अस्ति क्षेत्र विकास अस्ति स 医全线管 化二苯胺 医光度 自然的 化 Company of the second Service of section of AND REAL OF THE WAY IN THE ASSESSMENT OF The man was a second to the second of the se HARMAN AND SAN BOLD SPORTS The state of the s man separate again to the second to the Est To the Service of the service of the a the same of the contraction of The second of the second of the second

A STATE OF THE STA Andrew Control of the second ent des esthètes

Element.

The state of the s The state of the s A CHARLES CONTROL OF THE STATE OF THE STATE

**Car**endor de la companya della companya della companya de la companya della comp The second secon AND THE PARTY OF T The state of the s

The statement of the section

Carried March 1988

1 THE R. P. LEWIS CO., LANSING, MICH.

्राक्रुपार**ा**क्रुक्रमणा पर

**建筑建设** 2000 1 

COLUMN TO SERVICE OF THE PARTY AND THE PROPERTY OF THE PARTY O

of the human A JA DOUGON

Le temps scolaire n'a cessé de diminuer à l'école primaire, passant de trente à vingt-sept heures hebdomadaires en 1969, pour permettre « aux maitres de consacrer [ce temps] à leur perfectionnement pé-dagogique. Cette décision visait à r favoriser la formation permanente THE PERSON NAMED OF PARTY OF PARTY. des instituteurs ». Quelques années plus tard, le temps de service des STATE OF THE PARTY enseignants était, dans les faits, pas-Name and Parks of the last of the last sé à vingt-sept heures et les trois and salar and the salar and t heures, perdues. En 1989, Lionel Jospin, ministre de l'éducation natio-Company of the second nale, leur accordait, au moment de la mise en place des « cycles », une प्यानुस्कृतस्त्रेत् अनुस्कृतस्तरम् । १८५८-१८ १ । १८ । १८ । heure de concertation par semaine, ramenant la semaine des élèves à Committee and the state of the second vingt-six heures. En 1995, François The state of the s Bayrou prélevait, lui aussi, deux Application of the second heures sur cet emploi du temps Application of the second pour l'attribuer à des études din-The work was the first to gées faites en classe, déjà dans un souci de justice sociale. En réalité, the state of the second second second cette résolution n'a jamais dépassé

le stade des intentions. Ainsi, en trente ans, les élèves du primaire auront perdu quatre heures de cours par semaine, alors que l'on demande toujours davantage à l'école : apprendre une langue vivante, s'initier aux nouvelles technologies, participer aux « semaines à thème », sensibiliser à l'éducation à la santé, etc. Aujourd'hui, M. Allègre voudrait réduire la semaine scolaire proprement dite à vingt-quatre heures d'enseignement, auxquelles s'ajou-

plus ou moins individualisée.

Ce principe, en apparence tout

simple, pose des questions redou-

tables : cette aide doit-elle être pré-

levée ou ajoutée au temps scolaire

habituel? Que font les élèves répu-

tés « à flot » pendant que leurs

condisciples sont en « soutien »?

Quel est le nouveau rôle du maître

ou du professeur, au moment où

des aides-éducateurs et des interve-

nants extérieurs font une e<del>ntrée</del> en

masse dans le système éducatif?

Claude Allègre a apporté des ré-

ponses identiques, dans leur philo-

sophie, pour le premier et le second

degré. Ces choix politiques et péda-

gogiques posent de vrais débats qui

suffiraient à eux seuls à expliquer le

malaise des enseignants.

QUATRE HEURES PERDUES

L'école peut-elle être son propre recours? DEUX CHARTES, l'une « pour teraient deux heures d'« activités » assurées par des emplois-jeunes ou bâtir l'école du XXI siècle », l'autre des intervenants extérieurs. Pendant « pour la réforme des lycées », sont ce temps, les plus faibles seraient en actuellement soumises à la concertation par le ministre de l'éducation

soutien avec leur maître. Faut-il donner moins d'école à tous pour nationale, Claude Allègre. Un même aider les élèves les plus en diffiprincipe de justice sociale les fonde : culté ? Ou dégager des moyens sup-«L'école doit être son propre recours. » il incombe donc au système plémentaires pour soutenir ces derscolaire et non aux « cours particuliers et aux officines de soutien en ENTRE JARGON ET TAUTOLOGIE tous genres » de remédier à l'échec Au lycée, le principe est idenscolaire qu'il a pour partie lui-même tique: le temps de cours hebdomaproduit. Comment? En apportant aux élèves en difficulté une aide

daire des élèves sera diminué. A la place, l'emploi du temps comportera une aide individualisée par groupes de huit élèves en seconde ainsi que des travaux personnels encadrés (TPE) en première et en terminale. Pour les défenseurs de la réforme, les horaires, trop lourds, ne laissaient aucune respiration aux lycéens. Quant aux TPE, ils favoriseront les recherches personnelles et l'autonomie. « Gadgets », ré-torquent les détracteurs de la Charte, pour qui ces nouveautés se mettront en place au détriment des savoirs : de leur point de vue, le décloisonnement des disciplines ne peut aboutir qu'à affaiblir les connaissances. De plus la diminution des options entraînerait un appauvrissement de la culture offerte

aux lycéens. L'aide et le soutien prenant la place d'une partie du temps de cours, se pose alors la question de l'aménagement des contenus disciplinaires. Si le point de départ de la n'agir que sur la « périphérie » des

consultation sur les lycées avait pour objectif de définir les savoirs qu'il convenait de transmettre à un lycéen du XXI siècle, cette démarche se termine par des aménagements pédagogiques. La réflexion sur les contenus ne fait que commencer. Quant à la Charte de l'école primaire, elle hésite sur ce point entre jargon et tautologie: « Les programmes de l'école primaire doivent être conçus beaucoup plus comme des programmes portant sur des objectifs que comme des suites d'instructions rigides destinées à être appliquées à la lettre. Ils doivent prendre en compte un des acquis dé-terminants de cette fin de siècle : la scolarité est obligatoire jusqu'à seize ons... » Qu'il s'agisse du premier ou du second degré, la question des contenus ne semble alors se réduire qu'à une même injonction, qui ne résout rien : « Recentrer les connaissances sur l'apprentissage des savoirs

fondamentaux. » Enfin, au cœur des réformes, l'enseignant se voit assigner un nouveau rôle. « Chef d'orchestre » à l'école primaire, on lui demande désormais de coordonner une équipe composée d'aides-éducateurs non formés et d'intervenants extérieurs, payés par les collectivités locales pour assurer des activités sportives et culturelles. Polyvalent par tradition, il se recentre ainsi par nécessité sur les apprentissages classiques, un champ que l'institution a pourtant tendance à abandonner pour

enseignements. « Ce que propose la Charte vise a mettre en place des structures, des organisations, des réseaux, qui n'ont pas pour but de développer l'activité intellectuelle des élèves, mais qui ont pour objectif de répartir des missions qui sont aujourd'hui de la seule responsabilité de l'Etat », fait valoir François Cochain, secrétaire départemental du Snuipp-FSU (Syndicat national unitaire des instituteurs et professeurs des

écoles) de Seine-Saint-Denis. Dans les lycées, la présence d'intervenants extérieurs est moins significative qu'à l'école, mais tout aussi symbolique: les enseignants peuvent vivre l'arrivée de « locuteurs natifs » pour les langues ou de « spécialistes » pour les activités culturelles comme une remise en cause de leur professionnalité et de leur mission. Enfin, le travail en équipe, qui ne peut reposer que sur le consentement mutuel, leur est imposé par la réforme.

Faire de l'école « son propre recours » est sans doute un objectif noble et légitime. Les réponses proposées par M. Allègre pour y parvenir posent autant de questions qu'elles prétendent en résoudre et reposent essentiellement sur des aménagements pédagogiques, réalisés à moyens constants. Contrairement à son ambition de départ, il n'a pas réussi la synthèse entre pédagogie et savoirs.

> Sandrine Blanchard et Béatrice Gurrey

est procédé en Italie.

sur les étrangers.

que depuis quelques années. Le nombre des immigrés est quatre fois moins élevé au-delà des

Alpes que de ce côté-ci. L'Italie a

vécu pendant longtemps, et jus-

qu'à il y a peu, sans législation

Du fait de sa position géogra-

phique, l'Italie est ensuite ou-

verte sur le grand large - ses

frontières forment pour une

grande part celles de l'Europe -

alors que la France se retrouve

pour l'essentiel à l'intérieur de

l'Europe. Le poids du secteur in-

formel y est bien plus important.

La société et l'économie ita-

liennes souffrent enfin d'une

Hospice par Hervé Coffinières



### Du Kosovo à Moscou: la poudrière de l'orthodoxie

Suite de la première page

Contre une logique de guerre qu'elle récuse, l'Eglise orthodoxe défend une logique patrimoniale qui refuse toute forme d'abandon de souveraineté, qui serait, pour elle, une insulte à l'histoire, à la religion et à l'identité de la nation.

Abasourdie par les catastrophes de l'histoire (occupation ottomane, persécution soviétique), exsangue après la chute du mur, incapable d'affronter les vents nouveaux de la liberté et de la démocratie, agressée par les sectes et autres communautés baptistes, pentecôtistes ou catholiques, c'est toute l'orthodoxie qui, en Europe, est au bord de l'implosion et redevient un foyer de tensions. Comme en Serbie, c'est une logique patrimoniale qui continue d'empoisonner les relations entre orthodoxes et grecs-catholiques en Roumanie et en Ukraine. En Roumanie, le voyage que devrait faire en mai Jean Paul II - qui serait une première en territoire orthodoxe - tarde à être confirmé. Le patriarcat de Bucarest a longtemps suspendu cette visite, souhaitée par les autorités politiques, au retrait de toutes les actions en justice engagées par les grecs-catholiques (qui ne sont plus que 250 000 contre 2,5 millions avant la guerre) pour récupérer les di-

zaines d'églises qui leur avaient été confisquées en 1948 et cédées aux

orthodoxes. Même situation en Ukraine. L'archevêque de Lviv vient d'accuser le Vatican et les grecs-catholiques (« uniates » rattachés à Rome, mais ayant conservé le rite oriental des orthodoxes) d'avoir « mis la main » sur les églises de la ville. C'est au XVI siècle que la Pologne avait imposé le catholicisme romain sur des territoires de tradition orthodoxe. Décapitée et déportée en Sibérie par Staline, la hiérarchie grecque-catholique est reconstituée en Ukraine depuis l'éclatement du bloc soviétique. L'orthodoxie y est divisée en trois obédiences : celle, officielle, du patriarcat de Moscou (qui a gardé les frontières de l'ancienne Union soviétique); l'Eglise orthodoxe dissidente, qui a proclamé son « autocéphalie » ; et celle de l'ancien patriarche Philarète de Kiev, personnalité douteuse qui a été déposée, puis excommuniée en 1997.

LES NOUVEAUX DÉFIS En Russie, l'Eglise se perçoit aussi comme une forteresse assiégée. Les dénonciations régulières du « prosélytisme » protestant on catholique flattent l'opinion nationaliste, pour qui l'âme russe s'identifie à la seule orthodoxie. C'est le patriarche Alexis II qui a fait voter la loi de 1997 limitant l'expansion des autres religions, que Boris Eltsine a dû faire amender par la Douma sous la pression des Etats-Unis et du Vatican. Comme l'ont fait la Géorgie et la Bulgarie, la Russie menace de claquer la porte du Conseil œcuménique des Eglises (Genève), que le KGB considérait hier comme une offil'orthodoxie slave d'aujourd'hui, laire du pays, en défendant la du 14 septembre 1977). cine de renseignement et qui, pour

symbolise le protestantisme occidental, jugé libéral et permissif.

Ainsi, au moment même où elle retrouve son espace et sa liberté, l'orthodoxie semble atomisée, prise de vertige devant les nouveaux défis de la démocratie, du nationalisme, de la mondialisation et de la modernité. Plus divisée et fragile que jamais, elle est guettée par le repli et la crispation. En Macédoine, une grande partie de l'Eglise locale a proclamé son « autocéphalie », non reconnue par ses voisines. En Turquie, le patriarcat œcuménique de Constantinople - qui détient une primauté d'honneur dans tout le monde orthodoxe - ne règne plus que sur une communauté de 3 000 chrétiens assiégés dans un pays que tiraillent les courants laiques et islamistes. Il tente d'accroître sa juridiction dans les pays de diaspora, aux Etats-Unis et en Europe. En 1997, pour le contrôle des communautés d'Estonie, un conflit grave a éclaté entre Constantinople et Moscou, les deux grandes capitales de l'orthodoxie.

En Grèce enfin, l'Eglise est devenue le refuge de toutes les peurs liées à l'entrée dans l'Union européenne. Dans ce pays, qui est le seul de l'orthodoxie à posséder une tradition démocratique, le mariage civil n'a jamais réussi à s'imposer. L'Eglise y jouit de tous les privilèges d'une institution d'Etat et la mention orthodoxe figure encore sur les cartes d'identité, perpétuant cet archaisme qui lie la citoyenneté à une confession. Nouveau primat, précédé d'une réputation de moderniste qui lui avait valu son élection en mars 1998 au siège d'Athènes, Mr Christodoulos est devenu, en quelques mois, le personnage le plus popu-

Grèce de la tradition orthodoxe contre une occidentalisation mas-

On aurait tort de faire de l'orthodoxie une religion nationaliste au sens où ce mot est compris en Occident. En Serbie, comme en Grèce ou en Russie, l'orthodoxie est populaire parce qu'elle a toujours lié son destin à la cause d'une population persécutée. Fondée sur un patrimoine tituel, liturgique et symbolique d'une splendeur inégalée, liée à la réalité ethnique, linguistique, culturelle de pays décomposés et recomposés par l'histoire, c'est elle qui a assuré la survie des peuples grecs ou slaves. Mais, dans des régions où le poids de la mémoire est aussi passionnel, cette perpétuelle fusion du spirituel et de l'identitaire, de l'ethnie et de la religion pourrait préfacer demain - en dépit du précédent yougoslave - de nouvelles explosions.

Henri Tincq

#### **PRÉCISION**

ROLF LIEBERMANN L'article publié au lendemain de la mort de Rolf Liebermann (nos éditions du 5 janvier) a pu faire croire qu'à vingt ans de distance Le Monde mettait en cause les informations relatives au suicide de Jean Salusse, président du conseil d'administration de l'Opéra, publiées le lendemain et les jours qui ont suivi sa disparition (Le Monde daté 24-25 et du 29 juillet 1977). Ce n'était pas le cas, puisque Jacques Lonchampt était l'unique journaliste en mesure de relater des faits connus de lui seul, ce qu'il fit dans un témoignage (Le Monde

N annonçant, mardi crise de la natalité plus grave que celle qui affecte la France. 9 février, la régularisa-De fait, lorsque Rome et Paris tion massive de engagent des procédures de ré-«sans-papiers», le gouvernement d'Alessandro gularisation, ils ne se trouvent pas confrontés exactement aux D'Alema démontre à celui de mêmes problèmes. L'administra-Lionel Jospin qu'en matière d'imtion italienne a d'ailleurs dû faire migration, il est possible de faire face à plus de 300 000 demandes, autrement, que la politique mec'est-à-dire deux fois plus que née par Jean-Pierre Chevèneson homologue française. La soment n'est pas la seule possible. lution retenue par le centre-Par décret pris en conseil des migauche italien peut ainsi appanistres, Rome a en effet annoncé raître comme plus généreuse que que 250 000 des 308 000 immigrés celle adoptée par la gauche plu-rielle française. Rome régularise clandestins ayant déposé une demande vont obtenir satisfaction. huit demandeurs sur dix alors C'est beaucoup plus qu'il n'avait que Paris n'en a accepté qu'un été prévu. C'est aussi depuis le début des années 90 la troisième peu plus d'un sur deux. Cette décision provoque un tollé dans opération de ce type à laquelle il l'opposition italienne. Celle-cl craint que cette régularisation Il faut se garder d'un parallèle massive n'incite de nouvelles trop systématique entre la vagues de clandestins à s'instal-France et l'Italie. La situation ler dans la Péninsule. Elle permet dans la Péninsule est bien diffépourtant d'éviter les situations rente, sur ces dossiers, de celle individuelles inextricables et en de l'Hexagone. La France est un grand nombre - celles de ces vieux pays d'immigration ; après clandestins répertoriés officielleavoir été pendant longtemps une ment, mais sans espoir de réguterre d'émigration, l'Italie ne l'est

> Exemplaire pour la Prance, la décision italienne rappelle surtout l'urgence d'une harmonisation des politiques d'immigration dans les pays de l'Union européenne. Or dans ces domaines l'attitude à l'égard des réfugiés, le droit des étrangers, etc. - les Quinze agissent encore dans le désordre. D'après le traité d'Amsterdam que la représentation nationale vient d'adopter, ces questions devraient pourtant de plus en plus relever de la compétence communautaire.

larisation en France – auxquelles

les choix de Lionei Jospin ont

conduit ici.

Se Monule est édit par la SA LE MONDE lu directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani : Jean-Marie Colombani : Dominique Aktoy, directeur général ; Noci-Jean Bergeroux, directeur général idjoiné

Directeur de la rédaction : Bdwy Plenel
a de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhon
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secritaire général de la rédaction : Alain Fourment

Alain Frachon, Erik Izraelevicz (Editornou et anolyses); Creftsamer (Supplements et ashiers spéciaux); Michel Raiman (Debots); tional); Patrick Jarreau (France); Franck Nouchi (Sociéte); Claire Blandin (Entrepris Mediateur : Robert Solé

eur exécutif : Eric PiaBoux ; directeur delégué : Anne Chaussebourg irection : Alain Rollar ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenariats andiovisuels : Bertrand Le Gendre Conseil de sorveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-préside

Ancieus directeurs : Hubert Benne-Méry (1944-1969), lacques Funet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fortaine (1985-1991), lacques Lesourne (1991-199

Le Monde est édite par la SA Le Monde

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde,
Fonds commun de placement des personnels du Monde,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonym des lecteurs du Monde, Association interpretation and y social managements.

Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,

Le Monde Presse, kina Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations

#### IL Y A 50 ANS, DANS Se Monde

### Le dictateur des lettres soviétiques

delev est pour quelques jours à Paris. C'est un très grand personnage. Fidèle exécutant des directives de feu )danov, il a été nommé par le Parti communiste secrétaire général de l'Union des écrivains soviétiques, à la place de N. Tikhonov, jugé trop peu énergique pour faire marcher la gent littéraire dans le droit chemin. Il est incontestablement un des meilleurs romanciers de l'époque stalinienne, et certains enthousiastes sont allés jusqu'à voir en lui un « Tolstoi prolétarien ». L'exagération est manifeste. Alexandre Fadeïev est à cent coudées au-dessous

de l'auteur de Guerre et Paix. Cependant il est couvert d'honneurs et sa fortune est considérable. Ses deux meilleurs livres, La Défaite (1927) et La Jeune Garde (1945), ont été traduits dans une trentaine de

ll est si bien en cour qu'il a été

L'ÉCRIVAIN russe Alexandre Fa- nommé président du comité des prix Staline pour l'art et la littérature. C'est lui qui, chaque année, procède à la distribution de la manue officielle. On pense bien qu'il ne s'est pas oublié sur la liste des lauréats, et c'est ainsi qu'il a reçu un prix de 100 000 roubles en 1946 pour son roman La Jeune Garde.

Dans ses discours et dans ses écrits, Alexandre Fadelev manifeste le mépris le plus profond pour la littérature et l'art des pays capitalistes. Contempteur de l'« art dégénéré de l'Occident », il proclame que lui et ses pareils sont « les seuls héritiers au monde de tout ce qui est grand, de tout ce qui est d'avantgarde dans la puissante littérature russe et dans toute la littérature mon-

Henri Pierre (11 jévrier 1949.)

Ce Hande SUR TOUS LES SUPPORTS Telématique : 3615 code LEMONDE Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM: 01-44-08-78-30 Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33 Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78 « corporate venture », vient des

Etats-Unis. ● PAR CES PRISES de par-

ticipation, les poids lourds de l'indus-

giques. • POUR JACQUES VALLÉE,

France, les grands groupes apportent en contrepartie à ces petites structures leurs expertises scientifique, financière et juridique. 

LE FONDS de

l'américain Intel, numéro un mondial des microprocesseurs, est considéré comme une référence. Il a. en 1998, investi dans 130 entreprises pour un montant de 830 millions de dollars.

## Quand les grandes entreprises ont besoin des petites...

En quête de nouvelles idées, Vivendi, Rhône-Poulenc, LVMH, France Télécom, entres autres, misent sur de petites sociétés innovantes. Une pratique venue des Etats-Unis, qui allie intérêts technologiques et financiers

DEPUIS quelques mois en France, de grands groupes indusfessionnels du capital-risque. cherchent à investir dans de petites entreprises innovantes. Une pratique d'origine américaine, appelée « corporate venture ». Vivendi (ex-Générale des eaux), suivi d'industriels européens, américains et d'un financier français. constitue un fonds indépendant baptisé Viventures. Pinault-Printemps-Redoute met sur pied un « Club de développement ». Rhône-Poulenc, Danone et Axa ont, en 1998, confié des fonds à Auriga. LVMH a créé sa propre filiale, Flavius investissements. Thomson-CSF Ventures gère un portefeuille de capital-risque pour le compte de sa maison mère. Dassault Développement aussi. Toutes ces entreprises suivent l'exemple français de France Télécom et de sa filiale spécialisée, Innovacom, qui existe depuis 1988 et qui vient de lever son troisième fonds en 1998.

groupes comme Vivendi, LVMH, Pi-

nault-Printemps-Redoute, inves-

tissent dans de petites entreprises, à

En un an, ces grands groupes ont investi près de 2,5 milliards de francs (381 millions d'euros) dans des fonds de capital-risque. L'attirance des poids lourds de l'industrie et des services pour ce genre d'activité n'est pas nouvelle. Plusieurs vagues d'investissements se

TROIS QUESTIONS A...

parus ces fonds d'entreprise ?

sont succédé. « Au début des années SU, un quart des grandes sociétés américaines avaient constitué des fonds d'investissement. La plupart ont coulé après le krach boursier de 1987 », raconte Denis Champenois, directeur général d'Innovacom. Depuis quelque temps, une deuxième vague d'investissement se forme outre-Atlantique. Oracle, entre autres, veut consacrer 100 millions de dollars à cette activité. En un an, c'est près de 2,5 milliards de dollars (2,2 milliards d'euros) qui auraient été levés aux Etats-Unis auprès des

Pourquoi un tel engouement pour le capital-risque? Le facteur déclenchant est incontestablement la rupture qui s'est opérée dans les technologies de l'informa-

tion. Les grands groupes ne tueux: les PME apportent leurs inveulent pas se laisser distancer par de petites sociétés qui bouleversent les règles du leux comme Yahoo! ou Amazon.com, sur Internet. Prendre une participation financière dans une de ces petites entreprises permet au grand groupe de ne pas être totalement absent de cette révolution.

Jean-Michel Barbier, directeur général de Thomson-CSF Ventures, reconnaît également que le corporate venture permet de compenser les coupes dans les budgets de recherche-développement. « Dans ce cas, le capitalrisque devient le lien entre la recherche réalisée pour partie en externe et la production industrielle du groupe ». Le fonds tente alors de mettre en place un cercle ver-

français et étrangers. 38 millions

Dassault Développement :

groupe Dassault. 45,5 millions

Thomson-CSF. 61 millions d'euros.

● Thomson-CSF Venture:

Flavius Investissements:

• Club de développement :

Pinault-Printemps-Redoute.

Montant non dévoilé.

LVMH, 45.5 millions d'euros au

d'euros.

entreprises apportent leur expertise pour valider et adapter les projets, et leurs capitaux pour les

Mais, pour tous ces acteurs, la crédibilité du fonds passe par l'exi-gence d'une rentabilité financière équivalente à celle en vigueur dans le secteur du capital-risque : 25 % par an en movenne.

novations, tandis que les grandes

« DEUX PIÈGES À ÉVITER » «On ne s'improvise pas corporate venture », estime Benoît Habert, président de Dassault Développement. Il faut avoir une forte culture entrepreneuriale - dans le passé, Dassault a favorisé l'émergence de Dassault Electronique et de Dassault Systèmes. La courbe d'apprentissage du capital-risque est longue et peut se révéler très coûteuse. Chacun choisit sa méthode. Certains groupes tentent l'aventure seuls, comme Thomson-CSF : d'autres, comme Rhône-

Le choix n'est pas neutre. La grande difficulté est de concilier rentabilité financière et création de synergies pour le groupe. « Deux pièges sont à éviter », ré-

Poulenc ou Danone, préfèrent

confier leur argent à des capital-

risqueurs professionnels et indé-

pendants.

la société de capital-risque Galileo : une indépendance exacerbée du fonds d'investissement vis-à-vis de sa mère nourricière peut conduire à une « querelle de famille ». D'un autre côté, une trop grande servilité du fonds de capital-risque conduit à privilégier les seuls intérêts de la maison mère au détriment de la rentabilité. Jean-Pascal Tranié, dirigeant de

sume Bernard Maitre, dirigeant de

Viventures, défend l'idée que le corporate venture doit être confié à des professionnels du capitalrisque. Dans la constitution de son fonds, un subtil équilibre existe entre industriels du secteur des télécoms et des médias et financiers. Les dossiers qu'il sélectionne sont présentés aux industriels qui valident, grâce à leur expertise technique, les trouvailles de la PME. L'œil du financier valide la viabilité du projet. En revanche, M. Champenois, d'Innovacom, estime « que les groupes industriels qui délèguent la gestion du corporate venture à un fonds indépendant sont trop éloignés de sa gestion ». Fort de sa longue expérience. Innovacom a progressivement glissé d'une indépendance vis-à-vis de sa maison mère. France Télécom, à une collaboration plus étroite. « Il y a cinq ans, moins de 10 % de nos dossiers pré-

untaient une synergie avec France Télécom. Aujourd'hui, la proportion est de 30 % et nous voulons arriver à 50 % », précise-t-il. Pour illustrer cette évolution, innovacom est désormais rattachée à la branche développement de France Télécom et non plus à la direction financière. Outre sa mission classique - détecter des sociétés susceptibles d'étoffer l'offre de services de France Télécom -, Innovacom doit favoriser l'essaimage de chercheurs du Centre national d'étude

des télécommunications (CNET). Les gérants de fonds de corporate venture doivent également clarifier leur stratégie de sortie. Trois possibilités de revendre une participation dans une société innovante s'offrent à eux : la cession à un industriel tiers, la cession au 🗿 groupe qui a investi dans le fonds ou l'introduction en Bourse. Cette dernière solution est privilégiée par les capital-risqueurs. Intégrer l'entreprise implique de supporter seul le coût du développement avec, en outre, le risque d'étouffer la PME dans une grande structure. Par l'introduction en Bourse, la grande entreprise récupère sa mise financière et permet à la PME innovante de se développer grace à l'apport des marchés financiers.

L. Be. et E. R.

#### industriels européens et

américains des télécommunications et des médias, un financier français. 92 millions d'euros. ● Auriga: Rhône-Poulenc, Danone et AXA. 61 millions

Les principaux fonds ● Viventures : Vivendi avec des

● Innovacom III : France Télécom et des financiers

#### JACQUES VALLÉE Vous êtes un des pères du capital-risque en France et travaillez désormais pour Viventures, aux Etats-Unis. Comment sont ap-

Lorsque le capital-risque est apparu aux Ftats-unis, les industriels nue. Ces petites équipes, très légères, parlant le même langage que les créateurs d'entreprise et essavant de les aider à se financer. étaient considérées comme des traîtres. Le capital-risque investit dans des cassures, des discontinuités, que des grandes entreprises comme IBM ont du mal à créer. Ces discontinuités ont donné les biotechnologies, Internet... Puis les grandes entreprises se sont rendu compte qu'il y avait un réel avantage à financer ces start-up. Cela permettait de ne pas rater une révolution technologique. Le succès n'a pas toujours été au rendez-vous. La Silicon Valley est jonchée de cadavres de fonds d'entreprise qui ont vu le jour dans les années 80-90 (Exxon, la société des gaz britanniques...) et qui n'avaient pas la bonne approche.

2 Quels sont les avantages pour une PME innovante d'être financée par des fonds d'entreprise ?

Ce n'est pas seulement le chèque qui intéresse les PME.

Nous leur apportons notre carnet d'adresses, notre appui stratégique. Les experts scientifiques, financiers, juridiques du groupe qui a constitué le fonds peuvent aussi ètre mis à contribution pour affiner le projet du créateur. Dans le cas d'un fonds européen comme Viventures, nous apportons aux créateurs américains notre vision européenne. Ainsi nous venons d'investir dans une société californienne d'enchères de publicité sui Internet, Ad auction.com. Désormais, dès leurs débuts, les petites sociétés cherchent à devenir mondiales pour ne pas être prises de

3 Quels sont les sujets d'avenir qui intéressent le « corporate venture » ?

Le portefeuille des entreprises de capital-risque est une boule de cristal de ce que sera la Bourse dans dix ans. Actuellement, sur Internet, les équipements sont à bout de course, les bandes passantes sont trop étroites... Le grand saut technologique se fera avec la Next Generation Internet (NGI). Ce projet est financé par le gouvernement américain et la NASA, le NSF (l'équivalent américain du CNRS), Il permettra le transfert de données plus importantes, et améliorera la vidéoconférence et le téléphone sur In-

> Propos recueillis par Laure Belot et Enguérand Renault

### Intel, grand maître de l'investissement stratégique

MUNIEUR INTEL EST COINCE

À L'INTÉRIEUR!

**Biletres** 

CITÉ UNANIMEMENT en exemple, étudié et copié par les entreprises européennes qui veulent se lancer dans l'aventure du corporate venture, le fonds de placement de l'américain Intel est devenu une référence mondiale. Le numéro un du microproces-

seur a investi en 1998 dans de 830 millions de dollars (741 millions d'euros). Un record. Ce chiffre n'était que de 350 millions de dollars l'année précé-Les prises de participations sont « en moyenne de 3 millions de

dollars par société » et ne dépassent généralement pas « 20 % du capital », précise Stephen Nachtsheim, vice-président du groupe chargé de gérer ce fonds. Intel n'hésite plus à miser très gros. Ainsi, son investissement de 500 millions de dollars dans l'entreprise de semi-conducteurs américaine Micron Technology en 1998. Deux cents entreprises sont désormais dans l'escarcelle du géant américain.

TROIS OBJECTIFS

Intel a commencé à investir dans de petites entreprises technologiques dans le courant des années 80. Sa stratégie s'est ensuite affinée. « Depuis 1995, nos investissements sont de réels outils de développement au service de notre entreprise », explique ciétés de logiciels, de multimédia



loppement d'Intel et les prises de participation du groupe visent

trois objectifs. Tout d'abord, l'accroissement des débouchés pour ses produits : ses cibles sont des entreprises qui peuvent stimuler les ventes d'ordinateurs, donc de microprocesseurs. Intel mise ainsì sur des soet de vidéo pour élargir l'offre du marché informatique. Autre cible particulièrement prisée: les compagnies qui créent des applications nécessitant un ordinateur puissant - ce qui implique un renouvellement pour l'utilisateur sous-équipé. Ainsi Quokke, une des dernières sociétés entrées dans son portefeuille. Elle permet à un supporter de football de voir par Internet la manière dont il

verra le terrain de foot de la place qu'il vient d'acheter.

Deuxième objectif: l'acquisition de connaissances supplémentaires. Les entreprises élues travaillent par exemple «sur la prochaine génération d'un composant ». Les thèmes de recherche très pointus de ces petites sociédéveloppement de nouveaux produits Intel.

Enfin, ce fonds permet à Intel de rester en contact avec les nouvelles idées qui émergent. Une habile veille technologique systématisée par les « cinq à dix dos-

siers reçus quotidiennement ».

La rentabilité financière de ces investissements n'est pas une fin en soi. « Elle est nécessaire pour nos actionnaires, mais ce n'est en aucun cas le critère principal de nos choix », affirme M. Nachtsheim. Les 6 milliards de dollars de résultat net qu'intel a dégagés en 1998 expliquent pour partie ce détachement.

Intel se lance désormais dans une nouvelle aventure : développer ce fonds en Asie et en Europe. zones géographiques qui représentent plus de 40 % de son chiffre d'affaires mondial. « Des équipes sont en place, affirme M. Nachtsheim, et des cibles d'investissement ont déjà été identi-

L. Be. et E. R.

#### Le Conseil Régional d'Ile-de-France,

lance une démarche de modernisation de l'organisation et du fonctionnement de ses services (800 agents).

Il souhaite mettre en place de nouvelles méthodes de management, améliorer la gestion de ses ressources humaines, adapter le fonctionnement de ses services et en particulier de sa direction chargée des lycées et obtenir la certification ISO 9002 de ses procédures de marchés,

La mise en ocuvre de cette démarche sera confiée à un prestataire extérieur, disposant de références dans ces domaines.

Un avis d'appel public à la concurrence sera publié prochainement au B.O.A.M.P.

> Renseignements complémentaires : Conseil Régional d'Ile-de-France. Direction générale des services 35 boulevard des Invalides 75007 Paris Tel: 01 53 85 50 30.

### La Bourse sanctionne le rachat du site Internet Lycos par USA Network

LYCOS, qui était avec Yahoo! l'un des derniers sites sur Internet encore indépendants, va passer sous le contrôle du groupe de chaînes de télévision thématiques USA Networks. L'accord conclu mardi 9 février par les deux groupes prévoit une fusion de Lycos avec TicketMaster Online, numéro un mondial de la vente de billets (sports, spectacles) sur Internet et filiale de USA Networks. Ce rachat s'inscrit dans une série d'opérations touchant les sites Internet qualifiés de « portails ». Initialement créés pour aider les internautes à trouver ce qui les intéresse - fonction appelée moteur de recherche - ces sites se sont peu à peu enrichis de services tels que réservation de billets, service d'information, annuaire électronique.

Ouinze iours après la fusion de

atHome et d'Excite, et une semaine après le rachat de GeoCities par Yahoo!, le rapprochement de Lycos et de USA Networks permettra d'offrir un éventail complet de services aux internautes. Lycos apporte ses 26 millions de visiteurs (source Media Metrix pour le mois de décembre 1998) à Home Shopping Network - 70 millions de foyers américains -, la chaîne de téléachat de USA Networks, et d'Internet Shopping Network, son équivalent électronique.

La nouvelle entité, USA-Lycos Interactive Networks, sera contrôlée à 61,5 % par USA Networks et dirigée par son actuel président, Barry Diller, une figure de l'audiovisuel américain, ancien dirigeant de la Fox. Les actionnaires de Lycos détiendront 30 % du capital et ceux de TicketMaster les 8,5 % restants. Ce nouveau poids lourd du

commerce électronique aura une capitalisation boursière de 18,5 milliards de dollars (15,9 milliards d'euros) et affichera un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de

WINE OFFRE EXCLUSIVE #

« Au début, les moteurs de recherche étaient empreints de mimétisme, chacun essayant de proposer les mêmes services que les autres. Aujourd'hui, ces moteurs devenus 'portails" veulent se distinguer de leurs concurrents par une offre exchisive. Dans le cas de Lycos, et c'est ce qui fait l'originalité de cette acquisition, cette offre sera dorénavant liée à une activité de commerce électronique », analyse Laurence Bella, consultante au département médias de l'Institut de l'audiovisuel et des télécommuni-

Cette fusion, selon Barry Diller, donne naissance à un groupe qui. pour la première fois, marie la télévision et internet. Ce choix original n'a pourtant pas convaincu les marchés, puisque la valorisation boursière de Lycos est tombée à 4 milliards de dollars (3,54 milliards d'euros) le mardi 9 février, en chute de plus de 27 % par rap-

port à son cours de lundi. Aux yeux des investisseurs, la complémentarité entre les activités de USA Networks et de Lycos n'est pas évidente à court terme-Les investissements nécessaires à la mise en place d'une offre de commerce électronique sur le « portail » devront être massifs et pèseront sur les perspectives de rentabilisation du nouveau

Emmanuel Paquette



Le printe le compagnie à 20.5

SE TRANSPORT 

大學 一种 磁电谱流法

1900 B. E. E.

一 化二唑 医多磺基

ারকর্মির গ্রহর

بونون ، د <del>. .</del>

 $|\gamma_{ij}| > 2 \epsilon + \epsilon \sqrt{2 \epsilon n} + \epsilon \sqrt{2 \epsilon n} + \epsilon$ 

or on gridge

فأنا ولالانع تريم

- . . . A. /

erier ieres iere

22.

1. 中间亲爱看1. 写:

Also ye ga

. . . . . . .

人名法格

A CARLONS

1112 25722

シンカトラ 連ぶ

رابيات مغوطوهم أأحباب

Note that the late of the late

المجاز المجارة المحارة المحارة ----A 70. 44 22 14 12 2.4. 2 30 °C and the second second second second second والمنافق المعاودة or the state of th Sales Military

Jungs bille Blee. rain with the expenses "我吃饭。" HAMPY IN THE 医乳腺 医角膜溶液 贫 · 横野 这 多新

ALLEGATION TO BE Complete State · "好事" 电线线 HATTATE TOWN. 4 45 4 80 - LESS SALES CANDO Section . House Taring the same of the market and the same 1 10 marin 140 有所证 法解 AND THE RESERVE OF 20-21-16 - - - - EVE The state of the state of المناسد الملة البيدي الراء Charles and the second

A THE STATE OF THE · 一种 海绵 THE PROPERTY OF Bright die . St ( ger line and a of the state of the state of "一本"的中本 看有 1. 15 15 15 15 15 15

Property Control of

## soin des petites.

and will de bette 

> and The late of th The second secon The Control of the Co A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH A Little Antick (1) SALE OF SALES The water in the second of **新兴的** 第二次 5555-551 en **Samuel Barrer, de La Compa**nia de la Compania del Compania del Compania de la Compania de la

**्रक्षां**स्य संस्थानसंस्थलने स्थिता है जाता ह Apple Special Sweet Section Comments of the Comments and the state of t Company of the second But British of Shirt well to Carried Strategy & Details 1992 - 1992 The state of the s 

ri<del>gia (del grande)</del> de la comp The Company of the same AND THE WAR IN SECTION र रहे<del>। प्राप्त कार्या के विश्व के विश</del> The State of the S English the state of 開発 (本) (2000年 中では 1000年 年 1000年 日 10

## Le prix retenu pour l'action Air France valorise la compagnie à 20,5 milliards de francs

Le syndicat des pilotes de ligne s'estime « dupé » par les pouvoirs publics

Plus de 1,5 million de réservations ont été enre-gistrées depuis le lancement de la privatisation partielle d'Air France Les particuliers dix fois plus que ce qui leur était proposé. Ce suc-cès a conduit le gouvernement à augmenter le cès a conduit le gouvernement à augmenter le cès a conduit le gouvernement à augmenter le partielle d'Air France. Les particuliers ont souscrit nombre des actions destinées aux petits porteurs 14 euros (91,83 francs) pour les particuliers. actionnaires une certaine garantie (...). C'est d'ailleurs la première fois

DOMINIQUE STRAUSS-KAHN, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du loge ment, ont salué, mardi 9 février. lors d'une conférence de presse commune. « le grand succès de l'opération » d'ouverture du capital d'Air France. Devant l'afflux des investisseurs lors de la période de réservation, le gouvernement a finalement choisi le haut de la fourchette pour fixer le prix de

l'action Air France. Les institutionnels paieront leurs titres 14,2 euros (93,15 francs) et les particuliers bénéficieront d'une légère décote, puisqu'il leur en coûtera 14 euros par action (91,83 francs). A ce niveau de cours, la compagnie aérienne nationale est valorisée à 20,5 milliards de francs (3,13 milliards

d'euros), soit 25 à 40 % de plus que les estimations faites il y a plusieurs mois par les établissements

DIX FOIS SUPÉRIEURE À L'OFFRE L'intérêt des particuliers pour Air France - plus de 1,5 million de

réservations ont été enregistrées à ce stade, soit une demande dix fois supérieure à l'offre - a conduit le gouvernement à exercer en totalité la clause d'extension portant sur 10 % de l'offre globale ainsi que sur les actions qui n'ont pas été acquises par les personnels navigants techniques (PNT). Ainsi, l'offre de titres aux particuliers vat-elle passer de 13,5 millions à 19,9 millions, et la part des institutionnels atteindra 22 millions d'ac-

Le désengagement partiel de l'Etat sera progressif, au rythme

des augmentations de capital prévues à la fin de l'année (par exercice de bons de souscription d'acet d'obligations remboursables en actions). La part du Tresor tombera à 63,6 % en mars, puis à 56,8 % en janvier

2000, et enfin à 53 % en mars 2003, après distribution d'actions gra-Sans se prononcer sur la possibilité de mettre sur le marché une nouvelle tranche du capital de la compagnie, M. Gayssot a assuré que la part de l'Etat ne saurait être inférieure à 50 %. Le succès de l'opération traduit, pour le mi-

nistre des transports, «la confiance des investisseurs quels qu'ils soient dans la compagnie nationale ». Une confiance qui, selon lui, montre que « loin d'être un handicap, la présence d'un actionnaire public majoritaire assure aux

qu'une opération d'ouverture, et meme comparée aux privatisations, est une des plus sursouscrites ». Le Syndicat national des pilotes

de ligne (SNPL) n'a pas fait preuve du même enthousiasme et trouve le prix de l'action trop élevé. Les pilotes, qui achètent au même prix que les particuliers, détiendront à terme 6,8% du capital de la compagnie, en échange de 1,29 milliard de francs de masse salariale qu'ils consentent à « abandonner » pour participer à la réduction des coûts d'exploitation de la compagnie.

« ON S'EST SERVI DE NOUS »

Le porte-parole du SNPL, syndi-cat signataire de l'accord d'échange salaire contre actions, a déclaré, mercredi matin au Monde, que « ceux qui ont décidé de l'ouverture du capital ont, une fois de plus, privilégié les marchés financiers et les institutionnels, au détriment des petits porteurs et des salariés. On s'est servi de nous pour procéder à l'ouverture du capital et l'on met en avant le grand succès de l'opération pour justifier du prix. On a vraiment l'impression de s'être fait duper et, aujourd'hui, il y a un véritable problème entre le premier actionnaire et le deuxième actionnaire de la compagnie nationale! »

Le SNPL avait conseillé à ses adhérents d'être « acheteur » en dessous de 90 francs, et demandait de renoncer à l'achat au-dessus de 95 francs. « A l'heure de l'ouverture des négociations sur les 35 heures, ce qui vient de se passer plante le décor!», résume le porte-parole

François Bostnavaron

## La BCE prévoit de nouvelles fusions bancaires en Europe

« Des surcapacités existent dans plusieurs pays »

FRANCFORT de notre correspondant

Après avoir salué les efforts des banques pour permettre le passage à l'euro, la Banque centrale européenne (BCE) précise sa vision de l'ampleur de la tâche qui attend encore la profession. «L'Union monétaire va probablement agir à moyen et long terme comme un catalyseur pour renforcer les tendances existant dans les systèmes bancaires », indique la BCE dans un rapport publié mardi 9 février. Selon elle, la concurrence va se raffermir dans un secteur « en changement radical ». Après avoir progressé, la rentabilité des organismes de crédit risque de se réduire, alors qu'elle se situait déjà en deçà de celle des établissements actifs aux Etats-Unis.

**S'INTERNATIONALISER** Sur le plan stratégique, la banque centrale s'attend à de nouvelles fusions. Alors que le degré de concentration « est aujourd'hui relativement bas », il existe des disparités selon les pays. Le nombre d'instituts de crédit est passé, entre 1985 et 1997, de 12 256 à 9 285 au sein de l'Union européenne, mais « il semble qu'il y ait de l'espace pour de nouvelles consolidations ». De même, les systèmes bancaires en présence vont devoir s'internationaliser davantage car, à l'exception du Royaume-Uni, du Luxembourg et de l'Irlande, ils sont peu ouverts aux opérateurs extérieurs, qui détiennent en

moyenne 11 % de parts de marché. La BCE estime qu'«il y a de bonnes raisons pour affirmer que des surcapacités existent dans plusieurs Etats membres » sans citer les pays les plus concernés. L'Union monétaire devrait, selon

la banque, conforter la tendance actuelle de la réduction des coûts et accélérer le processus de désintermédiation dans le financement de l'économie.

Enfin, l'Union monétaire va iouer sur l'échelle des risques. En particulier, les banques européennes auront tendance, pour ménager leurs marges, à prendre des risques sur des marchés plus instables en dehors de la zone euro. Les récents événements n'incitent d'ailleurs pas la BCE à une grande sérénité : les crises en Asie, en Russie et en Amérique latine s'ajoutent au coût du passage à l'euro et à l'an 2000 pour constituer « une combinaison dange-

En présentant cette étude, la Banque centrale européenne a voulu préciser son rôle dans la supervision des systèmes bancaires. Si elle est responsable de la politique monétaire, le contrôle des activités financières reste de la compétence des banques centrales nationales. «Ce n'est pas le moment de créer une nouvelle institution pour assurer une supervision supranationale », a dit Edgar Meister, membre du directoire de la Bundesbank et président du Comité de supervision créé au sein du système des banques centrales eu-

Mais quelle que soit l'efficacité du contrôle du système bancaire, Tommaso Padoa-Schioppa, membre du directoire de la BCE, voit « des perdants et des gagnants de l'Union monétaire ». Il n'a pas caché ses craintes pour les établissements de petite et moyenne taille qui seraient moins sensibilisés au nouvel environnement.

Philippe Ricard

### Le conflit de la maintenance en voie de règlement

ALORS QUE le conflit opposant une partie des personnels de la maintenance d'Air France et la direction est entré dans sa cinquième semaine, une issue semblait trouvée, mardi 9 février. La direction générale d'Air France a rencontré tard dans la soirée des représentants des trois syndicats grévistes, la CGT, SUD-Aérien et le Syndicat national des mécaniciens au sol de l'aviation civile (SNMSAC), pour leur faire de nouvelles proposi-

Ces syndicats protestaient contre l'accord-cadre sur les 35 heures conclu le 10 janvier. Ils reprochaient à la direction de s'attaquer à la rémunération des horaires décalés, en voulant mettre en place un système de calcul permettant de ne plus payer à 100 % les majorations de nuit. Cette mesure conduisait à une perte moyenne pour les salariés allant de 300 à 500 francs par mois. Selon les syndicats, la direction s'est engagée mardi soir à revenir au taux de 100 % d'ici deux ans, un complément de majora-

tion étant versé d'ici là. Les syndicats de la maintenance avalent en outre obtenu que les 35 heures aboutissent à 6 % d'embauche et à une réduction du temps de travail de 10 % sur l'ensemble des horaires, y compris les horaires décalés. Ces deux points out été confirmés par la direction. Selon Bernard Maugis, de la CGT, « ces nouvelles propositions répondent en partie à nos revendications; cela pourrait permettre une sortie du conflit ». Philippe Raissac, pour le SNMSAC, note « des avancées significatives ». Une assemblée générale avec les salariés devait en décider mer-

La direction d'Air Prance se refuse à évaluer le coût du conflit. Mais la facture devrait être très élevée : pendant la grève, la maintenance des avions d'Air France était confiée à Lufthansa ou TAP-Air Portugal et, pour cela, les appareils étaient envoyés à vide à Francfort ou à Lisbonne. De plus, l'annulation de plusieurs vols a obligé la compagnie française à affréter des avions auprès de la

Stéphane Lauer

### A la SNCF, de nouveaux dirigeants syndicaux négocieront les 35 heures exécutive de la confédération lors minots. A Force ouvrière, les choses

LA DIRECTION de la SNCF devait organiser, jeudi 11 février, une négociation sera de faire émerger table ronde sur les 35 heures. De de nouveaux dirigeants syndicaux. 25 janvier, et l'organisation de rencontres bilatérales, il s'agira



de la première réunion plénière de négociations sur ce sujet. D'autres devraient 35 HEURES Suivre. Le cli-

mat est moins tendu que beaucoup le craignaient. Certes, les syndicats critiquent des points importants du projet, mais tous soulignent la bonne disposition de la direction. « Elle est visiblement prête à négocier sur tout. Elle n'a jamais été aussi ouverte. Aucune question n'est taboue », remarque Denis Andlauer,

#### Menace de grève dans la métallurgie allemande

Une grève dure se profile dans la métallurgie allemande. La centrale syndicale IG Metall, qui exige 6,5 % d'augmentation de salaire pour 1999, a adressé au patronat un ultimatum expirant jeudi 11 février. Les négociations dans le Bade-Wurtemberg, considéré comme une région-test, ont échoué mardi. Les employeurs offrent 2,3 % d'augmentation, ainsi qu'une hausse supplémentaire de 0,5 % en fonction des bénéfices des entreprises, proposition jugée inacceptable par IG Metall. Des grèves d'avertissement ont continué à travers le pays: 1 800 métallurgistes ont débrayé à l'usine Andi de Neckarsulm dans la nuit de mardi à mercredi. IG Metall, qui a appelé à l'action dans plusieurs autres régions, escompte 50 000 participants aux actions de débrayage rien qu'en Bavière. Tout accord concerneralt bien plus que les 3,4 millions de salariés de la métallurgie, car il fait habituellement école dans le reste de l'économie.

Un des faits marquants de cette Hasard du calendrier, quatre syndicats - la CGT, la CFDT, FO et la Fédération générale autonome des agents de conduite (FGAAC) - ont ou vont prochainement changer de

Bernard Thibault, nouveau secrétaire général de la CGT, reste officiellement secrétaire général de la CGT-cheminots: seul un congrès fédéral peut élire son successeur. Ce congrès ne se tiendra qu'en mai 2000. D'ici là, Christiane Bedon (cinquante et un ans), secrétaire généraie adjointe, dirige la fédération. Mais cette ancienne secrétaire du comité central d'entreprise, considérée comme une « dure », ne fait pas l'unanimité. L'élection de Didier Le Reste (quarante-quatre ans), secrétaire fédéral, à la commission

du congrès de Strasbourg, confirme que cet ancien contrôleur devrait devenir numéro un de la CGT-cheots. Les vifs débats internes dans l'organisation et sa position inconfortable de dauphin officieux pourraient ne pas lui faciliter la tache dans la négociation à venir.

A la CFDT, la succession de Bruno Dalberto, annoncée dans un communiqué lundi 8 février, sera officielle le 2 mars. C'est Denis Andlauer (quarante-sept ans), secrétaire général adjoint depuis 1996, qui lui succédera. Ce syndicat devrait maintenir une ligne assez dure. Mais l'échec, au récent congrès confédéral de Lille, de « Tous ensemble » - qui regroupait les opposants à Nicole Notat, et dont Bruno Dalberto était un des leaders - et l'évolution de la CGT risquent d'avoir un impact sur la CFDT-che-

sont plus claires. En novembre 1998, cinq des huit dirigeants de la fédération, dont le secrétaire général Jean-Jacques Kermantran, ont été démis crétaire général, Eric Falempin (trente-neuf ans), a été élu sur une ligne dure, d'opposition à la réforme de la SNCF... qui est pourtant devenue effective.

En revanche, à la FGAAC, le secrétaire général Rémi Lebouteiller a été remplacé de manière inattendue lors d'un congrès en novembre 1998. Son successeur, Michel Lasne (quarante-trois ans), veut « à nouveau favoriser la négociation et non le conflit ». Il refuse pourtant un des points-clés du projet de la direction: favoriser le travail à temps

Frédéric Lemaître

## Tensions sociales à France Télécom

### Offensives de SUD et impasse concernant le temps de travail

COUP SUR COUP, Michel Bon, président de France Télécom, vient de se voir infliger deux rappels à l'ordre de l'Etat « qui reste son principal actionnaire», comme le rappelle le ministère de l'industrie. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, n'avait déjà pas apprécié la première mouture de la nouvelle grille tarifaire qui consistait à réduire les coûts de communication pour les entreprises mais à augmenter le prix de l'abonnement, qui pénalise plutôt les particuliers (Le Monde du 10 février). Les 35 heures constituent une

deuxième pomme de discorde entre l'opérateur et la tutelle. La direction de France Télécom s'est mis tous les syndicats à dos. En excluant d'entrée de jeu de bénéficier des aides Aubry, en clamant haut et fort que les effectifs continueraient de diminuer et en proposant une modération des augmentations salariales, la direction s'est placée dans une impasse, dont elle ne sait comment sortir.

montre particulièrement offensif. Renouant avec des pratiques devenues inhabituelles, le syndicat multiplie les coups d'éclat : jets de farine contre M. Bon à Rennes. encerclement du bâtiment de la direction régionale avec des voitures de service à Montpellier et, surtout, dégradation du siège social parisien au cours d'une manifestation organisée conjointement avec la CGT. A demi-mot, celle-ci prend ses distances avec SUD. « Nous souhaitons que les actions soient maîtrisées par les gens et que ce soit le nombre qui fasse la jorce », explique Alain Gautheron, secrétaire général de la CGT-PTT. Si, officiellement, la direction a annoncé rompre les rencontres bilatérales avec ces deux syndicats, M. Gautheron a toujours inscrit à son agenda une rencontre avec la direction le 18 février.

Mais SUD vient de remporter une victoire juridique. Conformément à sa demande, le Conseil d'Etat a annulé une disposition de Qui plus est, SUD, deuxième l'accord social signé en 1997 avec syndicat dans l'entreprise, se quatre syndicats (CFDT, FO,

CFTC, CGC), qui modifiait le système des promotions dont bénéficiaient les fonctionnaires, en ajoutant à l'ancienneté un critère de promotion au mérite. «Le fonctionnement de ce système de promotion revenait à ce que la hiérarchie décide de tout, l'arbitraire devenant aussi la règle », note SUD. Ne voulant pas devenir impopulaire auprès des 22 000 agents promus et avoir les mêmes déboires que la CGT à EDF après l'annulation de l'accord sur les 35 heures de janvier 1997, SUD précise que « tous ceux et toutes celles qui ont bénéficié du système de promotion gardent le bénéfice de leur promotion (...). L'annulation ne vaut en quelque sorte que pour l'avenir ». De son côté, la direction affirme que l'arrêt du Conseil d'Etat ne porte pas sur le fond - lier les promotions aux competences - et qu'elle va, dans les jours qui viennent, modifier les « modalités » des promotions sans remettre en cause le système.

### Le Crédit agricole cherche un moyen d'aller en Bourse

Le directeur général de la Caisse nationale de Crédit agricole, Lucien Douroux, a indiqué, dans un entretien aux Echos du 10 février, que « la fusion de la Société générale et de Paribos peut avoir un effet d'electrochoc et contribuer à accélèrer les réflections en cours ». Interrogé sur le dossier Crédit lyonnais, il dit avoir « lu que les dirigeants du Crédit lyonnais avaient manifesté un intérêt pour une hypothèse mutualiste ». Il prévoit niner cet « élément nouveau », précisant qu'« aucune négociation n'est engagée et aucune position n'est prise dans le grou

Convaincu que « ceux qui écartent les croissances externes et les fusions se trompent d'époque », il a rappelé que la banque verte réfléchit « à la manière de disposer d'un véhicule coté qui permettrait au groupe de faire appel au marché et de payer en titres ».





Des chaînes éditées par des annonceurs pourraient être intégrées aux bouquets de programmes numériques d'ici quelques années, lorsque la convergence entre télévision, téléphone et Internet permettra une totale interactivité ternet sera engagée. A cette date

APRÈS LA VAGUE des chaînes thématiques, les bouquets numériques devraient connaître la vogue des chaînes de marque. A l'avenir, Coca-Cola TV, mais aussi Auchan TV ou TV Décathion pourraient faire concurrence aux Canal Jimmy, MCM, Voyage et autres Planète. L'heure est encore à la réflexion mais, dans les coulisses des agences de publicité, des équipes s'activent à concevoir des proiets de télévisions éditées par des annonceurs. Avec Carat, Euro RSCG, principale agence de publicité d'Havas Advertising, semble l'une des plus en pointe. « J'avais lance cette idée il y a deux ans pour secouer les consciences », rappelle Jacques Séguéla, vice-président d'Havas Advertising. « C'est une idée qui fait réfléchir beaucoup de marques », renchérit Cécile Moulard, directrice de Carat Multimédias. Chez Havas Advertising, le projet semble avoir pris son essor avec l'arrivée de Tim Newman, producteur de télévision et ancien patron de la défunte chaîne théma-

tique Spectacle. Selon lui, les « chaînes de marque sont économiquement viables ». 🛚 fonde sa conviction sur la croissance des portefeuilles d'abonnés aux bouquets numériques en Europe et notamment en France, mais aussi sur la baisse des coûts de diffusion des chaines liée à l'utilisation de la technologie numérique. Aujourd'hui, 4 à 5 millions de francs suffisent pour louer, à l'année, un canal sur un satellite. Pas de quoi « alourdir le compte d'exploitation d'une chaîne », calcule M. Newman. Les marques ont

Canal Plus Multimédia cède

aussi fait leurs comptes. « Pour la première fois, nous avons des contacts sérieux avec des marques, admet Jacques Séguéla, dont un très avancé avec Décathlon », distributeur spécialisé d'articles de remise en forme. Gout du secret, volonté de ne pas inquiéter concurrents et fournisseurs, la marque tempère un peu l'enthousiasme du vice-président d'Havas Advertising. Décathlon avoue «une attitude de curiosité », mais précise être seulement « dans une phase d'écoute et

ONE TO ONE # MM. Séguéla et Newman évaluent entre 30 et 80 millions de francs (de 4,6 à 12,2 millions €) le budget annuel d'une chaine de marque qui aurait l'ambition d'être « européenne et de qualité ». Les chaines pourraient diffuser de la publicité et être rémunérées par les

bouquets. Pour faire baisser la note, avance le vice-président d'Havas Advertising, « une marque spécialisée dans la grande distribution a la possibilité de mettre en place des couplages avec ses fournisseurs ». Dans un premier temps. une chaîne de ce type proposerait 4 à 5 heures de programmes quotidiens multidiffusés. Selon Tim Newman: « ces futures chaînes devront étre divertissantes ». Tandis que pour Jacques Séguéla: « elles devront se battre à armes égales avec les autres chaînes thématiques » du câble et du satellite. Pour y parvenir: «la part rédactionnelle devra être une partie éditoriale et non un publi-rédactionnel

Selon le vice-président d'Havas Advertising: «le premier annonceur qui se lancera pourrait décrocher la timbale ». Plus circonspecte, Cécile Moulard prévoit que ces

sur la maraue ».

marques pourront leur associer des services interactifs ». Pour l'heure, Carat reconnaît avoir travaillé avec beaucoup d'annonceurs, spécialisés notamment dans la vente par correspondance ou la grande distribution. L'exemple de Crédit Agricole TV, service interactif conçu par Andersen Consulting et lancé sur TPS, suscite quelques espoirs. Pour M= Moulard, l'interactivité sera le moven pour parvenir au fameux « one to one », ce contact direct avec le client cher aux annonceurs.

L'INTERACTIF MOINS CHER Avec une chaîne interactive, les annonceurs peuvent créer des bases de données, des fichiers de

clients qui sont d'une « valeur fabuleuse pour les entreprises ». Et à peu

Le coût des chaînes interactives évolue « entre 1 à 10 millions de

chaînes verront le jour « quand les francs par an », estime Alain Staron, directeur des nouveaux services à TPS (de 153 000 à 1,53 million €). Et d'ajouter, que « toutes les marques rencontrées rêvent d'avoir leur chaîne mais découvrent qu'elles peuvent viser le même objectif à moindre coût avec un site interactif ». Attirés par la télévision, les annonceurs n'osent pas encore franchir le pas à cause des prix des programmes. Mais aussi, selon Cécile Moulard. « par crainte de changer de métier ». L'autre frein reste le nombre encore trop faible d'abonnés. En 1999, environ 18 % de foyers français équipés d'une télévision sont abonnés à une offre numérique par câble ou satellite. Pour Carat, « il faudrait atteindre 30 % du parc ».

Carat prévoit les premières chaînes de ce type en 2001 ou 2002. Une époque où la convergence entre télévision, téléphone, et In-

chaînes thématiques tradition-

nelles. Faute de pouvoir financer

des programmes événementiels,

trop chers et donc réservés aux

grandes chaînes généralistes, leur

challenge sera d'acquérir ou de

produire des émissions de réfé-

Certaines chaînes thematiques

du câble et du satellite servent

ainsi de laboratoire en diffusant

notamment des séries inédites en

France qui, en cas de succès, sont

ensuite reprises sur les chaînes gé-

rence pour leur public.

des marques Diesel et Adidas. A l'optimisme des annonceurs

répondent les doutes des opérateurs de bouquets à propos de ces chaînes, a priori gratuites et proposées en clair. Alexandre Michelin, directeur des programmes numériques de Canal Plus, pointe les « problèmes de droits ». Selon lui: « quand un événement est fort, il fait de l'audience donc il est diffusé sur une chaîne généraliste. En revanche, s'il fidelise, il passe sur une chaîne à péage ». Toutefois, CanalSatellite ou TPS ne ferment pas la porte à ces nouveaux programmes. «Si leurs contenus sont forts cela renforcera l'offre des bouquets. Si c'est mauvais, cela valorisera l'abonnement à un bouquet pour avoir des programmes forts », prévient M. Mi-

chaque chaine de marque sera liée à un service interactif accessible via la télévision ou le Web. A la différence d'Havas Advertising, Carat parie sur des chaînes locales dotées d'un budget moyen de 15 à 20 millions de francs par an (2,3 à 3 millions E). « A cause des problèmes de langues mais aussi pour assurer la personnalisation des relations entre la marque et le consommateur, explique Cécile Moulard. On peut imaginer un concept global de chaîne adapté localement à chaque pays. » Carat planche avec certains de ses plus grands clients sur trois projets de chaînes. Selon M. Séguéla. Devartieux-Villaret, filiale d'Havas Advertising, travaille aussi sur une télévision déclinant l'univers

#### TROIS QUESTIONS A... PATRICK BALLARIN

En tant que directeur du marketing de France Télévision Publicité, quelle efficacité publicitaire pensez-vous qu'un annonceur puisse attendre d'une chaîne de marque ?

Elle est triple. Primo, il est súr de toucher une cible bien définie ; secundo, cela lui permet d'ancrer profondément les valeurs liées à la marque auprès des téléspectateurs recherchés sans que cela apparaisse de manière trop osten-

sible, mais aussi sans faire la promotion directe des produits de l'annonceur ; tertio, c'est aussi un exercice à double tranchant : la réussite de la chaîne illustrera publiquement le savoir-faire de l'entreprise. En revanche, un échec, même relatif, viendra inévitablement ternir l'image de la société.

Ces chaînes ne risquent-elles La pas de concurrencer les investissements publicitaires classiques de ces annonceurs?

Ces chaînes sont une forme de communication qui se situe à michemin des formes traditionnelles de parrainage à la télévision et du

sponsoring de terrain comme lors d'événements sportifs ou culturels. Leurs budgets ne devraient pas entamer les investissements de ces annonceurs à la télévision. Ils seront complémentaires. Leur financement sera prélevé sur la part globale des investissements

3 Pourront-elles trouver suffi-samment de programmes de qualité pour alimenter leur an-

En s'attaquant à une catégorie spécifique de téléspectateurs, ces chaînes devraient connaître la même problématique que les

### Propos recueillis par Guy Dutheil

## L'AFP fixe les critères de sélection de son futur PDG

50 % de son capital à Infogrames L'AGENCE FRANCE-PRESSE (AFP) est toujours à la recherche de son président depuis le non-renouvellement de Jean Miot, le 2 février INFOGRAMES, ÉDITEUR DE JEUX VIDÉO, PREND 50 % du capital de (Le Monde du 3 février). Cette phase de transi-Canal Plus Multimédia, filiale à 100 % de la chaîne cryptée. Les deux tion, au cours de laquelle Jean-Louis Prévost, partenaires ont annoncé, mardi 9 février, la signature d'un protocole président du syndicat de la presse quotidienne d'accord. Ils prévoient d'investir ensemble 50 millions de francs régionale (SPQR) et du directoire de la Voix du (7.6 millions d'euros) en 1999 « pour créer, produire et éditer des pro-Nord, assume la présidence par intérim, est grammes interactifs portant le label Canal Plus Multimédia ». Cette almise à profit pour tenter de tirer les leçons de liance à 50-50 n'est pas une première. A l'automne dernier. Canal Plus l'échec de l'ancien president. Et surtout réfleet Infogrames se sont associés à parts égales pour lancer Game One, chir, même tardivement, à l'avenir de l'agence chaîne thématique européenne consacrée au jeux vidéo (Le Monde du et au profil du candidat idéal, après que deux poids lourds, Pierre Jeantet, directeur général Gilles Lioret, PDG de Game One, devrait prendre la présidence de Cade Sud-Ouest, puis Bernard Porte, ex-PDG du nal Plus Multimédia. Forte de cette alliance, la filiale de la chaîne crypgroupe Bayard, ont tous deux refusé de

prendre les rênes de l'agence. Plusieurs administrateurs représentant l'Etat, la presse quotidienne régionale et la presse parisienne se sont réunis, mardi 9 février. Ils feront « connaître rapidement les cri-

tères de sélection des candidats » à la présidence de l'agence. « Préalablement à tout choix, le comité du conseil s'est fixé pour objectif prioritaire d'élaborer dans les meilleurs délais et de façon unanime la plate-forme stratégique destinée à créer les conditions de la modernisation et du développement de l'entreprise », out-ils affirmé dans un communiqué. Jean-Louis Prévost a promis la publication de cette « plate-forme téeigue » pour la semaine prochaine et a rappelé son souci de respecter « la plus grande transparence ». Toutefois, les deux représentants du personnel au conseil d'administration ne sont pas associés au processus de sélection.

NOUVELLES CANDIDATURES

Hormis Philippe Amyot d'Inville, directeur général d'Ouest-France, et Jean-Pierre Hoss, ex-directeur général adjoint d'Air France, qui

dence, quatre nouveaux prétendants ont posé leur candidature. Il s'agit, selon l'AFP, de Jean-Charles Bourdier, directeur du développement et des projets du Républicain lorrain; Daniel Jubert, ex-directeur de La Presse de la Manche, Michel Meyer, directeur de RFO Guadeloupe et ex-directeur de l'information de Radio-France, ainsi que Jacques Ravary, ex-PDG d'Havas Régies. Un administrateur n'exclut pas « de nouelles sollicitations de candidatures ». Les syndicats devaient rencontrer M. Prévost, mercredi 10 février, et ont demandé à être reçus à Matignon. L'intersyndicale de l'AFP (CGT, CFDT, FO, CFTC, SNJ, CGC) « met en garde le conseil d'administration contre tout projet de plan social qui porterait atteinte aux effectifs » et « rappelle le profond attachement du personnel à l'indépendance statutaire de l'AFP »

Nicole Vulser

#### tée prévoit « de constituer ensemble un catalogue attractif dans les domaines du sport, du cinéma et de l'humour, qui sont au centre du concept Canal Plus », a précisé Bruno Bonnell, PDG d'Infogrames. DÉPÊCHES ■ TÉLÉVISION : le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a pro-

noncé, mardi 9 février, une mise en demeure à l'égard de France 3 « pour manquement au principe de l'honnéteté de l'information », à la suite de la diffusion d'un reportage sur le secours en montagne (Le Monde du 10 février). Par ailleurs, la médiatrice des programmes de France Télévision, Geneviève Guicheney, interviendra sur ce suiet, dimanche 14 février, à 13 heures, sur l'antenne de France 3.

■ PRESSE : le groupe Altedia a annoncé, mardi 9 février, l'acquisition de l'agence Influences, renforçant ainsi son pôle de presse et d'édition d'entreprise. Le groupe Altedia, spécialisé dans les ressources humaines et la communication d'entreprise, qui compte 250 personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel de 250 millions de francs (38 millions d'euros), disposera ainsi d'une entité nouvelle, Altedia Influences, employant 35 personnes.

■ RADIO : nominations dans le service public : Patrick Pépin arrive à Radio France comme directeur général adjoint chargé des antennes locales et de l'action régionale. Il est remplacé à Réseau France Outre-Mer (RFO) par Wallès Kotra, nommé directeur de l'information à la direction des antennes. Par ailleurs, Jean-François Acker a été nommé directeur des programmes de Radio France Internationale (RFI), où il remplace Alex Taylor.

■ INTERNET: les recettes publicitaires devraient dépasser 2 milliards de dollars (1,8 milliard d'euros) en 1998, selon une étude du cabinet d'audit PricewaterhouseCoopers, publiée mardi 9 février. Avec 491 millions de dollars (438 millions d'euros) au troisième trimestre, le chiffre d'affaires est en hausse de 116 % par rapport à la même période de 1997. Les secteurs les plus concernés sont : les produits de consommation, l'informatique, les services financiers, les télécommunications et les nouveaux médias. - (AFP.)

■ AGENCE: Reuters a annoncé, mardi 9 février, un bénéfice en baísse de 7,3 % pour 1998, à 580 millions de livres (841 millions d'euros). Le chiffre d'affaires du groupe de communication britannique s'élève à 3,032 milliards de livres (4,4 milliards d'euros), en hausse de 5,2 %. Parmi les difficultés de l'année 1998, Peter Job, directeur général de Reuters, a évoqué : la conversion à l'euro, la crise des marchés émergents et les préparatifs pour éviter le bogue de l'an 2000. Le groupe prévoit pour 1999 une croissance ralentie de son chiffre d'affaires. - (AFP.)

NUMÉRIQUE: RCS Editori, éditeur du quotidien Italien Corriere della sera, négocie avec Rupert Murdoch et « d'autres » pour entrer dans la télévision à péage. « Il se peut » que RCS devienne partenaire de News Corp., contrôlé par M. Murdoch, a déclaré, mardi 9 février. Cesare Romiti, président de RCS. - (AFP)

■ PRESSE: le quotidien France-Antilles, imprimé à Fort-de-France (Martinique), n'est pas paru mardi 9 février, pour la quatrième fois consécutive. Un conflit à propos de la sécurité des installations de l'imprimerie oppose les salariés de la Centrale démocratique martiniquaise des travailleurs (CDMT) de l'imprimerie et la direction. - (AFP.)

### semblent toujours dans la course à la prési-« Paris Boum Boum » retrouve le chemin des boulangeries

LES CLIENTS des boulangeries parisiennes vont pouvoir renouer avec une habitude mise à mal ces trois dernières semaines : emporter Paris Boum Boum avec leur baguette. Saisi pour la troisième fois par l'éditeur du titre, le juge des référés du tribunal d'instance de Paris a ordonné, mardi 9 février, la fin de l'occupation des locaux de ce journal gratuit de petites annonces. La grève, déclenchée le 27 janvier par une moitié des 47 salariés, devrait se poursuivre, mais la distribution des 275 000 exemplaires de cet hebdomadaire va reprendre. Plusieurs centaines de commerces de Paris et de la proche banlieue, des boulangeries mais aussi des cafés, des épiceries et des salles de spectacle. vont pouvoir remplir à nouveau les présentoirs mis à leur disposition pour offrir ce journal d'une soixantaine de pages.

PERTE D'AUTONOMIE C'est le rachat du titre par Spir Communication qui est à l'origine du conflit. Paris Boum Boum avait déjà connu plusieurs propriétaires depuis sa création, en 1980. Il avait longtemps été édité par l'hebdomadaire VSD, avant le dépôt de bilan du magazine et son rachat par le groupe Prisma Presse. Les salariés avaient alors tenté, sans succès, de reprendre l'entreprise. Celle-ci avait été cédée au groupe allemand Passau, qui l'a revendue à Spir Communication, une société éditrice de plus de 130 journaux gratuits en France.

Jusqu'à l'arrivée de ce nouveau

propriétaire, en septembre 1998, Pa- titre chez les commerçants sera au même groupe dans d'autres réris Boum Boum disposait d'une totale autonomie. Une petite équipe rédactionnelle avait réussi à intégrer quelques pages d'informations, essentiellement culturelles, et des programmes de télévision au milieu des petites annonces et de la publicité. Le groupe Spir Communica-tion, filiale d'Ouest-France, a rapidement voulu appliquer à Paris Boum Boum les méthodes utilisées pour son réseau de journaux gratuits en Ile-de-France, qui comprend HIP 78, DEP 93 et DEP 94. Une partie de la fabrication du journal a été délocalisée, et sa distribution a été reprise par SDP, la propre société de distribution de Spir Communication.

La quasi-totalité des chauffeurs de Paris Boum Boum ont alors décienché une grève, à laquelle se sont associés quelques commerciaux et une journaliste. Les différentes médiations ordonnées par le tribunal d'instance n'ont jamais abouti, et la situation s'est dégradée jusqu'au début de la semaine : les chauffeurs grévistes sont allés à plusieurs reprises récupérer les journaux mis en place par les agents de SDP pour les rapporter dans les locaux occupés par le personnel, près de la place de la Nation, dans le 11º arrondisse-

Face aux craintes des salariés, la direction du groupe Spir Communication affirme ne pas vouloir changer le contenu tédactionnel du jour-« mais seulement sa présentation ». Elle affirme que le nouveau système de distribution du maintenu, mais que les chauffeurs peuvent intégrer SDP avec tous leurs avantage

Les grévistes de Paris Boum Boum tentent désormais de mobiliser les employés des journaux appartenant gions. Spir Communication emploie 2 200 personnes et fait travailler 11 000 distributeurs à temps partiel, à travers toute la France.

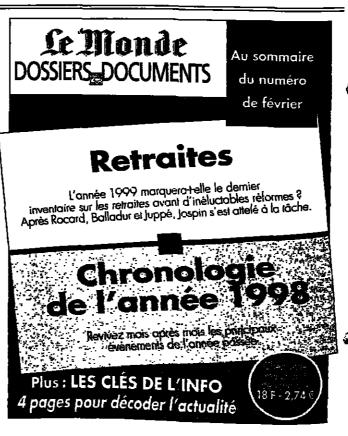
Christophe de Chenay

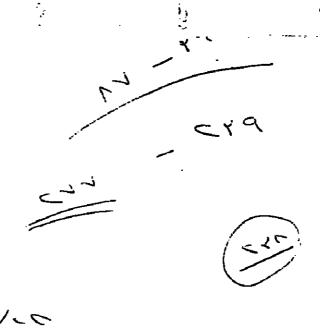
4.5

£ ...

٠.

. . .





والأراب وتتنوه ومواء The State of the state of \* \*\* **540** د <u>پخونلوي</u>سه دند THE PARTY. s.=1. **Et mes**. Action . The Property T. L. W. Control of the 'a Lepan's 4, F. Flat in the . K 5 ... 25 . 25 ... 

the section of the property of

ar are the feet of

1.2

4.75

A Same

· 个学习学

a see and

the court of

Access (1987)

\_1.5

in the second

وأستاه المستاه المناه

ं ने अक्सूनुबुध

والمتحاجة والمعادات

- Garage Park or making

to 15;

10 N. 30 D.

Var. % 09/02

0,18

0,10

-1,93

-2,44

- 6,94

- 1,54

-3,77

-1,96

- 1,75

-3.42

24 D. 10 F.

-0,78

-1,06

- 1,75

-1,34

**-** 0,85

-0,82

-0,96

0,15

URO YEN

- D,64

1,15

-0,32

- 3,70

0,76

Var.% 31/12

0,41

0.11

7.76

0.15

28.97

**- 0.54** 

- 9.88

38,30

- 12,79

24 D. 10 F.

Var.∜ 31/12

0.44

-8,21

- 10,86

2,75

4,98

4,89

-8

5840

EURO STOXX 50

EURO \$1010X 324

SECOND MARCHÉ

STOCK EXCHANGE

ST000: 50

STOXX 653

CAC 40

MIDCAC

SEF 120

SBF 250

AEX

卿

9218,7

NEW YORK Downess

Amérique 10h 15

**ÉTATS-UNIS** 

**ÉTATS-UNIS** 

ÉTATS-UNIS

SAO PAULO

BLIENOS AIRES

TORONTO

MEXICO

. SANTIAGO

CARACAS :

TORYO

Zone Asie 18h 15

GINGAPOUR

SÉOŲL:

SYDNEY

BANGKOK

BOMRAY

WELLINGTON

BEL 20

DAX 30

FTSE 100

MISTEL 30

BF.

DOW JONES

TSE !NDEX

BOVESPA

BOLSA

MERVAL.

IPSA GENERAL

CAPITAL GENERAL

NASDAO COMPOSITE

S&P 500

RANCFORT DAX 30

Europe 12h30

EUROPE

EUROPE

EUROPE

EUROPE

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

AMSTERDAN

BRUXELLES

FRANCFORT

LONDRES

MADRID

MILAN

ZURICH

9479

9150

EUROPE

30 D. 10 F.

5,00

0,00

0,00

0,00

0,00

8,90

518,06

(904,25

5779,90

9500.00

2362.74

10 F

COURTS 09/02

9218,77

1230,62

2362.74

6495.80

9749.00

231,23

387.56

106,49

4176,37

9244.49

10 F

59.61

22.89

3207,71

2166,29

2890.70

ASIE - PACIFIQUE

23 D.

**AMÉRIQUES** 

0,00

0,00

Street Contract in the Street The Superior and the Control of the The state of the s AND THE PART OF THE The American September 1997

Branch - Sept 18 Ann The state of the s The state of the s \*\*\* The second secon **発売室 ひいこ おうこう** THE REAL PROPERTY.

100mm (在 本 2 mm) ्रद्<del>येश्व</del> अस्तर्भातः The state of the s THE TRANSPORT OF THE PARTY OF T 

7.

THE PROPERTY OF THE PROPERTY O و الحقيد و الم The second second AND THE PARTY OF T Sec 5 same and the second s · 李章 了 /"我就被我的我。" が 経済動物学の データー カー・ディイ タール

The second secon The second secon - 物理學學 第二十四十二年 (ANT) (1915) **1** 51 Same of the second  $(2\xi_{\mathbf{k}}, (\xi_{\mathbf{k}}), \mathbf{k}) \in \mathbb{R}^{n}$ want to L 

Pagada da a santa a

de selection de son iui

1 mar 1 mar 1

Retraites

131 44

The grant of the state of the s ्रे पुरस्का हुन्य क्षेत्रक एक प्रशासन है। क्ष्मा मुख्या हुन्य क्षेत्रक एक प्रशासन है। e global je daga kara <u>daga</u> kara je sada kara 1990. daga 199 हार्म्भवातिन स्थानायिक श्रीकृती वेतरर रूप GATINAL CALLED THE SERVICE OF THE SE ا ۾ ا<del>ڪ و</del>الي انداز جي ان پاڻي ميري Alexander from the property of the control of <u> विकास सम्बद्धक प्रमाणकामा मो</u> A Company of the Comp The state of the s

A STATE OF THE STA Bridge Bridge Bridge Commence A STATE OF THE STA printed to the second A STATE OF THE STA

ENGINE TAX 33. 32- 50 A 35 Morro

Chronologic

#### **TABLEAU DE BORD**

#### **AFFAIRES**

HADDESTRIE

● TEXTILE : Christian Pierret, le secrétaire d'Etat à l'industrie, a annoncé le 9 février que le gouvernement allait réduire de 30 % le produit des taxes parafiscales alimentant le DEFI (Développement, exportation, formation, image) lors de leur renouvellement en 2001. Le DEFI, établissement d'utilité publique, avait été critiqué dans le dernier rapport de la Cour des comptes pour le « laxisme » de sa gestion et le manque de « cohérence » de sa stratégie.

● VIRGIN RAIL: la filiale fermviaire du groupe britannique Virgin, a signé, mardi 9 octobre, avec Alstom et Fiat Ferroviaria, un contrat de 1,8 milliard d'euros (11,8 milliards de francs) pour la construction de 53 trains pendulaires destinés à la ligne privatisée Londres-Glasgow.

 BRANDT : le groupe d'électroménager, filiale du groupe italien ElFi, a annoncé, mardi 9 février, qu'il étudiait « le principe d'une introduction en Bourse », à l'occasion d'un accroissement significatif » du périmètre du groupe, probablement par acquisition.

SOLVAY ET ELF ATOCHEM: les groupes chimiques belge et français envisagent de regrouper leur production de PVC à usage général en Espagne, sur le site actuel de Solvay, à Martorell.

 OPEL: le groupe automobile allemand, filiale de General Motors, a annoncé mardi 9 février avoir gelé pour une durée indéterminée son projet de construction d'une usine de montage en Russie avec le russe Avtovaz, constructeur des voitures Lada.

● GKN : l'équipementier automobile britannique a annoncé, mardi 9 février, une alliance avec Toyoda Machine Works (TMW), une société du groupe japonais Toyota. Les deux partenaires out créé une filiale commune, GKN Toyoda Driveshafts Ltd, don't GKN détient 49 % et TMW 51 %. Cette nouvelle société est appelée à ouvrir des usines au Japon.

SERVICES

• IBM : IBM Global Services, leader mondial des services informatiques, a réalisé en 1998 un chiffre d'affaires de

23,4 milliards de dollars (20,7 milliards d'euros) dans le monde, en hausse de 21 % sur 1997. En France, IBM Global Services emploie 9 000 personnes et en a recruté 1 500 en 1998.

• INTERNET : le nombre d'abonnements individuels à internet en France a progressé de 33 % au cours des trois derniers, a annoncé mardi l'Association française des fournisseurs d'accès à des services en ligne et à Internet. Au 15 janvier, les membres de l'association avaient ouvert 1,28 million d'abonnements individuels représentant plus de 11 200 000 heures de connexions

FINANCE. MORGAN STANLEY DEAN WITTER: la banque acheté 100 % de la principale société de Bourse espagnole

d'investissement américaine a indépendante, Asesores Bursatiles SVB (40 agences, 40 000 clients, 300 millions d'euros de bénéfice net en 1998). Selon la presse, l'opération porterait sur environ 50 milliards de pesetas (300 millions d'euros).

 DEXIA : le groupe bancaire a regroupé la gestion d'actifs pour la clientèle privée et institutionnelle du Crédit communal de Belgique, du Crédit local de France et de la Banque internationale à Luxembourg, sous la bannière Dexia Asset Management, qui gère globalement 30 milliards d'euros.

 CRÉDIT MUTUEL ILE-DE-FRANCE : les salariés poursuivaient, mardi 9 févtier. leur grève engagée le 4 février, pour dénoncer « la détérioration du cadre social et de la politique commerciale qui ne respecte plus le sociétaire-client ». « Toutes les agences sont ouvertes », précise la direction.

RÉSULTATS

SAN PAOLO-IMI: le groupe bancaire italien a dégagé un bénéfice net consolidé de plus de 1 750 milliards de lires (900 millions d'euros) en 1998, un retour sur fonds propres de 11,3 % par rapport à un objectif de 15 % en

o · 10 memier groupe allemand de distribution a enregistré une hausse de 20,4 % de son bénéfice d'exploitation en 1998, à 570 millions d'euros (3,7 milliards de francs), pour un chiffre d'affaires de 46,9 milliards € (307,6 milliards de francs).

### **VALEUR DU JOUR**

#### SmithKline Beecham se recentre sur les médicaments

LES INVESTISSEURS ont salué, mardi 9 février, le recentrage annoncé de SmithKline Beecham sur ses activités de santé. A Londres, dans un marché en baisse de 0,94 %, l'action a progressé de plus de 4 %. Le huitième groupe de santé mondial, qui avait tenté en vain par deux fois l'an dernier de fusionner, avec American Home Product, puis Glaxo Wellcome, a désormais renoncé à ses projets de mariage et se restructure pour affronter seul la concurrence. « Je peux vous assurer que nous ne sommes en pourpariers avec personne et que nous n'envisageons aucune negociation avec qui que ce soit », a affirmé son directeur général, Jan Leschly, à l'occasion de la présentation des résultats de l'exercice 1998. Ceux-ci se sont traduits par une progression de 4 % du chiffre d'affaires, à 8,082 milliards de livres (11,5 milliards d'euros) et de 6 % du bénéfice, à 1,713 milliard de livres (2,48 milliards d'euros). Les dirigeants de SmithKline ont annoncé la vente de deux filiales américaines, SB Clinical Laboratories et Diversified Pharmaceutical Services, pour un montant de 2 milliards de dollars (1,7 milliard d'euros). La première, une société d'études en laboratoires, sera acquise par l'américain Quest Diagnostics, pour 1,27 milliard de dollars. La seconde, spécialisée dans les services de conseil de gestion pour les entreprises de parapharmacie, va être vendue à l'américain Ex-

Action SmithKline Beecham

ÎÎÎ 1998 press Scripts pour 700 millions de dollars. Le groupe envisage également la suppression de 3 000 emplois sur les 58 000 actuels d'ici à la fin 2002. En se recentrant sur son métier de base - les médicaments de prescrip-

tion, les produits de santé grand public et les vaccins -, SmithKline Beecham espère réaliser des économies annuelles évaluées à 200 millions de livres d'ici à 2002. Pour 1999, le groupe table sur une croissance de son bénéfice par action d'environ 13 %, hors éléments exceptionnels. « Au-delà, nous espérons réaliser des performances financières encore meilleures grace à l'entrée sur le marche de produits actuellement en dernière phase de développement », a indiqué le directeur d'exploitation du groupe, Jean-Pierre Garnier.

D. G.

#### ÉCONOMIE

#### Une dévaluation du yuan improbable selon le président de la BAD

LA CHINE ne dévaluera sans doute pas sa monnale nationale, le yuan, a estimé, mercredi 10 février a Manille, le nouveau président de la Banque asiatique de développement (BAD), Tadao Chino.

Il n'existe pas de pression pour une dévaluation du yuan et la détermination de la Chine à maintenir le taux de change de sa monnaie a eu une influence très stabilisatrice sur les marchés des changes », a-t-il affirmé. Il a estimé que les réserves de la Chine, évaluées à 145 milliards de dollars en 1998, constituaient « un épais coussin pour résister à des attaques spéculatives ».

#### Nette hausse de la productivité aux Etats-Unis

LA PRODUCTIVITÉ aux Etats-Unis a progressé de 3,7 % en rythme annuel au 4 trimestre 1998, après un gain de 2,5 % les trois mois précédents, a annoncé mardi le département du travail. Pour l'ensemble de 1998, la productivité a augmenté de 2,2 % contre 1,2 % en 1997, a-t-il précisé.

Le coût unitaire du travail a pour sa part baissé de 0,2 % au 4º trimestre après une hausse de 1,4 % le trimestre précédent. Il s'agit de la première baisse de cet indicateur d'inflation depuis le premier trimestre de 1996. Pour l'ensemble de 1998, cet indice a augmenté de 2 % après une hausse de 2,3 % en

■ Le FBi, la sûreté fédérale américaine et la Chambre américaine de commerce ont annoncé mardi une vaste initiative conjointe pour lutter contre l'espionnage économique. ■ Japonais et Américains se re-

trouveront début mars à Tokyo pour discuter d'un rapport faisant le point des efforts de déréglementation au Japon et qui sera publié à la fin du mois prochain, a indiqué mardi un responsable de l'administration Clinton.

consommation des ménages jaonais ont baissé de 2,2 % en 1998 par rapport à l'année précédente, le plus fort recul depuis vingtquatre ans. Les ménages salariés et non salariés ont dépensé en moyenne 328 186 yens (2 485 eu-

ros) par mois, selon l'agence gouvernementale de gestion et de coordination. La consommation a ainsi reculé pour la sixième année consécutive mais la baisse de 1998 est la plus forte depuis celle de 1974, ou elle avait décru de 2.6 % en raison du choc pétrolier.

■ ALLEMAGNE : les menaces de grève se sont précisées, mardi. dans la métallurgie, après l'annonce de l'échec des négociations salariales ouvertes en Bade-Wurtemberg (sud) entre le syndicat IG Metall et le patronat, et l'annulation de rounds prévus mercredi dans d'autres régions.

L'excédent commercial de l'Allemagne s'est réduit à 2,9 milliards d'euros en décembre 1998, portant l'excédent commercial de l'année 1998 à 65,75 milliards d'euros, a indiqué mercredi l'Office fédéral des statistiques. L'excédent commercial 1998 est « le deuxième solde le plus élevé jamais enregistré par l'Allemagne », a souligné l'Office. La balance des palements courants a terminé l'année sur un déficit de 8,08 milliards d'euros, après un solde négatif de 510 millions d'euros en décembre, a aussi indiqué l'Office.

■ BRÉSIL : le président brésilien Fernando Henrique Cardoso a reconnu mardi la gravité de la situation économique au Brésil, tout en estimant qu'elle pouvait s'améliorer, et a nié que la politique de son gouvernement soit dictée par le Fonds monétaire international (FMI).

■ Une délégation représentant les sept dirigeants d'Etats brésiliens gouvernés par l'opposition a réitére sa demande de renégociation des dettes envers l'Etat fédéral, lors d'une rencontre avec le ministre brésilien de l'économie, M. Pedro Malan, mardi à Brasilia.

■ FRANCE: les ouvertures de capital et privatisations d'entreprises publiques ont rapporté à l'Etat quelque 91,5 milliards de francs, depuis l'arrivée aux affaires du gouvernement de Lionel Jos-

■ « Aucun repli brutal » de la consommation, principal moteur de la croissance en France, « ne devrait intervenir en 1999 », estime le Centre d'observation économique (COE) de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris.

■ JAPON: les dépenses de ■ UKRAINE: Kiev a élargi mardi pour la deuxième fois en cinq mois la bande de fluctuation de sa monnaie face au dollar, ouvrant voie à une forte dévaluation de la hryvnia et faisant craindre un défaut de paiement sur la dette, se-Ion les analystes. (lire p. 3)

#### **SUR LES MARCHÉS**

STRAITS TIMES

COMPOSITE INDEX

ALL ORDINARIES

SENSITIVE INDEX

NZSE-40

#### PARIS

POUR la première fois depuis le 14 janvier, l'indice CAC 40 se situait en dessous de la barre des 4 000 points mercredi 10 février. Vers 12 heures, il perdait 1,15 % à 3 992,23 points dans le siliage de la chute, mardi, de l'indice Nasdaq de la Bourse américaine. Mardi, l'indice CAC 40 avait terminé la journée sur une perte de 2,78% à 4 038,46 points.

#### FRANCFORT

LES VALEURS allemandes restaient orientées à la baisse mercredi 10 février en fin de matinée, l'indice DAX était en baisse de 0,80 % à 4 811,90 points. Mardi, la Bourse avait chuté de 3,99 %, l'indice DAX tombant à 4 850,67 points.

EN FIN de matinée, mercredi 10 février, l'indice Footsie 100 de la Bourse reculait de 0,51 % à 5 750,40 points. La Banque d'Angleterre a estimé que la Grande-Bretagne connaîtrait en 1999 une croissance plus faible que prévu jusqu'alors de son produit intérieur brut, dorénavant estimée entre 0,5 % et 1 %.

#### τοκγο

GRÂCE à la hausse du dollar et à la détente du marché obligataire, la Bourse a termine en bausse mercredi 10 février. L'indice Nikkei a gagné de matinée, la devise américaine O,4 % pour finir à 13 952,40 points. Toutefois, la dégringolade de l'indice yens à New York mardi. L'euro Nasdaq mardi à Wall Street a pesé durant une bonne partie de la séance.

#### **NEW YORK**

L'INDICE Nasdaq de la Bourse américaine, où sont notamment traitées les valeurs de l'Internet et de la technologie, a enregistre, mardi 9 février, en points, la troisième plus importante chute de son histoire et a reculé de 3,91 %, à 2 310,79 points. L'indice Dow Jones a perdu 1.7%, à 9 133,03 points. Ce nouveau repli efface tous les gains de cet indice phare depuis le début de l'année.

#### TAUX

LES MARCHÉS obligataires ont profité du recul des Bourses. En France, le rendement des obligations d'Etat émises à 10 ans s'inscrivait en baisse, à 3,86 %, mercredi 10 février. Au Japon, les taux d'intéret à 10 ans se situaient à 2,32 %. Thomas Foley, ambassadeur américain dans l'Archipel, a indiqué que le Japon n'avait pas demande formellement aux Etats-Unis d'acheter des fonds d'Etat Japonais pour contenir la remontée des taux. Outre-Atlantique, le rendement de l'obligation du Trésor à 30 ans s'affichait mardi à 5,321 %, contre 5,349 % lundi en cloture.

#### MONNAIES

LE DOLLAR remontait face au yen mercredi 10 février en début cotait 115,28 yens, contre 114,60 continuait sa glissade et s'inscrivait à 1,1285 dollar, contre 1,1302 dollar mardi.

#### Taux de change fixe zone €uro

FRANC	URE ITAL (1900)	PLONGIST 1.014411
-------	-----------------	-------------------

#### FLORINT HONGROIS \_248,75 ZLOTY POLONAIS...... 4,2560

C. Inc.			
Cours EURO 1,12975 130,24000	Cours FRANC 0,17225 19,87500 0,15245	Cours LIVRE 1,63450 188,62000 1,44720	Cours FR. S. 0.70542 81,38500 0,62435 4,09530
6.55957		9,49450	4,03330

2,31675 ----

0,10535

0,24400

Hors zone €uro

€uro contre ▶

#### Tone d'intérêt (%)

Cours de change croisés

115,35000

0,88515 5,80545

0.61181

1,41760

0,76781 5,03160

0.53020

10/02 12 h30

DOLLAR....

FRANC....

FRANC SUISSE .....

LIVRE ....

Taux 09/02 P FRANCE	Taux J. j. 3,14 3,13 5,53  0,25 4,68 1 3,15	Taux 3 mois 2,99 3,12 5,25 3,02 0,28 4,52 1,16 3,25	Taux 10 ans 3,8B 3,79 4,33 4,02 2,32 4,89 2,48 3,89	Taux 30 ans 4,74 4,72 4,27 4,95  5,32 3,85 4,76	
------------------------	--	--	--	--	--

#### Matières premières

#### Matif

0,69095 1,60075

Cours 12h 30 10	ume 1/02	bux	prbs
Nationnel 5,5 MARS ?*		<b>Jan</b>	
Euribor 3 mois MARS 99	_		-
Pétrole			
En dollars		Cours 09/02	Var. 4 veille
BRENT (LONDRES) WTI (NEW YORK) LIGHT SWEET CRU		10,12 11,52 11,65	- 0,39 - 0,43 
O=			
Or En €uro5 🕨		Cours 09/02	Var 9 08/00
OR FIN KILO BARI OR FIN LINGOT ONCE D'OR (LO) ( PIECE FRANCE 20 PIÈCE SUISSE 20 I PIECE UNION LA' PIÈCE 10 DOLLAR	F	45,6	+1,0
PIÈCE 20 DOLLAR	<b>ც ს</b> \$	450	- 1,1 - 0,5

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

-1,80 -0,33

#### VALEURS: EUROPEENNES

● L'action Abbot a grimpé, mardi 9 février, de 21,38 % à 176 pence. Le groupe de services petroliers a annonce qu'il avait rompu ses négociations pour la prise de contrôle de ProSafe, un rival norvégien. ProSafe a reculé de 30,20 % à 52 couronnes norvégiennes. BOC Group a cloturé, mardi, en baisse de 5.68 % à 814 pence. Le deuxième producteur mondial de gaz industriels a vu son benéfice avant impôt reculer de 9,2 % au premier trimestre de son exercice 1998-1999.

● Deutsche Bank a cédé 2,6 % à 48 euros. Le président de la première banque européenne a estimé que le rachat de Bankers Trust pourrait ne plus avoir de sens économique si les autorités américaines tardaient à approuver l'acquisition.

• Heineken a progressé, mardi, de 2,36 % à 47.7 euros, suite aux informations parues dans un quotidien néerlandais selon lesquelles le brasseur allait doubler ses dépenses de marketing aux Etats-Unis.

● Metro a vu son titre reculer de 5,36 % à 66,15 euros. Le distributeur s'attend à un résultat en hausse pour 1998 alors que ses ventes devraient avoir progressé de 68 %.

L'action SmithKline Beecham a

gagne 4,13 % à 831,5 pence. Le hui-tième groupe pharmaceutique mon-dial va cèder son activité américaine de distribution de produits à Quest Diagnostics pour 2 milliards de dollars (1,76 milliard d'euros ).

				CHIMIE &		
10/02 12h53 >	Code	Cours	& Var.		RE-SER	
10/02 (21133 P	pays	en Euros	veille	ACA -A-	SE	11,90
				AGA -B-	5E	11,84 +1,14
AUTOMOBIL	EX	<b>科学</b> 人等		AIR LIQUIDE RM	FH *	134,1 + 0,98
A POST AND ARE ARE ARE	2 · · · · · ·	40.7	13.3	AKZO NOBEL	Nil. •	
AUTOLIY SDR	SE	36,04	+ 2.23	BASF AG	DE •	30,85 - 1.44
BASE AG	BE +	30,85	- 1.44	BAYER 4G	DE -	- 31 -0,32
BMW	3Σ •	702	- 2.09	BOC GROUP PLC	ĢΒ	11,76 - 0,97
CONTINENTAL AG	DE .	24,7	- 1,20	CIBA SPEC CHEM	CH	70,47 - 0,22
FIAT	П-	2,67	••••	CLARIANT N	CH	438,90 - 1,55
FIAT PRIV.	IT •	1,39		DYNO INDUSTRIER	NO	13,41 ~ 7,20
LABINAL /RM	FR -	175	- 0,51	EMIS-CHEM HOLD A	CH	4990,94 ~ D,19
LUCAS VARITY	GB	4,18		HENKEL KGAA VZ	DE +	70,25 - 1,61
MAGNETI MARELLI	п.	1,27	••••	HOECHST AC	95-	39 +1,30
MICHELIN-B- AM	FR *	36,14	- 2.43	IG	Q3	7,68 ~ 0.19
PEUGEOT/RM	FR -	133,7	+ 0.53	KEMIRA	Flv	6
PIRELLI	17 -	2,42	+ 0.83	LAPORTE	GB	8,31 +0,17
RENAULT	FR -	44,26	- 0,76	LENZING AG	A7 =	55,5 ~ 0,89
SOMMER ALLIBER!	FR -	24,7	- 8,14	PERSTORP -6-	SE	9,88
VALEO /RM	FP •	78,3	- 1,83	SNIA BPD	iT.	1,37 ~ 1,44
VOLKSWAGEN	DE-	63	- 1,87	SOLVAY	BE+	59,5 ~ 1,98
VOLVO -4-	SE	23,07	- 0.72	TESSENDERLO CHE	6E +	44,5
VOLVO -B-	SÉ	23,75		UCB	8E •	
► DI E STOXX AUTO	P	259,63.	-0.72	D) E STOXX CHEM	Ρ.	280,77 + 0,67
		- 1 + / 1	1,22	CONGLOMÉ		
BANQUES -	1 (1) 1 (1)					10,17 ~ 2.22
	GB	16,19	-1,32	CONGLOMÉ	RATS	Taranta da Cara da Car
BANQUES: -	GB NL •	16,19 17,5	-1,32 -1.96	CONGLOMES	RATS	10,17 ~ 2.22 1,94 + 0.75 51,1 ~ 2,57
BANQUES	GB NL • GB	16,19 17,5 16,38	-1,32	CONGLOMÉT AVER RGI -A- BTR	NO GB	10,17 ~2.22 1,94 +0.75
BANQUES  ABBEY NATIONAL  ABN AMRO HOLDIN	GB NL + GB GR	16,19 17,5 16,38 115,33	-1,32 -1.96 +1,80	CONGLOMÉT AXER RGI -A- BTR CGIP /RM	NO GB FR	10,17 ~ 2.22 1,94 + 0.75 51,1 ~ 2,57
PANOUES ABBET NATIONAL ABN AMRO HOLDIN ALLIED IRISH BA ALPHA CREDIT BA ARGENTARIA RS	GB NL • GB GR ES •	16,19 17,5 16,38 115,33 21,41	-1,32 -1.96 +1,80	CONGLOMER AVER RGI -A- BYER CGP /RM GR	NO GB FR	10,17 ~ 2.22 1,94 + 0.75 51,1 ~ 2,57 0,97 ~ 1,02
BANQUES ABBEY NATIONAL ABN AMRO HOLDIN ALLIED IRISH BA ALFHA CREDIT BA	GB NL • GB GR ES •	16,19 17,5 16,38 115,33 21,41 18,95	-1,32 -1.96 +1,80	CONGLOMET  AVER RGI -A- BTR  CGIP /RM  GR  DIETEREN SA	NO GB FR. IT. BE.	10,17 -2.22 1,94 +0.75 51,1 -2.57 0,97 -1.02 442 -2.21
PANQUES ABBEY NATIONAL ABBEY NATIONAL ALLIED IRISH BA ALPHA CREDIT BA ARGENTARIA RS B PINTO MAYOR R BANCO ESSI R	GB NL + GB GR ES + PT +	16,19 17,5 16,38 115,33 21,41 18,95 10,9	-1,32 -1.95 +1.80 	CONGLOMER  ANER RGI -A-  BTR  CGIP /RM  CRI  OR  DIETEREN SA  GAZ ET EAUX /RM	NO GB FR: IT: BE: FP:	10,17 - 2.22 1,94 + 0.75 51,1 - 2.57 0,97 - 1,02 442 - 2,21 41 - 3,53
RANGUES ABBY NATIONAL ABN AMRO HOLDIN ALLIED IRISH BA ALPHA CREDIT BA ARGENTARSA RS B PINTO MAYOR R	GB NL + GB GR ES + PT + AT +	16,19 17,5 16,38 115,33 21,41 18,95 10,9 41,38	-1,32 -1,96 +1,80 -0,88	AVER RGI -A- 8TR CGIP /RM CIR DIETEREN SA GAZ ET EAUX /RM GBL	NO GB FR. IT. BE. FP. EE.	10,17 ~2.22 1,94 +0.75 51,1 ~2.57 0,97 ~1,02 442 ~2,21 41 ~3,53 167 +0,12
PANQUES ABBEY NATIONAL ABBEY NATIONAL ALLIED IRISH BA ALPHA CREDIT BA ARGENTARIA RS B PINTO MAYOR R BANCO ESSI R	GB NL + GB GR ES + PT +	16,19 17,5 16,38 115,33 21,41 18,95 10,9 41,38 17,68	-1,32 -1.95 +1.80 	CONGLOMET ANER RGI -A BTR CGIP /RM CR DIETEREN SA GAZ ET EAUX /RM GBL GENL ELECTR CO	NO GB FR. IT. BE. FP. BE.	10,17 ~2.22 1,94 +0.75 51,1 ~2.57 0,97 ~1,02 442 ~2,21 41 ~3.53 167 +0,12 7,52 ~1,14
PANQUES ABBEY NATIONAL ABN AMRO HOLDIN ALLIED IRISH BA ALPHA CREDIT BA ARGENTARIA RS B PINTO MAYOR R BANCO ESSI R BANK AUSTPIA AG	GB NL. GB GR ES. PT. AT. GB GR	16,19 17,5 16,38 115,33 21,41 18,95 10,9 41,38 17,68 35,90	-1,32 -1,96 +1,80 0,88 	ANDER RGI -A. BTR CGIP /RM CIR DIETEREN SA GAZ ET EAUX /RM GBI. GENI. ELECTIC CO GEVAERT HACEMEYER NV	NO GB FR • IT • BE • FP • BE • GE •	10,17 ~ 2,22 1,94 * 0,75 51,1 ~ 2,57 0,97 ~ 1,02 442 ~ 2,21 41 ~ 3,53 167 * 0,12 7,52 ~ 1,14 83,5 ~ 2,31 30,95 ~ 2,21
ABBEY NATIONAL ABN AMRO HOLDIN ALLIED IRISH BA ALPHA CREDIT BA ALPHA CREDIT BA ALPHA CREDIT BA BE PINTO MAYOR R BANCO ESSI R BANK AUSTPIA AG SANCO FIRELAND	GB GR ES. PT. AT. GB GR	16,19 17,5 16,38 115,33 21,41 18,95 10,9 41,38 17,68 35,90 31,67	-1,32 -1,95 +1,80  -0,88  -1,15 -0,24  -1,33	AVER RGI -A- BTR CGIP /RM CIR DIETEREN SA GAZ ET EAUX /RM GBL GENL ELECTR CO GEVAERT HAGEMEYER NY INCHCAPE PLC	RATS NO GB FR : IT : BE : FP : BE : GB : BE : NL :	10,17 ~ 2,22 1,94 ~ 0,75 51,1 ~ 2,57 0,97 ~ 1,02 442 ~ 2,21 41 ~ 3,53 167 + 0,12 7,52 - 1,14 83,5 ~ 2,31 30,95 ~ 2,21
PANGUES  ABBEY NATIONAL ABN AMRO HOLDIN ALLIED IRISH BA ALPHA CREDIT BA ARGENTARDA RS B PINTO MAYOR R BANCO ESSI R BANK AUSTPIA AG SANK OF IRELAND BANK OF PIRAEUS	GB NL. GB GR ES. PT. AT. GB GR	16,19 17,5 16,38 115,33 21,41 18,95 10,9 41,38 17,68 35,90	-1,32 -1,96 +1,80 0,88 	ANDER RGI -A-BITR CGIP /RM CGR D'IETEREN SA GAZ ET EAUK /RM GBL GENL ELECTR CO GEVAERT HACEMEYER NV INCHCAPE PLC INVESTOR -A-	NO GB FR : TF : BE : GB : GB : GB : GB : GB :	10,17 ~ 2.22 1,94 ~ 0.75 51,1 ~ 2.57 0,97 ~ 1,02 442 ~ 2.21 41 ~ 3.53 167 ~ 0,12 7,52 ~ 1,14 83,5 ~ 2,31 30,95 ~ 2,21 2,10 ~ 2.03
PANOUES  ABBEY NATIONAL  ABIN AMRO HOLDIN  ALIED IRISH BA  ALPHA CREDIT BA  ARGENTARIA RS  B PINTO MAYOR R  BANCO ESSI R  BANK AUSTPIA AG  BANK OF IRRAEUS  BANKIOF PIRAEUS  BANKINTER	GB GR ES. PT. AT. GB GR	16,19 17,5 16,38 115,33 21,41 18,95 10,9 41,38 17,68 35,90 31,67	-1,32 -1,95 +1,80  -0,88  -1,15 -0,24  -1,33	ANDER RGI -A- BTR CGIP /RM CIR D'IETEREN SA GAZ ET EAUX /RM GBL GENL ELECTIC CO GEVAERT HAGEMEYER NV INCHCAPE PLC INVESTOR -B- INVESTOR -B-	MO GB FR . BE . BE . GB BE . GB SE	10,17 ~ 2.22 1,94 ~ 0.75 51,1 ~ 2.57 0,97 ~ 1,02 442 ~ 2,21 41 ~ 3,53 167 + 0,12 7,52 ~ 1,14 63,5 ~ 2,31 30,95 ~ 2,21 2,10 ~ 2,03 30,17 ~ 2,02
ABBEY NATIONAL ABN AMRO HOLDIN ALLIED IRISH BA ALPHA CREDIT BA ALPHA CREDIT BA ALGENTARA RS B PINTO MAYOR R BANK AUSTPIA AG BANK AUSTPIA AG BANK OF IRELAND BANK OF PIRAEUS BANKINTER BANKLINTER	GB GR GR ES. PT. GR GR GB	18,19 17,5 16,38 115,33 21,41 18,95 10,9 41,38 17,68 35,90 31,67 19,20	-1,32 -1,95 +1,80 -0,88 	AMER RGI -A. BTR CGIP /RM CIR DIETEREN SA GAZ ET EAUX /RM GBIL GENL ELECTR CO GEVAERT HAGGENETER NV INCHCAPE PLC INVESTOR -B- INVESTOR -B- KVAERNER -4-	MO GB FR. BE. FR. BE. GB BE. ML GB SE SE SE	10,17 ~ 2.22 1,94 ~ 0.75 51,1 ~ 2.57 0,97 ~ 1,02 442 ~ 2.21 41 ~ 3.53 167 ~ 0,12 7,52 ~ 1,14 83,5 ~ 2.31 2,10 ~ 2.03 30,95 ~ 2.21 2,10 ~ 2.03 30,17 ~ 2,02 39,13 ~ 1,55 20 ~ 0,56
ABBEY NATIONAL ABN AMRO HOLDIN ALLIED IRISH BA ALPHA CREDIT BA ARGENTARDA RS B PINTO MANOR R BANCO ESSI R BANK AUSTPIA AG SANK OF IRELAND BANK OF PIRAEUS BANKINTER BARCLAYS PLC BAYELHTO-UVER	GB NL ** GR GR EST ** GR SF SF GB GE **	16,19 17,5 16,33 21,41 18,95 19,9 41,38 17,68 35,90 31,67 19,20	-1,32 -1,96 +1,80  -1,15 -0,24  -1,33 -2,21 +0,91	AVER RGI -A- BTR CGIP /RM CIR DIETEREN SA GAZ ET EAUX /RM GBL GENL ELECTR CO GEVAERT HAGEMEYER NV INCHCAPE PLC INVESTOR -B- INVESTOR -B- KVAERNER -B-	ATS NO GB FR. BE. FR. GB SE. NL. GB SE. NO NO	10,17 ~ 2.22 1,94 ~ 0.75 51,1 ~ 2.57 0,97 ~ 1,02 442 ~ 2,21 41 ~ 3,53 167 ~ 0,12 7,52 ~ 1,14 63,5 ~ 2,31 30,96 ~ 2,21 2,10 ~ 2,02 38,17 ~ 2,02 39,13 ~ 1,55 20 ~ 0,56 16,85 + 1,41
PANOUES  ABBEY NATIONAL ABIN AMRO HOLDIN ALLIED IRISH BA ALPHA CREDIT BA ARGENTARIA RS B PINTO MAYOR R BANKO ESSI R BANK AUSTPIA AG SANK OF IRELAND BANK OF PIRAEUS BANKINTER BARCLAYS PLC BAYELHTYO-UVER BCA FIDEURAM	GB NL ** GB GB ** FT ** GB SF ** GB SF ** TT **	16,19 17,5 16,33 21,41 18,95 10,9 41,38 35,90 31,67 19,20 55,5 5,18	-1,32 -1,96 +1,80 0,88 	ANDR RGI -A- BTR CGIP /RM CIR D'IETEREN SA GAZ ET EAUX /RM GBL GENL ELECTR CO GEVAERT HAGEMEYER NV INCHCAPE PLC IRVESTOR -B- INVESTOR -B- INVESTOR -B- INVERNER -B- LVMH / RM	ATS NO GB FR. TF. BE. GB SE SE NO FR. NO FR.	10,17 ~ 2.22 1,94 ~ 0.75 51,1 ~ 2.57 51,1 ~ 2.57 51,1 ~ 3.53 167 ~ 0.12 7,52 ~ 1.14 63,5 ~ 2.31 30,95 ~ 2.21 2,10 ~ 2.02 39,13 ~ 1.55 20 ~ 0.58 16,85 ~ 1,41 212,8 ~ 3.01
ABBEY NATIONAL ABN AMTO HOLDIN ALLIED IRISH BA ALPHA CREDIT BA ARGENTARA RS B PINTO MAYOR R BANK AUST PIA AG SANK OF IRELAND BANK OF IRELAND BANK OF PIRAEUS BANKINTER BARCLAYS PLC BAYELHYDOUVER RCA FIDEURAM BCA INTESA	GB NL+ GB GB, AT+ GB, GB, TT+	16,19 17,5 16,38 115,33 21,41 18,95 19,9 41,38 35,90 31,67 19,20 55,5 5,18 4,11	-1,32 -1,96 +1,80 -0,88 	ANDREASH RGI -A- BTR CGIP /RM CIR DIETEREN SA GAZ ET EAUX /RM GBL GENL ELECTR CO GEVAERT HAGEMEYER NV INCHCAPE PLC INVESTOR -B- INVESTOR -B- KVAERNER -B- KVAERNE	ATS NO GB FR 17 BFF GB GB SE NO FR GR	10,17 ~ 2.22 1,94 ~ 0.75 51,1 ~ 2.57 0,97 ~ 1.02 442 ~ 2.21 41 ~ 3.53 167 ~ 0,12 7,52 ~ 1.14 83.5 ~ 2.31 2,10 ~ 2.03 38,17 ~ 2.02 39,13 ~ 1.55 20 ~ 0.56 16,85 ~ 1.41 212,9 ~ 3.01 15,44 ~ .01
ABBEY NATIONAL ABN AMRO HOLDIN ALLIED IRISH BA ALPHA CREDIT BA ARGENTARIA RS BPINTO MAYOR R BANK AUSTPIA AG BANK AUSTPIA AG BANK OF IRELAND BANK OF PIRAEUS BANKINTER BARCLAYS PLC BAYELHYPO-UVER BCA FIDEURAM BCA INTESA BCA ROMA	GB NL * GR ES* PT * GB SE * IT *	16,19 17,5 16,38 115,33 21,41 18,95 10,9 41,38 35,90 31,67 17,68 35,90 31,67 19,20 55,5 5,18 4,11 1,25	-1,32 -1,36 +1,80  -0,88  -1,15 -0,24  -1,33 -2,21 +0,91  +0,24	AVER RGI -A- BTR CGIP /RM CIR DIETEREN SA GAZ ET EAUX /RM GBL GENL ELECTR CO GEVAERT HAGEMEYER NV INCHCAPE PLC INVESTOR -A- INVESTOR -B- KVAERNER -B- LVMH / RM MYTILINEOS HOLD NORSK HYDRO	ATS. NO GE FR. EE. GE. GE. NO GE NO FR. NO	10,17 ~ 2.22 1,94 ~ 0.75 51,1 ~ 2.57 0,97 ~ 1,02 442 ~ 2.21 41 ~ 3.53 167 ~ 0,12 7,52 ~ 1.14 63,5 ~ 2.31 30,95 ~ 2.21 2,10 ~ 2,02 38,13 ~ 1.55 20 ~ 40,58 16,85 ~ 1.41 212,8 ~ 3,01 15,44 32,95 ~ 0,44
ABBEY NATIONAL ABN AMRO HOLDIN ALLIED IRISH BA ALPHA CREDIT BA ARGENTARA RS B PINTO MAYOR R BANK AUSTIPA AG SANK OF IRELAND BANK OF IRELAND BANK OF IRELAND BANKINTER BARCLAYS PLC BAYELHTO-UVER RCA FIDEURAM BCA INTESA BCA ROMA BCO BILBAO VIZC BCO CENTRAL HIS	GB NL * GR ES * P77 * AT * GB SF * 17 * 17 * ES *	16,19 17,5 16,38 15,33 21,41 18,95 19,9 41,36 35,90 31,67 19,20 55,5 5,18 4,11 1,25 12,4	-1,32 -1,96 +1,80  -0,88  -1,15 -0,24  -1,33 -2,21 +0,91  +0,24 	ANDER RGI -A- BTR CGIP /RM CIR D'IETEREN SA GAZ ET EAUX /RM GBL GENLELECTE CO GEVAERT HAGEMEYER NV INCHCAPE PLC IRVESTOR -B- INVESTOR -	CATS.  NO GE FR. 15. 15. 16. 17. 18. 18. 18. 18. 18. 18. 18. 18. 18. 18	10,17 ~ 2.22 1,94 ~ 0.75 51,1 ~ 2.57 0,97 ~ 1,02 442 ~ 2,21 41 ~ 3,53 167 ~ 0,12 7,52 ~ 1,14 63,5 ~ 2,31 30,95 ~ 2,21 2,10 ~ 2,03 30,17 ~ 2,02 30,13 ~ 1,55 20 ~ 0,58 16,65 ~ 1,41 212,8 ~ 3,01 15,44 32,95 + 0,44 107,19 ~ 0,29
ABBEY NATIONAL ABIN AMRO HOLDIN ALLIED IRISH BA ALPHA CREDIT BA ARGENTARIA RS B PINTO MAYOR R BANK AUSTPIA 4G BANK AUSTPIA 4G BANK OF IRELAND BANK OF IRELAND BANK OF PIRAEUS BANKINTER BARCLAYS PLC BAYELHYPO-UVER BCA FIDEURAM BCA INTESA BCA ROMA BCO BILBAO VIZC BCO CENTRAL HIS BCO POPULAR ESP	GB NL+ GR GR FT- ATT GR GR FT- IT- IT- IT- IT- IT- IT- IT- IT- IT- I	16,19 17,5 16,38 115,33 115,33 11,68 35,90 31,67 19,20 55,18 4,11 1,25 12,4	-1,32 -1,36 +1,80  -0,88  -1,15 -0,24  -1,33 -2,21 +0,97  +0,24  +0,24 	ANTER RGI -A. BTR CGIP /RM CIR D'IETEREN SA GAZ ET EAUX /RM GBI. GENL ELECTR CO GEVAERT HACEMEYER NY INCHCAPE PLC INVESTOR -B- KVAERNER -B- KVAERNER -B- KVAERNER -B- KVAH / RM MYTILINEOS HOLD NORSH HYDRO OFERLIKON-BUEHRL ORKLA -A-	ATS  NO GB FR TF GB GB SE NL GB SE NO FR GR NO FR GR	10,17 ~ 2.22 1,94 ~ 0.75 51,1 ~ 2.57 0,97 ~ 1,02 442 ~ 2.21 41 ~ 3.53 167 ~ 0,12 7,52 ~ 1,14 63,5 ~ 2.31 2,10 ~ 2.03 38,17 ~ 2,02 39,13 ~ 1,55 20 ~ 0,58 16,85 ~ 1,41 212,9 ~ 3,01 15,44 32,95 ~ 0,24 107,19 ~ 0,29 12,31 ~ 1,16
ABBEY NATIONAL ABN AMRO HOLDIN ALLIED IRISH BA ALPHA CREDIT BA ARGENTARA RS B PINTO MAYOR R BANK AUSTIPIA AG SANK OF IRELAND BANK OF IRELAND BANK OF IRELAND BANKINTER BARCLAYS PLC BAYELHTYO-UVER RCA FIDEURAM BCA INTESA BCA ROMA BCO BILBAO VIZC BCO CENTRAL HIS	GB GB GB FT	16,19 17,5 16,38 115,33 21,41 18,95 10,8 41,38 35,90 31,67 19,20 55,5 5,18 4,11 1,25 12,4 9,86 60,55	-1,32 -1,96 +1,80 	ANDER RGI -A- BTR CGIP /RM CIR D'IETEREN SA GAZ ET EAUX /RM GBL GENLELECTE CO GEVAERT HAGEMEYER NV INCHCAPE PLC IRVESTOR -B- INVESTOR -	CATS.  NO GE FR. 15. 15. 16. 17. 18. 18. 18. 18. 18. 18. 18. 18. 18. 18	10,17 ~ 2.22 1,94 ~ 0.75 51,1 ~ 2.57 0,97 ~ 1,02 442 ~ 2,21 41 ~ 3,53 167 ~ 0,12 7,52 ~ 1,14 63,5 ~ 2,31 30,95 ~ 2,21 2,10 ~ 2,03 30,17 ~ 2,02 30,13 ~ 1,55 20 ~ 0,58 16,65 ~ 1,41 212,8 ~ 3,01 15,44 32,95 + 0,44 107,19 ~ 0,29

SCO CENTRAL HIS	-5	9,86 - 1.30	OERLIKON-BUEHRL	CH	107,19	-0,2
<b>BCO POPULAR ESP</b>	es +	60,55	ORKLA -A-	HD	12,31	-1,1
BCO SANTANDER	ES +	16,46 -1,73	ORKLA -B-	NO	10,64	+0.5
BCP REG	PT-	26,9 - 0.37	SONAE INVESTIME	PT +	36.6	-0,8
BNF/RM	FR •	71,95 +0,63	VEBA AG	DE+	46,B	- 1.8
CCF /RM	R.	77	D) E STOXX CONC	, P	224,97	- 2,1
CHRISTIANIA BK	NG	3,58 +0,32		_		
COMIT	17 -	5,35 - 0.93	TEL CONNECT	noise as	LONG	
COMM.BANJ. OF GR	GR	108,51	TÉLECOMMU	LICAL	เดเมว	
COMMERZBANK	DE •	25,4 -1.55	BRITISH TELECOM	G9	13,08	-1.4
DEN DANSKE BA	DK	114,31 -1,16	CABLE & WIRELES	GB	11.38	- 2.1
DEN NORSKE BANK	NO	3,62 + 1,95	DEUTSCHE TELEKO	DE .	35.5	-3.5
DEUTSCHE BANK 4	DE +	47,1 -2,79	EUROPOLITAN HLD	SE	86,79	
DEXIA CC	SE •	146,5 + 0,21	FRANCE TELECOM	FR.	74	-0,4
DEXIA FCE RM	FR	135 + 1.61	HELLENIC TELE (	GR	25,11	
DRESONER BK AG	DE -	<b>32,1</b> -2.73	KONINKLIJAE KPN	NL =	40.05	
ERGO BANK	Gβ	76,58	PORTUGAL TELECO	PT -	43	-1.6
FIRST AUSTRIAN	AT •	49,42 - 91,41	SWISSCOM N	CH	345.02	
FOERENINGSSB A	SE	21,58 - 1.03	TELE DANMARK	DK	109,34	
FORUS BK	พอ	8,73 - 1,95	TELECEL	PT •	177,52	
HALIFAX	GB.	9,98 + 0.5%	TELECOM ITALIA	ir.	7.87	- 1.9
HSBC HOLDS	GB	21,01 - 1,22	TELECOM ITALIA	ii .	5,5	-3,5
1841	17 *		TELEFONICA	ES.	38,06	
IONIAN BK REGS	GF	54,72	TIM	η,		- 1.3
JYSKE BANK PEC	DΚ	77,33 - 0,42	VODAFONE GROUP	G₿	15.45	
NAPITAL HOLDING	CK	44,38 + 0,30	DJ E STOXX TCOM		613,65	
KBC BANCASSURAN	8ë •	69,15 - 2,47	P D) E 210 K 1CO.	1"	010,00	- 1,0
LUCYOS TSB	GZ	10,79 - 1,19				
MERITA	FI •	5,13 - 2,66	CONSTRUCT	ίΩΝ		
NAT BANK CPRECE	GR	68,21	- the comment of the second	. Z. E. S. C. S.		
NATEXIS	FR •	54,3 -1,36	AALSORG PORTLAN	DK	17,48	
NATL WESTM BK	GB	15,92 -2,85	ACCIONA	E\$ 4	54	- 0,5
NORDBANKEN HOLD	55	5,58 -1,58	ACESA REG	ES+	12,82	-0,2
OBERBANK	27	81.8 +0.16	AKTOR SA	GR	13,97	
ROLO BANCA 1473	17 *	20,75	ASIKO QY	Fi⇒	12,9	-2,2
POTAL BA SCOTE	48	18,31 -2.51	AUMAP	<b>5</b> 5 •	21,2	- 9,4
C C DANIETH A	**	0.00	ALITOSTRADE	IT -	7.15	+21

NAT BANK CPRECE	GR	68,21					
NATEXIS	FR.	54,3	-1.36	AALGORG PORTLAN	DK	17,48	
NATL WESTM BK	GB	15,92	-2,85	ACCIONA	ES.	54	- 0.55
				ACESA REG	FS+	12.82	-0.23
NORDBANKEN HOLD	55	5,58	- 1,58	AATOR SA	GR	13.97	
OBERBANK	27 •	61,8	+0.16				-2.27
ROLO BANCA 1473	17 *	20,75		ASKO OY	Fi +	12,9	
POTAL BA SCOTE	48	16,31	-2.51	AUMAP	<b>55</b> •	21,2	- 9,47
S-E-BANKEN -A-	SE	9.60		AUTOSTRADE	IT -	7,15	+ 2,14
SPAREBANKEN NOR	NL -	155,5	+ 0.65	BCA INTESA	17 -	4,11	+0,24
STE GENERAL-A-/	FR ·	136.9	+2,93	BICC PLC	GB	1,17	+ 3,85
SV HANDBK -A-	SE	32,61	-0,68	BILFINGER & BER	DE+	17,2	
UBS N	CH	271,89	- 1,69	BLUE CIRCLE IND	GB	4,60	
	(T -			BOUYGUES /RM	FR -	226,3	-0,96
UNICREDITO ITAL		4,05		BPB	GB .	3,40	-
UNIDANMARK -A-	DK.	74,51	+0,39				
XIOSBANK	GR	41,70		CARADON	GB	2,05	+1,43
DIFE STOXY BANK	Р	252,08	- 0,27	CBR	8E •	83,8	- 2,44
			_	CHARTER	G₿	5,27	- 0,55
				CIMPOR SGPS R	Pī.	25,03	- 0,44
.erodonis.d	57.3	PH-372	<b>A</b>	COLAS /RM	FR.	184	+0,99
		13年3月		CRH PLC	CB	15,79	+ 0.09
ACERINOA FEG	ES •			CRISTALERIA ESP	₹5 •	50.6	
	GA	52,72	• •	DRAGADOS CONSTR	ES-	32,59	- 0,61
ALUMINIUM GREEC				FOM CON CONTRAT	E5 •	56,4	+0,53
ario :viggins ap	ĞE	1,84	+0.79	GROUPE GTM	FR •		
assidomaen ab	SE	18	+1,79			85,4	+0.47
AVESTA	Sã	3,19	- 0.70	HEIDELBERGER ZE	DE .	55	••••
<b>EE</b> RAERT	8E +	380	- 0,99	HELLTECHNOOO.R	GR	9,86	
BILTON	GB	4,46	+ 1.65	HERACLES GENL R	ĠЯ	24,03	
JOHADOU-RAINAGE	AT +	39,33	-2,16	HOCHTOEF ESSEN	DE •	26,2	- 1.13
BRITISH STEEL	GZ	1,82	-1.56	HOLDERBANK FINA	ĊН	225,01	- 1,37
BUHRMANN NV	KL+	15	+ 0,57	HOLDERBANK FINA	ĊН	938,81	-1.38
BUNZL PLC	GB	3,47	+0,84	IMETAL/RM	FF -	104,7	-4.82
	17-			ITALCEMENT	п.	9,23	- 2.53
CART.BURGO		5,08		ITALCEMENTI RNC	17 •	4,19	+2.20
DEGUSSA	DE ·	36		LAFARGE /RM	FR -	79,25	-3.94
ELKEM ASA, OSLO	NO	12,31	+0,47			8,15	-
ELVAL	GR	11,97	••••	MICHANIXI REG.	GR		
INPARSA	27 •	19,7	-0,05	PARTEK	F۱۰	7,8	•
JOHNSON MATTHEY	29	6,55	- 0,44	PHILIPP HOLZMAN	ĢE ≠	116	- 1,02
MAYR-MELNHOF NA	AT .	45,2	- 2,80	PILKINGTON PLC	35	1,01	••••
METSAE-SERLA A	F1 +	8,5	- 3,70	POTACUA -B-	ÞΚ	18,18	
MODO B FR	SE	23,69	- 0.94	RMC GROUP PLC	GB	10,95	- 1,05
NORSILE SKOGIND	110	27,74	- 0.83	RUGBY GRP	GB		+2.11
OUTOKUMPU OY -A					us.	1,40	
OUTERORN O'ST 'M			-174		- FR +		
DOCUMENTS A	F) •	2,45	- 1,74 - 3,27	SAINT GOBAIN /R	FR+	133,5	- 2,05
PECHINEY-4-	FR -	8,45 32,25	-2,27	SAINT GOBAIN /R SEMAPA	FR +	133,5 14,94	-2,05 +0,74
PORTUCEL INDUST	FR -	8,45 32,25 5,38	- 2,27 + 0,56	Saint Gobain /R Semapa Skanska -B-	FR + PT + SE	133,5 14,94 28,33	-2,05 +0,74 -1.88
PORTUCEL INDUST RAUTARUUKKI K	FR • PT • F1 •	8,45 32,25 5,38 5,67	- 2,27 + 0,56 - 0,53	SAINT GOBAIN /R SEMAPA SLANSKA -B- SUPERFOS	FR • PT • SE OX	133,5 14,94 28,33 13,18	-2,05 +0,74 -1.88 +1,03
PORTUCEL INDUST RAUTARUUKKI K RIO TINTO	FR - PT - FI - GB	8,45 32,25 5,38 5,67 11,47	- 2,27 + 0,56 - 0,53 - 1	SAINT GOBAIN /R SEMAPA SHANSKA -B- SUPERFOS TARMAC	FR • PI • SE OX GB	133,5 14,94 28,33 13,18 1,62	-2,05 +0,74 -1.88 +1,03 +0,90
PORTUCEL INDUST RAUTARUUKKI K RIO TINTO SIDENOR	FR - PT - FI - GB GA	8,45 32,25 5,38 5,67 11,47 21,96	- 2,27 + 0,56 - 0,53	SAINT GOBAIN /R SEMAPA SKANSKA -B- SUPERFOS TARMAC TAYLOR WOODROW	FR + PT - SE OX GB GB	133,5 14,94 28,33 13,18 1,62 2,40	-2,05 +0,74 -1.88 +1,03 +0,90
PORTUCEL INDUST RAUTARUUKKI K RIO TINTO	FR - PT - FI - GB	8,45 32,25 5,38 5,67 11,47	- 2,27 + 0,56 - 0,53 - 1	SAINT GOBAIN IR SEMAPA SIANSKA -B- SUPERFOS TARMAC TAYLOR WOODROW TECHNIP IRM	FR + FT + SE SX GB GB FR +	133,5 14,94 28,33 13,18 1,62 2,40 77	-2,05 +0,74 -1.88 +1,03 +0,90
PORTUCEL INDUST RAUTARUUKKI K RIO TINTO SIDENOR	FR - PT - FI - GB GA	8,45 32,25 5,38 5,67 11,47 21,96	- 2,27 + 0,56 - 0,53 - 1	SAINT GOBAIN IR SEMAPA SHANSKA -B- SUPERFOS TARMAC TAYLOR WOODROW TECHNIP IRM TITAN CEMENT RE	FR. SE OX GB GB FR.	133,5 14,94 28,33 13,18 1,62 2,40 77 72,07	- 2,05 + 0,74 - 1.88 + 1,03 + 0,90 - 1,28
PORTUCEL INDUST RAUTARUUKKI N RIO TINTO SIDENOR SILVER & BARYTE	FR - PT - FI - GB GA GR	8,45 32,25 5,38 5,67 11,47 21,96 31,62	-2,27 +0,56 -0,53 -1	SAINT GOBAIN /R SEMAPA SNANSKA -B- SUPERFOS TARMAC TAYLOR WOODROW TECHNIP /RM TITAN CEMENT RE UNICEM	FR · SE SX GB GB FR · GR	133,5 14,94 28,33 13,18 1,62 2,40 77 72,07 9,06	- 2,05 + 0,74 - 1.86 + 1,03 + 0,90 - 1,28 1,28
PORTUCEL INDUST RAUTARUUKKI K RIO TINTO SIDENOR SILVER & BARYTE SMURFIT JEFFERS SONAE INDUSTRIA	FR - PT - FI - GB GA GA GB PT -	8,45 32,25 5,38 5,67 11,47 21,96 31,62 1,71 12,1	-2,27 +0,56 -0,53 -1  +2,61	SAINT GOBAIN IR SEMAPA SHANSKA -B- SUPERFOS TARMAC TAYLOR WOODROW TECHNIP IRM TITAN CEMENT RE	FR. SE OX GB GB FR.	133,5 14,94 28,33 13,18 1,62 2,40 77 72,07	- 2,05 + 0,74 - 1.88 + 1,03 + 0,90 - 1,28
PORTUCEL INDUST RAUTARUUKKI K RIO TINTO SIDENOR SILYER & BARYTE SMURFIT JEFFERS SONAE INDUSTRIA SOPORCEL	FR - PT - FI - GB GA GB GF GB PT - FT -	8,45 32,25 5,38 6,67 11,47 21,96 31,82 1,71 12,1	-2,27 +0,56 -0,53 -1  +2,61	SAINT GOBAIN /R SEMAPA SNANSKA -B- SUPERFOS TARMAC TAYLOR WOODROW TECHNIP /RM TITAN CEMENT RE UNICEM	FR · SE SX GB GB FR · GR	133,5 14,94 28,33 13,18 1,62 2,40 77 72,07 9,06	- 2,05 + 0,74 - 1.86 + 1,03 + 0,90 - 1,28 1,28
PORTUCEL INDUST RAUTARUUKKI IL RIO TIINTO SIDENOR SILVER & BARYTE SMURPIT JEFFERS SONAE INDUSTRIA SOPORCEL SSAB SW ST A FR	FR - PT - FI - GB GA GB GF GB PT - FT - SE	8,45 32,25 5,38 6,67 11,47 21,96 31,62 1,71 12,1 11,2 9,88	-2,27 +0,56 -0,53 -1  +2,61 	SAINT GOBAIN /R SEMAPA SHANSKA -B SUPERFOS TARMAC TAYLOR WOODROW TECHNIP /RM TITAN CEMENT RE UNICEM URALITA SA	FR. SE OX GB GB FR. GR IT. ES.	133,5 14,94 28,33 13,18 1,62 2,40 77 72,07 9,06 9,09	-2,05 +0,74 -1.88 +1,03 +0,90 -1,28 -1,28
PORTUCEL INDUST RAUTARUUKKI II. RIO TIINTO SIDENOR SILVER & BARYTE SMURPIT JEFERS SONAE INDUSTRIA SOPORCEL SSAB SW ST A FR STORA ENSO -A-	FR - PT - GB GA GF GF SE FT - SE FI -	8,45 32,25 5,38 6,67 11,47 21,96 31,82 1,71 12,1 11,2 9,88 7,9	-2,27 +0,56 -0,53 -1 	SAINT GOBAIN /R SEMAPA SLANSKA -B- SUPERFOS TARMAC TAYLOR WOODDROW TECHNIP /RM TITTAN CEMENT RE UNICEM URALITA SA VALENCIANA CEM WRENERB BAUSTOF	FR. SE CX GB GB FR. GR IT. ES. ES.	133,5 14,94 28,33 13,18 1,62 2,40 77 72,07 9,06 9,09 11,5 174,56	- 2,05 + 0,74 - 1.88 + 1,03 + 0,90  - 1,28  + 0,44 - 4,52 - 3,12 - 0,82
PORTUCEL INDUST RAUTARUUKIN IL RIO TINTO SIDENOR SILVER & BARYTE SILVER & BARYTE SONAE INDUSTRIA SOPORCEL SSAB SW ST A FR STORA ENSO -A- STORA ENSO -R-	FR - PT - GB GA GB PT - SE FI - FI -	8,45 32,25 5,38 5,57 11,47 21,95 31,62 1,71 12,1 11,2 9,88 7,9 8,18	-2,27 +0,56 -0,53 -1  +2,61  -1,12 -5,95 -5,43	SAINT GOBAIN /R SEMAPA SHANSKA -B SUPERFOS TARMAC TAYLOR WOODROW TECHNIP /RM TITAN CEMENT RE UNICEM URALITA SA VALENCIANA CEM WIENERB BAUSTOF WILLIAMS	FR SE SX GB GB FR TES SE SX GB GB FR	133,5 14,94 28,33 13,18 1,62 2,40 77 72,07 9,06 9,09 11,5 174,56 5,09	-2,05 +0,74 -1.88 +1,03 +0,90  -1,28  +0,44 -4,52 -3,12 -0,82 -3,83
PORTUCEL INDUST RAUTARUUNN IL RIO TINTO SIDENOR SILYER & BARYTE SMURFIT IFFERS SONAE INDUSTRIA SOPORCEL SAB SW ST A FR STORA ENSO -A- STORA ENSO -R- STORA KOPPARB -	FR - FT - SE FI - SE	8,45 37,25 5,38 6,67 11,47 21,96 31,82 1,71 12,1 11,2 5,88 7,9 8,16 9,68	-2,27 +0,56 -0,53 -1 	SAINT GOBAIN /R SEMAPA SLANSKA -B- SUPERFOS TARMAC TAYLOR WOODDROW TECHNIP /RM TITTAN CEMENT RE UNICEM URALITA SA VALENCIANA CEM WRENERB BAUSTOF	FR SE SX GB GB FR TES SE SX GB GB FR	133,5 14,94 28,33 13,18 1,62 2,40 77 72,07 9,06 9,09 11,5 174,56	- 2,05 + 0,74 - 1.88 + 1,03 + 0,90  - 1,28  + 0,44 - 4,52 - 3,12 - 0,82
PORTUCEL INDUST RAUTARUUIGN IN RIO TINTO SIDENOR SILVER & BARYTE SMURPIT JEFERS SONAE INDUSTRIA SOPORCEL SAB SW ST A FR STORA ENSO -A- STORA ENSO -A- STORA ENSO -R- STORA AOPPARB - SVENSIA CELLULO	FR . FT . GB GA GB . FT . SE FI . SE SE	8,45 32,25 5,38 5,67 11,47 21,95 37,82 1,71 12,1 11,2 9,88 7,9 8,18 9,68 20,10	- 2,27 + 0,56 - 0,53 - 1 	SAINT GOBAIN /R SEMAPA SHANSKA -B- SUPERPOS TARMAC TAYLOR WOODDROW TECHIND /RM TITIAN CEMENT RE UNICEM URALITA SA VALENCIANA CEM WRENERS BAUSTOF WILLIAMS DIESTOXXENST	FR * PT * SE GS GS FR * ES * ES * GS GS	133,5 14,94 28,33 13,18 1,62 2,40 77 72,07 9,06 9,09 11,5 174,56 5,09	-2,05 +0,74 -1.88 +1,03 +0,90 -1,28 
PORTUCEL INDUST RAUTARUUNN IL RIO TINTO SIDENOR SILYER & BARYTE SMURFIT IFFERS SONAE INDUSTRIA SOPORCEL SAB SW ST A FR STORA ENSO -A- STORA ENSO -R- STORA KOPPARB -	FR - FT - SE FI - SE	8,45 37,25 5,38 6,67 11,47 21,96 31,82 1,71 12,1 11,2 5,88 7,9 8,16 9,68	- 2,27 + 0,56 - 0,53 - 1 	SAINT GOBAIN /R SEMAPA SHANSKA -B- SUPERPOS TARMAC TAYLOR WOODDROW TECHIND /RM TITIAN CEMENT RE UNICEM URALITA SA VALENCIANA CEM WRENERS BAUSTOF WILLIAMS DIESTOXXENST	FR * PT * SE GS GS FR * ES * ES * GS GS	133,5 14,94 28,33 13,18 1,62 2,40 77 72,07 9,06 9,09 11,5 174,56 5,09	-2,05 +0,74 -1.88 +1,03 +0,90 -1,28 
PORTUCEL INDUST RAUTARUUIGN IN RIO TINTO SIDENOR SILVER & BARYTE SMURPIT JEFERS SONAE INDUSTRIA SOPORCEL SAB SW ST A FR STORA ENSO -A- STORA ENSO -A- STORA ENSO -R- STORA AOPPARB - SVENSIA CELLULO	FR . FT . GB GA GB . FT . SE FI . SE SE	8,45 32,25 5,38 5,67 11,47 21,95 37,82 1,71 12,1 11,2 9,88 7,9 8,18 9,68 20,10	- 2,27 + 0,56 - 0,53 - 1  + 2,61  - 1,12 - 5,95 - 5,43  - 3,35 - 4,40	SAINT GOBAIN /R SEMAPA SHANSKA -B SUPERFOS TARMAC TAYLOR WOODROW TECHNIP /RM TITAN CEMENT RE UNICEM URALITÁ SA VALENCIANA CEM WIENERB BAUSTOF WILL IAMS O I E STONX CYST	FR PT	133,5 14,94 28,33 13,18 1,82 2,40 77 2,07 9,06 9,09 11,5 174,56 5,09 180,37	-2,05 +0,74 -1,88 +1,03 +0,90 -1,25 -1,25 -4,52 -3,12 -0,82 -3,83 -1,53
PORTUCEL INDUST RAUTARUUMN IA RIO TINTO SIDENOR SILVER & BARYTE SILVER & BARYTE SONAE INDUSTRIA SOPORCEL SSAB SW ST A FR STORA ENSO -A- STORA ENSO -R- STORA ADPPARB - SVENSIA CELLULO THYSSEN TRELLEBORG B	FR . FT . GB GA GF GF FT . SE SE SE SE SE	8,45 32,25 5,38 8,67 11,47 21,95 31,62 1,71 12,1 11,2 9,88 7,9 8,18 9,68 20,10	- 2,27 + 0,56 - 0,53 - 1  + 2,61  - 1,12 - 5,95 - 5,43  - 3,35 - 4,40	SAINT GOBAIN /R SEMAPA SHANSKA -B- SUPERPOS TARMAC TAYLOR WOODDROW TECHIND /RM TITIAN CEMENT RE UNICEM URALITA SA VALENCIANA CEM WRENERS BAUSTOF WILLIAMS DIESTOXXENST	FR * PT * SE GS GS FR * ES * ES * GS GS	133,5 14,94 28,33 13,18 1,62 2,40 77 72,07 9,06 9,09 11,5 174,56 5,09	- 2,05 + 9,74 - 1,88 + 1,03 + 0,90  - 1,25  + 0,44 - 4,52 - 3,12 - 0,82 - 3,83 - 1,23 - 1,23 - 1,23
PORTUCEL INDUST RAUTARUUIGN IL RIO TINTO SIDENOR SILVER & BARYTE SMURRIT JEFERS SONAE INDUSTRIA SOPORCEL SAB SW ST A FR STORA ENSO -A- STORA ENSO -A- STORA ENSO -R- STORA ORPARB - SVENSIA CELLULO THYSSEN TRELLEBORG B UNION MINIERE	FR FI FI GB G G G G F F F F F F S F F S F F F F F F	8,45 32,25 5,38 6,67 11,47 21,62 1,71 12,1 11,2 9,88 7,9 8,18 20,10 173 8,53 32,21	- 2,27 + 0,56 - 0,53 - 1  + 2,61  - 1,12 - 5,95 - 5,43  - 3,35 - 4,40 - 0,89	SAINT GOBAIN /R SEMAPA SHANSKA -B SUPERFOS TARMAC TAYLOR WOODROW TECHNIP /RM TITAN CEMENT RE UNICEM URALITÁ SA VALENCIANA CEM WIENERB BAUSTOF WILL IAMS O I E STONX CYST	FR PT	133,5 14,94 28,33 13,18 1,82 2,40 77 2,07 9,06 9,09 11,5 174,56 5,09 180,37	-2,05 +0,74 -1,88 +1,03 +0,90 -1,25 -1,25 -4,52 -3,12 -0,82 -3,83 -1,53
PORTUCEL INDUST RAUTARUUKKI IL RIO TINTO SIDENOR SILVER & BARYTE SMURPIT JEFERS SONAE INDUSTRIA SOPORCEL SSAB SW ST A FR STORA ENSO -A-STORA ENSO -A-STORA KOPSO A-STORA AOPRAK -SYENSIA CELLULO THYSSEN TRELEBOPG B UNION MINIERE UPM-KYMMENE COR	FR FI GRAGE FT E SE S	2,45 32,25 5,38 6,67 11,47 21,62 1,71 12,1 11,2 9,88 7,9 8,16 9,88 20,10 173 8,53 32,21 24,04	- 2,27 + 0,56 - 0,53 - 1  + 2,61  - 1,12 - 5,43  - 3,35 - 4,40 - 0,89 - 1,43	SAINT GOBAIN /R SEMAPA SEMAPA SAINSKA -B SUPERPOS TARMAC TAYLOR WOODDROW TECHIND /RM TITAN CEMENT RE UNICEM URALITA SA VALENCIANA CEM WIENERB BAUSTOF WILLIAMS OTESTOXX CYST	FR * PT * SE GB GB FR * GR IT * ES * ES * AT * GB	133,5 14,94 28,33 13,18 1,82 2,40 77 72,07 9,05 11,5 174,56 5,09 150,57	- 2,05 + 9,74 - 1,88 + 1,03 + 0,90  - 1,25  + 0,44 - 4,52 - 3,12 - 0,82 - 3,83 - 1,23 - 1,23 - 1,23
PORTUCEL INDUST RAUTARULININ IL RIO TINTO SIDENOR SILVER & BARYTE SILVER & BARYTE SONAE INDUSTRIA SOPORCEL SSAB SW ST A FR STORA ENSO -A- STORA ENSO -A- STORA ENSO -R- STORA AOPPARB - SYENSIA CELLULO THYSSEN TRELLEBORG B UNION MINIERE UPM-KYMMENE COR USINOR	FR FIGAGE OF FRE SEE SEE SEE SEE SEE SEE SEE SEE SEE S	8,45 32,25 5,38 5,67 11,47 21,96 31,62 1,71 11,2 9,88 7,9 8,18 20,10 173 8,53 32,21 24,01	- 2,27 + 0,56 - 0,53 - 1  + 2,61  - 1,12 - 5,95 - 5,43  - 3,35 - 4,40 - 0,89	SAINT GOBAIN /R SEMAPA SHANSKA - B- SUPERFOS TARMAC TAYLOR WOODROW TECHNIP /RM TITIAN CEMENT RE UNICEM URALITA SA VALENCIANA CEM WRENERS BAUSTOF WILLIAMS TO IS SOMMAR ACCOR /RM ADIDAS-SALOMON AMER GROUP A	FR SEX SEB GB FR	133,5 14,94 26,33 13,18 1,62 2,40 77 72,07 9,06 9,09 11,5 174,56 5,09 180,31 CYCCII	- 2,05 + 0,74 - 1,88 + 1,03 - 1,28 - 1,28 - 1,28 - 3,12 - 0,82 - 3,83 - 1,38 - 1,38 - 1,38 - 1,44 - 4,52 - 3,12 - 3,83 - 1,38 -
PORTUCEL INDUST RAUTARULIDIN IN RIO TINTO SIDENOR SILVER & BARYTE SMURRIT JEFERS SONAE INDUSTRIA SOPORCEL SAB SW ST A FR STORA ENSO -A-STORA ENSO -A-STORA ENSO -R-STORA FORPARB - SYENSIA CELLULO THYSSEN TRELUEBOPG B UNION MINIERE UPM-FYMMENE COR USINOR VIONALCO	FR F F G G G G G F T F S F F T S S E E E F F F G G G G G F T T S S E E E F F F G G G G F F F F G G G F F F F	8,45 32,25 5,38 5,67 11,47 21,96 31,62 1,71 11,2 9,88 7,9 8,18 9,18 20,10 173 8,53 32,21 24,04 12,39	- 2,27 + 0,56 - 0,53 - 1 - 1 - 1 - 2,61 1,12 - 5,95 - 5,43 3,35 - 4,40 - 0,89 - 1,43 - 2,22	SAINT GOBAIN /R SEMAPA SEMAPA SAINSKA -B SUPERFOS TARMAC TAYLOR WODDROW TECHNIP /RM TITAN CEMENT RE UNICEM	FR PT SX GB GB FR GR IT C ES C E	133,5 14,94 28,33 13,18 1,52 2,40 77 72,07 9,05 9,05 11,5 174,55 5,09 180,51 206,1 65,3 10,5 29	- 2.05 +0.74 -1.84 +1.03 +0.90 -1.25 
PORTUCEL INDUST RAUTARULININ IN RIO TINTO SIDENOR SILVER & BARYTE SMURPIT JEFERS SONAE INDUSTRIA SOPORCEL SSAB SW ST A FR STORA ENSO ASTORA ENSO ASTORA ENSO ASTORA KOPA CELLULO THYSSEN TRELEBOPG B UNION MINIERE UPM-KYMMENE COR USINOR VIOHALCO VOEST-ALPINE ST	FROM FIGURE SEE SEE SEE SEE SEE SEE SEE SEE SEE S	8,45 32,25 5,37 11,47 21,96 21,82 1,71 12,1 11,2 8,88 7,9 8,18 20,10 173 8,53 32,21 24,04 12,51 24,04 12,51 28,59	- 2,27 + 0,53 - 1 + 2,61 + 2,61 - 1,12 - 5,95 - 5,43 - 3,35 - 4,40 - 1,43 - 2,22 - 1,26	SAINT GOBAIN /R SEMAPA SEMAPA SHANSKA -B- SUPERFOS TARMAC TAYLOR WOODDROW TECHNIP /RM TITAN CEMENT RE UNICEM URALITA SA VALENCIANA CEM WIENERB BAUSTOF WILLIAMS OIESTONX CYSI  CONSOMINE ACCOR /RM ADIDAS-SALOMON AMER GROUP A MENTERA ARLUN BANG & OLUFSEN	FR SCX GB GB FR GB FR GB FR GB FR GB	133,5 14,94 28,33 13,18 1,62 2,40 77 72,07 9,05 9,05 11,5 5,09 150,57 206,1 206,1 206,1 206,1 206,1 206,1	-2.05 +0.74 -1.84 +1.03 +0.90 -1.28 
PORTUCEL INDUST RAUTARULIDIN IN RIO TINTO SIDENOR SILVER & BARYTE SMURRIT JEFERS SONAE INDUSTRIA SOPORCEL SAB SW ST A FR STORA ENSO -A-STORA ENSO -A-STORA ENSO -R-STORA FORPARB - SYENSIA CELLULO THYSSEN TRELUEBOPG B UNION MINIERE UPM-FYMMENE COR USINOR VIONALCO	FROM FIGURE SEE SEE SEE SEE SEE SEE SEE SEE SEE S	8,45 32,25 5,37 11,47 21,96 21,82 1,71 11,2 8,88 7,9 8,18 20,10 173 32,21 24,04 12,51 28,59 26,59	- 2,27 + 0,56 - 0,53 - 1 - 1 - 1 - 2,61 1,12 - 5,95 - 5,43 3,35 - 4,40 - 0,89 - 1,43 - 2,22	SAINT GOBAIN /R SEMAPA SEMAPA SAINSKA -B SUPERFOS TARMAC TAYLOR WODDROW TECHNIP /RM TITAN CEMENT RE UNICEM	FR PT SX GB GB FR GR IT C ES C E	133,5 14,94 28,33 13,18 1,52 2,40 77 72,07 9,05 9,05 11,5 174,55 5,09 180,51 206,1 65,3 10,5 29	- 2.05 +0.74 -1.84 +1.03 +0.90 -1.25 

	IIIA	H CE3 F				
ZOXX 653	. · ·	• i	" śuf un ap		sur 5 jour	5 :
			279,32	8		
	WAN	<b>/</b> \	An	7. 230 481 288 253		
		٦.	W	889	287,15	ğ
253 232		•			265.50	Ą
212			V			Ē.
20 FÉV.		13 ÂOUT	9 FÉV.	M J	V L 3	4
VZER CROUP	GB	<b>2,89</b> - 0,58	MMU	п•.	0,48 -2,0	
ETTON GROUP	IT •	1,41 -1,40	VALLEHERMOSO WOOLWICH PLC	ES+ GB	10.91 -1.6 4.83 +0.5	
okeley Group Tish Alrways	GB GB	7,50 + 0,96 5,53 - 1,80	D) E STOXX FINS P		233,58 - 1.5	
	==					

CLUB MED. RM COATS VITELIA  GB GS	British airways	GB	5,53	- 1,80	D) 5 2 10 xx 1 lv 2 1	<u></u>	230,50	
CLUB MED. RM  FR - 86,2 - 2,16  OCHTS VITELLA  GB 0,51  COMPASS CRP  GB 10,68 + 0,96  COURTAILDS TEXT  GB 2,24 + 4,03  BASS CLATE BRIT GB 7,99 + 8,9  ELECTROLUX -B SE 16,69 - 2,41  BBACC GB BRAU-BE AT 44,8 + 0,32  ELECTROLUX -B SE 16,69 - 2,11  BBACC GB BRAU-BE AT 44,8 + 0,32  ELECTROLUX -B SE 16,69 - 2,11  BBACC GB BRAU-BE AT 44,8 + 0,32  ELECTROLUX -B SE 16,69 - 2,11  BBACC GB BRAU-BE AT 44,8 + 0,32  ELECTROLUX -B SE 16,69 - 2,11  BBACC GB BRAU-BE AT 44,8 + 0,32  ELECTROLUX -B SE 16,69 - 2,11  BBACC GB BRAU-BE AT 44,8 + 0,32  BBACS GB 11,72 - 1,32  BBACC GB BRAU-BE AT 44,8 + 0,32  ELECTROLUX -B SE 16,69 - 2,11  BBACC GB BRAU-BE AT 44,8 + 0,32  BBACS GB BRAU-BE AT 44,8 + 0,32  CARLSBERG AT A DE AT 44,8 + 0,32  CARLSBERG AT A DE AT 44,2 + 0,31  CARLSBERG AT A DE AT	BRYANT GROUP PL	ĜΒ	1,49	- 2,83				
COATS VIYELLA  COMPASS CRP  GS  10,58  10,58  10,58  10,58  10,58  2,34  10,58  2,34  10,58  2,34  10,58  1	CHAPGEURS RM	FR +	42,9	- 3,38				
COMPASS CRP  GB  10,58	CLUB MED. /RM	FR -	88,2	-2,16	ALIMENTATI	ON E	BOISS	ON
COMPRASS CRP  GB	COATS VIYELLA	GB.	0,51		ALLIED DOMECO	GB	6.61	-1,73
COURTAILDS TEXT GB 2.24 4,403 DE- 18,66 - 2.43 BASS GB 71,72 - 1.7 DITLUFTHANSA N DE- 16,68 - 2.11 BASS GB 47 - 7.32 BASS GB 47 - 3.32 BASS GB 71,72 - 1.7 BASS GB 44,8 3 - 0.55 BASS GB 72,14 7- 0.61 BASS GB 72,17 BASS GB 71,72 - 1.7 BASS GB 72,17 BASS GB 72,17 BASS GB 74,77 - 1.32 BASS GB 74,78 BASS GB 74,88 BASS GB 74,88 BAS GB 74,78 BASS GB 74,88 BAS GB 74,	COMPASS CRP	69	10,68	+0,96				+0.97
DTLIJTHANSA N DE- LECTROLIZA B- EMI GROUP EURO DISNEY /RM FR	COURTAULDS TEXT	38	2,74	+4,03				
ELECTROLIX -5 SE 16,89 -2,11 SONGRAIN / RM FR - 373 -0,5 SEM / GROUP GB 5,47 -1,32 SONGRAIN / RM FR - 1,14 CARLSBERG AS -A DK 42,36 -1,5 GRANADA GROUP P GB 18,41 -0,61 CHR HANSEN HILD DK 165,57 CARLSBERG AS -A DK 42,36 -1,5 CHR HANSEN HILD DK 165,57 CHR HANSEN HILD DK 165,	DT.LUFTHANSA N	DE-	18,05	- 2,43				
EMI GROUP  ELRO DISNEY /RM  FI + 4.9  GWIMPEY PLC  GB	ELECTROLUX -8-	\$E	16,68	-2,11				
EURO DISNEY RM	EMI GROUP	_	8,47	- 1,32				- 0,43
FINNAIR  G WIMPPY PLC  GB  1,79	EURO DISNEY/RM	FR+	1,14	-				
GRANADA GROUP P GB 18,41 -0.61 HERMES INTL HPI 17 * 0,67 +1.79 HUNTER DOUGLAS NL * 22,85 -1.08 NL * 25,3 +0.40 LADBROKE GRP GB 3,78 -0.76 MCULINEK /RM FR * 9,44 +1.47 NCL HLDG ND 2,35 +0.50 PATHE /RM FR * 232 -2.17 RANGOLOP GB 1,37 -2.06 PERSIMMON PLC GB 1,37 -2.06 PERSIMMON PLC GB 2,88 FRANK GROUP GB 2,88 SAIRCGROUP GB 2,88 FRANK GROUP GB 2,88 SAIRCGROUP GB 2,88 HELLENIC SUICAR GR 9,04 SAIRCGROUP GB 2,88 HELLENIC SUICAR GR 9,04 FILE SWATCH GRP CH 118,78 -0,91 THE SWATCH GRP CH 118,78 -0,91 WILLIAM BAIRD GB 1,26 +8.82 WILSON BOWDEN GB 1,26 +8.82 WILSON BOWDEN GB 4,24 -3.12 WINSON BOWDEN GB 4,24 -3.12 WINSON BOWDEN GB 4,26 +0.98 WOLFORD AG AT * 42,24 -3.12 WINSON BOWDEN GB 6,28 -7,70 THE SWATCH GRP CH 118,78 -0.91 WILSON BOWDEN GB 4,24 +1.81 WOLFORD AG AT * 42,24 -3.12 WINSON BOWDEN GB 6,25 +7,60 GLAXO WELLCOME G6 28,03 -0,26 NOVARTIS N GH 1588,85 -0,34  WILSON BOWDEN GB 6,25 +7,60 GLAXO WELLCOME G6 28,03 -0,26 NOVARTIS N GH 1588,85 -0,34  NONCY NORDISK B OK 164,90 +1,69 ORION A FI * 20,4 -4,45 ABB AB B- SE 10,27 -1,1 ROCHE HOLDING GH 15782,24 -0,39 ALUSIUSSE LONG CH 1983,45 -0,29 ROCHE HOLDING G H 15782,24 -0,39 ALUSIUSSE LONG CH 1983,45 -1,29 ALUSIUSSE LONG CH 1983,45 -1,29 ACHERING AG DE * 118 -1,96 ATLAS COPCO -A SE 21,57 -1,36 COHERING AG DE * 118 -1,96 ATLAS COPCO -A SE 21,57 -1,36 CHERING AG DE * 118 -1,96 ATLAS COPCO -A SE 21,57 -1,36 CHERING AG DE * 118 -1,96 ATLAS COPCO -A SE 21,57 -1,36 CHERING AG DE * 118 -1,96 ATLAS COPCO -A SE 21,57 -1,36 CHERING AG DE * 118 -1,96 ATLAS COPCO -A SE 21,57 -1,36 CHERING AG DE * 118 -1,96 ATLAS COPCO -A SE 21,57 -1,36 CHERING AG DE * 118 -1,96 ATLAS COPCO -A SE 21,57 -1,37 CHERT AG AG AG TA	FINNALR		4,9					
GRANADA GROUP P HERMES INTL HP HERMES INTL HP 17 * 0,57 * 1,79 HUNTER DOUGLAS NL * 22,85 - 1,08 HUNTER DOUGLAS NL * 22,85 - 1,08 HUNTER DOUGLAS NL * 22,85 - 1,08 DANONE /RM FR * 9,44 + 1,47 HOULINEX /RM FR * 232 - 2,11 FRICKEOUP GB * 1,37 - 2,06 HEILENIC SUCAR GR * 19,93 HEILENIC SUCAR HUHTAMABER I VZ FR * 34,99 - 0,63 HUHTAMABER I VZ FR * 6,95 - 14,1 HUHTAMABER I VZ FR * 6,95 - 1,2 H	G WIMPEY PLC		1,79					- 1,58
HERMES INTL    FR	GRANADA GROUP P		18,41	- 0.61				
HPI HUNTER DOUGLAS NI. * 22,85 -1,08 NI. * 22,85 -1,09 NI. * 23,85 -1,09 NI. * 24,85	HERMES INTL		76					-0.90
HUNTER DOUGLAS  KLM  KLM  KLM  KLM  KLM  KLM  KLM  KL	HPI		0,57	+ 1,79				+ 0.63
KLM  ILADBROKE GRP  B  3,78 - 0,78  DELTA DAIRY  GR  19,74 DAIGEO  BB  9,26 - 2,1  MCULINEX RM  FR	HUNTER DOUGLAS	NIL +		- 1,08				+ 1.25
LADBERCKE GRP GB 3,78 - 0.76  MOCULINEX /RM FR 9,44 + 1.47  NCL HIDG ND 2,25 + 0.50  PATHE /RM FR 232 - 2.17  PENTAND GRP GB 1,37 - 2.06  PERSIMMON PLC GB 2,88  RANK GROUP GB 2,88  SAR CROUP GB 2,88  SAR CADUP GB 2,88  HELLENIC SUTAR GR 9,04  SAS DANIMARK AS DK 9,82 + 2,92  HINTAMABER I VZ FR 9,04  SEB /RM FR 54,05 + 0,28  MCNTEDISON IT 0,85  THE SWATCH GRP CH 118,78 - 0,91  WILLIAM BAIRD GB 1,26 + 8,82  WILSON BOWDEN GB 8,12 + 1,81  WILSON BOWDEN GB 4,24 - 3,12  WINSON BOWDEN GB 4,28 - 2,77  WINSON BOWDEN GB 6,88 + 2,17  DIE STOXX GCC P 148,75 - 0,76  GLAXO WELLCOME G6 28,03 - 0,26  ROCHE HOLDING GH 1588,85 - 0,94  NOVARTIS N GH 1588,85 - 0,94  ROCHE HOLDING GH 15782,24 - 0,39  ROCHE HOLDING G H 15782,24 - 0,39  ROCHE HOLDING G H 15782,24 - 0,39  ROCHE HOLDING G H 15782,24 - 0,39  ALISIOSE LONG G H 1010,06 - 1,09  ALISIOSE LONG G H 1016,59 + 0,28  ALISIO GLEAGINOU GR 19,28 - 2,18  ERIDBEGHANV / FR 12,8,8 - 2,5  RERIOR GROUP GB 3,52 + 0,4  HELLENIC SUTAR GRUP GB 3,52 + 0,4  HELLENIC SUTAR GR R 9,04  HELLENIC SUTAR GR R 9,04  HELLENIC SUCAR GR 9,04  ** HUHTAMABER I VZ FR 9  ** MCNTEDISON IT 0,85  LINETAMACIE	KLM	NL =	25,3	+0,40				
MCUNIEX //M  MCL HIDG  NO  2,35 +0,50 PATHE /RM  FR = 232 -2.11 RIDBECHASY/ PR = 129,8 -3.5 PATHE /RM  FR = 232 -2.11 RIDBECHASY/ PR = 129,8 -3.5 RIDBECHASY/ RR = 129,8 -3.5 RIDBECHASY/ RIDBECHASY/ RIDBECHASY/ RR = 129,8 -3.5 RIDBECHASY/ RIDBECHASY/ RIDBECHASY/ RIDBECHASY/ RR = 129,8 -3.5 RIDBECHASY/ RIDBECHA	LADSROKE GRP	GB	3,78	-0,78				
NCL HIDG  PATHE RM  FR = 232 - 2.17  CREENCORE GROUP GB 3,82 + 0.4  PENTIAND GRP  PERSIMMON PLC GB 2,88  FILLENC SIGNAR  FR = 30,04  SAS DANMARK AS DK 9,82 + 2,92  ERRING GRP CH 488,28 - 0,77  THE SWATCH GRP CH 488,28 - 0,77  THE SWATCH GRP CH 118,78 - 0,91  WILLIAM BARD GB 1,36 + 8,82  WILLIAM BARD GR AT 42,24 - 3,12  WWWW WILL UNITS GB 0,88 + 2,17  RASTRA  SE 17,51 - 0,95  UNICATE PLC GB 5,85 - 0.9  SAS DANGAR RM FR 41,96 - 1,29  ABB AB 8- SE 10,27 - 0.9  ABB AB 8- SE 10,27 - 0.9  ABB AB 8- SE 10,27 - 0.9  AUSTICATE PLC GB 5,85 - 2.9  SAS CHERING AG DE 1118 - 1,96  ALUSIOSE LON G CH 1016,59 + 0.9  ALUSIOSE CO CHESEREX CH 398,77 - 0.9  ALUSIOSE LON G CH 1016,59 + 0.9  ALUSIO CH 1016,59 + 0.9  ALUSIO CH 1016,59 + 0.9  ALUSIO CH 1016,59 +	MOULINEX/RM	FR •	9,64	+ 1,47				
PATHE RM FR 232 - 2.17 GREENCORE GROUP 68 3.52 + 0.4 HELENIC SUTTL GR 30,04 HELLENIC SUTTL GR 30,00 HELLENIC SUTTL GR 40,00 HELLEN	NÇL HEDG	МĐ	2,35	+0,50				
PENTIAND GRP GB 1,37 - 2.06  HEINEKEN NL 48,5 - 2,5  RANK GROUP GB 2,88  HELLENIC SUCAR GR 30,04  SAIR CROUP N CH 188,89 - 0,83  HELLENIC SUCAR GR 9,64  SAS DANMARK AS DK 9,82 + 2,92  KERRY GRP-A GB 11,29 - 10,1  THE SWATCH GRP CH 488,28 - 0,77  THE SWATCH GRP CH 118,78 - 0,91  MILLIAMS BARD GB 1,36 + 8,82  WILLIAMS BARD GB 1,36 + 8,82  WILSON BOWDEN GB 8,12 + 1,81  PARMALAT IT 1,32 - 0,7  WOLFORD AG AT 42,24 - 3,12  WOLFORD AG AT 42,24 - 3,12  WOLFORD AG AT 64,24 - 3,12  MOWNEW UIL NITTS GB 0,86 + 2,17  RASIO GRP V F1 - 8,55 - 2,2  RASIO GRP V F1 - 8,55 - 2,2  UNICATE PLC GB 5,85 - 0,3  UNICATE PLC GB 6,84 - 0,82  PLANCH UNICATE PLC GB 6,84 - 0,83	PATHE /RM	FR •	232	- 2,11				
PERSIMMON PLC GB 2,88 HELLENIC SOTTILL GR 30,04  SAIRGROUP GB 2,88 HELLENIC SUCAR GR 9,04  SAS DANIMARK A5 DK 9,82 ±2,92  HUHTAMABERI I VZ FI 9,48  HELLENIC SUCAR GR 9,04  HUHTAMABERI I VZ FI 9,48  HELLENIC SUCAR GR 9,04  HUHTAMABERI I VZ FI 9,48  HELLENIC SUCAR GR 9,04  HUHTAMABERI I VZ FI 9,48  HELLENIC SUCAR GR 9,04  HUHTAMABERI I VZ FI 9,48  HELLENIC SUCAR GR 9,04  HUHTAMABERI I VZ FI 9,48  HELLENIC SUCAR GR 9,04  HUHTAMABERI I VZ FI 9,48  HELLENIC SUCAR GR 9,04  HUHTAMABERI I VZ FI 9,48  HELLENIC SUCAR GR 9,04  HUHTAMABERI VI FE  HELLENIC SUCAR GR 9,04  HUHTAMAB	PENTLAND GRP	GĐ	1,37	-2,06				
RANK GROUP GB 2,88  SARCKROUP N CH 188,99 -0,83 HELLENIC SUCAR GR 34,99 -0,65 SARCKROUP N CH 188,76 -0,77 MCNTEDISON IT - 0,85  THE SWATCH GRP CH 118,76 -0,91 MCNTEDISON IT - 0,85  THE SWATCH GRP CH 118,76 -0,91 MCNTEDISON IT - 0,85  WILLIAM BAIRD GB 1,36 +8.82 PERNOD RICARD / FR - 54 -0.8 MCNTEDISON IT - 0,85  WILSON BOWDEN GB 1,2 +1,81 PARMALAT IT - 1,32 -0.7 MCNTEDISON IT - 0,85  WILSON BOWDEN GB 4,12 +1,81 PARMALAT IT - 1,32 -0.7 MCNTEDISON IT - 0,85  WILSON BOWDEN GB 4,2 + 7,81 PARMALAT IT - 1,32 -0.7 MCNTEDISON IT - 0,85 -14,1 PARMALAT IT - 1,32 -0.7 MCNTEDISON IT - 0,85  WILSON BOWDEN GB 4,2 + 7,81 PARMALAT IT - 1,32 -0.7 MCNTEDISON IT - 0,85 -14,1 PARMALAT IT - 0,85  WILSON BOWDEN GB 0,68 +2,17 PARMALAT IT - 0,85 -14,1 PARMALAT IT - 0,85  WILSON BOWDEN GB 0,68 +2,17 PARMALAT IT - 0,85  INDICENTIAL GRAPH CALL OF THE PARMALAT IT - 0,85  WILSON BOWDEN GB 0,88 +2,17 PARMALAT IT - 0,85  INDICENTEDISON IT - 0,85  WILSON BOWDEN GB 0,86 +2,17 PARMALAT IT - 0,85  UNICERTED W H 0,85  UNICERTED W H 0,85  UNICERTED W H 0,86  UNICERTED W H 0,86  UNICERTED W H 0,86  UNICERTED W H 0,85  BIENS DEQUIPEMENT  W H 0,85  UNICERTED W H 0,85  UNICERTED W H 0,85  UNICERTED W H 0,85  UNICERTED W H 0,85  BIENS DEQUIPEMENT  W H 0,85  BIEND DEQUIPEMENT  W H 0,85  BIEND DEQUIPEMENT  W H 0,85	PERSIMMON PLC	ĢΒ	2,98					-
SAR DANMARK AS DK 9,82 +2,92 SSE JAM FR 54,06 +0,28 SSE JAM FR 64,08 +1,69 SSE JAM FR 68,08 +0,89 SSE JAM FR 68,08	RANK GROUP	GB	2,88					
SAS DANIMARK AS DR 9,82 ±2,92  KERRY CRP-A GB 11,29 = 10,1  THE SWATCH GRP CH 488,28 = 0,77  THE SWATCH GRP CH 118,76 = 0,91  WILLIAM BAIRD GB 1,36 + 8,82  WILLIAM BAIRD GB 1,36 + 8,82  WILSON BOWDEN GB 8,12 ± 1,81  WOLFORD AG AT 42,24 - 3,12  WWWW UIL UNITS GB 0,68 ±2,17  WILLIAM BAIRD GB 1,36 + 8,82  UNICER REC PT = 20,86 = 2,17  UNICER REC PT = 20,56 = 2,17  UN	SAIRGROUP N	CH	186,89	- 0,83			-,-	
SEB AM FR \$4,06 + 0,28 MONTEDISON IT = 0,85 THE SWATCH GRP CH 118,78 -0,91 MONTEDISON IT = 1,32 -0,57 THE SWATCH GRP CH 118,78 -0,91 MONTEDISON IT = 1,32 -0,57 THE SWATCH GRP CH 118,78 -0,91 MONTEDISON IT = 1,32 -0,57 WILLIAM BAIRD GB 1,26 + 8,82 WILSON BOWDEN GB 8,12 + 1,81 WULFORD AG AT = 42,24 - 3,12 WINGON BOWDEN GB 0,68 + 2,17 THE SWATCH GYC P 148,75 -0,76  THE SWATCH GYC P 15,05 -2,17  THE SWATCH GYC P 15,05	sas danmark a/s	DK	9,82	+2,92				
THE SWATCH GRP CH 188,28 - 0,77  THE SWATCH GRP CH 118,78 - 0,91  WILLIAM BARD GB 1,26 + 8.82  WILLIAM BARD GB 8,12 + 1,81  WILLIAM BARD GB 8,12 + 1,81  WILLIAM BARD GB 8,12 + 1,81  RAISIO GRP K FI - 8,65 - 14,1  RAISIO GRP V FI - 8,65 - 14,1  RAISIO GRP V FI - 8,65 - 14,1  RAISIO GRP V FI - 8,65 - 2,1  RAISIO GRP V FI - 8,5 - 2,1  R	SEB /RM	FR •	54,06	+0,28				
THE SWATCH GRP CH 118,78 - 0.91  WILLIAM BAIRD GB 1,36 + 8.82  WILLIAM BAIRD GB 1,36 + 8.82  WILLIAM BAIRD GB 8,12 + 1,81  WOLFORD AG AT 42,24 - 3,12  WWWW UN UNITS GB 0,68 + 2,17  WWWW UN UNITS GB 0,68 + 2,17  WWWW UN UNITS GB 0,68 + 2,17  WILLIAM BAIRD GRP V FI - 8,56 - 12,7  WWWW UN UNITS GB 0,68 + 2,17  WILLIAM GCT P	THE SWATCH GRP	CH	486,28	-0,77				
WILLIAM BARD  WILSON BOWDEN  GB  1,2 +1,81  AL2 +3,12  PERNOD RICARD / FR - 54 - 0.8  WOLFORD AG  AT - 42,24 - 3,12  WWWW UILLIAMS GB  0,68 +2,17  TATE 8 LYLE  GB  0,88 +2,17  TATE 8 LYLE  GB  0,85 - 2,2  UNICER REG  UNIC	THE SWATCH GRP	CH	118,76	- 0,91				
WILSON BOWDEN GB 8,12 +1,81  WOLFORD AG AT 42,24 - 3,12  WOLFORD AG AT 42,24 - 3,12  WOLFORD AG AT 42,24 - 3,12  WOLFORD AG AT 5 42,24 - 3,12  WOLFORD AG AT 62,24 - 3,12  WOLFORD AG AT 7 42,24 - 3,12  WOLFORD AG AT 7 42,24 - 3,12  WOLFORD AG AT 8 42,24 - 3,12  WOLFORD AG AT 8 42,24 - 3,12  WOLFORD AG AT 8 5,25 - 2,12  WOLFORD AG AG 8,25 - 2,12  WOLFORD AG AG 8,25 - 2,12  WOLFORD AG 9,25	WILLIAM BAIRD	68	1,36	+ 6.62				
## WOLFORD AG	WILSON BOWDEN	GB	8,12	+ 1,81				
NAME	WOLFORD AG	r TA	42,24	-3,12				
TATE & LYLE   GS   6,35   -2.5	WWWW UK UNITS	GB	0,68	+2,17				
DHARMAGE	▶ DI E STOXX CCYC	?	148.75	- C.73				
UNICATE PLC   G8   5,85   -0.3   UNICATE PLC   G8   5,85   -0.3   UNICATE PLC   UNIC								
DHARMAGE								
ASTRA -A- SE 17,51 - 0.95  ASTRA -B- SE 17,46 - 0.96  ELAN CORP GB 86,56 + 7,60  CONON NORDISK B DK 164,90 + 1,69  NOWO NORDISK B DK 164,90 + 1,69  NOWO NORDISK B DK 164,90 + 1,69  ABB AB -B- SE 10,27 - 0.1  ORION B FI • 20,5 ABB ADEN CH 1693,82 - 1,6  RHOME POUL/RM FR • 41,95 - 1,29  ADECCO CHESEREX CH 398,77 - 0.2  ROCHE HOLDING CH 15782,24 - 0.39  ALSTOM FR • 22,6 - 2.2  ROCHE HOLDING C H 15782,44 - 0.39  ALSTOM FR • 22,6 - 2.3  SANOFI /RM FR • 163,4 + 0,82  SANOFI /RM FR • 163,4 + 0,82  SCHERING AG DE • 118 - 1,96  ATLAS COPCO -A- SE 21,57 - 1.3	(2) March 1882, 1987			2.0				
ASTRA -A.  ASTRA -B.  SE 17,46 -0.98  ELAN CORP  GB 88,58 +7,60  GLAXO WELLCOME  GC 28,03 -0.26  NOVARTIS N  GH 1588,85 -0.94  NOVO NORDISK B  DX 164,90 +1.69  ABB AB -B.  SE 10,27 -0.3  ABB AB -C.  SE 10,27 -0	PHARMACIE							
ASTRA -B- ELAN CORP GB 68.56 + 7.60  GB 28.03 - 0.26  NOVARTIS N GH 1588.85 - 0.94  NOVO NORDISK B 0K 164.90 + 1.69  ABB AB -B- SE 10.27 - 0.5  ORION B FI • 20.4 - 4.45  RHOME POUL/RM FR • 41.95 - 1.29  ROCHE HOLDING GH 15782.24 - 0.39  ALSTOM FR • 22.6 - 2.0  ROCHE HOLDING G H 15782.24 - 0.39  ALSTOM FR • 22.6 - 2.0  SANOFI /RM FR • 163.4 + 0.82  SANOFI /RM FR • 163.4 + 0.82  SCHERING AG DE • 118 - 1.96  ATLAS COPCO -A- SE 21.57 - 1.0	AETPA -A-	SF	17.51	-0.95				
ELAN CORP GB 88,56 +7,60 GLAXO WELLCOME G6 28,03 -0,26 NOVARTIS N CH 1588,85 -0,94 NOVARTIS N CH 1588,85 -0,94 NOVO NORDISK B DX 104,80 +1,69 ABB AB -8 SE 10,27 -0,9 ORION A FI * 20,5 ABB AB -8 SE 10,27 -1,1 ORION B FI * 20,4 -4,45 ABB ABDEN CH 1083,82 -1,2 RHOME POUL/RM FR * 41,95 -1,29 ADECCO CHESEREX CH 398,77 -0,2 ROCHE HOLDING CH 15782,24 -0,39 ALSTIOM FR * 22,6 -2,4 ROCHE HOLDING G CH 11010,06 -1,09 ALISHISSE LON G CH 1016,54 +0,5 SAMOFI /RM FR * 163,4 +0,82 ASSOC BR PORTS GS 4,14 -0,5 SCHERING AG DE * 118 -1,96 ATLAS COPCO -4 SE 21,57 -1,5					D) E STOXX F & B	V I'	225,99	- U.S
GLARO WELLCOME GE 28,03 - 0,26 NOVARTIS N GH 1588,85 - 0,34 AB AB -A SE 10,27 - 0,3 ORION A FI • 20,8 ABB AB -B SE 10,27 - 1,1 ORION B FI • 20,4 - 4,45 ABB AB -B SE 10,27 - 1,1 ORION B FI • 20,4 - 4,45 ABB AB -B SE 10,27 - 1,1 ORION B FI • 20,4 - 4,45 ABB AB -B SE 10,27 - 1,1 ORION B FI • 20,4 - 4,45 ABB AB -B SE 10,27 - 1,1 ORION B FI • 20,4 - 4,45 ABB AB -B SE 10,27 - 1,1 ORION B FI • 20,4 - 4,45 ABB AB -B SE 10,27 - 1,2 ORION B FI • 1,25 ABB ABDEN CH 10983,82 - 1,4 ORION B FI • 1,25 ABB ABDEN CH 10983,82 - 1,4 ORION B FI • 1,25 ABB ABDEN CH 10983,82 - 1,4 ORION B FI • 1,25 ABB ABB -B SE 10,27 - 1,2 ORION B FI • 1,27 ABB ABB -B SE 10,27 - 1,2 ORION B FI • 1,27 ABB ABB ABB -B SE 10,27 - 1,2 ORION B FI • 1,25 ABB ABB -B SE 10,27 - 1,2 ORION B FI • 1,25 ABB ABB -B SE 10,27 - 1,2 ORION B FI • 1,25 ABB ABB -B SE 10,27 - 1,2 ORION B FI • 1,27 ABB ABB ABB -B SE 10,27 - 1,2 ORION B FI • 1,27 ABB ABB ABB -B SE 10,27 - 1,2 ORION B FI • 1,27 ABB ABB ABB -B SE 10,27 - 1,2 ORION B FI • 1,27 ABB ABB ABB -B SE 10,27 - 1,2 ORION B FI • 1,27 ABB ABB ABB -B SE 10,27 - 1,2 O								
NOVARTIS N CH 1588,85 - 0,94 NOVO NORDISK B DK 164,90 + 1,69 AB8 AB -4 SE 10,27 - 0.3 ORION A FI * 20,8 AB8 AB -8 SE 10,27 - 1.3 ORION B FI * 20,4 - 4,45 AB8 BADEN CH 1083,82 - 1,4 RHONE POUL/RM FR * 41,95 - 1,29 ADECCO CHESEREX CH 398,77 - 0.3 ROCHE HOLDING CH 15782,24 - 0.39 ALSTOM FR * 22,6 - 2.3 ROCHE HOLDING G CH 11010,06 - 1,09 ALSIUSSE LON G CH 1016,94 + 0.3 SANOFI /RM FR * 163,4 + 0,82 ASSOC BR PORTS GS 4,14 - 0.3 SCHERING AG DE * 11\$ - 1,96 ATLAS COPCO -4 SE 21,87 - 1.3								
NOWO NORDISK 8 DK 164,80 + 1,69 A88 A8 -A SÉ 10,27 - 0,1 ORION A FI * 20,5 A86 A8 -B SE 10,27 - 1,1 ORION B FI * 20,4 - 4,45 A88 BADEN CH 1693,82 - 1,1 RHOME POUL/RM FR * 41,95 - 1,29 ADECCO CHESTEX CH 398,77 - 0,1 ROCHE HOLDING CH 15782,24 - 0,39 ALSTOM FR * 22,6 - 2,1 ROCHE HOLDING CH 15782,24 - 0,39 ALSTOM FR * 22,6 - 2,1 ROCHE HOLDING CH 11016,54 + 0,5 ANDGFI/RM FR * 163,4 + 0,82 ASSOC BR PORTS GS 4,14 - 0,5 SANGFI/RM FR * 163,4 + 0,82 ASSOC BR PORTS GS 4,14 - 0,5 SCHERING AG DE * 118 - 1,96 ATLAS COPCO -A SE 21,67 - 1,5					BIENS D'EQU	JIPEN	IENT	
ORION A FI * 20,5 ABB AB -B SE 10,27 - 1,1  ORION B FI * 20,4 - 4,45 ABB BADEN CH 1093,82 - 1,4  RHOME POUL/RM FR * 41,95 - 1,29 ADECCO CHESTEX CH 398,77 - 0,3  ROCHE HOLDING G CH 15782,24 - 0.39 ALSTOM FR * 22,6 - 2,1  ROCHE HOLDING G CH 11010,06 - 1,09 ALISHISSE LON G CH 1016,94 + 0,5  SANOFI /RM FR * 163,4 + 0,82 ASSOC BR PORTS GS 4,14 - 0,5  SCHERING AG DE * 11\$ - 1,96 ATLAS COPCO -A SE 21,67 - 1,7					400 A2 -	SE	10.27	-05
ORION B FI • 20,4 -4,45 ABB BADEN CH 1093,82 -1,4 RHONE POUL/RM FR • 41,95 -1,29 ADECCO CHESEREX CH 398,77 -0,4 ROCHE HOLDING CH 15782,24 -0,39 ALSTIOM FR • 22,6 -2,1 ROCHE HOLDING G CH 11010,06 -1,09 ALISHISES LON G CH 1018,94 +0,5 SANOFI /RM FR • 163,4 +0,82 ASSOC BR PORTS G9 4,14 -0,5 SCHERING AG DE • 11\$ -1,96 ATLAS COPCO -4- SE 21,87 -1,7								
RHOME POUL/RM FR • 41,95 - 1,29 ADECCO CHESTEX CH 398,77 - 0,200 ROCHE HOLDING CH 15782,24 - 0,39 ALSTOM FR • 22,6 - 2,1 ROCHE HOLDING C CH 1010,06 - 1,09 ALUSUISSE LON G CH 1016,94 + 0,00 SANOFI /RM FR • 163,4 + 0,82 ASSOC BR PORTS GS 4,14 - 0,5 SCHERING AG DE • 118 - 1,96 ATLAS COPCO -A- SE 21,87 - 1,00 ROCHER ROC								
ROCHE HOLDING CH 15782_24 = 0.39 ALSTOM FR = 22,6 = 2.1 ROCHE HOLDING G CH 11010,06 = 1.09 ALUSUISSE LON G CH 1018,54 + 0.1 SANGEL/RM FR = 163,4 + 0,82 ASSOC BR PORTS G9 4,14 = 0.1 SCHERING AG DE = 118 = 1.96 ATLAS COPCO -4 SE 21,67 = 1.1								
ROCHE HOLDING G CH 11010,06 - 1.09 ALUSUISSE LON G CH 1018,54 + 0.  SANOFI /RM FR + 163,4 + 0,82 ASSOC BR PORTS GS 4,14 - 0.  SCHERING AG DE + 118 - 1,96 ATLAS COPCO - SE 21,67 - 1.								
SANOFI IMM FR • 163,4 +0,82 ASSOC BR PORTS GS 4,14 -0.3 SCHERING AG DE • 11\$ -1,96 ATLAS COPCO -4- SE 21,87 -1.3								
SCHERING AG DE : 115 -1,96 ATLAS COPCO -A SE 21,87 -1,								
SCHERING NO. 114 1,00 A100 CO. 1	SANOFI /RM							
(Publicité)=	SCHERING AG	DE •	115	- 1,96	ATLAS COPCO -A-	34	21,67	- 1,7
				(Ри	hlicité)			

	08( PLACEN Vos questions	ENTS	OO 10	IERS	
	Å				
000	1			XA EXTMEN	
	ļ		······································	NAGER PARIS	<b>S</b>
	www.ax	investin	entmänadi	ers.fr	

*** * **				The second second			· ·	BEIERSDORF AG	DE *	65 · 53,3
								BIC /RM BRIT AMER TOBAC	GB	9,07
SMITHKLINE BEEC	GB		-1.44	ATLAS COPCO -B-	SE		- 1,54	CASINO GP/RM	FFI +	88
ENECA GROUP	<u> 68</u>		- 1,31	ATTICA ENTR SA	GR GR	7,56 10.58		CFR UNITS -A-	CH	1434,48
D) E STOXX PHAR	P	391.93	-0.90	BAA		,	+0,14	CPT MODERNES /R	FBT	510
				BBA GROUP PLC	QB	5,99	- 0,48	DELHAIZE	BE =	84,5
CNICDCIE				BERGESEN BONHEUR	40 NO	12,25 17,92	+ 0,47 + 0.65	ESSILOR INTL/R	FR +	339,5
ENERGIE					BE+	32.6	-0,61	ETS COLRUYI	BE -	708,5
KER MARITIME	NO	7,05	-1,61	COOKSON GROUP P	Gã	1,92		FYFFES	GB.	2,39
G	ĢΒ	5,08	- 1,40	DAMPSIGBS -4-	DK	5514,01	+ 3.80	GIB .	SE.	37,15
P AMOCO	G8	12,58	- 1,48	DAMPSKIBS -B-	DK	5848.50	- 2,33	COCDYS	GIR	. 27,27
urmah Castrol	G.B	10,85	-1,57	DAMSKIBS SVEND	DK	8089.29	-4	IMPERIAL TOBACC	GB	19,32 12.5
ESPA	ES+	33	- 1,55	DELTA PLC	68	1,65	- 3,39	KESKO OY -	FR-	12,5 583
LECTRAFINA	8E+	104,5	-2,34	DET SONDENFI NO	NO	7,23	-0,79	L'OREAL/RM	PT =	19.11
LF AQUITAINE /	FR •	97,4	-2,99 -2,19	ELECTROCOMPONEN	€B	5.88	+0.75	MODELO CONTINEN PAPASTRATOS CIG	GR	13.70
NI	11.	-,	- 2,18 + 0,84	EQUANT NV	DE .	72.5		PROMODES /RM	FR.	802
NTERPRISE OIL	G8 NO	3,49 5,78	+2,04	FINNLINES	Ħ۸	31,1	-2,81	RECKITT & COUMA	GB	12,47
OLSEN ENERGY ASMO	GB	1.66	- 0.86	FN	GB	2,45	- 1.74	SAFFWAY	. 68	4.21
CEAN RIG	NO	0,23	-0.98	FLS IND.B	DK	17,89	+ 0,76	SAINSBURY J. PL	GB	5,38
MV AG	AT.	76,49	-0.98	FLUGHAFEN WIEN	AT4	38,24	- 4,88	SBITA /RM	FR.	49,45
ETROFINA SA BR	BE.	417,8	-0,81	GION	G₽	12,63	+ 1,75	SMITH & NEPHEW	GB	2,83
ETROLEUM GEO-S	ND	11,79	+2	GLYNWED INTL PL	GB	2,66	- Q,54	STAGECOACH HLDG	68	3,98
RIMAGAŽ /RM	FR.	74	+1,88	HALKOR	GR	9,61		TABACALERA REG	ES a	20,82
ROSAFE	NO	5,78	- 3.85	HANSON PLC	G8	6,55	+ 2,03	TAMRO	FI +	3,9
EPSOL	£\$ +	47,9	-0,37	HAYS	G8	8,26	+ 4,20	TESCO PLC	ĢВ	2,62
DYAL DUTCH CO	ML =	39,35	-1,13	Heidelberger dr	DE-	51,6	+ 0,10	TNT POST GROEP	ML .	28,95
AGA PETROLEUM	NO	8,38	+ 2,84	HELLAS CAN SA P	GR	19,18	-	▶ D) E STOXX CNCY	P	466.56
AIPEM	17 +	3,34	+ 1,21	IFIL	17-	2,84	+1,03			
HELL TRANSP &	GB	4,88	-1,17	IMI PLC	<b>6</b> 8	3,62	-2,72	COMMERCE	DICT	DIDITI
MEDVIC -A-	NO	8,99		ISS INTL SERV-B	DK	60,92	- 1,09	COMMERCE		
OTAL /RM	FR -	95,8	- 1,44	KOEBENHAVN LUFT	DX	103,03	~··	ARCADIA GRP	G8	2,60
DJ E STOXX ENCY	P	227,51	- 1,55	KONTNEDITOAD	Nr.	10,75	-0,92	BOOTS CO PLC	68	12,49
				KONE B	Pr DE∗	100	- 1,82	CARREPOUR /RM	Æ.	582
SERVICES FI	Service	rene :	1 72 2	LAHMEYER	FR.	46,6 192	-0,21	CASTO DUBOIS /R	FR 4	195,5
SEKAICE2.FI	NANC	IEKS		LEGRAND /RM	NO.	192	-1,44 -5,26	CENTROS COMER P	ES.	20,9
I	G8	8,91	- 1,44	LEIF HORCH	DE .	502	-0,20	CONTINENTE	E\$ -	24,8
LMANI	BE-	71,1	-2,80	LINDE AG	DE:	244	- 3,21	DIXONS GROUP PL GENE AG	GB DE •	14,21 51,5
LPHA FINANCE	ĢR	43,09		MANNESMANN AG	DE+	109,3	- 1,53	GREAT LINIV STOR	GB .	9.97
MIVESCAP	GB	7,78	- 0,74	METALLGESELLSCH	DE 4	18,95	+2.11	CUILBERT ARM	FR.	117
AIL INVEST /RM	fR •	128,8	+ 1.12	METRA A	FI+	14.5	-3.40	HENNES & MAURIT	SE	67.38
PI-SGPS N	PT ·	31,67		MORGAN CRUCIBLE	GB	3.30	- 3,39	JERONIMO MARTIN	PT.	35.91
RITISH LAND CO	GB	7,25	- 0,60	NRC	GБ	2.05	-2.07	KARSTADT AG	DE *	345
APITAL SHOPPIN	GB	5,57	+ 1,35	NKT HOLDING	DK	74,64	+0.91	MINGFISHER	GB.	9,75
OBEPA	BE ·	66,1 122,3	-2,14	OCEAN GROUP	GB	11,45	-0.13	MARKS & SPENCER	GE	5.22
ORP FIN ALBA - OR /RM	FR.	35,83	+ 0.20	PENINS.OPJENT.5	GB	9.51	- 1,05	METRO	DE .	62,9
'S GROUP N	CH.	132.98	- 1.05	PREMIER FARNELL	G5	2,71	+2,19	NEXT PLC	GB	9,52
URAFRANCE /RM	FR:	499	- 1.38	PREUSSAG AG	DE -	455	-1,09	PINAULT PRINT!	FR -	150,1
ONCIERE LYONNA	FR •	128,2	- 1,38	RAILTRACK	GB	22,57		RINASCENTE	17 -	8,17
ORTIS AG	BE •		1,00	RANDSTAD HOLDIN	MT .	49,05	- 0,30	STOCKMANN A	Ħ•	19
SCINA/RM	FR +	103		RATIN -A-	DK	173,49	- 2.74	VÁLORA HLDG N	CH	202,51
IAMMERSON	GB	5,77	+ D,50	RATIN -8- ·	DK	180,89	-1,10	W.H SMITH GRP	GB	8,28
MM FRANCE /RM	ar.	71,96		RAUMA OY	F۱۰	11		WOLSELEY PLC	_G8	5,89
APITAL HOLDING	DK	44,38	-0.30	rentokil initia	GB	6,29	-0,45	▶ DJ E STOXX RETLI		333,49
AND SECURITIES	GB	11,45	+ 0.25	rexam	ĠΒ	2,50	+1,13			
JBERTY INT.HDG	GB	6,79	+ 0,86	REXEL /RM	FR •	71,1	+ 1,57	HAUTE TECH	NOLC	OGIE
AEDIOBANCA	17 -	8,32		RHI AG	AT >	22	- 2,22			
MEDICILANUM	17 -	5,74		RIETER HLDC N	CH	516,28	-0,60	ALCATEL/RM	FR -	95,06
REPC PLC	G8	6,41	+ 0.45	SANDVIK -A-	se Se	17,85 17,85	+0,63	ALTEC SA REG.	GR	29,76
RETROVACESA	£2•	23,12	- 8,34	SANDVIX -B-	CH	390.65	- 5.30	ASK PROXIMA	NO NL -	6,13 8.35
ATTIC-INTER -C-	NL-	MH -		SAURER ARBON N SCANIA AB -A-	SE	27,11	- 1.63	BAAN COMPANY BARCO	BE-	176.8
ARIBAS	FR +	84,7	- 2,48		SE	27,45	- 1,03	SOWTHORPE	GB .	5,12
ROMDENT FIN	GB	12,15	- 0.94	SCANIA AB -B-	CH SE	1369.46	+ 1,44	BRITISH AEROSPA	GB ·	6,47
NODAMCO NV	ML-	25,75	+0,97	SCHINDLER HOLD SCHINDLER HOLD	ᅄ	1406.34	+0.67	BRITISH BROTECH	GB	0,38
CHRODERS PLC	GB ear	16,38 59	- 0,61 - 0,84	SCHNEIDER, RM	FR -	1400x3= 54	+ 0,84	CAP CEMINI /RM	FR-	159,1
EFIMEG NÆM	F界 4			SEAT-PAGINE GIA	п.	1,11	- 1.77	COLOPLAST B	DK	101.54
IMCO N /RM	FR.	78,9 4,51	-2,24 +0,32	SEAT-PAGINE GIA SECURICOR	68	8,49	-0.17	DASSAULT SYST/	FR -	35.49
			TH .17	TO DESCRIBE	100	0.43	· W, 17	2/23/01/13/3/4		
	G8 .				6=		-1 97	FRICKUM A	\$E	24.4R
SLOUCH ESTATES SOPHIA /RM UNIBAIL /PM	FR •	37,74 109,9		SECURITAS -B- SGS GENEVA BR	SE CH	13,14 765,67	-1,27 +1,88	ERICSSON A. FINMECCANICA	SE IT 4	24,48

	EURO STOXX	siî.			sur un an		SBF 3 100F3
sur 5 jours	EURO STOAT				3342,58		
					Ass	Several Services	i s⇔a
S.L.	3685		$\Lambda$	_	JWY	7.50 (6.50)	ECCENTIA ECCENTIA 3342,68
288,265 87,15 13	3432		$I - \lambda$	A.	4.		1 3342,68
2887,115 287,115 57.3 9,32	373 J	V		L			17.01B 187.05.K 3342,68
285 285 58 279,32	375 SANS		**	74	<b>- - - - - - - - - -</b>		<b>美国强制</b>
	2925	٠,,-		h	<i>f</i>	<b>1</b> 3	
	2572			1			44 407 PM L 162
	2419				s FÉV.	m j	Û Î M
ĵîîm	10 FÉV.		12 A	DUT	3124		
		_			FRESENIUS MED C	DE -	54.2 -0,55
6,48 -2,04	SHANKS & MCEWAN	GB	3,33 68,5	+ 0.44 + 2,01	GAMBRO -A	SE	8,08 - 1,37
10,91 -1,80 4,83 +0,51	SIDEL/RM BTR SIEBE	FR - GB	3,23	- 6,51	CAMBRO -8-	ŞE Nl•	8,08 - 1.37 38,8 + 2,11
4,83 +0,31 233,53 - 1,23	SITA/RM	FR-	184,5	- 0,27	GETRONICS GN GREAT NORDIC	DK .	29,81 -1,48
	SKF -A-	SE	11,79 12,24	- 1.41 - 1,36	INSTRUMENTARIUM	FI-	32
ET BOISSON	SKF -5- SOPHUS BEREND -	SE DK	31,07	-0,86	INTRACOM N	GR .	48,67 61,6 - 1,42
	SOPHUS BERENDS	DK	29,32	-3,11	kon, Philips el Merkantildata	NO NL	10 - 0.57
6,81 -1,72 · 7,80 +8,97	STORK NY	NL -	18 525,66	- 1,64 + 2,56	MISTS	GB	8,39 -2,13
11,72 - 1,10	Sulzer Fratsal Svedala	SE	13,36	- 4,03	NERA ASA	NO	1,75 ~ 1,95 27,74 ~ 0,41
44,8 +0,34	SVENDBORG -A-	DK	7631,34	- 5,02	NETCOM ASA NORIA -A-	NO FI+	111,95 - 3.07
• 373 -0,53 • 48.5 -0,43	TAGROUP PLC	G9 NO	5,31 29,02	- 2.13 - 0,40	NOKIA -K-	FI =	111,5 -3.04
13,18 +1,33	TOMRA SYSTEMS ULSTEIN HOLDING	NÚ NÚ	19,71	+0,29	NYCOMED AMERSHA	GB	5,72 + 1,54 23.9 - 1,65
43,71 + 0,82 42,36 - 1,55	UNITOR	NO	7,51		OCE OLIVETTI	NL -	23,9 - 1,65 3,94 + 1,53
<b>42,3</b> 6 - 1.56 1 <b>05,57</b>	VA TECHNOLOGIE	AT 4	65,6 8,7	- 0,62 - 5,37	RACAL ELECT CON	88	5,60 -2,56
7,23 -0,95	VALMET ► DI E STOXX IND P	ri.	302.53	- 0.7C	RADIOMETER -B-	DK	43,04 3,78 -0.78
42,77 +0,63 236 +1,29					ROLLS ROYCE SAGEM	GB FR•	547 -2.08
16,74	ASSURANCE	5			SAP AG	BE -	<b>291 - 2.68</b>
9,26 -2,14	AGF /RM	FR+	53,4	- 1,02	SAP YZ	DE-	321 -2,43 10.56
19,93 • 129,8 -3,57	ALLEANZA ASS	fr.	8,4	+ 2,17	SEMA GROUP SIEMENS AG	GS •	10,66 29,6 -2,45
3,52 + 0,41	ALLIANZ AG	DE+	285 12.30	- 2,40 - 2,30	SIRTI	17+	4,94 - 1,98
48,6 -2,52	ALLIED ZURICH ASPIS PRONIA GE	GB GR	13,66	- 2,30	SMITHS IND PLC	G5	13,93 -0,10
30,04 9,54	AXA /RM	FRA	115,7	- 0,34	STIMICROFLEC SIC TANDSERG DATA A	FR - NO	80 - 2.44 8.49 - 0.33
9,04 34,99 - 0,03	CGU	GB	12,24 19,61	- 0,35 - 1,21	THOMSON CSF /RM	FR +	34 -2,86
11,29 - 10.14	CORP.MAPFRE REG ERGO VERSICHERU	ES.	124	-0,64	WILLIAM DEMANT	DK	36,49
• 0,85 1576,35 +0,56	ETHNIKI GEN INS	GR	37,14		ZODVAC IRM  DI E STOXN TECH	FR +	1 <b>69,9 + 0,06</b> 353,33 - 1,86
· 1,32 - 0,75	FONDIARIA ASS	17.	4,49 96,83	- 0,66	Poj s jiosac reen.		
- 54 -0,64	FORSIKRING CODA FORTIS AMEV NV	DK NL•	73,95	-1	SERVICES CO	HEC	TIFS
- 6,66 - 14,74 - 8,5 - 2,11	GENERALI ASS	17 -	33,6	- 0,44	And All the second of	G8	17,52 +0,63
6,01 - 1.89	GENERALI HLD VI	AT+	192 1,94	-3,68 -2,51	ANGLIAN WATER BRITISH ENERGY	G2	9,87 - 0,15
6,35 -2.44	IMA IRISH LIFE	IT + GB	8,38	- 0.52	CENTRICA	GБ	1,65 -0,87
• 20,56 -2,10 5,85 -0.98	LEGAL & GENERAL	.es	12,11	-0.12	EDISON	17 •	8,63 -2,82
• 62.4	MUENCH RUBCKVER	DE •	198	-3,18	ELECTRABEL ELECTRIC PORTUG	BE • Fi •	362,5 - 0.96 19,85 - 0.55
8,10 +1,08	NORWICH UNION POHJOLA GRP.B	'08. ?1+	6,54 47	+ 0,44	ENDESA	ES .	21,92 - 0,90
225,99 - 0.37	PRUDENTIAL CORP	<b>e</b> B	11,89	-4,64	EVN	AT ·	122,1 -1,77
	RAS	11.	9,43	+1,29	GAS NATURAL SDG HAFSLUND -A-	ES ·	86,1 +0.12 5,55
MENT	ROYAL SUN ALLIA SAMPO -A-	QB Fi÷	6,76 32	1.06 0,62	HAFSLUND -B-	NO	3,47
10.27 -0.54	SCHWEIZ RUECK N	CH	2012,63	- 1,23	IBERDROLA	ES .	14,55 - 1.22
10,27 - 1,08	SEGUROS MUNDIAL	PT -		- 1,21	ITALGAS	ſT∙ GB	4,74 - 2.07 6,99 + 0,21
1 <b>093,82 -</b> 1,41 398,77 <b>-</b> 0,31	SKANDIA FOERSAE	SE NO		- 1,19 + 0,62	national grid C National Power	GB	7,25 + 0,20
- 22,6 -2,59	STOREBRAND SWISS LIFE BR	CH	. 012,54		OESTERR ELEKTR	* TA	142,29 - 0,50
1016,94 + 0.12	TOPDANMARK AS	DK	178,87	- 0,65	POWERGEN	GB GE-	12,01 +1.34
4,14 - 0,35	TRYG-BALTICA	DΚ		-0,25 -2,64	RWE SCOT POWER	ΩB -	39,2 +0.57 8,81 -0,16
21,87 - 1,78	ZURICH ALLIED N  D) E STOXX INSU	ÇH		- 1,20	SEVERN TRENT	QS	13,78 - 9,31
					SUEZ LYON EAUX!	FR•	171,5 -0,23
	MEDIAS				SYDKRAFT -A- SYDKRAFT -C-	SE SE	24,81 + 0,45 18,19 - 0,31
	بالمستجري المراجعة	ĈP.	A 54	+9,71	THAMES WATER	GE	16,15
<b>e</b> -	B SKY B GROUP CANAL PLUS /RM	GB FR+		+ 0,85	TRACTEBEL	6E +	159,5 + 0,31
<b>3</b>	CARLTON COMMUNI	GB	8,88	- 3,15	UNION EL-FENOS	52 ·	14,62 - 0,55 11,85 + 1,99
<b>15.</b>	ELSEVIER	NL+	13	+0.78	UNITED UTILITIE VIAG	gs De•	479 -0,63
	HAVAS ADVERTISI INDEPENDENT NEW	FR+	150,1 2.38	- 1,90	VIVENDVRM	FR •	232,1 - 1,53
13.1	LAGARDERE SCA N	FR.		- 0,54	▶ D) E STOXX UTIL I		316,79 9.40

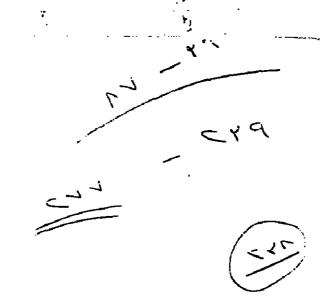
CANAL PLUS /RM	FR +	272,3	+ 0,85	I I I I I
CARLTON COMMUNI	ĠB	8,88	- 3,15	UNION EL-I
ELSEVIER	NL+	13	+0,78	UNITED UT
HAVAS ADVERTISI	FR+	150,1	- 1,90	VIAG
INDEPENDENT NEW	(表)	2,38	'ــــــ'	VIVENDVRM
LAGARDERE SCA N	FR •	36,8	-0,54	▶ D) E STO
MEDIASET	11.0	7,74		
PEARSON	ĢВ	18,07		
REED INTERNATIO	QB.		-1,12	
REUTERS GROUP	ĞВ	11,66	- 5,44	
SCHIBSTED	NO	11,78	- 3,32	
TFI	FR	155	- 1,90	
united NBMS & M	GB .		-1,82	
WOLTERS KLUWER	NL .	162,35	+0,59	
WPP GROUP .	GB .	6,60	+0,66	70.5 W.
▶ D) E STOXX MEDIA	, p	302,48	- 0.50	
DENG DE CO	NCO.	MARKET	ON:	10/02 12h!
BIENS DE CO	NZOI	HAIVIN	UN	-4
AHOLD	NL.	33,6	- 2,33	AMST
ASDA GROUP PLC	GB	2,20		
ATHENS MEDICAL	GR	22,14		AJRSPRAY N
AUSTRIA TABAK A	AT+	68.5	- 0.72	ANTONOV
BEIERSDORF AG	DE *	65	-1,22	C/TAC
BIC /RM	FR *	-53,3	- 1,57	CARDIO COS
BRIT AMER TOBAC	GB	9.07	+ 1.46	CSS
CASINO CP/RM	FR+	88	-2.92	HITT NV
CFR UNITS -A-	CH	1434.48	- 0.86	INNOCONC
CPT MODERNES /R	FB+	510	- 1.73	NEDGRAPHI
DELHAIZE	BE -	84.5	-0.41	POLYDOC
ESSILOR INTL/R	FR+	339.5	-2,02	PROLION H
ETS COLRUYT	BE-	708.5	- 0,21	RING ROSA
FYFFES .	GB	2.39	+3.12	RING ROSA
GIB .	SE.	37,15	- 0,54	UÇÇ HOLDIN
COCDYS	GR GR	. 27,27		
IMPERIAL TOBACC	GB	10.32	+0.28	DOM:
KESKO OY -	FI-	12.5	± 1.63	BRUXE
L'OREAL /RM	FR-	583	+0.17	ENVIPCO HL
MODELO CONTINEN	PT-		+0,31	FARDEM BE
PAPASTRATOS CIG	GR	13.70		INTERNOC H
PROMODES /RM	FR.	802	+ 2.38	INTL BRACH
RECKITT & COLMA	GB.		-1,26	LINK SOFTW
SAFEWAY	68	4,21		PAYTON PLA
SAINSBURY J. PL	GB		- 1,59	SYNERGIA
SEITA /RM	FR.		+0,92	
SMITH & NEPHEW	GE .		- 0.55	
STAGECOACH HLDG	68	2,00 3,96		FRANC
TABACALERA REG	ES +	20.82	- 0,81	
TAMRO	FI+	3,9	-1,02	1&1AG&0
TESCO PLC	GB	2,62	- I JOE	Abitron
TNT POST GROEP	Mr.	28,95	-1,70	AUGUSTA BI
INT POST GROOP		20 <sub>1</sub> 00	- 1,70	BB BIOTECH

510 - 1,73			
84,5 -0,41	POLYDOC	2	
339.5 -2.02	PROLION HOLDING	77,75	•
708,5 - 0,21	RING ROSA	9,75	•
2,39 +3,12	RING ROSA WT	1,75	•
37,15 -0,54	UCC HOLDING NV	14,75	
27,27			
19.32 + 0.28	BRUVELLEC	· (5.7)	j.
12,5 ± 1,63	BRUXELLES	Sec. 37. 61	
583 +0,17	ENVIPCO HLD CT	1,72	_
19,17. +0,31	FARDEM BELGIUM ABC	16	
13,70	INTERNOC HLD	4.9	
802 + 2.38	INTL BRACHYTHER B	11,5	
12.47 - 1.28	LINK SOFTWARE 8	8	
4,21 +4,30	PAYTON PLANAR	2,5	
5,38 - 1,59	SYNERGIA	8,5	
49.45 + 0.32		حبت	
2,83 - 0,55			
3,9g - 0,81	FRANCFORT		
20.82 - 0.81		والمتحدد المتحدد	
3,8 -1,02	1 & 1 AG & CO.KGAA	124	•
	AUTRON	218	•
2,62 28,95 -1,70	AUGUSTA BETEILIGUN	60	•
466.56 - 0.78	BB BIOTECH ZT-D	31,2	•
400.00 - 0.10	SB MEDTECH ZT-D	17,7	
	BERTRANDT AG	77,8	•
RIBUTION	BETA SYSTEMS SOFTW	22,5	•
	CE COMPUTER EQUIPM	150	
2,60 +0,58	CE CONSUMER ELECTR	248	٠
12,49 + 0,70	CENIT SYSTEMHAUS	234	•
582 + 0,17	DRILLISCH	180,05	•
195,5 1,76	FDEL MUSIC E 98	412,5	•
20,9 - 1,88	ELSA	61	•
24,8 - 0,62	EM.TV & MERCHANDA	798	•
14,21 -4,47	EUROMICRON	30,5	•
51,5	GRAPHISOFT NV	21,49	•
9,97 - 1,01	HOEFT & WESSEL	153	•
117 - 0,93 67,38 - 3,69	HUNZINGER INFOPMAT	124	•
	INFOMATEC	242	٠
35,91 -1,38 345 -1.43	INTERSHOP COMMUNIC	111	•
345 -1,43 9,75 +1,20	NINOWELT MEDIEN	206	•
5.22 - 0.28	LHS GROUP	41,5	•
	LINTEC COMPUTER	122	
62,9 - 5,70 9,52 + 0,46	LOESCH UMWELTSCHUT	11	•
150,1 -1,25	MENSCH UND MASCHIN	80	٠
8,17 - 10,22	MOBILCOM	355	•
19	MUEHL PRODUCT & SE	18	•
202,51 +0,93	MUEHLBAUER HOLDING	84	•
8,28 -0,52	PFEIFFER VACU TECH PLENUM	40,9	•
5,89 - 1,21	PSI	161	•
353.49 - 1,89	QIAGEN NV	79,5	٠
402	REFUGIUM HOLDING A	<b>57,5</b>	•
OCIE	SACHSENRING AUTO	30,6 17.5	•

	413	- 0,70
* CODES PAYS Z FR : France - DE : Allen IT : Italie - PY : Port	naone - ES :	Espagne
LU : Lovembourg - NL : Pi F1 : Finlande - BE : Bekgirpu	NE-Rac - AT	Autriche
CODES PAYS HOP		

AIRSPRAY NY	28,05	- 1,23
ANTONOV .	0,85	-3,41
C/TAC	17,45	- 0,29
CARDIO CONTROL	8,5	- 2,86
CSS	16,4	- 0,30
HITT NV	8,3	- 1,19
INNOCONCEPTS NV	18,4	- 7,02
NEDGRAPHICS HOLD	16.3	- 1,21
POLYDOC	2	
PROLION HOLDING	77,75	- 0.32
		-3.94
RING ROSA	9,75	
RING ROSA WT	1,75	- 7,89
UÇÇ HOLDING NV	14,75	- 1,67
	(A. 1.) 2 . r	\$200 C
BRUXELLES	10 St. 15	
ENVIPCO HLD CT	1,72	+ 7,50
FARDEM BELGIUM ABC	16	
INTERNOC HLD	4,9	
INTL BRACHYTHER B	11,5	- 3,36
LINK SOFTWARE B	8	+ 0,13
	-	
PAYTON PLANAR	2,5	-1,95
SYNERGIA	8,5	- 5,56
FRANCFORT		500 400 580
PRIANCEON		6. <b>\$</b> 25.
1 & 1 AG & CO.KGAA	124	-4,62
Abitron	218	
		- 2,24
AUGUSTA BETEILIGUN	60	- 8,25
BB BIOTECH ZT-D	31,2	+ 0,16
BB MEDTECH ZT-D	17,7	
Bertrandt ag	77,8	- 2,75
BETA SYSTEMS SOFTW	22.5	- 5,46
CE COMPUTER EQUIPM	150	- 6.83
CE CONSUMER ELECTR	248	+ 2.06
CENIT SYSTEMHAUS		
	234	- 0.43
DRILLISCH	180,05	~ 0.52
FDEL MUSIC E 98	412,5	- 1,79
ELSA	61	- 2,40
EMLTV & MERCHANDA	798	- 2,33
EUROMICRON	30,5	-9,76
GRAPHISOFT NV	21,49	- 3.63
HOEFT & WESSEL	153	- 1,29
HUNZINGER INFOPMAT	124	- 8,15
INFOMATEC		
	242	- 1,63
INTERSHOP COMMUNIC	111	- 5,93
NINOWELT MEDIEN	208	- 2,83
LHS GROUP	41,5	- 0,60
LINTEC COMPUTER	122	
LOESCH UMWELTSCHUT	11	- 0,90
MENSCH UND MASCHIN	80	-2,44
MOBILCOM	355	-3,03
MUEHL PRODUCT & SE		
MUEHLBAUER HOLDING	18	- 2,70
	84	- 0, <del>99</del>
PFEIFFER VACU TECH	40,9	- 2.62
PLENUM	161	- 3,01
PSI	79,5	- 0,63
QIAGEN NV		-2.17
	57,5	-2.11
REFUGIUM HOLDING A	57,5 30,6	- 4.67
SACHSENRING AUTO	30,6	
SACHSENRING AUTO	30,6 17,5	- 4.67
	30,6	

SACHSENRING AUTO SALTUS TECHNOLOGY SCM MICROSYSTEMS SER SYSTEME	17,5 39 -2,5 70,5 -1,5 373 -6,6	95	<i>:</i>	
IT : Italie - PΥ :	Allemagne - E5 : Espas Portugal - IR ; Irlan	ıde	-	
CODES PAYS H	· Pave_Rac . AT - Auto	d <del>ie</del> 80 ark	:_	
		•		
·····	,	غ دستان	•	



新の語の大学を表面のなから、日本のでは、日 der ante sin la su sin la su والمرورة فيات فتداخ

rana Alaksa ka

The second secon

Jage said Page 1

1.0

**数**次。 2007年

\*\*

The second secon

100 30

44

1,00

206.72

454

46,77

OBIG. TIES CATEGORIES.... NORD SUD DEVELOP. D..... 413,88 370,70

11.11.2

- F

-----

----

-

/3

• LE MONDE / JEUDI 11 FÉVRIER 1999 / 19

Commission of the 11.1 人名第二安全·安 " ham will some Andrews Service Service Services a i a a 🛊 jiyada bariya The second second agas <del>kalenda saj gaja</del> CHAIR HEAT · 1000 · 光层设施

The same of the same

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

22 - C Car 1 🏨

- A 1 PM

: - : · •

 $(\psi_1,\psi_2) \in \mathbb{N}_{\mathbb{N}} (\frac{1}{2}, \frac{1}{2}, \frac{1$ 

ar and 🙀 🚜 💅 and the second second second

1. Aug 17. 17. 17. 18. the second second San Service

the Report Francisco NO BETTE AND LESS TO

nome vis-à-vis du GPS américain. Commission de Bruxelles devait

rendre publique une communication

préconisant la création par l'Europe

d'un système mondial de navigation

par satellites qui la rendra auto-

## L'Europe veut briser le monopole américain des satellites de navigation

**AUJOURD'HUI** 

cations du GPS atteindrait 40 mil-

liards d'euros (262 milliards de

francs) vers 2005. En Europe, les

Créé en 1973 par les Etats-Unis pour leurs besoins militaires, le système GPS est devenu indispensable à de nombreuses activités civiles. La Commission de Bruxelles lance son propre projet, Galileo, pour rendre aux Européens le contrôle de ce secteur stratégique et très lucratif

DÉPENDRE du système de na- où sur la surface du globe tervigation par satellites des États-Unis n'est plus supportable pour l'Europe. Le nombre d'applications du GPS (Global Positionning System) augmente si vite que cette absence d'autonomie promet de devenir stratégiquement intenable dans les années à venir. Tel est le diagnostic de la Commission europeenne (CE) après une étude lancée le 17 mars 1998 à la demande du conseil des ministres de l'Union européenne (UE). Mercredi 10 février, la CE devait rendre ses conclusions à ce sujet. Sa communication rejette sans équivoque l'+ option zero +, c'est-àdire la décision de ne rien faire et de continuer à utiliser la constellation américaine de satellites. Elle pose les bases de la création par l'Europe d'un système mondial de navigation par satellites (GNSS, suivant le version anglaise de

tème de positionnement par satel-

lites GPS a envahi la vie civile. ● TÉ-

LÉPHONES MOBILES et réseaux de

Créé par les Etats-Unis à la fin des années 70 pour leurs besoins militaires, le GPS permet de mesurer, à tout moment et n'importe

### Vers une coopération

avec la Russie Avec sa constellation Glonass, la Russie dispose d'un système très comparable à celui des Américains. Néanmoins, les difficultés économiques du pays ne semblent pas lui permettre de continuer à faire cavalier seul comme les Etats-Unis. La constellation Glonass donne quelques signes de faiblesse, nrovoqués par un manque d'entretien au cours des dernières années. Le 30 décembre 1998. une fusée Proton a néanmoins lancé trois nouveaux satellites blement, l'intention de poursuivre l'exploitation de son système. Les négociations engagées avec la Commission européenne, en mai 1998, pourraient

aboutir à un développement commun de Galileo. A terme, le réseau Glonass pourrait être intégré au système européen. La Commission souligne le gain de temps de conception qu'apporteraient le savoir-faire et l'expérience russes en matière de constellation de satellites de navigation.

cela nous paraît nécessaire en

raison des motivations poli-

En dessous, il faut une organi-

sation de type projet, qui

tienne compte de la spécificité

de Galileo. La constellation de

satellites qui la compose n'est,

en effet, qu'un outil, une infras-

tructure qui sert de support à la

création et à la fourniture de

services. Outre son caractère

stratégique, il faut donc tenir

compte de cette finalité

commerciale bien particulière.

D'où la nécessité d'une organi-

sation ad hoc, originale, speci-

fique, pour en assurer la maî-

2 Quel rôle pensez-vous que doit jouer l'Agence spatiale

trise d'œuvre et la gestion.

européenne (ESA) ?

Russes et les Américains.

TROIS QUESTIONS A... JOËL BARRE 4 Vous êtes directeur des programmes et des affaires industrielles du Centre national d'études spatiales (CNES). Quel type d'organisation doit, selon vous, prendre en charge le proiet Galileo? Je pense, tout d'abord, que l'Union européenne et la Commission doivent conserver le pilotage du projet. En effet, toute sa riqueur. Si c'était le cas,

tiques qui sont à l'origine du 3 En tant qu'agence spatiale nationale, comment le CNES programme. Il faut, par exemple, mener des négociations internationales avec les

cela introduirait des anomalies

dans le rapport coût/efficacité.

Nous avons déjà investi de manière significative dans la nadans ce programme dépasse les maine. Nous y servons d'aiguil-

gnificatif dans Galileo. Mais l'Agence allemande souhalterait également diriger la partie industrielle du projet. Les italiens sont intéressés par le rôle d'opérateur du système. Il faut donc concilier tout cela, ce

> Propos recueillis par Michel Alberganti

restre, les coordonnées en trois dimensions (latitude, longitude et altitude) du porteur d'un appareil de réception et de traitement des signaux émis par des satellites en orbite à 20 000 kilomètres de la Terre. Les civils y ont accès depuis 1990. Le récepteur commercial le plus rudimentaire coûte environ 1 000 francs (152 euros), les modèles les plus sophistiqués pou-

SCIENCES Jadis réservé à télécommunications modernes les utilisations se multiplient à l'infil'usage militaire de l'US Navy, le sys-

hicules, des voillers ou des ani-maux ; surveillance sismologique, gestion des exploitations agricoles :

vant dépasser les 200 000 francs (30 500 euros). En captant les signaux provenant de quatre des vingt-quatre satellites du réseau GPS, ces appareils fournissent une localisation avec deux niveaux de précision. Le plus fin, réservé aux militaires, grace à un cryptage des signaux, atteint officiellement environ 20 mètres en horizontal et 30 mètres en vertical (certains évoquent une précision inférieure au mètre). Pour les civils, ces valeurs passent respectivement à 100 et 150 mètres : elles sont volontairement dégradées par les autorités américaines afin d'éviter l'exploitation de ces données à des fins militaires ou terroristes non

contrôlées... Ou'un tel système soit contrôlé par l'administration - qui plus est militaire - d'une tierce nation pose, selon la Commission, « de sérieux problèmes, à la fois de souveraineté et de sécurité ». La CE note, par ailleurs, que le GPS actuel « ne répond pas entièrement aux besoins civils en matière de performances ». Ses recommandations visent à affranchir l'Europe des «risques de modifications du service et d'une éventuelle augmentation excessive du prix à payer pour l'utiliser ». La création d'un GNSS propre mettrait, en outre, les industriels européens en position favorable pour s'imposer sur de la navigation par satellites - marché qui promet d'exploser

aux environs de 2005. La CE propose donc de créer une constellation qui pourrait entrer en service en 2008 et qu'elle baptise Galileo (le même nom qu'une sonde américaine en orbite autour de lupiter depuis 1995 I). Le conseil des ministres des transports de l'Union européenne (UE) se réunira en juin pour statuer sur cette proposition et, s'il l'entérine, clarifier certains

points essentiels. Suivant l'option L'Agence n'a pas, jusqu'à présent, réalisé de systèmes à finalité opérationnelle. Elle a traité des missions de type scientifique ou d'infrastructure, comme la station spatiale internationale. Avec Galileo, il va lui falloir aménager ses règles de fonctionnement. Ainsi, le principe de retour géographique, qui prévoit la restitution de l'argent investi par les pays sous la forme de contrats industriels, ne peut pas être appliqué dans

pourrait-il intervenis? vigation par satellite dans le cadre d'Egnos. La part française 30 %. D'où une expérience considérable acquise en ce dolon vis-à-vis de l'Europe. Nous devrions donc jouer un rôle si-

qui n'est pas évident...

## CONSTRUCTEUR 4 SATELLITES PAR PLAN 20 200 KIM D'ALTITUDE 55° D'INCLINAISON PRIENTATION ESCALADE ET PANDONNÉ

24 horloges atomiques autour de la Terre

Le système GPS (Global positionning system) fournit la position en trois dimensions (latitude, longitude, altitude) du porteur d'un récepteur. Ce dernier capte les signaux émis à partir des hortoges atomiques embarquées à bord de chacun des 24 satellites de la constellation. Avec les données provenent de trois satellites différents, l'utilisateur pourrait se localiser... si l'horloge de son recepteur était aussi précise que celle des satellites. Meis l'appareil coûterait alors une fortune. Pour corriger le décalage d'horloge du récepteur, le recours à un quatrième satellite est nécessaire.

choisie, Galileo pourra compter de 21 à 36 satellites en orbite moyenne, associés à 3 ou 9 satellites géostationnaires, et coûtera entre 1,6 et 2,2 milliards d'euros

(10,5 à 14,5 milliards de francs). Galileo prendrait le relais d'Egnos (European Geostationary Overlay Service), le projet mené par l'Agence spatiale européenne (ESA), dont le contrat de réalisation a été signé en octobre 1998 et qui démarre aujourd'hui. « Nous disposons d'une enveloppe de 200 millions d'euros (1,3 milliard de francs] pour une mise en service prévue pour 2001 ou 2002 », précise Alain Pinglier, coordinateur des programmes de télécommuni-

cations de l'ESA.

satellites géostationnaires et des stations au sol, qui fonctionneront en complément du GPS américain. Il s'agit essentiellement d'améliorer la précision offerte aux utilisateurs civils par le système américain, afin de la rendre compatible avec les importants besoins de l'aviation, qui compte l'utiliser comme système d'assistance dans les aéroports dépourvus du système d'atterrissage tout temps. «L'utilisation d'Egnos et du signal GPS dégradé associé à quelques dizaines de stations terrestres en Europe permettra de passer d'une précision de 100 mètres à moins de 10 mètres, ce qui est suffisant pour la localisation en vol », indique Alain Pinglier. « Le recours à des stations

l'ordre du mètre. » Si Egnos répond rapidement aux besoins de l'aviation civile et

ventes de matériels associés compteraient pour 838 millions d'euros (5,5 milliards de francs) en

2004. • MERCREDI 10 FÉVRIER, la

d'atteindre l'objectif, qui est de

privée, il ne résout pas le problème de la dépendance vis-à-vis des Etats-Unis. Aujourd'hui, deux systèmes de ce type sont en service : le GPS américain et le Glonass russe. Chacun comporte 24 satellites opérationnels. Les Etats-Unis préparent déjà une nouvelle génération de leur système pour les dix prochaines années. Avec, pour objectif, le développement d'applications non militaires. Le 25 janvier, le viceprésident Al Gore a annoncé l'allocation de 400 millions de dollars (349 millions d'euros) pour finan-

tisfaire seule à ses besoins.

il n'est pas question de se priver d'une exploitation exclusive de leur constellation

Pour les Américains,

quence civíle sur les satellites GPS qui seront lancés à partir de 2003,

et d'une seconde sur ceux qui se-

De quoi améliorer la précision

de positionnement pour des

usages critiques tels que la sauve-

garde de vies humaines et... la na-

ront mis en orbite après 2005.

vigation aérienne civile.

Une telle convergence pourraitelle conduire à une coopération entre les Etats-Unis et l'Europe afin de bâtir un GPS commun? La CE a, bien entendu, exploré cette voie qui permettrait de réduire la facture des pays membres. Mais, pour les Américains, il n'est pas question de se priver d'une exploitation exclusive de leur constellation. Une position qui souligne que, malgré son évolution civile, le GPS demeure une arme militaire

stratégique outre-Atlantique. Le seul point d'accord concerne l'interopérabilité. Le GPS américain et le Galileo européen seront compatibles. Cela permettra aux utilisateurs de bénéficier de la somme des satellites des deux constellations, d'où une amélioration sensible des performances. Mais, en cas de crise conduisant à la dégradation accentuée du service GPS par les Etats-Unis, l'Europe disposera d'un outil assez performant pour continuer à sa-

Michel Alberganti

## Une avalanche d'applications qui se développent tous azimuts

IMAGINÉ au départ pour guider les bâtiments de l'US Navy et améliorer la précision des systèmes d'armes, le programme GPS a été lancé en décembre 1973. Les premiers satellites Navstar sont utilisés par l'armée américaine à partir de 1978. Le 26 avril 1980, le premier satellite GPS équipé d'un détecteur d'explosion nucléaire est lancé. Mais, à la suite de nombreux avatars de financement, la constellation ne compte que 11 satellites en 1985 au lieu des 24 pré-

Son destin commence à basculer le 16 septembre 1983. lorsque, à la suite de la destruction par l'armée soviétique du voi 007 de la Korean Air, le président Reagan promet de rendre le GPS disponible gratuitement pour les applications civiles. Dès 1987, le ministère américain de la défense (DoD) commence à passer le relais au ministère des transports (DoT), qui charge, en février 1989, les gardes-côtes (coast guards) de prendre la responsabilité des applications civiles de la constellation. Cette même année, commence le lancement des 28 satellites de la seconde phase du programme GPS. Et, le 25 mars 1990, le DoD active le signal dégradé (SA), qui va permettre de

constellation.

EN TEMPS RÉEL Aussitöt, les entreprises qui fabriquent des récepteurs GPS, comme Trimble et Magellan, percoivent l'ampleur du potentiel des applications non militaires. Paradoxalement, c'est la guerre du Golfe qui va donner une forte impulsion au marché civil. Le GPS démontre en effet ses aptitudes pendant l'opération « Tempéte du désert », où il aide les soldats à se diriger dans un environnement désertique ou bien les artilleurs et les

concilier les applications militaires

et civiles à partir d'une même

bombardiers à ajuster leur cible. améliorer le repérage des naviga-Le nombre d'utilisateurs ne cesse de croître. Peu à peu, tout ce qui se déplace à la surface du globe devient un client potentiel du système de localisation par satellite.

Les agriculteurs l'utilisent pour optimiser l'épandage d'engrais dans leurs champs dès 1995. La

même année, il suit en temps réel

teurs, qui font partie des tout premiers utilisateurs. Chaque

concurrent du Vendée Globe en est doté (Le Monde du 10 janvier 1997). Et les cartographes ne peuvent s'en passer pour mettre la France sur disquettes informatiques, ni les chercheurs pour étudier les déplacements des génisses

#### La réticence des industriels

La Commission européenne prône un partenariat entre le public et le privé pour le financement de Gallleo. Cet appel du pied appuyé ne semble pas rencontrer un écho favorable auprès des entreprises concernées. Alcatel ou Matra, pourtant candidats à la fabrication des satellites, soulignent que le service que fournira Galileo est déià offert gratuitement par le GPS américain et que les revenus ne sont donc pas garantis. Alcatel préconise de différencier les niveaux des services offerts par Galileo afin de ménager des utilisations

payantes. D'une façon générale, les industriels préféreraient se concentrer sur le financement des applications dont la rentabilité est assurée. ils invoquent des considérations éthiques pour justifier leur réticence à investir dans la constellation elle-même, se demandant si l'argent privé peut financer « un système impliqué dans la sécurité civile et militaire ». Pourtant, c'est bien grâce aux satellites que le secteur privé pourra déployer les rentables infrastructures terrestres des futures applications de la navigation par satellite. La négociation ne fait que commencer...

les bus parisiens tout au long du parcours de leur ligne. Les archéologues l'utilisent pour explorer les ruines antiques. Bien que réservés aux modèles haut de gamme, les systèmes de navigation s'intègrent dans les automobiles pour localiser le véhicule sur les cartes routières enregistrées sur CD-ROM (Le Monde du 25 janvier 1996). Les trains pendulaires anticipent, grâce à lui, l'approche d'une courbe de la voie. En Californie, le GPS participe à la surveillance sismologique. A Paris, il localise les taxis et permet de détecter les embouteillages (Le Monde du 11 dé-

cembre 1996). Le système s'associe aux balises en Auvergne (Le Monde du 21 octobre 1997). Désormais, une gestion efficace des flottes de poids lourds ne se conçoit plus sans GPS (Le Monde du 20 novembre 1997).

La liste des applications possibles semble donc infinie. Jusqu'à Internet qui n'échappe pas à la constellation. Trimble cite ainsi une analyse du Rand Critical Technologies Institute estimant que l'exploitation du GPS par les réseaux de communications complexes et à grande couverture pourrait devenir l'un de ses débouchés majeurs. Dans ce cas, les satellites ne sont plus utilisés comme outils de localisation mais en tant qu'horloge mondiale. De franco-américaines Argos pour fait, le principe même de fonction

ment pour les réseaux de téléphonie sans fil ou de messagerie, déjà clients du GPS. MARCHÉS GÉNÉRÉS Une telle avalanche d'utilisations aussi diverses explique les résultats de l'étude financée par l'Agence spatiale européenne (ESA). Cette dernière estime le marché mondial engendré par les applications des constellations de satellites de navigation à 40 mil-liards d'euros (262 milliards de

nement de la constellation GPS en

fait le meilleur système existant

pour la distribution d'une infor-

mation temporelle précise en

n'importe quel point du globe.

Une caractéristique précieuse

pour le contrôle de l'intégrité des

informations qui voyagent en

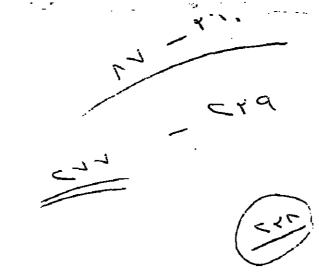
temps réel sur la Toile, mais égale-

francs) vers 2005. Le marché européen du matériel est estimé par l'institut Frost and Sullivan à 228.7 millions de dollars (200 millions d'euros, 1,3 milliard de francs) en 1997. Il devrait atteindre 960 millions de dollars (838 millions d'euros, 5,5 milliards de francs) en 2004. Le seul marché européen du matériel et des services de positionnement par satellites, cumulé sur la période 1998-2007, est estimé à 39 milliards

d'euros (256 milliards de francs). Ces montants sont à mettre en rapport avec les 2 milliards d'euros (13 milliards de francs) prévus pour financer le projet Galileo. Le coût de l'entretien de la constellation ne devrait pas dépasser les 205 millions d'euros (1,35 milliard

de francs) par an. Des sommes qui semblent tout à fait raisonnables en comparaison des marchés générés. De quoi rassurer les industriels, qui craignent de ne pouvoir rentabiliser leur éventuel investissement dans la constellation.

M. Al.



**>>** 

'ou-

ente

יםט-

utés

1045

ries

e. »

ė la

it à

ient

ette

ent

10-

: le

qu.

114

Marin Barre The second secon The state of the s The state of the s

The state of the s The state of the s BEATH WE SEE 

Sur Minitel 3615 LEMONDE (2,23 F/mn)

₹

Sur Internet www.lemonde.fr

118 grandes écoles en fiches sur le site Internet du Monde

Noisy-le-Sec veut porter la parole de la banlieue au Stade de France Après le retrait de Bernard Tapie, Jacques Séguéla a repris le projet ambitieux de ce club du championnat National, qui espère obtenir son accession en division 2 et devenir « club résident » à Saint-Denis une importante activité sociale à destination des jeunes. C'est ce double volet que Jamel

Après les échecs de Saint-Denis-Saint-Leu et du Red Star, l'Olympique de Noisy-le-Sec a fillions d'euros), deux conditions exigées mains du publicitaire Jacques Séguéla. Le mains du publicitaire Jacques Séguéla. Le mains du publicitaire de description de descri l'ambition de devenir le club résident du Stade de France. Actuellement en National, l'équipe doit accéder en division 2 et réunir

de l'Etat en bu-

grands patrons.

Ces dernières

ment sous le

Sandjak est allé

lamel

semaines.

porte-docu-

reaux

bras.

à la rencontre de personnalités

aussi diverses que le ministre de la

ville, Claude Bartolone, le PDG

d'Adidas, Robert Louis-Dreyfus, le

médiateur de la République, Ber-

nard Stasi, ou encore le président

du tribunal pour enfants de Bobi-

gny (Seine-Saint-Denis), Jean-

Aidé dans un premier temps par

Bernard Tapie, puis aujourd'hui

par le publicitaire Jacques Séguéla,

Jamel Sandjak attend maintenant

d'obtenir un entretien avec Marie-

George Buffet, la ministre de la

jeunesse et des sports, afin de lui

faire part de son « grand » projet :

installer son club, l'Olympique de

Noisy-le-Sec Banlieue 93, au Stade

Marie-George Buffet, qui a tou-

jours insisté pour que le futur club

résident soit « autre chose »

qu'une simple équipe de stars du

ballon rond, ne devrait pas être

déçue par le document que Jamel

Sandjak veut lui remettre. Plu-

sieurs chapitres sont consacrés à

l'insertion par le sport, à la forma-

tion pour tous, à la prévention via

le football... Autant de sujets qui

sont chers à la ministre, laquelle

n'ignore rien du travail effectué,

dans cette direction, par l'Olym-

TROIS QUESTIONS À...

JACQUES SÉGUÉLA

de dix ans.

JAMEL SANDJAK est un direc-

teur de club de football très oc-

cupé. La lecture de son agenda en

témoigne : l'homme vole d'un ren-

dez-vous à l'autre, de hauts lieux

FOOTBALL

Pietre Rosenczveig.

par le ministère de la jeunesse et des sports. Une dizaine d'entreprises se disent intéressées par le projet. Un moment dirigé par Ber-

Le club de la Seine-Saint-Denis

est un cas atypique sur la carte du

football français puisqu'il combine

une équipe de haut niveau à une

importante activité sociale à desti-

nation des jeunes. C'est ce double

volet que Jamel Sandjak et ses cinq

frères, tous au club, veulent au-

jourd'hui transférer dans l'écrin

Il leur faut pour cela de l'argent

et un brin de réussite sportive.

Avec 3,5 millions de francs

(534 000 €), l'Olympique de Noisy-

le-Sec est le plus petit budget du

championnat National, l'ancienne

Pour obtenir le droit de résider

au Stade de France (dans sa confi-

guration réduite à 25 000 places),

le ministère exige plusieurs condi-

tions, parmi lesquelles un budget

minimum de 40 millions de francs

(plus de 6 millions d'euros) et une

place en division 2. Actuellement

classé 5°, mais virtuellement 3°

grâce à une victoire « sur tapis

vert » qui devrait prochainement

hii revenir, Noisy-le-Sec est tou-

jours en course pour l'accession en

division 2. La saison est loin ce-

pendant d'être terminée, quinze

journées de championnat restent à

L'origine du projet, dans sa

phase actuelle, remonte à sep-

tembre 1998. Jamel Sandjak

évoque le sujet avec Bernard Ta-

pie. Spontanément, ce dernier

promet de lui donner « un petit

coup de main ». Les deux hommes

se connaissent bien et s'appré-

cient: aujourd'hui membre du

Parti des radicaux de gauche

disputer.

CONFIGURATION RÉDUITE

inoccupé du Stade de France.

mains du publicitaire Jacques Séguéla. Le dub de la Seine-Saint-Denis est un cas atypique sur la carte du football français puisqu'il combine une équipe de haut niveau à pique de Noisy-le-Sec depuis plus

(PRG), Jamel Sandjak a failli figurer sur la liste Energie Radicale de Bernard Taple pour les élections européennes de 1994. L'ancien président de l'OM « active » alors son carnet d'adresses. Une dizaine d'entreprises se disent intéressées par le projet et n'ex-

ciuent pas de s'engager financière-ment aux côtés de Noisy-le-Sec si

(152 000 €). «Cet argent va nous permettre de terminer le championnat dans de meilleures conditions. Nous pourtons prendre l'avion un peu plus souvent, plutôt que le car ou les voitures personnelles. Des primes de match plus importantes seront versées, ce qui devrait motiver les joueurs », indique Jamel

### Red Star-Saint-Etienne à Saint-Denis ?

Toujours candidat à l'occupation du Stade de France, le Red Star va prochainement avoir l'occasion de « tester » l'équipement dans sa configuration réduite. Actuellement 18° au classement de division 2, c'est-à-dire dans une position de relégable, le club de la banlieue nord a l'intention d'accuellir l'AS Saint-Etienne au Stade de France le 10 mars pour le compte de la 29° journée. Le Red Star et le consortium qui a la gestion de l'enceinte devraient trouver un accord jeudi 11 février. Les instigateurs du projet comptent sur la popularité toujours vivace des Verts, et sur ses nombreux supporteurs

à Paris, pour remplir les gradins. Par ailleurs, le stade Charléty, dans le 13° arrondissement de Paris, va être prochainement mis aux normes de la division 2, la ville de Paris ayant voté une subvention de 3 millions de francs (457 000 €) pour effectuer des travaux de sectorisation des tribunes. S'il monte en division 2, le Paris Football Club, actuel 8 du championnat de National, en deviendrait le club résident.

le club accède en division 2. On trouve là, notamment, Adidas (l'ancienne société de Bernard Tapie), Bouygues Télécom, la chaîne de restauration Eurest, la radio Skyrock, la marque de vêtements Chevignon, ainsi que la maison de disque Virgin, qui a récemment produit l'album du rappeur Doc Gynéco, sur lequel Bernard Tapie était venu pousser la chansonnette.

Deux de ces entreprises décident de faire immédiatement un geste : Adidas et Eurest mettent sur la table i million de francs

L'aventure est toutefois à deux doigts de s'arrêter en chemin. La révélation, par Le Journal du dimanche, le 24 janvier, de la présence de Bernard Tapie dans le projet provoque des grincements de dents au ministère de la ieunesse et des sports. Pas question que l'ancien protagoniste de l'affaire VA-OM revienne dans le football. Et encore moins au Stade

Tapie décide de se retirer. « Ce

### Kjetil Andre Aamodt égale le record de médailles de Marc Girardelli

LE SKIEUR NORVÉGIEN Kjetil Andre Aamodt a gagné, mardi 9 février, le combiné des championnats du monde de ski alpin à Vail, dans le Colorado. Précédant son compatriote Lasse Rjus de 16 centièmes, Aamodt s'est imposé grâce aux deux manches du slalom qu'il a skiées à la perfection. Il avait terminé deuxième de la descente, lundi.

Cette treizième médaille, Jeux olympiques et championnats du monde contondus, lui permet d'égaler, à vingt-huit ans, le record du Luxembourgeois d'origine autrichienne Marc Girardelli. « Je ne peux skier qu'avec Lasse Kius, a expliqué le Norvégien pour son succès. Nous nous motivons mutuellement à l'entraînement et, en compétition, notre esprit de combativité est décuplé grâce à notre amitié. D'ailleurs, nos carrières se ressemblent et elles ne sont pas terminées. »

Le Suisse Paul Accola a pris la troisième place, offrant à son pays sa première médaille des Mondiaux. Le seul Français classé, Yves Dimier, est huitième.

DÉPÊCHES OLYMPISME: deux anciens disur la pelouse qui vit se dérouler la rigeants du comité de candidafinale de la Coupe du monde ture des Jeux de Salt Lake City de 2002 ont été mis en cause dans le Les matches de l'équipe prerapport de la commission d'enquête indépendante mise en place mière, quant à eux, seront automatiquement suivis de concerts de par le comité d'organisation rap, de rock ou de rai. « Nous vou-(SLOC). Selon ce rapport, long de drions que les jeunes qui viennent 300 pages, Tom Welch et Dave nous voir s'approprient le Stade de Johnson out mis en place un sys-France, qu'ils aient le sentiment tème de pots-de-vin qui aurait été qu'il y a 25 000 places en tribune dissimulé aux autres membres. Le SLOC a dépensé plus de 1 million de dollars en cadeaux de valeur, traitements de faveur, versements

en espèces, bourses d'études et emplois pour des membres du Comité international olympique - ou pour des membres de leur famille – afin de s'assurer leurs votes. ■ FOOTBALL: l'équipe d'Angleterre espoirs a battu l'équipe de France espoirs, mardi 9 février, à Derby, en match amical (2-1). Les Français avaient ouvert la marque par Christanval (20°) et ont dominé la première mi-temps. Pourtant, après la pause, en huit minutes, ils se sont inclinés à deux reprises sur deux attaques britanniques, ponctuées par deux buts de Bowyer

(54°) et Upson (62°). L'Allemagne et la Colombie ont fait match nul (3-3), mardi 9 février, en match amical à Miami. Les Allemands, qui avaient subi une lourde défaite face aux Etats-Unis (0-3), samedi, ont une nouvelle fois fait piètre impression contre une équipe colombienne pourtant réduite à 10 depuis la fin de la première période.

■ SPORTS EQUESTRES: la crise de la Fédération française a connu un nouvel épisode, mardi 9 février, avec la démission de l'entraineur national du dressage, Dominique Flament. En poste depuis janvier 1994, Dominique Flament dit qu'il a été motivé par « le climat de tension qui règne actuellement entre la Fédération française des sports équestres (FFE) et la Délégation nationale aux sports équestres (DNSE) » et par « la volonté de désengagement du président de la DNSE à l'égard même du poste d'entraineur national de dressage. mettant ainsi en péril le développement d'une discipline olympique ». TENNIS: Pete Sampras a effectué un retour gagnant, mardi 9 février, au tournoi de San Jose. L'Américain, numéro un mondial qui était forfait aux Internationaux d'Australie pour s'offrir une coupure de dix semaines, a battu l'Es-

> 1997, a indiqué l'Institut des mardi 9 février. 6 829 tests ont été analysés dans les deux laboratoires allemands accredités par le Comité olympique international, à Cologne et à Kreischa. Les disciplines les plus touchées ont été le power lifting (musculation, 14 cas), l'haltérophilie (7), la boxe (6) et la

#### tions au métier d'éducateur sportif, des contrats de qualification, un grand tournoi national des banlieues dont la finale aurait lieu

de France. Deux jours plus tard, lors d'une réunion dans les bureaux parisiens de Robert Louis-Dreyfus, Bernard

d'honneur pour eux », s'enthousiasme encore Jamel Sandiak.

## La saga des Sandjak, footballeurs-citoyens

L'AÎNÉ s'appelle Khaled, il entraîne l'équipe des moins de 17 ans. Vient ensuite Larbi, qui s'occupe des débutants. Puis Jamel, le directeur général du ). Puis Nasser, l'entraîneur de l'équipe première. Puis Rachid, qui a la responsabilité des espoirs. Il y a erifin Liazid, le plus jeune et le plus connu des six frères, le seul à avoir entrepris une carrière de haut niveau puisqu'il joua au Paris-Saint-Germain, à l'AS Saint-Etienne, à l'OGC Nice et à Neuchâtel, en Suisse. Cette saison, Liazid est revenu à Noisy-le-Sec, afin d'aider le club à monter en division 2. On peut rajouter quelques cousins, comme Lounis, le fils de Khaled, qui évolue également avec l'équipe de National, l'ancienne division 3.

Que serait l'Olympique de Noisy-le-Sec sans ceux que tout le monde appelle « les Sandjak »? L'histoire commune de cette famille d'origine algérienne et de ce club de football commence en 1948. Cette année-là, Mouloud Sandjak, le père, quitte sa Kabylie natale pour aller travailler dans une usine chimique du côté d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Sa femme le rejoint trois ans plus tard. Neuf enfants - six garçons et trois filles - animeront la maisonnée. A une époque où on ne parle ni de beurs ni d'intégration, les frères Sandjak vont découvrir un lieu approprié à leur émancipation : le club du quar-

tier, au pied des HLM. Les résultats sportifs, parallèlement, vont s'en ressentir. Sous leur impulsion, l'Olympique de Noisy-le-Sec va connaître onze accessions, du championnat de promotion de division 2 départementale à la division 3 nationale.

Là n'est toutefois pas la principale fierté du club. a Dans l'environnement où nous nous trouvons, on ne peut pas se satisfaire d'être un simple club de football dont le but serait uniquement de faire jouer des gosses autour d'un ballon », aime expliquer Jamel Sandjak, qui rédige actuellement un livre do certainement De footballeur à citoyen.

Sandjak et ses cinq frères, tous membres ac-

tifs de ce club, veulent aujourd'hui transférer

n'était pas la peine que je joue les

vilains petits canards », dit-il au-

jourd'hui. Le volet économique du

dossier est confié à Jacques Ségué-

la, beaucoup plus consensuel aux

Jamel Sandjak, pendant ce

temps, continue de consulter. Le

ministre de la ville, Claude Barto-

lone, hui apporte son soutien. Le

médiateur de la République, Ber-

nard Stasi, accepte de faire partie

du futur comité de parrainage,

ainsi, notamment, que le chanteur

de rai Cheb Mami. Quant au juge

Jean-Pierre Rosenczveig, il donne

son accord pour confier chaque

année à l'Olympique de Noisy-le-

Sec plusieurs dizaines de jeunes

délinquants, afin de les former à

l'arbitrage. « L'idée est d'amener

des gamins qui se situent contre la

loi à réflechir sur le sens social de la

Jamel Sandjak ne conçoit pas

une présence au Stade de France

sans la mise en place d'un certain

nombre d'actions de ce type. Sont

également évoqués des prépara-

loi », dit-il.

yeux du pouvoir politique.

au Stade de France.

COPIES PAR DE NOMBREUX CLUBS

Depuis une dizaine d'années, l'Olympique de Noiy-le-Sec multiplie ainsi les actions de prévention et de formation au cœur des quartiers sensibles de la ville. Plusieurs ateliers sont créés (vidéo, musique, cuisine). Des stages d'arbitrage sont mis en place. Et, à la manière d'un centre de loisirs, le club ouvre ses portes pendant les vacances scolaires : animateurs et éducateurs y proposent un panel d'activités o struc-Longtemps dénigrés par les autorités sportives

mais aussi politiques, les Sandjak sont aujourd'hui copiés par de nombreux dirigeants de clubs amateurs de la banlieue parisienne. Alors que la violence urbaine se répand immanquablement sur les terrains de football, de plus en plus d'associations étendent leurs interventions au-delà du domaine sportif, se diversifiant notamment dans le rattrapage scolaire ou le dialogue avec les « grands frères ». Club pionnier, l'Olympique de Noisy-le-Sec voit chaque année défiler 12 000 enfants sur le petit stade Salvador-Allende. Combien seront-ils au Stade de France?

## Contre Thouars, Paris-SG a frôlé le précipice

de notre envoyé spécial Seul le résultat compte, le refrain est connu. Surtout lorsqu'il s'agit d'une victoire, comme celle acquise en Coupe de France, mardi 9 février à Poitiers (Vienne), par le Paris-Saint-Germain face au club amateur de Thouars (Deux-Sèvres). « Nous sommes passés, c'est le plus important», voulait ainsi retenir le joueur parisien Francis Llacer après ce match, gagné de justesse (2-1).

Pourtant, cette qualification pour les seizièmes de finale de la Coupe de France a été tout sauf une formalité. Car le club de la capitale a bien failli verser dans le précipire. S'il est ressorti vainqueur de cette seconde confrontation avec Thouars - la première, le 22 janvier, avait été arrêtée un quart d'heure avant la fin à cause du brouillard alors que Paris menait 2-0-, ce n'est qu'après avoir dù jouer la prolongation. Il a fallu attendre la

107º minute pour que le Brésilien Bolzan Martins Adailton délivre son club.

Besogneux, ayant toujours autant de mal à se trouver sur le terrain, en mal de maîtrise technique et très tendus, les Parisiens avaient ouvert le score à la 33° minute par le même Adailton. Mais, juste avant la mi-temps, une erreur défensive du PSG permettait à Thouars d'égaliser. Durant la seconde mitemps, les amateurs continuaient à jouer cranement leur chance, exerçant une pression sans relâche sur les Parisiens.

« On s'est mis dans la nasse nousmêmes, déplorait après la rencontre le néo-Parisien Xavier Gravelaine. Or nous sommes dans une phase où le moindre petit truc fait basculer les choses. » Même face à une équipe évoluant à un niveau inférieur. « En France, il n'y pas de si grande différence entre les équipes », a tenu à préciser Artur lorge, l'entraîneur

portugais de Paris, qui reconnaissait que ses joueurs avaient joué « comme ils pouvaient » contre « une équipe très forte mentale-

Le club de la capitale reste donc en lice dans les deux compétitions qu'il a gagnées en 1998, et, avec Adailton, a trouvé un buteur providentiel qui n'avait pas eu souvent l'occasion de se mettre en valeur depuis le début de la saison. « A Paris nous devons gagner. Peu importe la manière, il faut des victoires », avait déclaré Francis Llacer au lendemain de la qualification, le 1º février contre Monaco, pour les quarts de finale de la Coupe de la Ligue. Avec ce succès en Coupe de France, venant après celui sur 50chaux en championnat, Paris affiche désormais trois matches victorieux d'affilée. De là a parier de redressement...

Philippe Le Cœur lutte (3).

3ill un цi

ıal,

·à

wi

pagnol Galo Blanco (6-4, 6-4).

■ DOPAGE: trente-six contrôles se sont révelés positifs en Allemagne dans le sport de haut niveau en 1998 contre vingt-deux en sciences du sport de Cologne,

En quoi le publicitaire 10 mg - 10 mg vous êtes est-il implique dans le projet monté par Noisy-le-Sec and the second of the second pour s'installer au Stade de France?

C'est Bernard Tapie - qui, contrairement à ce qu'on a dit, n'a jamais eu l'intention d'accaparer le club pour faire son retour dans le football – qui m'a refilé le bebé. Il fallait qu'un homme de la publicité fasse partie de l'équipe. Si Noisy-le-Sec accède en division 2 et si le ministère de la jeunesse et des sports nous donne son aval, mon rôle sera de réunir une dizaine de sponsors. Pour l'Etat, le club résident doit avoir un budget de 40 millions de francs (près de 6 millions d'euros). Quand on soustrait l'argent de la Ligue nationale de football pour les droits de télévision, les subventions publiques et un certain nombre d'acquis déjà existants, il reste seulement la moitié à trouver. Chaque entreprise de notre club d'annonceurs pourrait mettre ainsi 2 millions de francs [300 000 €]. Tout le monde y trouverait son content.

L'idée d'un grand club popu-Laire en banlieue est-elle « vendeuse » aux yeux du monde de l'entreprise ?

J'en suis convaincu. Une cause comme celle de la « banlieue au Stade de France » serait ennoblissante pour une entreprise. La paix

CHOISIR SA PRÉPA

Les résultats complets

des classes préparatoires

aux concours 1998 des grandes écoles

sur Minitel

urbaine dépend de nous tous aujourd'hui dans la société civile. On ne peut pas multiplier indéfiniment les flics dans les cités. Il faut redonner aux jeunes l'espoir et le goût de la vie. Les marques avec lesquelles nous sommes en contact s'adressent principalement à la jeunesse. Bien sûr, elles préparent la consommation de demain en faisant de la publicité ou du mécénat, mais elles sont aussi persuadées qu'il n'y a pas que le panneautage dans la vie d'une marque. Il est temps également, pour elles, de s'inscrire dans un grand courant de solida-

Cette optique n'est-elle pas **5** en contradiction avec la tendance actuelle. On voit de plus en plus d'entreprises devenir propriétaires de clubs de football professionnel...

Le projet de Noisy-le-Sec n'est aucunement une affaire commerciale. Aucune entreprise n'exigera une prise de parts. Le projet doit rester ce qu'il est. le crois beaucoup à la réussite des concerts gratuits qui auront lieu après les matches. Je voudrais, par ailleurs, que notre candidature au Stade de France ne soit pas perçue comme une opposition au Red Star, qui travaille parallèlement sur un projet. J'ai l'intention de proposer à Marie-George Buffet que les deux clubs occupent le stade alternativement, une semaine sur deux.

Propos recueillis par Frédéric Potet

## Une vallée aux herbes sauvages

NÉVACHE (Hautes-Alpes) de notre envoyée spéciale Les chalets aux balcons ouvragés, piles de bois appuyées au mur, ont disparu. Rideau de flocons silencieux, bruits étouffés. Observer intensément et, avec Alice, passer De l'autre côté du miroir : « Entends-tu, Kitty, la neige contre la vitre? Oh! le bruit charmant et doux. Comme si, de l'extérieur, quelqu'un embrassoit la fenêtre de partout. Je me demande, poursuit-elle. si la neige aime les arbres et les champs pour les embrasser avec tant de douceur. Et puis elle les couvre chaudement, tu sais, d'un

couvre-pied blanc ; et peut-être leur

#### Carnet de route

 Repères. Le massif des Alpes du Sud comprend les Alpes-Maritimes, les Alpes-de Haute-Provence et les Hautes-Alpes, ces dernières avec la vallée de la Clarée et le Queyras. Climat froid et sec en hiver (ski jusqu'en avril). ◆ Vallée de la Clarée. Plus de 30 lacs, 80 km de pistes de ski de fond. A Névache, le chalet d'En hô (tél. : 04-92-20-12-29). hôtel de montagne raffiné, a développé, à partir de recettes locales « pauvres », des plats savoureux. Chambre double à partir de 280 F (42,7 €) par personne en demi-pension. Travaille en osmose avec l'Echaillon (tél.: 04-92-21-37-30), hôtel confortable, paradis des sportifs. Forfait (6 jours en pension complète, encadrement, prêt de matériel) à partir de 3 000 F (457,3 €). Visite guidée des églises (tél. : 04-92-22-30-18). Queyras. A Molines, la Maison de Gaudissart (tél. 04-92-45-83-29). Forfait 7 jours en pension complète à partir de 2 582 F (391,2 €), encadrement, prêt de matériel compris. Plus sommaire, le gîte Vie sauvage (tel.: 04-92-46-71-72), pension complète à partir de 2 530 F (385,6 €). Plus de confort, borme table, moins de charme au Cognarel (tel.: 04-92-45-81-03), semaine à partir de 3 350 F (510,6 €). A Saint-Véran, la Maison d'Elisa (tél. : 04-92-45-82-48), hatte gourmande.

■ Lectures. Hautes-Alpes et Ouevras (Gallimard), Une soupe aux herbes sauvages, d'Emilie Carles (Robert Laffont), témoignage roboratif sur ces vallées.

■ Renseignements. Offices de tourisme : vallée de la Clarée (tél. : 04-92-21-38-19) ; Molines (tél.: 04-92-45-83-22); Comité départemental des Hautes-Alpes (tel.: 04-92-53-62-00).

#### A la découverte des villages pittoresques de La Clarée et du Queyras

dit-elle, dormez, mes chéris, dormez, jusqu'à ce que l'été revienne. » Sur les pentes, les petits chalets d'alpage, volets clos en hiver. Au creux de la vallée, les villages : Valdes-Prés, Névache, Roubion, Ville-Basse, Ville-Haute. Et Sainte-Marie-de-Fontcouverte, où l'on se tient à peine debout, avec un vieux chemin de croix et un panier de fleurs séchées devant l'autel. Chapelles de montagne aux couleurs à demi effacées, avec des sculptures naïves et des boiseries bancales,

Au pays des cadrans solaires, leurs fresques éclairent la pé-

il construit l'Echaillon, une grande demeure conçue pour les sportifs. Même gentillesse de l'accueil. Et les chiens. Douze malamuths, 35 kg à 45 kg de muscle et de fourrure, des yeux qui font de vous leur esclave, une queue en panache comme le loup, un instinct de chasseur qui leur fait courir les bois, sourds à l'appel du maître, et revenir, langue pendante, heureux et soumis.

Cette vallée privilégiée appelle une réflexion sur deux formes de tourisme. Le nombre, la performance dans les « stations »; la qualité, l'authenticité dans les villages de montagne. Les premières accumulent, les seconds dispersent les lieux d'habitation et, ce faisant, rapproche le visiteur du paysan qui conserve ses racines. Elitisme? Non, car s'agissant des modalités d'accueil, il y en a pour tous les goûts: gîte avec tables d'hôtes et chambres à lits super-

#### Sauvée par le tourisme

Névache, 280 habitants, revit grace au tourisme. En 1972, 80 % de la population était composée de retraités. En 1999, vingt-huit ans plus tard, l'école est passée de 3 à 31 élèves, les employés communaux de l à 4, et un boulanger est revenu cuire le pain. Le village qui se mourait a été sauvé par la municipalité de l'époque et les gens de l'extérieur venus s'installer icl. Les vieilles maisons ont été restaurées.

Aujourd'hui, 80 % de la population active, auparavant paysans, employés des donanes et de la gendarmerie, sont passés au tourisme. L'hébergement s'est diversifié : une petite auberge, des hôtels deux et trois étoiles, des chambres d'hôtes... La vallée de la Clarée, médiatisée par le livre d'Emīlie Carles, Une soupe aux herbes sauvoges, pratique depuis 1972, sous l'impulsion de Gérard Geutil, ski de fond, randonnée nordique hors piste, raquettes, traîneau à chiens. La motoneige est interdite, sauf pour les gardiens de refuge.

nombre. A Plampinet, les Vices et posés, et petite hôtellerie de monles Vertus de Notre-Dame-des-Grâces, et les peintures murales, datées 1532, de Saint-Sébastien, dans un état de conservation exceptionnel, pigments d'origine nettoyés. Celles de l'église de Ville-Haute ont été dégagées en 1997-1998. Qui donnera les 4 millions de francs nécessaires à la restauration totale de l'édifice ?

La Clarée, si claire sous un ciel bleu. Pas étonnant qu'Agnès, Didier et François, trois comptables commissaires aux comptes, trois citadins, aient été séduits. Pour elle, îls ont tout plaqué. Réglé leur situation en ville, fait un stage de formation et ouvert le chalet d'En Hô, un hôtel comme une maison. Depuis 1994, leur vie coule comme la Clarée, silencieuse et douce. Les visiteurs viennent et reviennent en

D'ABORD, UNE AUBERGE... Gérard Gentil, c'est un peu la même histoire, plus ancienne. En 1972, le maire de Névache l'invite à introduire le ski de fond dans la vallée. Il ouvre alors une auberge dans une ferme restaurée. En 1995, tagne, plus raffinée.

Deux hommes, deux précurseurs, se sont employés à développer ce tourisme à taille humaine. A Névache donc, Gérard Gentil, et dans une vallée du Queyras, son oncle, Bernard Gentil. Cet homme, arrivé en 1951 à Saint-Véran, se fit pasteur-paysan comme d'autres sont devenus prêtres-ouvriers. Un an après les Jeux olympiques grenoblois de 1968, il crée à Molines le premier centre de ski de fond dans un lieu chaleureux, la Maison de Gaudissart. C'est une maison commune. Entendez, acceuillante à tous. Qui ne se distingue en tien aux autres bâtisses en pierre alentour, si ce vaste terrasse offerte

L'intérieur est une ruche. Le matin, quand les randonneurs préparent skis ou raquettes, fourrent un pique-nique dans leur sac à dos... Et le soir, quand ils rentrent... La maison, alors, ronronne. Des éclats de voix, des bribes de jazz montent du bar. Des silhouettes en peignoir blanc descendent vers le sauna.

16.00

Ce sauna a une histoire. Le pasteur s'enthousiasme pour ce procédé de relaxation lors de ses raids nordiques. « Même chez nous, on n'en fait plus comme cela », s'exciame, ravie, Tuliki, une Finlan-daise. Chauffé, oui, chauffé au bois. Avant l'ouverture, un inspecteur vint inspecter. Chauffé au bois, vous voulez rire? Il a examiné, vérifié: installation conforme. Va pour le bois. Et c'est ainsi qu'au sortir d'une journée d'efforts, le

randonneur se dépouille, sue dans

et se distrait en apprenant le mongol et le népalais. « Aujourd'hui, on enseigne la technique du ski de fond, mais on passe à côté de l'esprit, qui est effort, endurance», vous confiera celui qui a couru 28 000 km sur ses planches au nord du cercle polaire.

Le Queyras? Des chalets d'alpage accrochés à un replat, murs blancs, toit de bardeaux, vieux mélèze, bancs en rondins. Et Saint-Véran, village des cimes, cinq hameaux tirant un trait épais à mipente. Un voisin qui est, à 2 042 m et 270 habitants, la plus haute commune d'Europe, ensoleillée 300 jours par an et visitée quotidiennement par 5 000 personnes en été.

Ce va-et-vient sonore n'est pas du goût de ceux qui voudraient séjourner ici pour jouir de la nature et se reposet. Et, comme si cela ne suffisait pas, voici que celui qui devrait voler à leur secours, Pierre Eyméoud, conseiller général du Queyras, rêve de « désenclaver » les vallées par un train électrique (à crémaillère) qui mettrait Turin

La chapelle Sainte-Marie de Fontcouverte, au-dessus de Névache. La clarté de l'air et l'intensité du ciel, d'un bleu dur, sont deux attraits majeurs de la vallée de la Clarée.".

et son million d'habitants à 1 h 30 d'Abriès. Paradoxal de la part de celui qui est, depuis septembre 1998, président du parc naturel ré-

Cette chimère n'est pas vraiment le souhait des tétras-lyres, faucons pèlerins, grands-ducs, marmottes et chamois... Ni des habitants qui ne veulent pas de ces « voyeurs à la journée ». Le parc avait donné un avis défavorable avant l'arrivée du nouveau président. Opportunément, une association, Avenir et patrimoine du Queyras, œuvre pour une meil-/ leure gestion de l'économie touristique, et s'attache à préserver ces vallées qui, entre toutes, font ai-

Danielle Tramard



#### Week-end El Greco à Madrid

Les inconditionnels de Dhominikos Theotokopoulos, plus connu sous le nom du Greco, ont rendez-vous à Madrid, où le Musée Thyssen-Bornemisza propose, jusqu'au 16 mai, une importante exposition (80 tableaux dont plusieurs jamais exposés) consacrée à cet artiste qui, né en Crète en 1541, sut si bien réveiller l'académisme compassé de la peinture espagnole. Suivre ses pas dans la capitale espagnole n'est pas aussi aisé qu'à Tolède (à une heure de voiture), où il habita. On peut néanmoins retrouver, dans le vieux Madrid, un peu de l'atmosphère colorée et populeuse qui y régnait du temps de Philippe II et des Habsbourg, époque à laquelle cette petite cité de Castille se poit à jouer les capitales. Après un détour obligé au Musée du Prado, on s'engagera dans la calle de las Huertas, l'ancienne rue des Jardins. Dans ce quartier, jadis celui des comédiens, on erre dans un entrelacs de ruelles aux boutiques désuètes,

aux façades austères et aux bars kitsch. Un univers hanté par Felipe d'Africa, un célèbre prince marocain christianisé, et par la belle actrice Maria Ibanez, qu'à sa mort son amant éperdu entreprit d'exhumer. Place Matute, ex-place des Contrebandiers, vécut

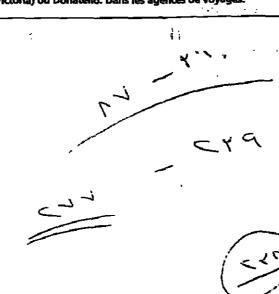
Miguel de Cervantes. Le père du « Don Quijote » mourut non loin de là, dans la rue qui aujourd'hui porte son nom. Une rue ou, au 1º 11, résida le galant Lope de Vega, emprisonné quelque temps dans le palais voisin de Santa Cruz. Si la taverne historique de « Lepre » n'existe plus, on goûtera voiontiers les tapas préparées dans le mi-nuscule bar de La Plateria (49, calle Moratin) avant de déguster le vermouth maison, servi, depuis 1827, au comptoir de la vénérable Casa Alberto sise au 18, calle de las Huertas. A moins que l'on ne préfère la foule bavarde des carés de la place Santa Ana. Il ne restera plus ensuite qu'à gagner le couvent des Descalzas Reales, fondé par la fille de Charles Quint, puis à arpenter les arcades hautaines de la Plaza Major,



cœur de la vieille ville, où des pigeons pacifiques out remplacé tournois et autodafés d'autrefois. Quant aux lève-tôt du dimanche, ils ne manqueront pas le plaisir d'aller fouiner dans le bric-à-brac, cher mais amusant, du Rastro (le marché aux puces) après avoir sacrifié au rite du cafe con leche accompagné de churros, ces beignets calorifiques si prisés des Madrilènes. Et qui sait, y dénicheront-ils, peut-être, une esquisse anonyme du Greco-

de notre correspondante à Madrid, Marie-Claude Decamps

★Nuit en chambre double dans un ancien palais ducal, l'Hôtel Santo-Mauro (36, Zurbano, tél. : 91-3190036) : environ 950 F (144 €). Plus abordable (700 F, 106 €), la Reina Victoria (14, place Santa Ana, tél. : 91-5314500), au cœur de la vieille ville. A midi, bars et restaurants proposent tapas et menus à prix fixes à l'Instar du Café d'Oriente (80 F, 12 €), place du Palais-Royal. Forfait « avion-hôtel » chez Marsans (2 560 F, 390 €, avec 2 nuits au eina-Victoria) ou Donateilo. Dans les agences de voyages.





EN INDONÉSIE Taking bil [ VOLS RÉGULIERS ] Paris > Bali A/R & partir de 3 950F Paris > Singapour A/8 à partir de 3 150F er de la [ ITINÉRAIRE EN INDIVIDUEL ] BALL 10 jours Paris-Paris & partir de 5 950F (par personne) The first training of Séjour en demi pension à l'hôtel de taxe Hilton international situé au milieu d'un parc idyttique, au bord d'one plage de sable blanc dans le samptueux resort de Nusa Dua. A STATE OF THE STATE OF See Management [ CIRCUIT "CHVILISATIONS" ] LES ÎLES GUBLIÉES 15 jours Paris-Paris à partir de 14 900F (par pressente) 223/m Assistance de Paris il Paris d'un accompagnateur français spacialise Voyageurs en Indonésie. Un voyage extraordinaire au coeur des petites iles de la sonde.

Le hameau de Ville-Haute, à Névache (ci-contre, à gauche).

La vallée de la Clarée (en bas, à gauche) : pour elle, trois commissaires aux comptes ont tout plaque et ont ouvert un hôtel.

« Hanska », la chienne de tête conduit l'attelage qui comporte habituellement de trois à cinq malamuths; au fond, le Guion (à droite).

ÉTATS-UNIS

## Au bonheur de skier

## Bonnes adresses dans les Rocheuses

DIFFICILE de comprendre pourquoi le skieur français, si choyé, traverserait l'Atlantique puis les Etats-Unis pour, une fois digérés le décalage (8 heures) et les effets de l'altitude, dévaler les pistes des Rocheuses. Une seule réponse : cette fameuse poudreuse, atout des Rockies. Si épaisse qu'on s'y enfonce jusqu'aux genoux, mais si légère que les cracks y godillent avec élé-

« y goûter, c'est l'adopter. » Tel pourrait être le slogan de cette neige américaine. D'abord, des prix qui, tous comptes faits, ne sont pas dissuasifs. Ensuite, la « qualité de ski » que l'on trouve sur place. Certes, les domaines sont moins étendus que ceux des Alpes, mais, la phipart des stations se situant à plus de 2 500 mètres, la neige y est généralement abon-dante et la saison se prolonge jusqu'en mai. De plus, l'affluence y étant moindre (hormis quelques pointes), la capacité et la rapidité des remontées permettent d'en-chaîner les descentes à un rythme soutenu, y compris en nocturne comme à Park City ou à Keystone.

Sur les pistes, le client est roi, et tout est fait pour son plaisir: l'accueil souriant des perchistes, l'entretien des pistes, l'obsession sécuritaire (les domaines sont souvent segmentés en fonction du niveau des skieurs et des disciplines pratiquées) ou la possibilité de découvrir les pistes locales en compagnie d'« ambassadeurs »

Une fois convaincu, reste à choisir sa station. Ceux qui lisent l'anglais consulteront The Unofficial Guide to Skiing in the West (Macmilian) ou Ski Country (guide Access), qui dissèquent le potentiel des Rocheuses. Salt Lake City, aujourd'hui sur la sellette, espère bien, malgré tout, tirer profit de l'organisation des Jeux olympiques de 2002. D'ores et déjà, on peut bénéficier des aménagements effectués à cette occasion à Park City, Deer Valley et The Canyons (station non olympique qui entend conforter son emprise sur une clientèle jeune en quête de

prix doux). Porte d'entrée du Summit County (4 000 hectares dont 930 de neige artificielle, plus de 600 pistes), Denver, capitale du Colorado (vols quotidiens de Paris via Washington ou Chicago par United Airlines, tél.: 0801-72-72-72), est reliée par navettes à Keystone, Breckenridge (une ancienne ville minière), Copper Mountain (à l'aube d'une ambitieuse rénovation) et aux deux stations qui accueillent les championnats du monde de ski alpin : Vail et sa voisine encore plus chic,

Beaver Creek. Des stations reliées par un bus baptisé « la diligence des sommets ».

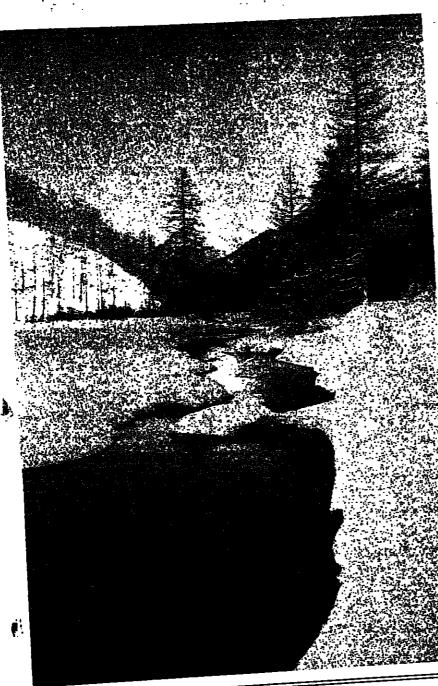
Au bonheur de skier dans une atmosphère cool et conviviale s'ajoute un après-ski ludique et hédoniste qui conjugue des clubs sportifs bien équipés (à Vail et à Copper Mountain), des salons de thé douillets (l'Inxpot, à Keystone), des bars pittoresques (Brewery, à Breckenridge) et des restaurants chaleureux tels le Café Alpine, à Breckenridge, le Saddlebridge, à Beaver Creek, ou l'Alpenglow Stube, un sompteux cha-let perché à 3 554 m, au-dessus de Keystone.

#### Si épaisse qu'on s'y enfonce jusqu'aux genoux, mais si légère que les cracks y godillent avec élégance

Parmi les rares voyagistes qui programment les Rocheuses américaines, citons Jetset (tél.: 01-53-67-13-01 et agences), avec divers forfaits d'une semaine (avion compris et large choix d'hébergements) à Breckenridge (8 000 F [1 220 €] par personne en chambre double, en février-mars, au charmant Lodge & Spa), à Keystone (5 665 F [864 €], du 11 février au 3 avril, en studio pour 2 personnes), à Vail (8 345 F (1 272 €] en chambre double, du 22 mars au 4 avril) et à Copper Mountain (à partir de 5 410 F [825 €], en chambre double). A ajouter: le ski pass (de 1000 à 1600 F [152 à 244 €] pour 6 jours), le matériel (environ 120 F [18 €] par jour) et

A signaler, en avril, des prix en-core plus attractifs. Quant au Club Med (tél.: 0-801-802-803), il propose jusqu'au 11 avril des semaines tout compris (autour de 7 000 F [1 067 €], sans l'avion) dans son village de Copper Mountain. De son côté, Scanditours (tél.: 01-42-85-64-10 et agences) programme des semaines à Aspen utour de 7 000 F [1 076 €] par personne, de Paris) tandis que la Compagnie des Etats-Unis (tél. : 01-55-35-33-55) propose des semaines à Park City pour 9 000 F (1 372 €) par personne, de Paris, avec le forfait ski.

Patrick Francès et Florence Hernandez







**Photos** Bonfort

AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS \*\*NN LOGIS DE FRANCE TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE 24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD 26553 29.95.94 - Pax : 05.53.28.42.96 www.cle-des-champs.com

Paris/Athènes\* 548F

**AIRHELIADES** 

CUENDET Location de demeures de Charme propose depuis 25 ans la plus belle collection de villas, fermes et appar tements en châteaux aux amateurs de culture et calme, de confort et

qualité. Prix à partir de 3.500 F/semaine Catalogue Italie (Toscane, Ombrie, Vénérie...) 336 pages, 30 F. N-Vert 18 18 908222 - 907885 - 907885

Offres de Vos vacances dernière sont sur Minitel 3617 AIREVASION - de 1000 offres! Vols, séjours, circuits, croisières à prix discount !

### ISLANDE ILES FÉROÉ

Rendez-vous avec la nature

Partez avec votre voiture à bord du NORRONA CONTACTED FORRE AGENCE DE POYAGES OU I AGENT GENERAL voyages gallia

2, rue Auber, 75009 Paris 01 53 43 36 864 for 01 47 42 84 07

La bosse du voyage... Des dunes de l'arg
Ouarane en Mauriani
aux tassilis de l'Akakous libren,
des oasis des déserts égyptiens
aux falaises du pays dogon,
cet hiver, prenez un peu d'été
en marche... IlG ZAGUEZ. **☎** 01.42.85.13.93

Minitel: 3615 ZIG ZAG VOYAGES. http://www.zig-zag.tm.fr

Directours. DISPOS VACANCES DE FEVRIER AU SOLEIL

U.S.A. Le litre d'essence moins cher que l'eau minérale! PROFITEZ EN pour découvrir les espaces de l'Ouest : AUTOTOUR 91/71 ! Vol sur compagner régulière. Départs quotidiens de Paris et de province + voitane Aris + 7n en motels ou la de la deservation del deservation de la deservati

province + variant rivi .

hitels, jours suppl. possibles. Prix base 4 pers.

en 1 chambre quadruple (à 2 grands lits): CALIFORNIE \_ 2 990 F lase 2 pers. (en 1 chambre double) : 3 730 F. Prix valables jusqu'au 27/03/99. Réduction enfant - 12 ans (sur le vol

ement) : -300 P. Taxes aéroport : +440 l L'OUEST EN SCOPE \_\_ 3 615 F
(LAS VEGAS + GRAND CANYON +
MONUMENT WILLEY + BRYGE + ZION).
Base 2 pers. (en 1 chambre double): 4 440 E.
Prix valables jusqu'au 31/03/99.
Réduction enfant - 12 ans (sur le vo)
uniquement): -650 R Tures néroport: +440 E.

Brochures gratules 01.45.62.62.62
ou de province au 08.01.63.75.43
Minitel 3615 Directours (2.21 Fram)
Internet: worndirectours fr
dans la livale des disponibilirés.

DU TOURISME

SOMMAND PRAZ-DE-LYS 500 M. Pied des Pistes - Fond, Alpin **HOTEL DU LAC 2\*** 

PISCINE - SAUNA - SPA
Pension complète 240 F à 370 F
PROMO 5 jours minimum tout comp.
(Matériel + Forfait ski + Pension)
BASSE SAISON et PÂQUES de 1800 F à 2200 F
Semaine et Week-End groupe
2 04.50.34.20.88

SKI DE FOND Haut-Jura, 3h Paris TGV

Yves et Liliane vous accueillent dans une ancienne lerme Comtoise du XVIIe Grand confort, ambiance conviviate. Table d'hôte, is maison et régionaux, chambre ave salle de bains + WC Tarifs selon pério semaine/pers. 2 800 F à 3 400 F tout compris (pension compléte + vin au repas, moniteur er matériel de ski...) 2 03.81.38.12.51 - LE CRÉT L'AGNEAU - 25650 LA LONGEVILLE



pied en France et dans le monde entier. Pour le recevoir gratuitement, renvoyez ce bon à découper à Terres d'Aventure, à rue Saint-Victor 75005 Paris. Tel. 01 53 73 77 67. Minitel: 3615 TERDAV. Email: terdav@terdav.com.

NOM, PRENON

Terres D'aventure

9/3

t le n ai-:ente jüles iprès té la

aient cette des · les ient pro-

tate

:tte шn 'un val, łUX гà sa-3ill sa ่นท ıes ice s), 15,

**经有证的**市

عداد <u>معنى معنى</u>

THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE OWNER.

21/29 C 14/21 5 21/28 C 3/16 C 22/26 C 8/13 N

24 / LE MONDE / JEUDI 11 FÉVRIER 1999

Bretagne, pays de la Loire, Basse-Normandie.- Temps agréable, avec un ciel partagé entre soleil et nuages, s'épaississant dans l'après-midi. Températures maximales de 7 ou 8 degrés sur la côte, 4 à 6 dans les terres.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.- Les nuages dominent, et ne laissent qu'une place réduite aux éclaircies. De courtes averses de neige se produisent de temps à autre. Le thermomètre ne dépasse pas 3 à 4 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.- Le ciel reste chargé de nuages, qui donnent des averses de neige, surtout dans les massifs des Vosges et du Jura. Températures maximales -1

JEUDI, flux orienté au nord, à +1 en général, 2 ou 3 en Cham-

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.- Soleil et passages nuageux. Seules les Pyrénées-Atlantiques subissent un temps médiocre, avec un petit peu de neige jusqu'à très basse altitude. Maximales 3 à 5, et 7 ou 8 sur la côte

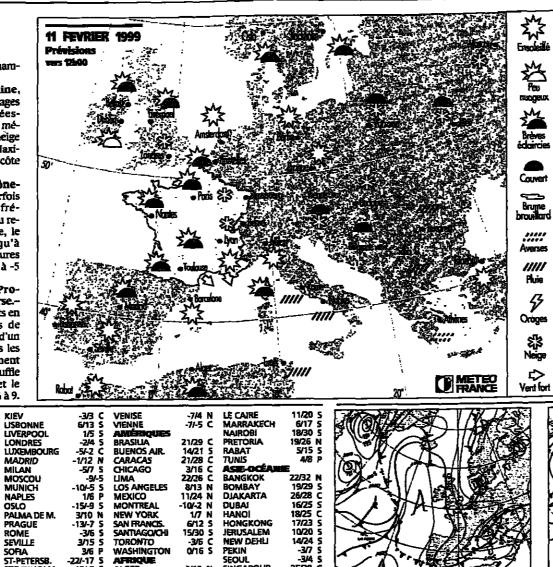
Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.- Nuages donnant parfois une averse de neige, plus fréquentes sur les versants nord du relief. Dans la vallée du Rhône, le vent de nord souffle jusqu'à 80 km/h en rafales. Températures maximales 0 à 2 en plaine, -2 à -5 en montagne.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.-Nuages abondants et menaçants en Corse, donnant des averses de neige, parfois accompagnées d'un coup de tonnerre. Dans toutes les autres régions, ciel parfaitement degagé, mais la tramontane souffle jusqu'à 130 km/h en rafales, et le mistral jusqu'à 110 km/h. Maxi 6 à 9.

POINTE-A-PTI ST-DENIS-RÉ.

25/31 5 20/27 5 24/29 5

LONDRES



## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ ÉQUATEUR. La France et l'Equateur ont décidé de supprimer les visas pour leurs ressortissants respectifs. Une mesure qui s'applique aux séjours n'excédant

pas trois mois. ETATS-UNIS. Council Travel propose aux étudiants des billets aériens à prix avantageux. Citons des vols aller-retour Londres (625 F, 95 €), Dublin, Barcelone et Vienue (1 260 F. 192 €), Venise (1 265 F, 193 €), Moscou et New-York (1865 F. 289 €). Renseignements à Paris (tél.: 01-44-41-89-80), Lyon (04-78-38-78-38) et Aixen-Provence (04-42-38-58-82).

■ AÉRIEN. Suite à la demande de ses passagers et afin d'harmoniser sa politique avec celles de ses partenaires, Lauda Air a décidé que tous ses vois seront non fumeurs à compter du 28 mars 1999. Des inhalateurs de nicotine seront mis à la disposition des passagers qui le demanderont.

Ville et l'é	VISIONS par ville, tat du cie ouvert; P:	les mi LS:ens	ata iok	a/ma :illé;
	MCE mét	•		NAI
AJAC		2/9	P	NA
BLAR	RITZ	2/6	P	NIC
BÓRI	DEAUX	0/5	Ň	PAR
	RGES	-2/2	Ñ	PAL
BRES		3/7	Ñ	PER
CAEN		1/3	N	REN
	BOURG	0/5		ST-E
	MONT-F.	-3/0		STR
DUO		-4/1		TOL
	IOBLE	-3/2		TOL
LILLE		0/3		FR
UMC		-3/2		CAY
DIMIC	لجاوم	-342	14	~

C: couvert; P: pluie; *: neige.						
C: couver; P:	bime! - : 9	erge.				
<b>FRANCE</b> métr	opole	NANCY				
AJACCIO	⁻2/9 P	NANTES				
BIARRITZ	2/6 P	NICE				
BORDEAUX	0/5 N	PARJ\$				
BOURGES	-2/2 N	PAU				
BREST	3/7 N	PERPIGNAN				
CAEN	1/3 N	RENNES				
CHERBOURG	0/5 N	ST-ETTENNE				
CLERMONT-F.	-3/0 N	STRASBOURG				
DUON	-4/1 N	TOULOUSE				
GRENOBLE	-3/2 N	TOURS				
LILLE	0/3 N	FRANCE ou				
LIMOGES	-3/2 N	CAYENNE				
LYON	-2/1 N	FORT-DE-FR.				
MARSEILLE	0/6 S	NOUMEA				

SUR LA COUVERTURE de l'étui

cartonné qui protège Le Savoir et

l'Enfant, Autrefois, la plante et l'en-

fant, la photo floue et riante d'un

champ de blé barbu, mûr, parsemé

de coquelicots. Au beau milieu,

contre une grosse pierre, chaussé

Son regard n'est ni effarouché ni

tage étonné, il est absent.

JARDINAG	iE	-								. 1	_	ique du début du siècle
LILLE LIMOGES LYON MARSEILLE	-3/2 N -2/1 N 0/6 S	CAYENNE FORT-DE-FR. NOUMEA	24/30 C 22/27 S 24/28 N	GENEVE HELSINKI ISTANBUL	-5/1 C -22/-15 N 9/15 S	STOCKHOLM TENERIFE	-13/-8 S 11/14 N -10/-7 C	ALGER DAKAR KINSHASA	3/12 N 17/24 S 22/29 P	SINGAPOUR SYDNEY TOKYO	25/30 C 21/25 N 3/10 P	Situation le 10 février à 0 heure TU Prévisions pour le
GRENOBLE	-3/2 N 0/3 N	TOURS	-1/3 N	DUBLIN FRANCFORT	2/6 S -4/0 N	SOFIA ST-PETERSB.	3/6 P -22/-17 S	WASHINGTON AFRIQUE	Q/16 S	PEKIN SEOUL	-3/7 5 -3/4 S	
CLERMONT-F.	-3/0 N -4/1 N	STRASBOURG TOULOUSE	-4/1 N -1/4 N	BUDAPEST COPENHAGUE	-4/-3 -5/-2 S	ROME SEVILLE	-3/6 S 3/15 S	SANTIAGO/CHI TORONTO	15/30 S -3/6 C	jerusalem New Dehli	10/20 5 14/24 \$	
CHERBOURG	0/5 N	ST-ETTENNE	-3/0 N	BUCAREST	3/11 P	PRAGUE	-13/-7 5	SAN FRANCIS.	6/12 5	HONGKONG	17/23 S	
BREST CAEN	3/7 N 1/3 N	PERPIGNAN RENNES	1/7 S -1/6 N	BERNE Bruxelles	-7/-4 -3/1 S	OSLO PALMA DE M.	-15/-9 5 3/10 N	MONTREAL NEW YORK	-10/-2 N 1/7 N	đubaj Hanoi	16/25 S 18/25 C	
BOURGES	-2/2 N	PAU	-2/2 *	BERLIN	-7/-4 5	NAPLES	1/6 P	MEXICO	11/24 N	DJAKARTA	26/28 C	THE PARTY OF THE P
BIARRITZ BORDEAUX	2/6 P 0/5 N	NICE PARIS	3/10 S 0/3 N	BELFAST BELGRADE	3/5 N -4/3 C	MOSCOU MUNICH	-9/-5 -10/-5 S	LIMA LOS ANGELES	22/26 C 8/13 N	BANGKOK BOMBAY	19/29 S	
AJACCIO	<sup>™</sup> 2/9 P	NANTES	-1/5 N	BARCELONE	1/10 5	MILAN	-5/7 5	CHICAGO	3/16 C	ASIE-OCÉANE	£E 22/32 N	
FRANCE métre		NANCY	-5/1 N	ATHENES	9/14 P	MADRID	-1/12 N	CARACAS	21/28 C	TUNIS	4/8 P	
C: couvert; P: p	sime: * : a	lei2e.		EUROPE AMSTERDAM	-2/2 5	LONDRES LUXEMBOURG	-2/4 S -5/-2 C	BRASILIA BUENOS AIR.	14/21 5	RABAT	5/15 S	

homme qui semble si loin de nous est en soi porteuse d'une émotion prégnante. Qu'est-il devenu? Ouelle fut sa vie?

On se demande celle d'un enfant berger, assis s'il ne manque pas de sabots, vetu d'une culotte rayée, d'un gilet de toile. Flûte guelque chose dans la main, chapeau lui man-geant le front, le petit Cévenol fixe de capital à peine l'objectif du photographe. dans l'enseignement confiant, il ne semble pas davandélivré aujourd'hui Cet enfant, assis là sur un chepar l'école nature rocailleuse, presque sau-

vage, semble ne pas comprendre qu'on le photographie. Sait-il L'école obligatoire, l'exode rural. même ce qu'est la photographie? Il ignore en tout cas que près d'un la mécanisation. l'abandon des cultures vivrières et de l'autarcie. siècle plus tard d'autres bommes, d'autres femmes plongeront leurs l'arrivée des médecins et des pharmaciens dans les campagnes ont yeux dans les siens avant d'ouvrir profondément modifié le rapport l'ouvrage que l'ethnobotaniste Alain Renaux vient de consacrer au de l'individu au savoir. Capitale pour la survie des paysans, la savoir qui de génération en génération se transmettait dans les soconnaissance intime de la nature, de ses règles, de ses bienfaits, de ciétés rurales partout en France. L'opposition entre cette nature ses dangers, des devoirs et des pimpante pour couverture de maégards qui lui sont dus ont peu à gazine et cette photo d'un petit peu été abandonnés au seul savoir

scolaire dont l'incomplétude et les carences se font jour de plus en plus cruellement.

Arpentant les Cévennes à la recherche d'anciens encore dépositaires des connaissances botaniques et animales que tout enfant maîtrisait autrefois, et que quelques scientifiques possèdent auiourd'hui. Alain Renaux a retrouvé plus que cela. À travers les témoignages d'Alice G., Blanche B., Hélène, Marie-Louise, Jacques, Yvonne, André, Irène, Victorin, Marcel, Marinette et de bien d'autres, il reconstruit leur enfance et la vie - difficile, et cela ne doit cette région jusqu'au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Certains de ces témoignages relativiseront les positions jusqu'auboutistes de certains écologistes en chambre. Ainsi de Nathalie, née en 1903, contrainte de garder les deux vaches - son père était mort - de sa mère qui louait ses bras pour nourrir sa famille. Elle les menait à la pâture en pleurant, à cause des vipères qu'elle craignait plus que tout. Ou de cette autre petite fille qui, âgée de sept ou huit ans, lavait dans la rivière les bovaux fumants des cochons qu'on venait

juste de tuer. Ces enfants allaient, bien sûr, à l'école de la République apprendre à lire, compter, écrire, apprendre que les Gaulois étaient nos ancètres... et Saint Louis un

saint homme, sacré mensonge. Ce qu'ils savaient de la nature qui les entourait ne relevait pas du meme savoir codifié, écrit, enjolivé pour des raisons nationalistes, mais de cette tradition orale faite d'observation ancestrale et pragmatique que l'on retrouve dans toutes les sociétés rurales. Chaque enfant savait ainsi dès son plus jeune âge reconnaître des dizaines de plantes et d'animaux sauvages. connaissait leur utilisation précise dans la pharmacopée, leur danger, éventuellement mortel, leur place dans la chaîne alimentaire.

D'un bout de liane, il savait faire une cigarette, puis d'une autre herbe se rincer la bouche afin de ne pas prendre une râciée en rentrant à la maison. D'un noyau usé contre une pietre faire un appeau. D'une tige de roseau, un instrument de musique. Chaque enfant savait recueillir les plantes médicinales, savait soigner un petit bobo en s'appliquant un pansement

#### Cultiver des magnolias

Au sommaire de Mon jardin & ma maison de février: un dossier sur la grande famille des magnolias, sur leur culture, leur utilisation, leur période de floraison; sur les agrumes (citrons, oranges, etc.), sur les bordures végétales (buis, santolines, etc.). Le tout est agrémenté de belles photographies, bien dans la manière élégante de cette revue. On trouvera aussi au sommaire du même numéro des conseils sur les travaux à effectuer au jardin pendant le mois de février, au climat toujours incertain, et les nombreuses rubriques ha-

★ Mon jardin & ma maison, 30 F (4,57 €) dans tous les kiosques et les maisons de la presse. Offre exceptionnelle d'abonnement : 182 F (27,74 €) pour six mois, avec L'Almanach des roses, édité par les éditions du Chêne. BP 260, 60732 Sainte-Geneviève Cedex.

PROBLÈME Nº 1827

d'herbes. Il savait rempailler les chaises, choisir les herbes bonnes à cette occupation hivernale, faire des balles en serrant fort des bouquets de fleurs de primevères, sucer la sève sucrée des fleurs de

Rien ne donne envie de retrou-, ver cette vie-là, pénible même sf ces enfants connaissaient aussi de grands moments de bonheur. Mais l'on se demande dans le même temps s'il ne manque pas quelque chose de capital dans l'enseignement délivré aujourd'hui par l'école. Le livre d'Alain Renaux par la prolifération des pistes qu'il rérèle, les réflexions qu'il provoque est bien autre chose qu'une thèse d'ethnobotanique: il fait revivre un patrimoine humain et botanique qu'il fixe juste avant qu'il ne disparaisse et dont nous aurons besoin, sans doute, un jour.

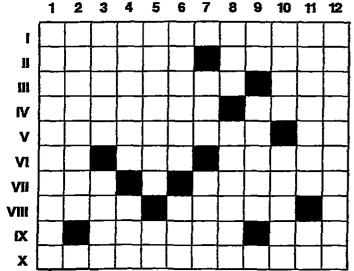
#### Alain Lompech

★ Le Savoir en herbe, Autrefois, la plante et l'enfant . d'Alain Renaux. Ed. Les Presses du Languedoc, 430 p., avec de nombreuses photographies en couleurs et en noir et blanc, des index des plantes citées, de leur usage. 249 F (37,95 €).

#### **MOTS CROISÉS**

PROBLÈME Nº 99036

SOS Jeux de mots: 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



#### HORIZONTALEMENT

L Marquent des points en jouant sur les mots. - II. Lancé par plaisir. Marque de grand intéret. - III. Peineras sous l'effort. Possessif. - IV. Plonger et chercher dans le fond. Qui peut mordre. ~ V. Même estimé, il est mis en retenue. Amène la licence. ~ VI. En opposition sur la carte. Protégé après avoir bien travaillé. Plan de sauvetage. - VII. Jamais dans le passé, disparu aujourd'hui. Dédoublement chromosomique. - VIII. Rentre dans de crédit. - 6. Sert de référence. Ce

l'ensemble. Se retrouver couché, souvent pour toujours. - IX. Retour vers la normale. Frappe un coup. - X. Disparue ou gelée, on ne souhaite pas qu'elle se réchauffe.

#### VERTICALEMENT

1. Mousse et fait de l'effet. - 2. Homogène dans l'ensemble. - 3. Manifestation de l'arrière-train. Perd du terrain. - 4. Fait du bien là où ça fait mal. Morte en Palestine. - 5. Viennent du Léon et d'Arvor. Lettres qui convient. - 7. Dada, sculpteur et poète. Femme d'aujourd'hui que Pon peut ne pas apprécier. - 8. Attrapés. Prendre les bonnes mesures. 9. Etats-Unis en VO. Assemblé sans soudure. - 10. Réservé aux poids lourds. Mis debors. - 11. Usées en douceur. Dans le précédent. - 12. Usure du temps.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU Nº 99035

#### HORIZONTALEMENT

1. Garde-meubles. - II. Usurper. Ripe. - III. Et. Oisivete. - IV. Ruile. Nef. Ri. - V. Ictère. Don. - VI. Si. Trublions. - VII. Sectes. Laine.

- VIII. Eure. Emerger. - IX. USA.

Aber. - X. Récupérateur. VERTICALEMENT 1. Guérisseur. – 2. Astucieuse. – 3. Ru. It. Crac. -4. Drôlette. -5. Epierré. Ap. -6. Mes. Eusèbe. -7.

Erin, Mer. - 8. Veillera. - 9. Bref. Iar

(rai). - 10. Lit. Doigté. - 11. Epe-

ronne. – 12. SE. Insérer.

ISSN 0395-2037

Dans ce chelem, il s'agissait de faire une manœuvre classique en commençant par... cacher les mains des adversaires. **▲** R V 765 0 R83 ♣ V9653

SÉCURITÉ CONTRE UNE IMPASSE

BRIDGE

© R976532 O S A 10 654 0 V 9 2 **▲** A42 ♥A84 0 D7 ARD104

Αn

nn. : S. don. EO. vuln.							
ad	Ouest	Nord	Est				
♣	passe	1 ♠	passe				
SA	passe	4 ♣	passe				
♣	passe	passe	passe				

Ouest ayant entamé le 6 de Cœur, comment le déclarant, en Sud, a-t-il oué pour gagner ce PETTT CHELEM À TRÈFLE contre toute défense?

Le Thomèt est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est intendite sens l'accord de l'administration.

Commission perteure des journaux et publications n° 57 437. Le Monde

21bis, rue Claude-Bernard • BP 218 75226 PARIS CEDEX 05

PRINTED IN FRANCE

Réponse

placée en Est. En tout cas il n'v a aucun inconvénient à recourir à la manœuvre de Milton Work pour un éventuel placement de main. Mais, pour ce coup technique, il fallait deviner où se trouvait l'As de Carreau, Or Sud a estimé que, si Ouest avait eu cet As de Carreau, il l'aurait probablement entamé (l'entame d'un As, dans cette figure, est efficace dans la majorité des cas quand il n'y a pas d'entame évidente). Ayant ainsi supposé que l'As de Carreau se trouvait en Est, le déclarant coupa l'entame, puis, après avoir donné deux coups d'atout (l'As et le Valet de Trèfle), il joua le 3 de Carreau du mort avec la certitude de gagner son chelem si Est avait l'As de Carreau, ce qui était le cas. En effet, si Est laisse passer pour ne pas libérer la Dame et le Roi de Carreau (et c'est la meilleure défense), Sud fait la Dame, puis il coupe le 8 de Coeur, reprend la main avec l'As de Pique, tire l'As de Cœur (défausse le 8 de Carreau), rejoue le 7 de Carreau pour le Roi sec du mort. Est prend et doit jouer dans coupe et défausse ou Pique...

Sud doit donner une levée à Car-

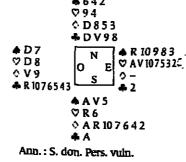
reau, et le problème est d'éviter de

perdre un Pique si la Dame est mal

#### LES RUSSES ET LA TECHNIQUE

Les Russes ont prouvé, dans un grand tournoi par équipes de quatre joueurs à Monte-Carlo, 78:01.42.17.39.00 - Fax:01.42.17.39.26 qu'ils avaient beaucoup de talent.

Avant de regarder la donne complète, cachez les mains d'Est-Ouest et mettez-vous à la place du déclarant russe.



Ouest Nord Sud passe passe 4 🚓 40 contre passe

Ouest ayant entamé la Dame de Cœur, Est a pris avec l'As et il a contre-attaqué le 10 de Pique. Comment Leonid Karetnikoff, en Sud, a-t-il gagne CINQ CARREAUX contre toute défense ?

Note sur les enchères Le cue-bid à «2 Carreaux » indi-♥ quait un bicolore de majeures. L'enchère de « 4 Trèfles » était naturelle. et # 4 Coeurs \* montrait au moins six cartes de la couleur.

Philippe Brugnon

vier Assayas au

stage qui refuse la po ورك شنجيدي وينه المنابع ----人名英格兰斯 医海豚 医海豚 新 無路縣 於 and the professional to be the state of the

ere la sere l'appoint

ments of the region

ووالإخواجة وزوي الإنجاب

رورا براي شووال والمتحقق والمعتروان

and the transport of the sale

一个一个一个一个一个 to the body the till There's en an in the femore property of the state of 一一个一块人的第三人称单 The State of the S The same of the state of the same ---· TO VICE NAME OF AND PROPERTY. · 《行政》(1986年 18 李四次指示 - 元公司 The world will be the control of the The same of the sa

a suleur a defendu sae

The SHAT W

 $x_{ij} = -2 \log \log \log \log x_{ij}$ 

of the property of

र वर्ष कर **उन्**धानन

电压力电路 螟

The first space that the

The second of the Property of

1 Table

y.\$

The second second

and the second

the same or had

يهجر الارزاق الأخرارا

 $\mathcal{D}_{i}(\mathbf{a}) = (\mathbf{a}_{i} - \mathbf{a}_{i})_{i} \mathbf{a}_{i}^{*} \mathbf{b}_{i}^{*},$ 

The Contraction يوهر د<del>ي</del> بيده ساد والعرفي والمراجع oral transfer of the second

ি বিশাসকর প্রক্রারত

n Produce de compe

and the officer than

 $\mathcal{P}_{\mathcal{F}} = \chi_{\mathcal{F}} \otimes \chi_{\mathcal{F}}$ 

ينقيه المائد الأداد

and the party

The second of the second THE RESERVE A SEC TO MAKE THE PARTY OF THE The second of the second of The Control of the Control 部 海 医喉毒素 不真 Sindher a litt in and The second second · 文字· (中國學學) والمنطوع والمنطوع والمنطاب المنطاب A LANGE TO STATE OF THE PARTY OF

THE REPORT OF THE PARTY OF MET IN MARKE ALEX The state of the second st THE RESERVE THE PARTY OF THE PA



. **》** 

n'ai-

iprės

ite. 🕶 té la it à

aient cette

des

: les

îent

pro-

ie le

ooli-

ex-

·tate

qui

qu'il

че а

tats-

:ette

1 un

d'un

ival.

aux

≘r à

usa-

Bill

it sa

i'un

épu-

mes

Rice

s-la-

ins,

iété

ole.

olo-

é la

: lui

rate

pré-

de

ourt

les

roi-

par

ple:

elui

ı Jr.,

? B. =

tion, et son ami Adrien, écrivain célèbre. ● OUVIER ASSAYAS, dans une défense de son projet adressée à la commission d'avances sur recettes, explique que celui-ci « est la chro-

nique de la disparition d'un individu [Adrien]... du point de vue du tissu vivant d'amitiés, d'amours... qui se constituent autour d'un être ». • LE RÉALISATEUR explique aussi dans ce

document : « Je n'ai pas cherché à créer un fil narratif... J'ai voulu réunir des moments qui, (...) en se complétant, s'amplifient et se densifient pour rendre quelque chose de

notre expérience du monde. » • MA-THIEU AMALRIC, qui interprète Gabriel, nous a déclaré avoir été séduit particulièrement par la relation avec récrivain, Adrien (François Cluzet).

## Olivier Assayas au croisement des lignes de vie

Fin août, début septembre. Le septième film du réalisateur de « L'Eau froide » organise des intrigues multiples en six moments, comme autant de chapitres. Il se noue autour de la mort annoncée d'un écrivain, mais vue par ceux qui l'entourent

Film français d'Olivier Assayas. Avec Mathieu Amatric, Virginie Ledoyen, François Cluzet, Jeanne Balibar, Alex Descas, Arsinée Khanjian, Nathalie Ri-Mia Hansen-Love.

Gabriel et Jenny font visiter leur appartement. Les pièces sont plus petites que l'écran. C'est-à-dire que celui-ci est coupé, recoupé, découpé par des murs, des embrasures, des chambranies. Ça va vite, c'est une comédie dont le ressort tient surtout au tempo, chaleureux et décalé, des comédiens qui interprètent Gabriel et Jenny, Mathieu Amalric un peu trop nonchalant et Jeanne Balibar contenant sa tension dans la lumière d'un sourire.

Le générique, sur un allègre picking de guitare, préfigurait ce rythme joyeux où perce une mélancolie. On comprend que Gabriel et Jenny se séparent, et quittent l'endroit où ils ont longtemps vécu ensemble. Une inscription, comme le titre d'un chapitre, indique : « 1. Problèmes immobiliers de Gabriel ». Tout est là ou presque, la qualité des acteurs, la référence littéraire, le fractionnement de la forme, et ce ton dont l'enjoué désigne des abîmes en même temps qu'il aide à les franchir.

Fin août, déhut sentembre raconte l'histoire de quelques personnes aux relations croisées. Gabriel et Jenny qui se séparent, Gabriel et Anne qui commencent à s'aimer, Gabriel qui galère dans le monde de l'édition, et son ami Adrien,

l'écrivain (un peu) célèbre. D'autres encore. C'est une histoire d'amour, de travail, de famille, d'amis, de mensonees, de création. Une histoire, quoi ! Mais ce n'est pas un récit, c'est un film - une mise en scène incarnée par des acteurs. Pour qu'elle soit réussie, il ne suffit pas que le réalisateur soit doué - il l'est -, ni que les comédiens soient « bons » - ils le sont. Il faut cet impondérable miracle d'une mise en forme qui leur permette d'exister en les intégrant à un ensemble plus grand qu'eux, et ne les abandonne pas à ce vide mortel où chaque interprète peut livrer une performance qui pourra bien être admirable, mais inutile et souvent

TRAVAIL DU DEUIL En ce sens il y a bien, dans tout film, une « politique de la mise en scène », qui définit les rapports de forces entre l'histoire et celui qui la raconte, les personnages et ceux qui les interprètent. Elle est ici admirablement menée par Olivier Assavas. Sa réussite tient au choix d'une forme appropriée au récit, qui est, dans ce film, celle de l'eliipse, au double sens du terme. A l'ellipse comme figure géométrique, il faut deux foyers, qui sont les deux hommes du récit, Gabriel et Adrien, et aussi, en une succession de métaphores qu'il revient au spectateur d'identifier (jamais le film n'insiste ni ne souligne), la vie et la mort, et encore la réalité et Part. etc.

Ces « grands mots » ne sont pas à l'écran, mais leur gravité est au



Olivier Assayas et Mathieu Amalric sur le tournage de « Fin août, début septembre ».

centre de ces mouvements qui s'enchaînent comme une danse. Danse dont la légèreté tient à l'ellipse au sens de la suppression des étapes intermédiaires, de l'enchaînement des pas sautés. Le procédé va bien au-delà d'un dégraissage radical de la narration mené par l'excellent scénariste qu'était déjà Assayas avant de devenir réalisateur.

Chaque élément - cadre, lumière, durée - est parfaitement en accord avec la situation dramatique. Exemplaire à cet égard est la séquence « cubiste », fractionnée presque jusqu'à l'abstraction, où Anne rejoint Gabriel en province, alors qu'il ne voulait pas la voir, et qu'elle repart, malheureuse et

La combinatoire qui parvient à faire tenir ensemble de manière aussi impalpable séquences et situations permet au film de dessiner les questions complexes auxquelles il se confronte. Fin août, début décembre met en évidence le travail du deuil comme ressort maieur d'une existence adulte, vers laquelle progresse Gabriel (« héros »

du film, en qui on devine une projection autobiographique du réalisateur), mais aussi Anne, incarnée - ô combien - par Virginie Ledoven, et à des titres divers tous les autres personnages. Sauf Adrien. l'écrivain, « celui qui va mourir ».

Pas de grand cinéma sans fantôme. François Cluzet, le plus vivant de tous et qui n'en reviendra pas, hante le film autant qu'il l'habite. De l'acteur et du personnage émane une présence irradiante qui fait de cette histoire habitée par la mort la plus dynamique qu'on puisse imaginer.

Là se révèle la fécondité de cette « politique de la mise en scène », qui autorise toutes les arborescences. Ainsi des personnages dits secondaires, l'ambigu Alex Descas, la très jeune fille (Mia Hansen-Love, révélation du film), avec qui Adrien aura une ultime histoire d'amour, la famille de Gabriel et les gens avec qui il travaille, l'exfemme d'Adrien, l'amant d'Anne...

#### DANSE DES CORPS ET DES ÂMES

Chaque nouveau protagoniste ouvre une nouvelle piste, il est comme le héros possible d'une autre histoire qui ne sera pas contée, mais existe en puissance et qui, par ce lien ouvert, accroche le récit au monde. Noire et rieuse, l'étincelle qui brûle chez jeanne Balibar - dont le personnage, lui aussi, habite le film - est comme le symbole de cette versatilité bénéfique.

Rebondissant de la comédie du deuil à la tragédie du non-dit, la légèreté de touche de la mise en scène permet des changements de tons, jusqu'au plus scabreux, quand cette danse des corps, des àmes et des inquiétudes d'exister devient danse du sexe. Ce que fait Virginie Ledoyen, en équilibre sur la confiance absolue qu'il faut alors accorder à son metteur en so est d'une grâce fragile et rigoureuse...

Le septième film d'Olivier Assayas n'est pas seulement son meilleur, accomplissant tout ce dont le réalisateur s'est approché depuis treize ans. Avec ce chant allegro con fuoco - d'autant plus ardent qu'il passe par de sombres tréfonds -, il montre combien la mise en scène moderne peut prendre en charge les narrations les plus ambitieuses et les plus romanesques, et les ser-

Jusqu'au 23 février, cinq des précédents films d'Olivier Assavas (seul Désordre manque) sont présentés à Paris. Au Cinéma des cinéastes, 7, avenue de Clichy (17°). Tél.: 01-53-42-40-20.

#### Mathieu Amalric, acteur

### « Un cinéaste du partage, qui refuse la position omnisciente du réalisateur »

« Comment êtes-vous devenu Gabriel, ser ce personnage, Olivier Assayas m'a parle personnage principal de Fin août, début septembre?

- Quand Olivier Assavas m'a proposé un rôle dans son prochain film, je venais de finir le tournage d'Alice et Martin, d'André Téchiné. J'étais sur le point de commencer à écrire mon prochain film comme réalisa-

- Qu'est-ce qui vous a le plus séduit

avec Serge Daney, et de ce que lui inspire la elorification posthume. Il y a chez lui une véritable haine de l'admiration stérile. - Dans le film d'Assayas comme dans

lé d'emblée de la relation qu'il avait eue

cinéastes pensent à moi pour les représenter à l'écran. Mais la ressemblance s'arrête là: Arnaud comme Olivier ont des œuvres sincères et personnelles, mais qui fonctionnent de manière opposée. Le premier racoute une histoire qui est supposée pouvoir arriver à beaucoup de monde, et qu'il ne cesse de tirer vers son cas personnel, alors que le second part de son expérience et cherche à l'élargir, à mettre en évidence ce qui est partageable par tous. Contrairejoue François Chuzet. Même s'il s'est inspi- ment à Arnaud, Olivier ne m'a suggéré auré aussi d'autres amis proches pour compo- cune forme de mimétisme à son égard, au

contraire: il attend des interprètes qu'ils investissent le plus possible les person-

- Y a-t-il beaucoup d'improvisation ? - La première scène, où Jeanne (Balibar) et moi recevons Olivier Py et Elisabeth Mazev [deux couples dans la vie réelle, NDLR] pour vendre notre appartement, a été entièrement improvisée. Le premier jour du tournage, c'était très utile pour devenir Gabriel. Le dialogue sur la cloison qu'on aurait dû abattre est venu tout seul... Ensuite, il n'y a pratiquement plus d'improvisation. On alors elle est dans les silences, pas dans les dialogues. J'enlève les points de suspension. La plupart du temps, je respecte les dialogues aussi rigoureusement que lorsque je dis du Marivaux [Mathieu Amalric vient de terminer le tournage de La Fausse Suivante, mise en scène par Benoît Jacquot, NDLR]. Je remplace les silences par la lenteur de ma diction... qui vient de mes problèmes de mémoire.

 Etre vous-même cinéaste influe-t-il sur votre attitude sur le plateau?

- Je ne crois pas, j'essaie d'être comme j'aimerais que soient les comédiens quand je réalise : totalement malléable. Comme Olivier Assayas est un cinéaste du partage, qui refuse une position omnisciente du réalisateur en préférant faire confiance au personnage et à son interprète pour faire avancer le récit, on se trouve dans un espace très ouvert, très libre. Sur un plateau, j'ai l'impression d'être à la maison, sans doute parce que j'ai longtemps été assistant, à tous les postes de l'équipe technique (sur des films de Louis Malle, Danièle Du broux, Romain Goupil, Joao Cesar Montei ro, Alain Tanner, Peter Handke...]. Je suis à l'aise, trop peut-être, je ne ressens pas cette tension qui aide d'autres acteurs à

> Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

#### Comment le réalisateur a défendu son film devant la commission d'avance sur recettes

« JE MENTIRAIS si je ne disais pas que j'éprouve un certain trouble à voir publié le scénario de Fin août, début septembre ; l'idée qu'il puisse exister comme un objet autonome du film auauel il a



de plusieurs des idées sur lesquelles j'ai esma pratique du VERBATIM cinéma. » Ainsi commence la préface d'Olivier As-

effet à l'encontre

sayas à l'édition de son script dans la « Petite Collection » des Cahiers du cinéma (126 pages, 49 F, 7,5 €). Le cinéaste y explicite le processus qui va de la rédaction du scénario à l'éctiture cinématographique proprement dite. Il affirme que la manière dont chaque metteur en scène accomplit ce processus le rattache à 🕻 l'un ou l'autre de ces deux pôles: « les cinéastes de la maîtrise » et « les cinéastes de l'abandon » - lui-même se revendiquant de la seconde tendance.

Dans le cas de son nouveau film. un autre texte s'est interposé au cours de ce « processus organique », forment, évoluent ou d'ailleurs dispa-

nourri de notes personnelles prises depuis longtemps en vue d'un projet plusieurs fois différé et qui se poursuit jusqu'à la sortie de la copie du laboratoire. Produit dans des conditions précaires, le film avait un besoin impératif de l'avance sur recettes. La commission ad hoc ayant réservé son jugement après avoir lu le scénario, le réalisateur écrivit au président de ladite commission - à l'époque, le réalisateur Pascal Thomas -, afin d'expliquer la nature de son projet et l'esprit dans lequel il entendait le mener.

MÉTHODES ET MOTIVATIONS offre un point de vue singulier sur la démarche d'un auteur contraint avant terme de mettre dans la lumière ses méthodes et ses motivations, sous peine de voir le projet tourner court. Nous publions les extraits les plus significatifs de cette

lettre, datée du 4 janvier 1998 : « Au fur et à mesure de l'écriture, j'ai tendance à me laisser porter par mes personnages et par les situations qui prennent de l'autonomie, se trans- L'absorbant dans le souvenir d'abord, délivré du carcan de la perspective

The state of the s

raissent jusqu'à ce que les choses, strate par strate, version par version, finissent par se stabiliser. Cette méthode ne s'interrompt jamais puisque mon choix de comédiens et ma collaboration avec eux est le prolongement de cette démarche. L'objet en est de permettre au film de demeurer un obiet vivant et donc dans un processus de transformation à toutes les étapes de son élaboration. » L'An demier (c'était alors le titre

du film, qui fut tourné sous l'appellation Les Regrets avant de trouver durant le montage son titre définitif] est la chronique de la disparition d'un individu. Non pas du point de vue du Extérieur à l'élaboration du film drame personnel, de celui des proches proprement dite, ce « descriptif » ou de la famille, du chagrin et du pathos. Mais du point de vue de la vie, du tissu vivant d'amitiés, d'amours, de réseaux qui se constituent autour d'un être. Tels que l'approche de la mort les modifient. Tels qu'elle les transforme, pour chacun. Tels qu'ils lui survivent. Un temps. Ce dont il s'agit, c'est de la présence de la mort, mais vue par les autres. Comment la mort modifie la vie. Et surtout comment la vie se referme sur celle-ci. dans ses déformations, ses apprais-

mations et ses lacunes, puis progressivement dans l'oubli.

» Cette histoire n'est pas celle de Nathan [devenu Adrien, joué par François Chızet] qui doit mourir. C'est celle des autres qui doivent faire quelque chose de cette mort. C'est pour cela que i'ai choisi cette forme particulière dont je voudrais m'expliquer. l'ai toujours écrit des récits à la dramaturgie plutôt serrée, j'ai toujours cru à la densité du récit, à la contraction du temps, j'ai toujours privilégié l'énergie à la fois dans le traitement plastique et dans la narration, au point que je me suis laissé parfois emporter par la vitesse et par ses excès plutôt que par son contraire. Ici j'ai voulu approcher mon sujet par fraements. Des séauences aui sont autant de regards singuliers autour de

» Chacune clairement isolée, séparée de l'autre par des moments de noir à l'écran. Elles sont, autour de Nathan, comme une série d'angles ouvrant des perspectives différentes. David Hockney dans ses paysages fragmentés, faits de centaines de Polaroids juctaposés, recrée un monde unique, celle du regard classique dont est issue la photographie, puisqu'il y a autant de points focaux que de photos, et ainsi il restitue à la nature une part de ce qui aurait pu lui être confisqué par la représentation conventionnelle. D'une façon semblable, j'aurais voulu que ces fragments soient autant de Polaroids autour de Nathan.

» Je n'ai pas cherché à créer un fil narratif, une dramaturgie faite d'événements, de tensions, de lignes de force. l'ai voulu réunir des moments qui, en s'ajoutant et en se complétant, rendre quelque chose de notre expé-

de place que les tours et les détours du destin, leur cruauté ou que les vertiges des sens. En fait de dramaturgie, j'ai choisi de raconter six moments qui constituent les six chapitres du récit ("Problèmes immobiliers de Gabriel" "Strasbourg" [devenue Mulhouse]. "L'admission", "Les occasions manquees", "Le dessin de Joseph Beuys", "Présence de Nathan"). Mais, encore une fois, rien de tout cela n'est raconté du point de vue de Nathan, tou jours du point de vue des autres. Et, en ce sens, s'il y a une histoire, c'est s'amplifient et se densifient pour celle des vivants, elle est simple et quotidienne. »

rience du monde. Où la légèreté, le

dérisoire, l'inconsequent ont autant

### Idylle à Oklahoma

Un spectacle de Claude Duparfait d'après Franz Kafka 29 janvier - 20 février

Théâtre de Gennevilliers Location 01 41 32 26 26

. .....

(5) (4) 元 元

を持ち、

teur et je m'étais juré de n'accepter aucune proposition comme acteur. Mais je lui ai tout de même dit de m'envover le scénario. A la lecture, j'ai compris ce que cette histoire représentait pour lui... même s'il ne m'a dit qu'après qu'il avait compris, en me voyant jouer dans Comment je me suis disputé, d'Arnaud Desplechin, qu'il avait pensé pouvoir enfin réaliser ce projet longtemps différé.

dans votre rôle? – La relation avec l'écrivain, Adrien, que

celui de Desplechin vous jouez l'alter ego du cinéaste. Jusqu'où va la ressemblance entre les deux rôles?

- le suis amusé, et plutôt flatté, que des

## Le monde réduit à une équation

Pi. Ce premier film brillant lie, dans un climat fin de siècle, mysticisme et matérialisme

Film américain de Darren Aronofsky. Avec Sean Gullette, Mark Margolis, Ben Shenkman, Pamela Hart. (1 h 25.)

Il y a eu Archimède, Euclide, Pythagore, Leonard de Vinci, Fibonacci. Notre XX- siècle finissant aura accouché de Max Cohen. A six ans, ce dernier regardait, malgré les recommandations de sa mère, le soleil de trop près et se trouvait frappé de cécité. Un inconvénient mineur pour cet individu qui avait entrevu une fraction de seconde un spectacle d'une beauté incrovable. Arrivé à l'âge adulte, débarrassé de sa cécité, doté d'une tête exceptionnellement bien faite qui en fait l'un des mathématiciens les plus doués de sa génération. Max Cohen (Sean Gullette) est encore prêt à se brûler les ailes. Son obiectif? La verité. Le moyen d'y parvenir? Réduire l'univers à une suite d'équations mathématiques. puisaue tous les phénomènes qui nous touchent de près ou de loin la crue et la décrue du Nil, les cours de la Bourse, les cycles d'épidémies - peuvent être anticipés et expliqués, à condition de trouver la bonne suite logique. Cette vérité a un prix : des injections régulières d'adrénaline, des prises régulières de bétabloquants, calmants, anabolisants, amphétamines, et autres antidépresseurs...

#### RECHERCHE ET ESBROUFE

Pour maîtriser ce trouble, Max a délimité plusieurs zones dans son cerveau, compartimenté les zones du savoir, afin de pouvoir en extraîre un jour, avec sagacité, la séquence qui contient la vérité. Les efforts de Max attirent naturellement les convoitises. Une agence de courtiers de Wall Street s'attacherait volontiers les services de ce génie capable de transformer le cours de la Bourse en science exacte, nouveau Midas qui atteindrait le stade suprême du capitalisme, rendant la fortune possible à coup sur. Ses découvertes suscitent aussi l'intérêt d'une secte de de la nature correspond également à un code secret de la Torah. Il pourrait permettre de découvrir le vrai nom de Dieu, et précipiter l'arrivée du Messie. Avec beaucoup de bonne volonté. Max a le pouvoir de contribuer à l'avènement d'une nouvelle ère spiri-

Pi est un film kafkaïen. Comme cette nuée de cafards dans la chambre de Max, qui a renoncé depuis longtemps à les écraser. Le désordre monumental à l'intérieur de son appartement où s'entassent livres, puces électroniques et tions, les optimisations, la loi de cartes informatiques usagées Gauss, les intégrales stochastiques





Pi est aussi un film moderne, c'est-à-dire contemporain. Pas tant pourrait être détrôné par un ordre à cause de sa musique techno, utimystique. Cette alliance du spirilisée avec beaucoup de parcimotuel et du matériel, destinés à funie, de son noir et blanc granuleux signmer par on ne sait quelle fortrès contrasté, ou de l'irréalisme mule incantatoire, renvoie à des très élabore du son, qui fait évoluer le film dans un mélange perdélires à la mode. Mais ceux-ci n'avaient jamais été aussi bien scémanent de râles et de murmures et narisés, et à ce point dramatisés. fait cohabiter prières et bruitages de films pornographiques. Plutôt Aronofsky marie probabilité et par sa manière intelligente de numérologie, scientifiques et pointer une angoisse très fin de scientistes, sages spirituels et charsiècle. Pi, dans son délire admiralatans de l'apocalypse, recherche scientifique et esbroufe. Pas étonblement maîtrisé, mêle les deux nant que son film se révèle l'incarangoisses de notre époque : le nation d'un cauchemar et que ce triomphe du capitalisme et l'intui-

réussisse à donner une forme concrète, achevée, aux fantasmes les plus délirants. Ce documentaire scientifique est réalisé comme un film gore. Et les images les plus marquantes de Pi, les plus mystérieuses aussi - un stylo pointé triturant un cerveiet ; une fiche informatique gluante d'excréments de cafards; la superposition délirante de nombres et de lettres hébraīques sur un écran informatique -, vont largement au-delà du dégoût et tentent de trouver une porte qui déboucherait sur un jeune metteur en scène surdoué.

Rares sont les premiers films qui réussissent à imposer un ton aussi original. Darren Aronofsky a bricolé son film avec des bouts de ficelle - son budget était de 500 000 dollars (3 millions de francs) -, comme Max Cohen son équipement informatique. Une telle réussite a quand même un précédent. Le dernier réalisateur à avoir su transformer le dénuement de sa production et bâtir un univers s'appelait David Lynch, et son

Samuel Blumenfeld



### Des martingales moins irréalistes qu'on ne le croit

ENVOOTÉ par le nombre d'or, Max Cohen, le héros de Pi, est également fasciné par Wall Street. Non par goût de l'argent, mais par amour de la science : les mouvements boursiers constituent le terrain de recherche de ce jeune mathématicien génial. Il part d'un postulat simple : la vie obéissant à des lois mathématiques et la Bourse étant elle-même une structure vivante, la Bourse est régie par des principes mathématiques dont la mise à jour fera progresser la pensée scientifique. Il a la convic-tion que les évolutions apparemment irrationnelles des cours de telle ou telle entreptise sont en fait parfaitement logiques. C'est l'étroitesse du cerveau humain qui empêche de deviner si l'action IBM va baisser ou monter.

tion que notre système social

La théorie n'est pas si folle qu'il y les mathématiciens ont autourd'hui entièrement colonisé les marchés financiers. En France, nombreux sont les nolytechniciens, centraliens et normaliens à mettre leurs compétences au service de la finance plutôt que de la science. Ils aident à spéculer ou spéculent euxmémes, dans les banques, sur l'évolution des Bourses ou du dollar.

En deux décennies, on est passé d'un marché de boursicoteurs plus ou moins éclairés à des marchés financiers mathématisés, peuplés d'ingénieurs pour qui les modélisaet les processus aléatoires n'ont guère de secrets. Signe des temps, les mathématiciens de la finance raffent depuis quelques années les prix Nobel d'économie (Markowitz, Miller et Sharpe en 1990, Merton, Scholes et Black en 1997), faute de pouvoir décrocher des prix Nobel de finance ou de mathématiques qui n'existent pas.

#### LA NOTION DE HASARD

« La finance est devenue un secteur de pointe : comme dans l'informatique et le génie génétique, la scientificité de la démarche y est une condition des profits », note Nicolas Bouleau, mathématicien, professeur à l'Ecole des ponts, auteur de Martingales et marchés financiers. L'invasion par les mathématiques des marchés financiers a été d'autant plus aisée que ces derniers sont chiffres et de statistiques. Surtout, l'évaluation du prix d'un actif financier fait, par principe, intervenir les concents d'incertitude, de situation aléatoire, de probabilités, ou, plus

**NOUVEAUX FILMS** 

FRAGMENTS SUR LA MISÈRE

Le problème crucial de la mi-

sère, du chômage et des sans-logis

a délà fait l'objet de plusieurs do-

cumentaires, généralement diffu-

sés à la télévision. Leur principale

vertu consiste à la fois à témoigner

et à s'efforcer de redonner une pa-

role à ceux qui, exclus du cadre so-

cial, en sont privés. Est-ce suffi-

sant? Christophe Otzenberger,

l'auteur de La Conquête de Clichy,

a estimé que ça ne l'était pas, et a

voulu dans ce film ajouter à ce ver-

sant du tableau, celui de notre in-

différence, sociale, individuelle,

politique. La méthode employée à

cet effet est radicale. Elle consiste

à interroger, au débotté, les gens

qui débarquent du train pour se

rendre à leur travail, ou quelques

responsables politiques entre deux

portes, et à exiger d'eux, chacun à

son niveau, une justification im-

médiate de leur absence de sollici-

tude. Court-circuitant, par l'effet

de surprise, toute possibilité de ré-

flexion, Otzenberger sait d'avance

ce qu'il veut montrer et l'obtient

sans ignorer que sa méthode y est

pour beaucoup. En ne cherchant

pas à corriger ce qu'elle peut avoir

de péremptoire et d'injuste, en

nous présentant cette réalité vio-

lée par sa caméra comme une réa-

lité sans fard, ne tient-il pas un mi-

roir plus fidèle à sa propre

indignation qu'à l'objet sur lequel

Film documentaire français de

■ On a découvert Garri Bardine en

France voilà exactement trois ans.

lors de la sortie d'un extraordi-

naire programme d'animations

Christophe Otzenberger. (1 h 30.)

elle s'exerce?

LE CHAT BOTTÉ

simplement encore, la notion de hasard qui, comme le note M. Bouleau, « ne s'analyse pas facilement sons mathématiques ». Depuis vingt ans, la finance a ré-

cupéré de nombreux outils mathé-

matiques qui avaient été élaborés à l'origine pour l'étude de phénomènes complètement différents: agitation thermique, analyse spectrale des signaux, filtrage des bruits. Pour ne prendre qu'un exemple, les ingénieurs de la finance out appliqué à l'évolution des cours des devises, des taux et des actions les travaux effectués sur le mouvement brownien d'une particule de pollen dans l'air, mouvement mis en évidence par le botaniste Brown, modélisé en 1906 par Einstein et Smoluchovski et soumis expérimentation, quelques années plus tard, par les physiciens de louin.

Reste à savoir si, en retour – c'est la thèse du film -, la recherche financière ne pourrait pas conduire à des avancées mathématiques et

(1990). Si l'on peut entretenir quel-

ques doutes sur les deux films qui

accompagnent ici la récidive fabu-

(1995), ce dernier témoigne à lui

seul de l'immense et iconoclaste

talent de ce maître de l'animation

russe, qui a fondé son propre stu-

dio, Stayer, en 1991. Le conte de

Charles Perrault v est tout d'abord

transposé au XX<sup>e</sup> siècle dans un

paysage fortement imbibé qui

évoque celui de la Russie, avant

que le héros Karabassov ne ren-

contre un Chat botté parachuté en

manière d'aide humanitaire par les

Yankees. Accroché à son nouveau

compagnon, Karabassov s'envole

à destination du rève américain,

mais un accident de parcours les

fait tomber dans une contrée bi-

zarre où le mot de passe semble

ètre « merde » : c'est la France du

XVII siècle (quoique...). La suite

est à l'avenant, modelée dans une

pâte qui fait merveille par son es-

prit, son souci du détail et sa cor-

Film d'animation russe de Garri

Bardine. (0 h 28.). En complément

de programme: Conte pour la

■ Voici un film exemplaire de l'en-

fant-roi tel qu'une certaine société

américaine peut le concevoir et

Hollywood le représenter. Il y en a

deux ici, un frère (mignon et sucré)

et une sœur (vieille avant l'âge)

aussi insupportables, à force de

minauderies, comme personnages

que comme acteurs. Autour d'eux.

quelques adultes passent leur

temps à se déchirer, essentielle-

ment parce que leur mère (Su-

zanne Sarandon) fait tout pour les

dont la pièce maîtresse était Le monter contre la nouvelle

Loup gris et le Petit Chaperon rouge compagne de leur père (Julia Ro-

route et Hop-là badigeonneur.

MA MEILLEURE ENNEMIE

rosive fantaisie.

lique que constitue Le Chat botté

brot, à l'origine d'une nouvelle géométrie de la nature qui a notamment permis d'introduire des voies de recherche inédites en astrophysique, est née des travaux que ce mathématicien avait consacrés, au cours des années 60, à la finance. Il s'était alors intéressé au caractère nécessairement discontinu des cours de Bourse, dont les changements sont concentrés dans le temps. Il avait mis en évidence le caractère cyclique mais non périodique de l'évolution économique, et étudié les diverses conséquences de ces observations sur le calcul des risques. « Si la finance apparaît très en retard par rapport à la physique, c'est que la matière financière est beaucoup plus complexe », estime M. Mandelbrot. L'observation des der à comprendre l'origine de l'univers ? C'est précisément ce qui tourmente le héros de Pi.

scientifiques. La théorie des frac-

tales, élaborée par Benoît Mandel-

Pierre-Antoine Delhommais

qui s'attache avec stoicisme à faire

la preuve de son amour et de sa

compétence. On a donc largement

fait le tour de la question dans la

première demi-heure du film, en

se demandant avec inquiétude

quelle tuile scénaristique va bien

pouvoir relancer les enjeux. Ce se-

ra un cancer. Lequel s'abat assez

logiquement sur la tête de la mère

naturelle, dont l'attitude manquait

de sportivité, ce qui permet au

spectateur de se repaître de son

agonie, ici encore admirablement

stoique, et programmée à petit feu

jusqu'à la fin des opérations. Le

flambeau de la maternité aura

entre-temps, dans la réconciliation

générale, changé de main, l'avenir

des enfants étant désormais assu-

ré, et celui du film par la même

Film américain de Chris Colombus.

Avec Julia Roberts, Suzanne Saran-

■ XIX siècle. Une vieille femme

reçoit les Frères Grimm afin de

leur conter la véritable histoire de

Cendrillon. Un flash-back et nous

voilà dans la France du XVI siècle

à la cour de François Ia, étrange-

ment prénommé Francis. Une

jeune roturière tombe amoureuse

du Prince mais se heurte aux agis-

sements de sa marâtre, bien déci-

dée à le faire épouser une de ses

deux filles. Si le film délaisse tout

argument surnaturel, ce n'est pas

pour autant un monument de réa-

lisme. Les scénaristes ne se sont

pas génés pour injecter diverses

situations incongrues. L'héroine

semble militer pour les droits de

l'homme en dénonçant le sort des

serfs. Léonard de Vinci se pro-

mène avec la toile de La Joconde

sous le bras. Anjelica Huston, qui

incarne la méchante maratre,

don, Ed Harris. (2 h 17.)

À TOUT JAMAIS:

DE CENDRILLON

**UNE HISTOIRE** 

occasion.

rand a récompensé l'Irlandaise Kirs-Ghobadi, la Burkinabée Fanta Regina Nacro. Le Prix du public a été atberts), une photographe de mode n'hésite pas à faire des avances explicites à un nain libidineux pour arriver à ses fins. Curieux.

Mohammad Kasebi, Parivash Nazarieh, Hassan Sadeghi, Hossein Abe-

La critique est parue dans nos éditions du 9 février FIN AOÛT, DÉBUT SEPTEMBRE Lire page 25

#### DÉPÊCHES

■ Les débuts triomphaux d'« Astérix » se confirment durant les cinq premiers jours d'exploitation, avec un historique 2,21 millions d'entrées au dimanche soir. Et le début des vacances scolaires dans une partie de la France Laisse présager un avenir serein pour la superproduction gauloise, qui va encore augmenter son nombre de copies pour atteindre le total de 834 écrans. Après avoir exagérément souligné les déboires commerciaux des films français au second semestre 1998, il faudrait se garder de l'excès inverse. Mais il y a tout de même quelque heureux présage au succès public simultané. quoique à une autre échelle, de Vénus Beauté (Institut), à 144 000 entrées en cinq jours également. Tan-dis que Le Ciel, les oiseaux et... ta mère (600 000 entrées en dix-neuf jours), La Nouvelle Eve (177 000 entrées en douze jours), Au cœur du mensonge (516 000 entrées en vingtsix jours), Kirikou et la sorcière, qui reprend du poil de la bête en neuvième semaine et atteint les 390 000, ou l'increvable Diner de cons, à plus de 9 millions (en quarante-trois semaines), figurent également parmi les quinze meilleurs résultats du moment.

■ Leonardo DiCaprio défend le tournage controversé en Thailande de son nouveau film, La Plage, en récusant les accusations des autochtones et des écologistes selon lesquelles l'île de Phi Phi, un paradis des mers tropicales, a été défigurée pour les besoins de la production. « Je n'aurais jamais participé intentionnellement à un projet dont je puisse croire qu'il détruirait l'environnement ou l'image de la Thailande », a affirmé la star. Des groupes écologistes et civiques locaux ont présenté au gouvernement américain une pétition contre la Fox, qu'ils accusent d'avoir acheté illicitement la permission de tourner dans un parc national.

■ La campagne de promotion du Barbier de Sibérie, le nouveau film de Nikita Mikhalkov, s'annonce sans précédent en Russie. La « première » est prévue le 20 février au Grand Palais du Kremlin (6 000 places), qui sera décoré de deux gigantesques foulards en soie A d'Hermès, de 81 mètres carrés chacun, représentant des scènes de la Russie tsariste. « le compte beaucoup sur l'aide de Gazprom [le géant russe du gaz) pour financer la distribution du film », a déclaré Nikita Mikhalkov, qui a reçu 10 millions de dollars (60 millions de francs) de l'Etat.

■ Le nalmarès du 21º Pestival du ten Sheridan, l'Iranien Bahman tribué au Mexicain Carlos Salces.

····

MOUVEAU . NOUVEAU . NOUVEAU

a première revue

Jean-François Rauger Film américain d'Andy Tennant. Avec Drew Barrymore, Anjelica Huston, Dougrey Scott.

#### LE PÈRE

Second long métrage du réalisateur iranien Majid Majidi (après Baduk, en 1992), Le Père met en scène la confrontation d'un adolescent, Mehrola, et de son beaupère, un gendarme qui a épousé sa mère alors que le garçon travaillait à la ville. Obsédé par le souvenir de son père, mort dans un accident de moto, ivre de jalousie à l'égard de cet homme qui lui a ravi sa mère, l'adolescent nie d'emblée son autorité et ne cessera de la défier jusqu'à ce qu'une longue poursuite à moto entraîne les deux personnages à liquider leur différend dans la solitude d'un paysage aride et désertique. Il y a dans ce film des moments dignes du meilleur cinéma iranien, où les motifs naturels (l'eau, le désert, la couleur) s'imbriquent poétiquement aux sentiments des personnages et au cours de la dramaturgie, où un humour toujours subtil s'allie à la gravité du propos. Film iranien de Maiid Majidi. Avec

dini. (1 h 36.) **DISPARUS** 

Lire ci-dessus LE FILS ADOPTE TEATRO DI GUERRA Lire page 27



Proceedings

10 10 April 1971

service - 40

as an orange of

(2) 医氯甲酚 新拉克克尔

في مجمعية والأوا ما عا

深珠拳 扩 数编

بالمراز والمرازع أوالمها والمنطوع والمرازع والمنازع والمرازع والمرازع والمرازع والمرازع والمرازع والمرازع

8.3 8.3 Sec. 25. 1. 2 a feeting over Vine Til ب المنافقة ·-- · - · .--«.-William Bullion The second second er in the second . . . .

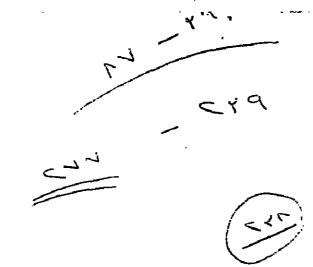
ي ۾ جو جو شيم

The street ينتعضوهم جودوات ه ما **در کورن** ره The state of the ويعربونها مباثث et of a sign And the state المقوم المتعاضمة STATE OF STATES Fr. MFC SH. a. Paragraph and Paragraph TO THE PARTY OF TH

Section of the second To Christian is Provide Language Service نته ما بدار فدساغ ALL BALLER The state of the state of · .....

dispersional

Shopsis En serie care votre THERO 2 RELEASED TO THE PARTY OF THE PARTY O A COLUMN TO SERVICE SE within the



double 150

pres

10. \*

të la

it a

vient

eue

xoli-

ex-

tate

ıtra-

qui

ette

Iцп

i'un

ival,

aux

≥r à

usa-

Bill

it sa

Tun

épu-

mes

Rice

.as).

-ia-

ole.

alo-

sme

: 34

Etat

é la

(en-

2 lui

rate

cen-

ρτé-

• de

s de

ient

ourt

les

troi-

ite à

h Jr.,

eB.

Nommé au Théâtre de Rome en novembre, ce Napolitain incarne le renouveau de la scène et du cinéma italiens

À MOINS de quarante ans, Mario Martone se trouve porter à la fois les espoirs de renouveau du cinéma italien et de son théâtre, depuis sa nomination surprise en novembre 1998

#### PORTRAIT\_

100

रकु लेक्टर इस र≐....

effective of

" Barby and on a

ज़कर है .∻

الراة بالمعنام البينية

والمعربين المحاوج

right: T

and the second second

recent Til Statement

وروان المتعول والما

5 **9** - 27470 11

4 00

3.14

Same Company

W 25 T T

S. 175744.

4.

 $\mathcal{Z} = \overline{\Delta}^{-1/2} = e^{\frac{\pi}{2} \delta^2}$ 

Company of the second s

(Alexander of

The second second

**(4)** 

<del>The Allendard States and the States are all the St</del>

events. A

Company of the compan

The Market of the Control

Il veut « transmettre. comme un sorcier », l'énergie créatrice des autres

au Théâtre de Rome, seconde scène de la Péninsule, où il succède à Luca Ronconi, appelé à diriger le Piccolo de Milan. Le réalisateur de Teatro di guerra (Théatre de guerre) est devenu, malgré lui, le symbole des changements attendus sur la scène artistique italienne, le premier d'une nouvelle génération qui se veut, comme ailleurs, plus morale, plus attentive aux rapports humains, plus ouverte à la diversité des approches et soucieuse d'économie. Cet appel au changement en Italie vient d'être confirmé par la nomination du metteur en scène Barberio Corsetti, à la direction de la section théatre de la Biennale de Venise.

Mario Martone est né et a toujours vécu dans le quartier cossu de Chiaia à Naples. Ascendance populaire et napolitaine par son père, plus bourgeoise par sa mère, génoise. « Ainsì, j'ai toujours eu deux âmes, en conflit depuis mon enfance. Je me souviens combien ma grandmère maternelle détestait la Naples populaire. Cela créait une tension dans ma famille. Je suis fait de cette tension entre mon enracinement profond dans la ville, et le sentiment d'être étranger à ma patrie. »

Il a dix-sept ans lorsqu'il fonde sa première compagnie, Paux Mouvement, avec quelques camarades de lycée. Vingt ans plus tard, c'est toujours la même squadra qui signe ses films, avec Angelo Curti (producteur), Pasquale Mari (directeur de la photo), et Andrea Renzi, interprète et double de Mario Martone. Avec Paux Mouvement, c'est « l'étranger à la patrie » qui l'emporte. L'équipe

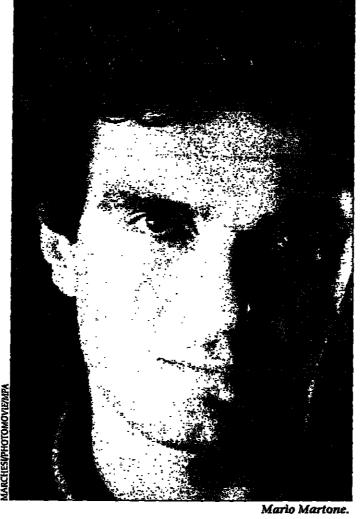
encore montée Les Sept contre Thèbes, pièce filmée dans Teatro di guerra. A l'époque, ses mises en scène puisent leurs images dans le cinéma allemand et new-yorkais des années 70, entre Wenders et Scorsese, sous le regard attentif de Godard. Les références sont celles de l'avant-garde internationale. Dans les contaminations entre peinture. danse, musique et cinéma, le visuel l'emporte, et chaque spectacle, jusqu'au dernier - Ritorno ad Alphaville (Retour à Alphaville) - est une réflexion sur l'image et ses rapports avec la scène.

#### S'ENFUR REVENIR

« Nous avons commencé par la négation complète de la tradition théatrale napolitaine. Nous voulions échapper au poids écrasant de ses conventions, fossilisées. Nous enfuir. Et nous ne pouvions nous enfuir qu'à Naples. Parce que nous n'avions pas de moyens, et que c'étaient les années féroces de l'immédiat après-tremblement de terre [1980], celles des liaisons étroites de la Camorra et des poli-

Après dix ans d'expérimentation, Mario Martone et son équipe changent de cap et font retour aux racines en créant une nouvelle enseigne, avec de nouvelles recrues: Teatri uniti (« Théâtres unis »). « Nous découvrions notre ville avec un nouveau regard. Une cité déchirée, en pleine désagrégation, loin des cartes postales, mais une ville européenne, avec des problèmes d'identité, comme ses semblables. Nous étions prêts à rémiégrer la tradition. » Il monte Rasoi, ceuvre de l'une des figures importantes du renouveau théâtral napolitain, Enzo Moscato (Le Monde du 1º août 1992), retourne vers l'ac-

En même temps, ce retour au théâtre « en soi » « fuit sauter le bouchon du cinéma ». Les tournages commencent : Mort d'un mathématicien napolitain (1991), L'Amour meurtri (1995). Il considère ces films comme « des fictions emplies de la réalité des choses, très cinéma-vérité ». Il tourne aussi des documen-



transavanguardio. Teatri uniti est devenu l'instrument d'une indépendance à laquelle il ne renoncera pas, La compagnie produit des films dont aucun producteur ne voudrait: « Qui aurait accepté de nous laisser passer deux ans sur Teatro di guerra? De monter la pièce en grandeur réelle et d'en filmer les répétitions ; d'écrire le scénario à la suite; puis de reprendre la pièce pour raccorder. La vérité était à ce prix. Un principe juste pour qui veut respecter et le théâtre et

#### REPENSER LES RÔLES Ce qui mobilise Mario Martone

aujourd'hui, c'est la «transmission». Selon lui, l'œuvre doit échapper au metteur en scène. Celui-ci doit « transmettre, comme un sorcier », l'énergie créative des autres pour en faire bénéficier la communauté. Sa noétique doit être ouverte, « Au cinéma, la transmission est organique, aue le metteur en scène le veuille ou non. Mais le théfitre a été victime de la verticalisation du pouvoir. Les occupe et ne quittera plus une petite — taires sur les Napolitains Lucio Ame- — exemples abondent, en Italie, d'acsalle du quartier misérable des Es- llo (important galeriste) et Miromo teurs qui n'étaient plus que des instrupagnols (le Teatro muovo), où sera Paladino, figure marquante de la ments dans les mains du metteur en

scène, le pense que les acteurs doivent être maîtres de leur propre être en scène. Bien súr, cela complique la vie du metteur en scène. Mais son rôle est la chose la plus urgente à repenser pour notre génération. »

Sa nomination au Théâtre de Rome a été une surprise pour luimême. Surtout après les attaques auxquelles il se livre contre le théâtre public dans Teatro di guerra. Il a dû, pour la première fois, se séparer de son équipe, apprendre un nouveau métier. Sa première saison ne commencera qu'en septembre, probablement avec la trilogie shakespearienne de Carlo Cecchi, montée l'automne demier dans une salle en ruine de Palerme. Il espère que le théâtre lui laissera le temps de filmer la suite d'Una storia saharawi (Une histoire sahraouie, 1996) au moment du référendum dans l'ex-colonie espagnole. En attendant, il a cédé à l'idée de mettre en scène Cosi fan bitte, « Parce que c'est Mozart, varce que c'est au San Carlo ». Cosi, le 20 mars, signera son au-revoir à

Jean-Louis Perrier

### L'enfant inattendu des montagnes d'Orient

Le Fils adoptif. Une chronique de l'enfance, à mille milles de toute terre cinématographique connue, engendre un premier film magnifique

Film kirghize d'Aktan Abdykalykov. Avec Mirian Abdykalykov, Albina Imasheva, Adyr Abylkasshnov. (1 h 21.)

La première séquence dessine d'emblée les enjeux de ce premier film d'Aktan Abdykalykov, avec ses cinq vieilles femmes et leur tapis tées propitiatoires ou sorcières shakespeariennes, aussitot, le risque du folkore et la tentation du coute mythologique sont pulvérisés. Par l'évidente, l'irréfutable beauté de chaque plan, cette élégance lumineuse et simple qui vient du classicisme soviétique nettoyé de son enflure idéologique. Par la simplicité, le naturel des situations croquées avec un humour qui peut basculer à tout instant dans l'étrange ou le

Dans un village d'Asie centrale, des petits faits se succèdent, autour de la vie de jeunes garçons, de leurs ieux où l'enfance et le désir se croisent - ruses des premières séductions amoureuses, camaraderie et rivalités de petits mâles. Abdykalykov enchaîne avec dynamisme les saynettes, jusqu'à ce que jaillisse un cri qui cloue le jeune héros : « Beshkempir! » C'est le titre original du film, et cela veut dire « garçon adopté », donné à des parents stériles selon l'usage. L'opprobre qui s'abat sur la tête de l'enfant fait basculer le film dans la tragédie. Tout l'art de ce premier long métrage sera de respecter le souffle de celle-ci en accordant sa tonalité

#### LA PRATIQUE DU PATCHWORK Aktan Abdykalykov ne se

grave aux fifres de la chronique.

contente pas d'user de la splendeur qui semble naturellement irradier ses images. Il se livre à un travail, d'autant plus complexe qu'il demeure discret, de morcellement de son récit et de sa recomposition. Le patchwork est plus qu'une figure de style, c'est l'utilisation cinématographique d'une pratique traditionnelle chez les gens qu'il filme - à chaque naissance, chaque membre du village apporte un morceau d'étoffe : ces morceaux, cousus ensemble, feront une couverture qui sera démantelée et partagée à la mort. Cette construction permet de tendre les péripéties entre groupe et individus jusqu'à un plan fulgurant de beauté et de cruauté : des femmes roulent ensemble un immense tapis tandis qu'éclate la violence de leurs relations.

Composite, Le Fils adoptif l'est l'Ouest et aux Etats-Unis. notamment par l'utilisation parcimonieuse de la couleur dans cette

jouant les simplismes et les affêteries de ce procédé, elle impose les plus fines suggestions - la surface de l'eau, métaphore de l'écran de cinéma, sur laquelle flotte le talisman perdu du garçon ; la métamorphose de la couleur, signe d'un paradis perdu dont on se gardera bien de dire de quelle innocence il fut le royaume. La réussite du film s'explique en grande partie par le caractère autobiographique (Abdykalykov est hii-même un beshkempir), par la personnalisation de la réalisation (il a confié le rôle à son propre fils) et par le trajet singulier de cet homme de quarante-deux ans.

#### Villageois qui ne connaissait du

cinéma que les péplums indiens et les réalisations soviétiques officielles, il montre très jeune des dispositions pour le dessin qui le mènent à l'Ecole des beaux-arts de Bichkek (la capitale du Kirghizstan), où il découvre l'impressionnisme. Il travaille dix ans comme décorateur aux studios de cinéma, avant qu'on lui propose de tourner un documentaire. Ce sera une fable magnifigue en noir et blanc, Un chien courait (1990), court métrage passé inapercu dans les derniers soubresauts de l'Union soviétique. Décidé à devenir cinéaste, il découvre le cinéma du « miracle khirghize » en même temps que les chefs-d'œuvre de Tarkovski, quelques réalisations de Fellini, d'Antonioni, de Kurosawa et de la nouvelle vague française, mais sera par trois fois refusé par l'école de cinéma moscovite. « Il fallait avoir des relations, je ne connaissais personne », dit-il en souriant - on sent qu'il n'a pas toujours pris la chose avec autant de déta-

Aktan Abdykalykov a donc frayé seul sa voie. Mais autourd'hui encore il est seul, trop seul. Depuis l'indépendance de son pays, aucun long métrage n'avait été tourné. Pour que naisse Le Fils adoptif, il a fallu que l'un des rares observateurs sérieux des cinématographies de l'ex-bloc de l'Est, Joel Chapron, en transmette le projet au Fonds Eco (organisme français d'aide aux films d'Europe de l'Est, aujourd'hui maiheureusement dissous), et qu'il suscite l'intérêt d'une société française, Noé Production. Ainsi Abdykalykov aura-t-il connu la reconnaissance des festivals de Locamo, d'Angers et de Sundance, et une très judicieuse sortie en salles en Europe de

J.-M. F.

### Naples-Sarajevo, ligne de mire d'un art de combat

Teatro di guerra. Jouer Eschyle dans une ville assiégée pour combattre les tragédies contemporaines

Fihn Italien de Mario Martone. Avec Andrea Renzi, Anna Bonaiuto, laía Forte, Marco Baliani (1 h 50.)

Beau titre que celui de « théâtre de guerre », qui dit déjà, jusque dans l'ambivalence de l'expression, beaucoup de ce qu'est ce film. Théâtre de guerre parce que la guerre est toujours là, à nos portes, dans nos murs et dans nos cœurs, que le théâtre est donc toujours d'un temps de guerre et que, partant, il ne cesse d'être un théâtre une conception de l'art défini

de guerre, contre le monde tel qu'il comme vérité du monde et utopie idée un peu plus noble de va, contre la guerre telle qu'elle va. L'histoire de ce film, pour peu qu'on remplace le mot théâtre par celui de cinéma, est aussi simple

que cela. C'est celle de Mario Martone, créateur indépendant dans un paysage audiovisuel italien laminé par les grands trusts audiovisuels. C'est celle de son théâtre, de son cinéma, et in fine de ce film modeste et magnifique, à l'allure de manifeste existentiel et esthétique. Lequel proclame, contre la société,

rédemptrice. Soit, à l'extrême opposé de l'art engagé, un engagement total de l'art, dont la portée politique et révolutionnaire se révèle dans son insoumission. Cette ambition suffit à reléguer la tendance sociologique d'un certain cinéma français au rang de hochet, et justifie enfin qu'on parle, en dehors de Moretti, d'une renaissance cinématographique italienne.

#### CHOISIR SON CAMP L'histoire est celle d'une troupe

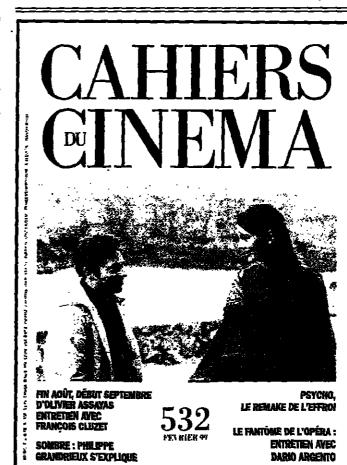
de théâtre napolitaine, oui, en 1994, prépare un spectacle en vue d'une représentation dans Saraievo assiégé. Le film n'aurait probablement aucun sens si elle y partait jamais, et l'on ne dévoilera aucun suspense en le révélant d'emblée. Plus importante est la pièce répétée - Les Sept de Thèbes, d'Eschyle - qui met en abyme les principaux thèmes parcourant le film, soit le déchirement fratricide, la guerre portée dans la ville, le dilemme entre fidélité familiale et dévouement civique. La tragédie, et ses nombreuses répétitions, devient à ce titre le chœur lyrique d'un film qui déploie sa problématique jusqu'au temps présent, où Sarajevo et Naples seraient délibérément mises en miroir, Thèbes en arrière-

Car à Naples aussi, c'est la guerre. Celle des clans et des quartiers, avec ses petits chefs et ses martyrs, celle de l'art et de la culture, avec la petite troupe qui répète dans un hangar pouilleux des quartiers espagnois et le grand théâtre subventionné dirigé par un stupide histrion qui massacre Shakespeare. Ici aussi, il faut choisir son camp, résister aux trahisons et à l'indifférence, se battre pour une

l'homme. Mattone, lui, a choisi, Contre l'existence des clans et des coteries, contre la fragmentation de l'espace et la séparation des êtres, contre le vedettariat et l'esprit de chapelle, il a choisi, via le théâtre, de filmer la tentative de donner coms à une œuvre collective. Cela s'appelle du cinéma. Les exercices des acteurs sont à cet égard significatifs, privilégiant la reconnaissance tactile de leur propre corps, l'appropriation collective de l'espace, et la coordination du groupe.

L'idée de cette petite gymnastique politique, selon laquelle l'identification de son corps permet d'harmoniser son mouvement avec celui d'autrui, rejoint très exactement le propos du film, qui suggère que l'action la plus efficace à mener en faveur de Sarajevo consiste d'abord à comprendre ce qui, dans Naples, permet Sarajevo. L'art, nous dit Martone, est un moyen d'y parvenir, en subsumant l'universel à partir du particulier, au risque que Sarajevo demeure hors de portée physique. Au moins, petit à petit, quelque chose de la conscience humaine aura pu y atteindre, de même que le spectateur de ce film, construit en plans brefs et elliptiques, aura pu s'extirper de sa passivité pour participer à son projet. Tout dès lors peut devenir dangereusement possible, et c'est bien pourquoi, lorsque les acteurs sortent de leur trou avec des armes en plastique, en prenant la me napolitaine comme théatre élargi des opérations, une escouade de police les embarque aussi sec. Un film intelligent, sensible et séditieux.

Jacques Mandelbaum



NUMÉRO 532 - FÉVRIER 1999 CAHIERS DU CINEMA

35 F - Chez votre marchand de journaux

Cinéma Télévision Ecriture Le guide pratique

NOUVEAU • NOUVEAU • NOUVEAU

La première revue

SYNOPSIS En vente chez votes marchand de journaux

Film d'animation américain de John Lasseter. (1 h 35.)

Dans la guerre qui oppose Disney à DreamWorks sur le marché du dessin animé et de l'animation par ordinateur, Disney a marqué un point décisif. La bataille juridique et industrielle entre Jeffrey Katzenberg, l'un des fondateurs de DreamWorks, qui dirigeait auparavant le département animation chez Disney, et son ancienne compagnie autour de la mise en chantier d'un film en images de synthèse bâti sur une même idée avait éclipsé, au moment de leur sortie à la fin de 1998 aux Etats-Unis, la nature de Fourmiz et de 1001 Pattes. Les personnages centraux des deux films sont des fourmis. Mais au-delà des ressemblances de scénario assez patentes, de leurs dissemblances terre. I 001 Pattes dans la nature -. la production Dispey l'emporte à l'individualité. Comme dans les

ployant le format du scope, en reussissant, grace au perfectionnement de la technologie, à mettre au point tout un système de dégradés, d'ombres et de lumières qui suggèrent la succession des saisons, le réalisateur Iohn Lasseter réussit à donner une atmosphère fordienne à son film. Ce qui était à l'origine son objectif. 1001 Pattes apparaît comme l'équivalent fantaisiste de Qu'elle était verte ma vallée, ce qui situe bien l'enjeu de l'animation en images de synthèse aujourd'hui, qui lorgne moins vers le cartoon et plus sur les prises de vues réelles. 1 001 Pattes a déjà l'apparence d'une alternative au

Comme son homologue de Fourmiz, Tilt, héros de 1 001 Pattes, fourmi angoissée dotée de la voix de Woody Allen, n'arrive pas à trouver sa place dans une société conformiste qui laisse peu de place

sur le terrain du réalisme. En em- contes de fées, Tilt tombe amoureux de la princesse Atta, future reine de la colonie. Il réussit même à gagner sa main (ces fourmis possedent, comme les humains, deux bras et deux jambes) et à sauver sa communauté des sauterelles qui menacent sa survie. Pour y parvenir, Tilt doit en passer par un rite initiatique, qui le mène dans un cirque ambulant fréquenté par une veuve noire, une chenille, un papillon, deux poux et une cocclnelle qui vont devenir ses alliés, et l'aider à passer du statut d'ano-

> DES INSECTES AMÉRICAINS 1001 Pattes repose sur un des éléments essentiels de la grammaire du conte - un jeune homme se marie avec la princesse après avoir sauvé son royaume -, sauf que cette étape nécessaire ne fonctionne qu'à l'intérieur d'une matriarchie. Dans l'imaginaire véhiculé par 1 001 Pattes (et aussi par Four-miz), fourmis et abeilles sont gou

vernées par des reines, jamais par des rois. Et leurs sujets restent des travailleurs ou des guerriers dévolus à leur survie. Or le film de John Lasseter avance l'idée que, lorsqu'une de ces sociétés produit un individu doué de libre arbitre, décidé à affirmer sa personnalité, ce dernier est inévitablement un homme. Pour susciter une adhésion et une identification de la part du spectateur, la matriarchie doit donc se métamorphoser en patriarchie.

Cette utopie d'un groupe qui affirme son idéal démocratique malgré toutes les menaces sur un territoire hostile est bien évidemment celle de l'Amérique et de son imaginaire historique. Il est logique que ce film, pionnier sur le plan technologique, ait besoin de raconter une histoire de pionniers. Les fourmis bougent comme des humains, et sont douées de parole, Mais, pour poursuivre encore plus loin l'identification, elles sont américaines.

### Pixar, les grandes promesses du film de synthèse

Microsoft de l'animation, en attendant mieux. 1 001 Pattes est, après Toy Story, le second long métrage produit par la compagnie dirigée par Steve Jobs, également PDG par intérim d'Apple et artisan de son redressement. Toy Storv avait récolté, en 1995, 350 millions de dollars (296 millions d'euros) dans le monde, devenant le troisième plus grand succès d'animation de tous les temps. 1001 Pattes a déjà rapporté plus de 150 millions de dollars (127 millions d'euros) sur le seul territoire américain, un score d'autant plus remarquable qu'il s'inscrit dans un contexte très concurrentiel. L'animation en images de synthèse a depuis attiré d'autres studios, DreamWorks en tête, qui a lancé son programme de production dont Fourmiz est le prototype.

L'ambition de Steve Jobs est des plus élevées. Il s'agit, ni plus ni moins, de construire le studio de cinéma du XXI siècle, capable de s'imposer comme un autre Disney. « J'attends impatiemment le jour où l'animation en images de synthèse cessera d'apparaître comme une nouveaute », explique John Lasseter, le réalisateur de Toy Story et de 1 001 Pattes, un ancien de Disney, qui supervise de si près le développement du studio que certains ont rebaptisé Pixar « Lasseter Studios ». « L'animation est passée elle aussi par un stade où les spectateurs nteressaient davantage au médium au au film. Le jour arrivera où le public ira voir un film en images de synthèse sans faire de différences avec la prise de vue réelle. » Pixar pourrait produire John Lasseter. Je crois que l'art doit toujours poun jour le prochain Blanche Neige et les sept ser un défi à la technologie, et cette dernière le

PIXAR est, toutes proportions gardées, le nains; il ambitionne également de réaliser Citizen Kane.Pixar a signé avec Disney un accord très avantageux, lui assurant 50 % des bénéfices une fois déduite la part distributeur de 12,5 % prélevée par le studio, et les frais de marketing. Disney conserve néanmoins les droits sur les exploitations annexes des personnages créés par Pixar.

SAVOIR INFORMATIQUE LIMITÉ

Un choix avisé. Depuis le succès inattendu de Toy Story, les multinationales se sont ruées sur 1001 Pattes pour mettre leur nom sur la production Disney/Pixar. McDonald's, Mattel. une marque de brosse à dents, des barres de chocolat, une compagnie de textiles vont reprendre les personnages de 1001 Pattes. Le merchandising, conjugué aux revenus salles, télé et vidéo, devrait assurer près de 200 millions de dollars (170 millions d'euros) de revenus à Pixar. Le chiffre d'affaires de la compagnie passera, selon une estimation citée par l'hebdomadaire américain Business Week, de 11.5 millions de dollars (9,7 millions d'euros) cette année à 193 millions de dollars (163 millions d'euros) en 2001. Ses bénéfices devraient connaître la même courbe ascendante (3,9 mil-

lions de dollars en 1998, 87 millions en 2001). De telles perspectives sont impossibles sans une forte ambition créatrice. Pixar présente la particularité de recruter des animateurs et des dessinateurs au savoir informatique limité. « Je n'y connais touiours pas grand-chose, reconnaît relever. Nous sommes désormais en mesure de donner une expression à tous les personnages d'un film, même aux simples figurants. Nos softwares sont douze fois plus puissants que ceux qui avaient servi à réaliser Toy Story, et c'était il y a seulement trais ans. »

Le potentiel de l'animation en images de synthèse reste encore difficliement estimable. Il peut, à terme, absorber le marché de l'animation classique. Un film en images de synthèse coûte 30 à 40 % moins cher qu'un film d'animation traditionnel, exigeant une main-d'œuvre un tiers moins importante. Les softwares permettent également de garder les personnages et les décors en mémoire afin de les réutiliser dans d'éventueiles suites. Plusieurs autres compagnies s'apprêtent à suivre les traces de Pixar. Industrial Light & Magic, la compagnie de George Lucas, prépare une version 3-D de Frankenstein, Disney doit sortir en 2000 Dinosaurs, Fox prépare Planet Ice, un film

Le défi lancé à Pixar en rappelle un autre, lancé en son temps à Steve Jobs, lorsqu'en sortant son Macintosh, il tablait sur un développement de la micro-informatique que n'avaient pas anticipé des concurrents. Mais ces derniers rattrapèrent tellement vite leur retard qu'il se retrouvèrent en position d'éliminer Apple. A l'heure actuelle, Pixar a pris beaucoup d'avance - plusieurs analystes estiment son avance technologique à près de deux ans - et son ascension apparaît plus certaine que son éventuel déclin.

### L'Enfer près de chez vous

#### Happiness. L'envers des sitcoms présenté de manière délibérément choquante

Film américain de Todd Solondz. Avec Lara Flynn Boyle, Jane Adams, Cynthia Stevenson, Dylan Baker. (2 h 14.)

Le cinéma de la cruauté de Todd Solondz est apparu en 1996 avec Bienvenue dans l'âge ingrat, le portrait d'une fillette tourmentée et l'un des plus sombres portraits de l'adolescence offerts par le cinéma américain. Depuis ce premier film. Todd Solondz a pris de l'ampleur. Son regard acéré ne s'exerce plus seulement sur un individu, mais à l'échelle de toute une communauté, située ici dans la banlieue de New York. Ses membres font partie d'une démocratie particulière où le viol, la pédophilie, le téléphone rose, la masturbation effrénée, le harcèlement sexuel, et autres perversités non encore répertoriées sont également distribués.

Happiness est une version dérangée de Hannah et ses sœurs. Comme dans le film de Woody Allen, il re-

lprockuptibles

sœurs : l'auteur de best-seller nymphomane (Lara Flynn Boyle) persuadée d'être bonne à rien ; la célibataire pathétique (Jane Adams), qui attire les dingues comme le miel les mouches, et qui, elle, n'est vraiment bonne à rien ; la mère de famille modèle (Cynthia Stevenson) mariée à un psychiatre (Dylan Baker) hanté de pulsions pédophiles.

Encore plus que dans son précédent film, le style de Todd Solondz est, par son absence de jugement, clinique. Tous les personnages sont prisonniers de leur fantasme et en butte au rejet. Ce désir est inavouable - se faire, par exemple, violer par un homme qui l'insuite pour Lara Flynn Boyle et, dans le cas le plus extrême, criminel (violer un adolescent).

Le ton adopté par Solondz est moins celui de l'humour noir que d'un froid travail de sape de ses personnages. Deux scènes du film, celle où Cynthia Stevenson se fait insulter au diner par un de ses sou-

hmockuptibles

trace les tribulations de trois pirants, qui mettra fin à ses jours quelques jours plus tard, et celle où ses aventures érotiques avec un chauffeur de taxi russe se terminent par un coup de poing assené par sa femme, sont les moments qui se veulent les plus drôles du film. C'est dire à quel traitement Solondz soumet le spectateur et ses person-

Le centre de Happiness est la relation qu'entretient le père de famille psychiatre avec son fils. Leur discussion aborde tout ce que l'on n'a jamais osé avouer à ses parents le soir, à la himière de la lampe de chevet. En bon psychiatre, Dylan Baker conseillera à son fils de ne pas trop s'impatienter devant la aille modeste de son sexe et l'arrivée tardive de sa puberté. En bon pervers. Il ajoutera des somnifères dans le sandwich au thon du meilleur ami de son fils pour le sodomiset. Et en bon père de famille, il assurera à son fils qu'avec hui. Il se serait contenté de le masturber. Trilogie scabreuse faite pour choquer et qui se voudrait ironique.

Ce face-à-face est surtout effrayant par la manière dont Todd Solondz le met en scène. En le filmant de la façon la plus plate possible, champ contrechamp, reproduisant ce moment, vu mille fois sur d'autres écrans, où le père et le fils échangent leur secret dans un rapprochement générationnel qui fonde toute communauté, le réalisateur américain prend le contrepoint de la forme télévisuelle la plus popu-

laire pour en révéler la face cachée. Il n'est guère besoin d'aller très loin pour deviner que, dans *Happi-*ness, Todd Solondz parle d'abord à la première personne et règle ses comptes avec la bantieue bien-pensante où il a grandi. Mais sa critique souffre de systématisme. Aucum personnage n'échappe à sa vindicte, et à force de prendre l'envers de la sitcom, il finit par en épouser a contrario les règles, imposant un univers qui souffre de la même prédictibilité. L'Enfer c'est nous, mais c'est aussi les autres, avance-t-il. Sauf qu'un enfer trop peuplé n'est plus un enfer



Au sommaire de février

Michel Serres : le serment du scientifique

100 PAGES 30 F-4,57 €

#### **SORTIR**

#### PARIS

Présentée à Lyon à la fin du mois de janvier, cette nouvelle production de Zelmira vaut pour sa distribution dominée par l'extraordinaire Mariella Devia. En revanche, mise en scène, décors et costumes de Yannis Kokkos écrasent un peu à cause de leur néo-classicisme pompier. Un ouvrage raffiné qui n'avait pas besoin de cela.

De Rossini. Sonia Ganassi (Emma), Paul Austin Kelly (Ilo), Charles Workman (Antenore), Lorenzo Regazzo (Polidoro). Chœur et orchestre de l'Opéra de Lyon, Maurizio Benini (direction). Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, &.

Mº Alma-Marceau. Les 10, 12, 15 et 17, à 19 h 30. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 690 F. Jusqu'au 17 février. Dang Thai Son Il est naturel que le premier prix

du concours Chopin de Varsovie 1980 soit à Paris, salle Gaveau, pour le premier grand récital de l'année Chopin. Trop peu connu, ce pianiste qui vit aujourd'hui au Canada est un musicien sensible au jeu élégant. En voilà un qui ne maltraite jamais le piano, mais sait Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, 8.

Mº Miromesnil. Le 10, à 20 h 30. Tel.: 01-49-53-05-07. De 90 F à 240 F.

Charles Lloyd and Friends Dans son nouvel enregistrement Voice in the Night (chez ECM), le saxophoniste Charles Lloyd a réuni un all stars du jazz moderne : John Abercrombie est à la guitare, Dave Holland à la contrebasse et Billy Higgins à la batterie. C'est la même assemblée de stylistes, à l'exception d'Holland remplacé par Marc Johnson, qui sera présente pour un concert qui devrait passer en revue les thèmes de cet album. New Morning, 7-9, rue des

Petites-Ecuries, 10. Mº Château-d'Eau. Le 10, 21 heures. Tel.: 01-45-23-51-41. De 110 F à

Soirée Longue Distance Le label français Longue Distance, l'un des meilleurs consacrés aux musiques traditionnelles du monde, organise une soirée avec certains de ses artistes : Divana, Tekameli (des Gitans originaires de Perpignan), Roseline Minassian, Emma Milan et Mikidache and Friends. Des rythmes, mélodies et cultures à découvrir. Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, 11. M. Bastille. Lz 10, à 20 h 30. Tél.: 01-47-00-57-59.

-(Publicité)

## Laura Peis présente au **THEATRE DE L'ATELIER** JACQUES WEBER LAMBERT WILSON DE JEAN-CLAUDE CARRIÈRE MISE EN SCÈNE : JACQUES LASSALLE

LOCATION 01 46 06 49 24

#### GUIDE

#### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel. 3615-LEMONDE ou tél : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mln)

#### **VERNISSAGES**

Archéologie du Grand Louvre : es du Carrousel (1989-1990) (1) les Monuments d'éternité de Ramsès 11

sée du Louvre, entrée par la pyra mide. 1°. Mª Palais-Roval. Tél.: 01-40-20-51-51. De 9 heures à 17 h 45; nocturne lundi et mercredi jusqu'à 21 h 45. Fermé mardi (1). Du 10 février au 28 juin (2). Du 10 février au 10 mai.

#### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Klosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de ion par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montpar-nasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le

La Tragédie de Macbeth de William Shakespeare, mise en scène

Théâtre de Saint-Quentin, place Georges-Pompidou, 78 Montigny-le-Bretonneux. Le 10, à 20 h 30, Tél.: 01-30-96-99-00. De 70 F à 125 F. Jusqu'au Orchestre de Paris

Bach : Ricercare à six voix. Mozart : Nuttorno, Symphonie nº 34. Mendels-sohn: Symphonie nº 4 « Italienne », Frans Brüggen (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 8°. Mº Ternes. Les 10 et 11, à 20 heures. Tél.: 01-45-61-65-89. De 80 F à 290 F.

Youri Bashmet (zito) Mikhail Muntian (piano) Beethoven : Nocturne op. 42. Mendelssohn : Sonate pour alto et piano. Enes-co : Konzertstück. Chostakovitch : Sonate pour aito et piano op. 147. Auditorium du Louvre, accès par la py-

ramide, 1=. M= Louvre, acces par la py-ramide, 1=. M= Louvre. Le 10, à 20 heures. Tél.: 01-40-20-84-00. 135 F. Renaud Déjardin (violoncelle) Delphine Bardin (piano) Brahms: Sonate pour violoncelle et piano op. 99. Beethoven : Sonate pour violoncelle et piano op. 5 nº 1. Auditorium du Louvre, accès par la pyramide, 1\*. Mª Louvre, Le 11, à 12 h 30. Tél.: 01-40-20-84-00. 60 F.

Sylvia
Ballet de Delibes. Fanny Gaïda, Aurélie
Dupont, Nathalie Riqué (Sylvia); Manuel Legris, Nicolas Le Riche, JeanGulllaume, Bart (Aminta); Elisabeth
Gulllaume, Bart (Aminta); Elisabeth
Gulllaume, Bart (Aminta); Elisabeth Platel, Delphine Moussin, Karine Averty, Marie-Agnès Gillot (Diane), Ballet l'Opéra de Paris, Orchestre lyrique de Paris. Stéphane Denève (direction). John Neumeier (chorégraphie). Yannis Kokkos (scénographie). Opéra de Paris-Palais Garni

l'Opéra, 5º. Mº Opéra. Le 10, à 19 h 30.

Tél.: 08-36-69-78-68. De 25 F à 340 F. Jusqu'au 20 février.

Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, 1". Mº Châtelet. Les 10 et 11, a 22 heures, Tél. : 01-42-33-22 Jean-Pierre Como Quintet Sunset, 60, rue des Lombards, 14,

Tél.: 01-40-26-46-60. 80 F. Olympia, 28, boulevard des Capucines, 8º. Mº Opéra, Madeleine. Les 9, 10, 11,

12 et 13, à 20 h 30 ; le 14, à 17 heures. Tél. : 01-47-42-25-49. De 160 F à 240 F. Trio Azad L'Ourse bieue, 20, rue Legendre, 17.

Mº Villiers, Monceau, Malesherbes. Le 10, à 20 h 30. Tél. : 01-44-93-53-51. Suds, 55, rue de Charonne, 11º. Mº Le-

dru-Rollin. Les 10 et 17, à 21 heures; jusqu'au 24 février. Tél. : 01-43-14-06-36. Entrée libre.

#### **DERNIERS JOURS**

#### 10 février :

de Michel Albertini, mise en scène de Michel Albertini et Françoise Petit. Comédie-Française Studio-Théâtre, 99, rue de Rivoli, 1º. Tél.: 01-44-58-98-58. 13 février :

de Bernard-Marie Koltès, mise en scène de Michel Didym. Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, 184. Tél.: 01-42-74-Vie de Myriam C.

de François Bon, mise en Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte Brun, 20 Tél.: 01-44-62-52-52. De 55 F à 160 F. La Fuite en Egypte de Bruno Bayen, mise en scène de l'au-

Théătre, 41, avenue des Grésillo 92 Gennevilliers. Tél.: 01-41-32-26-26. De 80 F à 140 F.

Requiem pour Srebrenica d'Olivier Py, mise en scène de l'auteur. Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pa-blo-Picasso, 92 Nanterre. Tél.: 01-46-

14-70-00. De 55 F à 140 F. de Bertoit Brecht, mise en scène Théâtre national de l'Odéon, 1, place

Paul-Claudel, 6°. Tél.: 01-44-41-36-36. De 30 F à 170 F. Edouard Boubat, 5m Dine Johan Van der Keuken, Bernard Plossu, Hocine

(photographies récentes) phie, 5-7, rue de Faurcy, 4º. Tél. : 01-44 78-75-00, 30 F. Rembrandt et An Institut néerlandais, 121, rue de Lille

7". Tél.: 01-53-59-12-40. 20 F.

The Spanish

ت د وس

4.

1 18 m 35 m

 $\mathcal{L}(\mathbb{R}^{n}) = \{q_{1}, \dots, q_{p+1}\}$ aliano Bala dige 100 (A) 10 (A)

5 7 14 424 S 44 Co. 4 Charles 1. 25.035 STATE OF STATES 15 分型機 19 mar 19 ma

Fredrick Street

A real of granding القديم والمستحدث 三人物学士 養養 The state of the state of بتنائج فيران والمعارب

养性 神囊病 404. S 27. . ma be a financia شياريونغ المخيلاء حيادي A STATE OF STREET was grouped that South All Property of the

李明寺 海绵工 THE PERSON Property Control A MARKET BEEF History Wille State









t ie

tou-

n ai-

'ente

еаи-

rûtés

nous

të la

ut a

cette

des

: les

ient

рго-

ie le

tate

ıtra-

SOT-

qu'il

re à

tats-

'ette

1 un

J'un

aux

er à

Bill

it sa

épu−

mes Rice

.as),

iété

ole.

olo-

sme

: au

Etat

é la

(en-

rate

cen-

ргé-

: de

: de

ient

**Jurt** 

les

TOÍ-

par

rag-

ite à

оте,

1 Jr.,

La bible américaine du monde des affaires félicite les patrons d'Axa, de la Société générale et de Paribas. Elle souligne que la France dispose de « techniciens d'élite entraînés à gérer de l'argent pour l'Etat »

UNE FOIS n'est pas coutume, l'hebdomadaire américain Business Week, qui fait référence dans le monde des affaires, titre son édition européenne, datée du 15 février, en français: « Finance, c'est nous. » [] salue ainsi à sa façon les deux grandes opérations financières annoncées à Paris lundi le février : la fusion de la Société générale et de Paribas, pour former la quatrième banque mondiale, et le rachat par l'assureur Axa de la compagnie britannique Guardian Royal Exchange. « La France riche montre ses muscles. Deux grosses opérations témoignent qu'elle pourrait être la plus grande surprise financière de l'Europe. » Ce constat, en anglais cette fois, surplombe sur fond bleu-blanc-rouge les photos des héros de la semaine : Claude Bébéar, le président d'Axa, Daniel Bouton, celui de la Société générale, et André Lévy-Lang, celui de Paribas.

Ces deux grandes opérations de fusion, aux yeux de Business Week, mettent les institutions françaises en position de prendre l'initiative et de tirer le meilleur parti de l'avènement de l'euro. Ce n'était pas le cas il y a tout juste deux ans, rappelle le magazine: à l'époque, les banques françaises étaient plutôt perçues comme des cibles potentielles pour des acquéreurs plus grands, tous

Dans la bataille européenne qui va être menée, Business Week souligne les atouts des institutions françaises et ne ménage pas son éloge, prenant le contre-pied de la tonalité générale de la presse anglosaxonne. « La France excelle depuis

LA FEMME EST L'AVENIR DU WEB

■ Microsoft vient de lancer un site Web consacré aux femmes. Wo-

menCentral, alimenté par les in-

formations du magazine en ligne

Women.com. Une récente étude de

Jupiter Communications a révélé

que 45 millions d'Américaines sont

des internautes et qu'elles seront

■ La société Apple et France Têlé-

com ont créé l'association Cyber-

Hosto, qui va offrir des accès In-

ternet à des enfants hospitalisés.

L'objectif est d'apporter aux

jeunes patients « un soutien dans

leur processus de guérison en rom-

pant leur isolement ». La première

expérience-pilote aura lieu dans

quelques mois au CHU de Besan-

■ Depuis le 4 février, Europe 1 est

diffusée en direct sur Internet,

24 heures sur 24. Elle a été rejointe

deux jours plus tard par France-In-

ter, le 6 février, et a rejoint sur le

Web deux antres radios du service

public, France-Infos et Le Mouv'.

con (Doubs). - (AFP.)

www.europel.fr

www.radio-france.fr

womencentral.msn.com

HÔPITAL

illions de plus avant trois ans.

**SUR LA TOILE** 

longtemps dans la finance, avec des techniciens d'élite, entraînés à gérer de l'argent pour l'État. C'est une des raisons pour lesquelles les Français se sont jetés devant tous les Européens dans le développement des produits financiers sophistiqués que sont les produits dérivés ou la titrisation », écrivent les cinq journalistes qui ont contribué à l'article, et qui vont jusqu'à souligner les mérites de la place financière de Paris, en particulier du marché à terme, le Matif, et de son marché d'options, le Monep. «La France a une autre arme secrète, qui pourrait être encore plus

BusinessWeek

quelques défauts bien français. Citant Felix Robatyn, Fambassadeur des Etats-Unis en France, il relève les limites du capitalisme français, « un concept auf a encare une certaine distance à parcourir avant

d'être totalement accepté ». L'une de ses bornes reste, selon les Américains, des marchés protégés, notamment par des avantages fiscaux dans le secteur de l'assurance. Et surtout un manque de rentabilité chronique: tout en relevant les grandes qualités d'Axa, qui talonne maintenant l'allemand Allianz, Business Week rappelle qu'avec un chiffre d'affaires double de cehri de son rival américain AIG le groupe français gagne deux fois moins d'argent.

L'hebdomadaire prédit enfin d'autres mouvements dans le monde bancaire, avec en particulier deux cibles très exposées pour les fusions à venir : la BNP et le CCF. Il

comparaissent devant une Cour

de justice spéciale. Ici, un seul res-

ponsable a été condamné à une

peine avec sursis... Explicables par

une multitude de différences,

dans les faits, dans la situation ju-

ridique et dans la nature du débat

politique, les réponses opposées

de la France et de la Suisse au

drame du sang contaminé ne

convainquent vraiment ni l'une ni

Frapper au plus près de l'action,

c'est courir le risque de s'en tenir

au lampiste de service. Viser au

sommet, c'est prendre celui de

relève que la BNP compte participer à la privatisation du Crédit lyonnais, mais que les suppressions d'effectifs qui risquent d'en résulter font peur. « Une pensée qui pourrait entraver les grandes enjambées françaises vers l'Europe financière européenne », regrette le journal : « Le pays a besoin de plus d'acteurs comme Bébéar, qui pensent tout de suite à l'échelle mondiale », et surtout de se dégager d'un « gouverne-ment paternaliste ». Il suffirait toutefois, annonce Business Week, de quelques opérations supplémentaires pour que la France soit ni plus ni moins « la surprise de l'année ».

Confronté à un problème simi-

laire, le gouvernement italien a

lement opposée à celle choisie par

son homologue français. Tous les

deux ont dû faire face à un afflux

imprévu de demandes de régulari-

sation de résidents étrangers dé-

pourvus d'autorisation légale de

séiour. Les Français se sont arc-

boutés contre une régularisation

générale, mettant en avant un lé-

galisme d'ailleurs démenti dans

les faits par une application plutôt

arbitraire. Les Italiens ont préféré

accorder libéralement les autori-

sations de séjour, multipliant par

six le nombre de celles-ci qu'envi-

sageait initialement leur projet.

Cette attitude n'est pas seulement

lancer à son tour. Mais, très vite, il

se prend à parodier ses « cama-

rades » les plus malhabiles ou les

plus prétentieux. Puis, gagnant en férocité, il épingle les menteurs et

les fabulateurs. Toujours par le tru-

chement de ses journaux détour-

pés, il s'attaque aux motivations

Dans la rubrique « le conseil-

ler », il est question de ceux qui af-

fichent leur adresse électronique

dans l'espoir de recevoir des mes-

sages d'admirateurs. « Le journal

d'un vovageur » est une « contribu-

tion aux journaux partiellement

faux... ou vrais ». A noter égale-

ment « Celle que je veux », et « La

boutique de produits dérivés », qui

se moque de l'égocentrisme des

auteurs. Certains textes ne seront

pleinement appréciés que par ceux

qui ont lu les sites parodiés, mais

les non-initiés peuvent en saisir

l'ironie. Inutile de préciser que

l'humour de Nicolas a été diverse-

ment accueilli dans le petit monde

598F

inavouées des diaristes.

généreuse. Elle est aussi réaliste.

opté pour une réponse diamétra-

LIBÉRATION

Gérard Dupus

en se retournant sur la Rifle River, avait lancé une bordée d'injures sans se soucier de la présence sur la rive d'une jeune femme et d'un shérif adjoint, un tribunal du Michigan a surtout retenu : « b... de m... » et « p... de

■ Les lycéens de Grand-Bassam, en Côte d'Ivoire, demandent aux autorités de reporter une séance de vaccination afin qu'elle ne précède pas la séance d'exorcisme qu'ils ont aussi réclamée après la mort suspecte de trois de leurs camarades en

■ Jeudi 7 janvier, les gendarmes avaient arrêté à temps la main d'une épouse de Baignes, qui, pour assassiner son mari, avait eu recours, sur le conseil d'un amí, à une cartomancienne de Vesoul qui l'avait adressée à un marabout de Mulhouse.

■ Dimanche prochain, cent cinquante couples se fianceront dans la basilique Saint-Valentin de Terni, en Italie, devant les reliques du patron des amoureux. Vingt mille couples se sont mariés, au stade olympique de Séoni, devant le révérend multimilliardaire Sun Myung

Christian Colombani

#### **EN VUE**

■ Demet Demir, persécutée par la police à l'époque ou elle se prostituait, incarcérée pour ses activités politiques, transeruelle et socialiste, se présentera aux élections municipales à Istanbul

🔳 « J'ai été motivé par l'amour », s'est excusé, lundi 8 février, auprès de ses collègues, Tom Spencer, le président de la commission des affaires étrangères du Parlement européen, homosexuel, intercepté à l'aéroport d'Heathrow, près de Londres, avec du cannabis et des revues gay dans ses bagages, avant de quitter l'hémicycle sous les appiaudissements, et de rejoindre sa femme Liz.

■ Dans son assignation contre Timothy Boomer, canoéiste qui,

quinze jours.

fabricant de poisons mortels.

Moon, dimanche dernier.

■ Moon, la loutre dont on avait perdu la trace, a été retrouvée grâce à ses empreintes dans la neige. Henri Goetschy, président de l'Association pour la protection de la faune sauvage et la réintroduction des cigognes en Alsace, s'est réjoui : « Elle était à la recherche d'une belle catiche » (lieu où cet animal fait

■ « Vous savez, c'est une plante très utile. Elle sert de refuge à nombre d'espèces ; elle abrite quantité d'insectes et ses fruits nourrissent les oiseaux en hiver +, ont dû expliquer les gardes de l'Office national des forêts à un homme, récemment surpris en flagrant délit, qui, pour sauver de l'asphyxie les arbres, attaquait, depuis des mois, à la scie égoine les lierres des forêts d'Alsace.

Le magazine pointe toutefois décisive : ses banques et ses compagnies d'assurances sont assises sur

#### **DANS LA PRESSE**

une richesse centenaire, »

**EUROPE 1** 

Alain Duhamel ■ Les trois ministres abordent ce procès le dos au mur. Ils sont parfaitement conscients du fait que l'opinion a choisi : pour la majorité des Français, ils sont présumés coupables. Devant l'énomité du drame, devant les centaines de vies arrachées, les centaines de familles désespérées, la recherche de responsables le plus haut placés possible, donc de politiques, donc de ministres, donc de chef du gouvernement, apparaît presque irrésistible, comme s'il fallait à tout prix (et quel que soit le droit) une proportion quasi hiérarchique entre la tragédie et les responsables coupables. Pourtant. on ne peut pas dire que les trois

ministres alent été en quoi que ce soit protégés ou épargnés. La justice française apparaît même, parmi les justices des nations démocratiques touchées par le drame, comme la plus sévère. L'alternative qui se dessine apparaît de toute facon terrible: ou bien les ministres sont condamnés, leur carrière politique s'arrête évidemment tout net, et c'est le déshonneur et le purgatoire moral, pour eux-mêmes et pour leur famille. Ou bien ils sont acquittés, et c'est une vague de protestation, de colère, de vindicte. Le dilemme est en somme entre la condamnation et l'indignation.

LE TEMPS Svivie Arsever ■Là, les procès se succèdent et aujourd'hui trois ministres

pénaliser non plus la décision dé-

l'autre.

ponsabilité politique.

libérée mais l'absence d'action, l'ignorance, voire la simple res-Renoncer à frapper, c'est se résoudre à la déresponsabilisation

## www.multimania.com/parodie/lemonde.html

La Plume laïque s'amuse à mélanger les parodies de journaux intimes... et d'un certain quotidien du soir

\* LE MONDE de la réflexion : un site consacré au monde des "diaristes" [ceux qui tiennent leur journal intime], dont l'habillage a été Le Monde. Apparemment, cette parodie est considérée par les lecteurs du site comme la plus drôle. » Mis à part le surtitre en lettres cursives, on pourrait presque s'y tromper: mêmes bandes bleues, même mise en page, même typographie et mêmes rubriques, « Dossiers en ligne », «Le journal avant 17 heures », « Portrait d'un quotidien »... Mais, à y regarder de plus près, on s'aperçoit que la chronique boursière affiche la cote des journaux intimes en ligne les plus célèbres. En titres de une, on trouve « le rapport de Kenneth Starr sur les mœurs de certains diaristes » ou « Le diariste "é" est natif de la planète Mars ». La critique cinéma est consacrée à Fourmizide, un film récent qui met en scène une fourmi de synthèse poussée par son analyste à écrire un journal intime, et à Un mari à tout prix de Isa Van



Cette édition très spéciale du Monde est l'œuvre de Nicolas, étudiant en droit, créateur du site La Plume laïque. Nicolas détourne aussi d'autres sites, comme celui de Elle ou de la boutique Yves Rocher, mais son objectif est toujours le même : se moquer des auteurs de

quelques diaristes, et décide de se

journaux intimes qui s'affichent sur le Web. Sa vocation lui est venue après avoir lu un article du Monde consacré à un site québécois répertoriant les journaux intimes publiés sur le Web (Le Monde du 14 février 1998). Il découvre les œuvres de

### Svlvie Dodeller

des diaristes du Web.

Jusqu'à d'économie soit semaines lecture

ABONNEZ-VOUS ET DEVENEZ LECTEUR PRIVILÉGIÉ DU MONDE

74		o al	121101106				
Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :  3 MOIS-562 F G 6 MOIS-1086 F G 1 AN-1980 F au lieu de 585 F au lieu de 1170 F au lieu de 2340 F Prix de vente au numéro (farti en France métropolitaine uniquement) Soit 360 F d'économie je joins mon régiement soit :  F 901 MQ 001							
☐ parca	☐ par carte bancaire N° []						
Date de	validité 📖	لبل	Signature:				
	Mme Non	n:					
Prénom	:						
Adresse	:						
Localité	:		Code postal:				
	TARIFS HORS FRANCE						
	Belgique	Autres pays de l'Union	USA-CANADA				
	Pays-Bas Luxembourg Sulsse	européenne	LE Monne - 1,65°E=10006700 to parkenhed daily for € 802 bot year ~ Le Monney > 7. Ex. (see Country-Servine) 1752-7. Park Cale II. France, providing processor good of Committee N. Y. U.S., and additionated melance of parkens, PCS MASS TON. Servine additionation of N. Y. Servine 2, 1874-188, Champielo				
1 AN	21905	2960F	N.Y. U.S., and additionnal making official, POSTMASTER: Sent address changes to MS of N.Y. Box 15-18, Champlein N.Y. 129191518				

Pour tout renseignement concernant : le portage à domicile, le pr • Polis tout remangmentent demonstratif . To per angle a automatique, les turis d'abonnement etc. Téléphonaz au 01-42-17-32-80 de 8 h 30 è 18 heures du lundi au vendredi. • Pour un changement d'adrease, un transfert ou une suspension vacances un numéro exclusif : 0 803 022 021  $(0.095\,\mathrm{TiC})$ 

Bulletin à remoyer accompagné de votre règiement à : LE MONDE, service Abonnements-24, avenue du Général-Leclerc 80846 Chantilly Cedex

PÉTAIS à l'affiit mais sans arme. Derrière mon écran, l'autre nuit, je me croyais à l'abri. Paul Amar m'avait juré que je ne courais aucum danger. Je savais que, personnellement, il s'exposait. On ne met iamais des chasseurs et des écologistes face à face, même sur un terrain aussi convivial que le plateau de « D'un monde à l'autre », sans qu'il y ait un risque de pétaudière. Mais l'ami Paul se faisait fort de faire respecter sa tentative de médiation et je lui faisais confiance.

Donc, je témoigne que ce sont les écologistes qui ont ouvert le feu. Le porte-flingue des chasseurs de l'Aisne les a nargués quand il a dit que Dominique Voynet ferait mieux de protéger les consommateurs contre le mais transgénique. Mais il s'agissait d'un banal coup de semonce. Le défenseur attitré des palombes, Allain Bougrain-Dubourg, toujours aussi téméraire, a envenimé la situation. des chasseurs a lancé son cri de

Quel besoin avait-il de se dire « révolté » à l'idée que les chasseurs cherchent à le piéger « dans l'image de l'anti-chasse primaire », alors que la battue n'avait même pas commencé? Son tir de barrage a eu un impact négatif. Et tout a commencé à dégénérer lorsqu'un ornithologue du Nord s'est livré à un tir impulsif contre les chasseurs de sa région, qu'il a accusés de « faire régner la terreur sur le littoral du Pas-de-Calais». Venu la fleur au fusil, le garde champêtre de Bègles, Noël Mamère, aurait pu s'interposer. Il a, au contraire, fait un carton sur le Nemrod parlementaire des Alpes-Maritimes, Christian Estrosi, au-

« l'alcootest » à tous les viandards, le président de l'Union nationale

teur! » Le délégué des gardeschasses a retourné son fusil contre hui en le taxant d'« incitation à l'incivisme ». Mais c'est l'émissaire des protecteurs des animaux sauvages qui a déclenché la grosse artillerie en piombant, sans sommation, «la lâcheté de la classe politicienne qui vote n'importe quoi pour faire claisir au lobby des chasseurs ». Comme il s'agissait d'un non-voyant, tout le monde l'a respectueusement laissé tirer à l'aveuglette. Mais ce fut ensuite Fort-Alamo.

grands signes, en gros plan, plein cadre. Je l'entends encore crier: « Coupe! Coupe I Coupe leurs micros! » Mais pourquoi m'ont-ils pris alors pour le pigeon? C'est la première fois, Monsieur le vétérinaire, que ma chronique sort d'une émission trouée comme une

Je revois Paul Amar, dans la mêlée des deux meutes, me faire de

quel il a reproché de s'être rallié aux chasseurs par « clientélisme ». Je ne me souviens plus très bien de la suite. Quand Allain Bougrain-Dubourg a parlé d'imposer

E E ST

\*\*\*\*\*\*\*

- 1. Pagur

20 m

数量分分 -

M. Allendary Commercial

<u>ang</u>orage variety i

WHAT TO THE

and for the first of the

. Andrew Arten (article arten) —

经大学区 (1)

See Service 1

學 選手 母母 春春 有野日

THE PARTY NAMED IN

**法教育** 

P. Series, Trees

宝龙 之一。

anterno di ... na die general en e Same Same Same Significant States States

A CHARLES

क्षाक्री**ल श**≨ं कर । ५ -

<u>Pripo e</u> no lo

المناسخة المراجع المؤوا المؤوا فليجيؤ للم

in to C 20 X 740

MERCREDI 10 FÉVRIER

FILMS

18.05 Leçon de chimie

Lawrence 130 min).

#### **GUIDE TÉLÉVISION**

Fréquenstar. Notre-Dame de Paris.

**DOCUMENTAIRES** 

20.55 Vivement le mariage.

21.30 Les Tribus indiennes. [7/20]. Les Cherokees.

dans l'espace?

22.40 Musica. Rolf Liebermann.

22.50 Les Enfants d'Helsinki.

0.00 Les Quatre dromadaires. Enquête chez les requins.

SPORTS EN DIRECT

20.55 Vivement le mariage

Un documentaire parfois drôle.

souvent émouvant sur les prépara-

tifs du mariage. Cinq couples,

d'origines et de sensibilités diffé-

rentes, se racontent et se dévoilent

queiques jours avant le grand ren-

dez-vous à l'église ou à la mairie.

Grâce à un montage de qualité, la

caméra glisse de l'un à l'autre, sans

rater ni les larmes de joie ni les an-

goisses de celles et ceux qui vont se

20.45 Football, Match amical.

22.25 Le Musée d'Orsay.

20.30 Guerre du Golfe, autopsie d'un conflit.

0.45 Le Cercle.

20.35 Seul en poste.

22.00 Y a-t-il une vie

22.30 Hervé Bazin.

23.20 Les Macaques

23.50 Bonaparte.

TÉVA

dire « oui ».

des Célèbes.

23.25 Profil. Arthur Miller. Un voyage intérieur.

21.55 Le Métis.

DE	BATS	
21.35	Irak-USA	auto

Irak-USA, autopsie d'un conflit. Invités: Michael Barry, Jean-Louis Dufour, Charles Hargrove, Ghassan Salamé, François Thual, Subi Toma. Forum Plant

### 23.15 Hervé Bazin ou la générosité

MAGAZINES 18.30 Nulle part ailleurs. Invités : François Cluzet, 1 Bertolucci, Isabelle Carré. 19.10 et 0.10Le Rendez-vous.

20.00 20h Paris Première. 20.10 Faits divers. Le souffie de Clabeco

20.15 Passe-moi les jumelles. Histoires de térièbres et de lumière. 20.45 Les Mercredis de l'Histoire. La Cagoule : enquête sur une conspiration d'extrême droite.

20.45 Les Dossiers de l'Histoire. Quand on navigue sur un fleuve. 21.05 Faits divers.

La Nuit des braconniers. 22.35 Ca se discute. Les jeux d'argent font-ils le bonheur ? Prance 2

22.55 L'Envers du décor.

**TELÉVISION** 

Fouler la pelouse du stade de

Wembiey est un événement qui

sort de l'ordinaire pour un foot-

balleur professionnel. Même avec

une capacité réduite à 78 000

places, l'armosphère y reste excep-

tionnelle et les champions du

monde en titre peuvent s'attendre

à une « chaude » réception de la

part des joueurs anglais, bien qu'il

s'agisse d'une rencontre amicale.

20.45 Football

Angleterre - France

23.10 Un siècle d'écrivains.

20.00 Gerhard Oppitz & Nicolas Economou jouent Rachmaninov. Transcription pour deux planos des Danses symphoniques op. 45

22.55 Frank Black et Skunk Anansie. Londres 1994. Paris Première

TÉLÉFILMS

20,30 L'Ennemi public numéro 2. Edouard Niermans. 20.40 Mannequin le jour... Christian Duguay. RTL9 20.40 Sale journée pour un filc.

20.50 La Vie d'un autre. Patrice Martineau.

Arte

Odyssée

France 3

SÉRIES 20.40 Homicide. On ne joue plus Série Club 20.55 La Kiné. Stade 3. France 2 20.55 Le Chinois, Les So es. TIMC 21\_30 Two. Matheureux Série Club

22.15 Oz. Tribus ancestrales (v.o.). Série Club 22.30 Urgence. TV 5

22.30 Friends. The One with the Kips (v.o.).

23.10 Un siècle d'écrivains

On dit souvent de Pierre Reverdy

(1889-1960) qu'il fut un poète pour

poètes. Pierre Dumayet et Robert

Bober se sont placés du côté de la

lecture et des rapports à l'art au

détriment, sans doute, de l'incar-

nation, pour évoquer l'enfant de

Narbonne. Si ce portrait manque

de corps, il ravira par sa finesse et

sa délicatesse, «tenues» par la

### **PROGRAMMES**

#### **TÉLÉVISION**

à neuf heures # # Mario Mattoli (Italie, 19 N., v.o., 85 min). TF1 17.00 Silverado 🗷 🗷

17.00 Secrets et mensonges 
Mile Leigh (Grande-Bretagne, 1 145 min). 18.35 Ludwig on le crépuscule 22.55 L'Envers du décor. des dieux **E E E** Luchino Visconti [1/2] (F. - H. - All., 1972, v.o., 115 min). Ciné Cinén 0.10 Minuit sport.

19.25 Riff-Raff **E E** Ken Loach (Gran v.o., 95 min).



20.30 Key Largo **E E**John Huston. Assec Humphrey
Bogart, Lauren Bacali (Etats-Unis,
1948, N., vo., 100 min). Ciné Classics 21.00 The Crow ==

22.25 She's so Lovely 
Nick Cassavetes (Etats-Unis, 1997, v.o., 90 min). 22.25 Je vous aime 

Claude Berri (France, 1980,
105 min). Ciné Cinémas

22.40 L'Année de tons les dangers **II II** Peter Weir (Australie, 1983, 175 min). 0.20 La Taverne

de Pirlandais # # # John Ford (Etats-Unis, 1963, v.o., 105 mlm). 2.35 Le Bataillon du clel E Alexandre Esway [1/2] (Fra 1946, N., 80 min).

3.05 Cocoon **= =** Ron Howard (Etats-Unis, 1985, v.o., 115 min). Ciné ( 3.55 Les Anges déchus 
Wong Kar-Wai (Hongkorg, 1996

18.25 Exclusif. 19.05 Le Bigdil. 20.00 Journal, Météo. 20.45 Football. Match amical. Angleterre - France.

FRANCE 2

18.45 Et un, et deux, et trois. 19.15 1 000 enfants vers Pan 2000. 19.20 Qui est qui ?

20.55 La Kiné. Stade 3 O. 22.35 Ca se discute. Les jeux d'argent font-ils le bonheur ? 0.25 Journal, Météo.

FRANCE 3 18.20 Obestions hour un chambion 18.55 19-20 de Pinformation. Météo 20.05 Cosby. 20.35 Tout le sport.

20.50 Spécial inflo. Que faire du Kosovo? Invités : Maddieine Alfbright, Hubert Védrine, Vuk Draskovic, Nicolai Afanasievski, Jacques Rupnik, Bénédicte Chesnelong. 22.30 Météo, Soir 3.

23.00 Le Journal de Vail. 23.10 Un siècle d'écrivains. 0.00 Les Quatre Dromadaires. Enquête chez les requins.

#### CANAL + ► En clair jusqu'à 21.00

18.30 Nulle part ailleurs. 20.30 Le fournai du cinéma. 21.00 La voie est libre ■ Film. Stéphane Clavier ○ 22.24 Les Paeil.

22.25 She's so Lovely ■ Film, Nick Cassavetes (v.o.) O . 23.55 South Park. La ville au bord de

0.20 Splin City. Souvenirs, souvenirs O. 0.45 Big Brother. Film. Jackie Chan. 2.20 Paris 🔳

**PROGRAMMES** 

#### ARTE

19.00 Connaissance. Le Sixieme Sens, arme secrète ? 19.45 Météo, Arte info.

20.15 Reportage. Les Oublies de la médecine 20.45 Les Mercredis de l'Histoire. La Cagoule : enquête sur une conspiration d'extrême droite.

21.35 Les Cent Photos du siècle. Naissance au Aibboutz (1951). 21.45 Musica. Get Up Early. Ballet de J. Ulrich et B. Rooyen

22.40 Rolf Liebermann. Une vie pour l'opéra 23.25 Profil Arthur Miller Un voyage intérieus. 0.20 La Lucarne. Béatimos

19.20 Mariés, deux enfants. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.10 Notre belle famille. 20.40 Décrochage info,

Une journée avec... 20.50 La Vie d'un autre. Téléfilm. Paurice Martin 22.35 Ally McBeal. [11/23]. Mariage à trois Q.

23.25 Dharma & Greg. Mon père ce zéro O. 23.50 Susan ! Harcelement O. 0.20 Préquenstar. Notre-Dame de Paris.

**RADIO** 

:

• .

. .

---

::::

:.. . 72: .-

::.···

....

12.5

-

---

L--

£ :

Ξ:..

....

ļ. - - . .

77.

ic.

ī: ·

uc~ .

Ć.

i --.

Vr-

Ŀ.

₽-

Car.

m.

**D**C:::

я<sub>Ю...</sub>.

غاي خ

71C :

40

it <sub>(գ։</sub>

(c.

15-

=.. :

-2:

#### FRANCE-CULTURE

20.30 Agora, Geneviève Bouchon. 22.10 Fiction. L'adieu au siècle. 23.00 Nuits magnétiques. [1/2].

#### FRANCE-MUSIQUE

20.00 La Voix et l'Orchestre. Cuvres de Berg, Mahler. 22.30 Musique pluriel. Cuvres de Dubedout, Rezende. 23.07 Les Greniers de la mémoire.

#### RADIO-CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Œuvres de Gershwin. 20.40 Les Journées Nicolas Clérambault. Par II Seminario Musicale dir. Gérard Lesne. Œuvres de Clérambault.

22.08 Les Soirées... (suite). Œuvres de De Mondonville, Benda, C.P.E. Bach.

#### **GUIDE TÉLÉVISION**

#### MAGAZINES

10.40 Arrêt sur images. Astérix et le raz-de-marée médiat imité : Claude Davy. La Cinqx 13.05 Faits divers.

13.30 Envoyé spécial, les années 90. Les derniers sidérurgistes. Invité : Denis Woronoff, Gérard Sautré. Hist 14.00 20h Paris Première. Bruno Putzulu.

15.25 Le Vrai Journal.
Sang contaminé : la guerre des laboratoires. L'attribution des ne le laboratoires des hotes en le

us renviation des grees en ne de France. Le centre de détention de Roissy. Erwann Menthéour, cycliste, parle du dopage. Invitée : Sylviane Jospin-Agacinski. Canal +

17.00 Les Lumières du music-hall. Albert Préjear. Line Renaud. Paris Première

18.00 Stars en stock. Mei Gibson. Ava Gardner. Paris Première 18.00 et 21.00 Le Grand journal. 18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Fazil Say, Cièlle Aster, Jacques

19.00 Rive droite,

rive gauche. Paris Premiè 19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. 20.00 20h Paris Première. Guy Béart.

20.15 Temps présent Lili, gardienne de Lill, gardienne de prison. Les comptes perdus du deu pilier. Le siècle en images : Putsch à Madrid.

29.55 Envoyé spécial. Naître à tout pris. Le voyage de Nina. Ps : L'œil de glace. France 2

21.20 Carte blanche à... Philippe Douste-Blazy. Forum Planète 22.10 Pulsations. La schizophrénie. Invité : Denis Hers.

23.05 Courts particullers.
Olivier Assayas. Parts Pr 23.10 France Europe Express. La guerre des assurances. La chasse en Europe. L'Europe de la sécurité. Invité : Charles Pasqua.

#### DOCUMENTAIRES.

17.35 Le Théorème de Fermat. Planète 17.55 Découverte du Renya. La vallée du rift. La Cinquième

18.25 Portraits de gangsters.
[2/10]. Charles Lucky Luciano. Planète

du Sud.

CINE CINÉMA 3

20.30 Trainspotting

drogue et, même, sida.

18.30 Les Capucins d'Amérique

TELÉVISION

Petits Meurtres entre amis, son pre-

mier film (1993), avait valu à Dan-

ny Boyle un grand succès. Mais ses

personnages déjantés et 50n hu-

mour noir prenaient, déjà, un as-

pect dérangeant qui s'est manifes-

té jusqu'à la provocation dans

Trainspotting. Un jeune Ecossais au

chômage traine dans la baniieue

d'Edimbourg avec des copains. En-

nui, bagarres, larcins, alcool,

18.00 Le Hot Club de France. Fats Waller and Friends.

19.00 Chœurs en balade. 19.15 Les Grandes Expositions. 19.25 Les Demiers Navigateurs, Odyssée 20.15 Reportage, Sportet business. \_\_ Arte 20.20 Les Macaques

des Célèbes. 20.35 Cinq colonnes à la une. 20,40 Amours adolescentes. Canal + 20.45 Hier, demain, dimanche, 20.45 Evelyn Glennie. Odyssée

20,50 Jean Dreville. les autres. Sicile [1/2]. 21.15 Bonaparte.

21.35 Les Grands Compositeurs. [5/7]. Tchaikovski. 22.00 Du côté de chez soi. 22.10 Les Métiers. Bourgogne : Le faiencier et le tonnelier. 22,30 Tortues d'eau, la cistude

d'Europe. Forum Planète 22 40 Seul en moste. 22.45 Eternel dimanche. 23.00 La Chine, dragon millénaire. La patrie de Confucius. O

23.30 Les Tribus indiennes. [7/20]. Les Cherokees.

La

France 3

La Cine

SPORTS EN DIRECT 16.30 Tennis. Tournoi messieur: de Dubal. 4 jour.

18.00 Basket-ball. Euroligue m Uliker Istanbul SC - Asvel. 18.30 et 21.00 Ski.

Championnats du monde Slaiom géant dames.

#### MUSIQUE 21.00 Orchestre de musique

de chambre de Pologne. Dir. Jersy Maksymiuk. Œuvres de Mozart, Haydr. 21.40 Evelyn Glennie.

22.45 La Folle Journée de Nantes. Œuvres de Ravel et Debussy.

20.40 Premiers troubles

23.55 NOTINA.

Opéra de Bellini. Par le Canadian
Opera Company Orchestra,
dir. Richard Bonynge.

9.05 Cycle Zublin Mehtia.
Agrenholm, piano.

Avec Daniel Barenboim, piano. Par le Berliner Philharmoniker.

Subtilement interrogés et filmés

par Dominique Gros, une ving-

taine de filles et de garcons se

confient. Rencontrés à Paris et en

province, à la sortie du collège ou

du lycée, en camp de vacances ou

dans un café, ils ont entre treize et

dix-neuf ans, et parlent d'amour

avec franchise et gravité. De nom-

montrent qu'on ne badine pas

avec l'amour quand on est ado-

breux témoignages qui nous

#### fluidité de superbes images d'eaux, de cieux et d'arbres.

TELEFILMS.

FRANCE 3

19.00 Voyages, voyages, Istanbul Planète

TV 5

Planète

Arte

18.30 L'Immeuble. 20.30 Tout va bien dans le service. 22.20 La Femme prisonnière. Joël Santoni

22.40 Made iri America. Un billet pour le danger. Swart Cooper. Arte

23.25 L'assassin habite au 402. Coin Bucksey. 0.45 Conspiration du troisième âge. Udo Wachtveitl. Arte

#### COURTS METRAGES

21.10 26 salles de bains. 21.49 Les Faell.

SERIES.T 17.25 Seconde B. remière fois.

17.45 La Loi de Los Angeles.
The Douglas Fur Ball. 17.50 Hartiey, coeurs à vif. France 2 18.30 Les Repentis. [1/2]. Orôle de relève.

19.20 Mariès, deux enfants.
[1/2]. Problèmes de soció
problèmes cruciaux avec roblèmes de société et autres nes cruciaux avec Kelly. 84 6 19.15 Michel Strogoff. [\$/7]. TVS 20.00 Larry et Balki.

20.05 Cosby. France 3 20.13 Almed Hitchcock présente 20.15 Ellen. The Go Between. RTL 9

20.40 Buffy contre les vampires.
[1/2]. Kendra. Série Club 20.50 Navarro. 21.55 Stargate. Princesse Shyla.

22.15 La Rédac. Minuit Disney Channe ins le quart. 22.30 Baldi et Radio-Trottoir.

23.55 Edouard et ses filles. 0.05 Cosmos 1999. Série Club

0.40 High Incident. Commande à distance. 1.20 Seinfeld.

1.20 Rendez-vous tous les 7 ans

En 1964, Michael Apted réalisait

une interview de quatorze enfants

de milieux sociaux différents.

« Montrez-moi l'enfant de sept ans

et je vous dirai l'adulte qu'il sera. »

Prenant comme point de départ de

son enquête cette doctrine des jé-

suites, le réalisateur est retourné

Autourd'hui « La 25º Heure » pro-

pose < 42 Up », l'aboutissement

d'une étonnante recherche.

filmer ces enfants tous les sept ans.

e vie de chien (v.o.). Canal Jimm

### 19.30 Le Meilleur 🛢 🖩

TV 5 23.25 3' planète après le Soleil. [1/2]. Fun With Dick and Janet (v.o.). Série Club TMC

de tous les cauchemars.

FRANCE 2

FILMS

JEUDI 11 FÉVRIER

Canal +

TMC

Téva

RTL9

13.30 Excalibur ■ 🖷 john Booman (Irlande, 1981, v.o., 140 min) O . Ciné Cinéma 3 14.30 Ludwig ou le crépuscule 

15.10 Le Train ■ E. 15.15 Kika 🗷 📭

15.50 La Reine des bandits 
Shekhar Kapur (Grande-Bretagne, 1994, v.o., 120 min) O. Ciné Cinéma 3 16.20 Trainspotting 🛮 🗖

Ciné Cinéma 2



17.40 Riff-Raff M M Ken Loach. Avec Robert Carlyle, Emer McCourt (Grande-Bretagne 1991, v.o., 95 min) O. Cinés

18.25 Key Largo **E W**John Huston (Etats-Unis, 1948, N., 100 min) O . Ciné Classics 18.50 Je vous aime **II II** Claude Berri (France, 1980, 100 min) O . Ciné Cinéma 3

20.30 Leçon de chimie

à neuf heures 
Mario Mattoli (Italie, 1 20.30 Excalibur # 1 John Boorman (Irlande, 1981, 140 min) O. Ciné Ciné

20.30 Trainspotting 
Danny Boyle. Avec Ewan McGregor, Ewen Bremmer (Grande-Bretagne, 1995, v.o., 95 min) O. Ché Cinéma 3

20.40 Le Privé **E E** Robert Altm. 115 min) O. 20.45 L'Espoir ## André Mairaux (France, 1939, N., 75 min) O.

20.55 Scaramouche ■ ■

George Sidney (Etats-Unis, 1952, 120 min) O. 22.50 Le Jardin du diable = 12 Henry Hathaway (Etats-Unit 100 min) O. 22.55 Une bringue d'enfer!

#### TÉLÉVISION 📑

15.30 La loi est la loi. 16.25 L'homme qui tombe à pic. 17.15 Sunset Beach. 17.40 Beverty HHIS 18.30 Exclusif. 19.05 Le Bigdil.

20.00 Journal, Météo. 20.50 Navarro. Pas de grève po Série. Gérard Marx O. 22.40 Made in America.

0.20 Les Rendez-vons de l'entreprise. 0.45 TF 1 muit, Météo. 1.00 Très pêche. La pêche au coup. 1.55 Cités à la dérive. [8/8] O.

16.00 La Chance aux chansons 16.45 Des chiffres et des lettres. 17.15 Up livre, des livres.

17.20 Cap des Pins. 18.45 Et un, et deux, et trois. 19.20 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.25 Oni est qui? 20.00 Journal, Météo.

20.55 Envoyé spécial. Naître à tout prix. Le voyagé de Nina. P-s: L'œil de glace. 23.00 Expression directe. 23.10 L'Arbre de Noël ■ Film. Terence Young © 1.00 Journal, Météo.

#### 1.20 La 25º Heure. FRANCE 3

16.40 Les Minikeums. 17.45 Le Kadox. 18.20 Questions pour un champion 18.50 Un livre, un jour. 18.55 19-20 de l'information, Météo.

20.05 Cosby. 20.35 Tout le sport. 20.55 Rangoon 
Film. john Boorman O. 22,40 Météo, Soir 3. 23.10 France Europe Express. 0.30 Le Journal de Vail. 0.35 Espace francophone. Hector Blancotti, le français pas à pas.

#### 1.05 Nocturnales. Roland Petit: 35° anniversalre. CANAL +

➤ En clair jusqu'à 16.10 15.25 Le Vrai Journal. 16.15 Mammifères marins. 16.45 Le Signe du singe. Téléfilm. Fabiero Rosati O.

➤ En clair jusqu'à 20.40 18.30 Nulle part ailleurs. 20.34 Le Journal du cinéma 20.40 Amours adolescentes.

21.49 Les Faeil. 21.50 Joe's Apartment W Film. John Payson (v.o.) O. 23.10 Relic W Film. Peter Hyams O. 1.35 Hockey sur glace.

Interdit aux moins de 16 ans

O Interdit aux moins de 18 ans

Public adulte

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

LA CINQUIÈME/ARTE 14.30 La Cinquième rencontre...
Justice et société.
14.40 Ça va sauter. 15.30 Entretien avec Roland Castro.

17.00 Au nom de la loi. 17:30 100 % question. 17.55 Découverte du Kenya

18.25 Météo. 18.30 Le Monde des animaux. 19.00 Voyages, voyages. Istanbul. 19.45 Météo, Arte Info.

20.15 Reportage. Sport et business.
20.40 Soirée thématique.
Chez moi, c'est mon royaume !
20.45 Hier, demain, dimanche.
21.10 26 salles de bains.
Film. Peter Greenaway (v.o.) O.
21.40 Un dimanche à la maison.
22.00 Du côd de chez soi.
22.45 Etemel dimanche.
23.15 La Fourmilière B
Film. Michael Glawogger (v.o.) O.
0.45 Conspiration du troisième âge.
Téléfilm. Udo Wachtveil O.
2.15 Court circuit. Dans la peau

2.15 Court circuit. Dans la peau. Film. Ran Tal et Etgar Keret (v.o.) O. M 6 15.20 Les Routes du paradis. 16.15 et 1.40 Boulevard des clips. 17.40 Les Nouvelles Aventures de Robin des Bois.

18.25 Lois et Clark 19.20 Mariés, deux enfants. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.10 Notre belle famille. 20.35 Météo des neiges. 20.40 Décrochage info, Passé simple. 20.50 Le Gang II

22.45 Ticks ■ Film. T. Randel O. de tous les cauchemars. Souffrances

#### **RADIO**

#### FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Pierre Delannoy. 21.00 Lieux de mémoire. Saint-Cyr. 22.10 For intérieur. Jocelyne François. 23.00 Nuits magnétiques [2/2]. 0.05 Du jour au lendemain.

20.00 Festival Présences 99.
Par la Maltrise de Radio France,
Toni Ramon, chef de choeur es
l'Ensemble Accroche-Nose, Œuvres
de Dusapin, Pauset, Dazzi,
22.30 Musique pluriel. Œuvres
de Kaspartov, Adams, Dubedout. 23.07 Papillons de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

#### RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Œuvres de C.P.E. Bach, 20.40 François Mauriac et la musique. Œuvres de Mozart, Beethoven, R. Schumann, Bach. 22.33 Les Soirées... (suite), Œuvres de Gounod, Bizet, Debussy, Mozart, Schubert.

Les codes du CSA
Tous publics
O Accord parental souhaitable
O Accord parental indispensab

Les cotes des films On peut voir A ne pas manquer
Chef-d'œuvre ou classiqu Les symboles speciaux de Canal + DD Demiere diffusion

♦ Sous-titrage spécial pour

< 49

\$ 65° -

Signal Spice

· is 10.75

dans l'avalanche de la vi

TAKE PANYTHER

MF 100 300

THE RESERVE

- 《八八》 Company of the last of the las The street of the same 2 4 22 AS erri graffik est 🚜 -

The second 144 A 5 444 وه بيوس -174 Tel. 4 \*\* As \* \*

4. 2921

, p ( 20) h

大 美家

7-2-

and the second of

---

art grad

7.92 t 2.00

Section 1999

or organization

· · · · · · · •

7. 20° 的复数经验 化水流管

er er er er 🚁

T WAS A DAME

31

## Le Monde

### Au moins dix personnes ont été tuées dans l'avalanche de la vallée de Chamonix

La coulée de neige a submergé une douzaine de chalets du village du Tour

de notre correspondant régional

L'avalanche de neige poudreuse, qui a submergé une douzaine de chalets dans la vallée de Chamonix et effleuré une dizaine d'autres, était « effrayante » selon un habitant du village du Tour (Haute-Savoie). Celui-ci a assisté, mardi 9 février, en début d'aprèsmidi, à la descente de cette imprévisible coulée de neige qui s'est engouffrée entre les villages de Mont-Roc et du Tour (1 450 mètres d'altitude). Précédée par un souffle puissant mais silencieux et un brouillard blanc. la coulée de trois cents mètres de large et haute d'une dizaine de mètres, a traversé une forêt puis coupé de part en part l'étroite vallée avant de remonter sur les pentes opposées où elle s'est enfin évanouie,

Partie de la montagne de Pécleret (2 900 metres), la coulée a pu, selon les spécialistes, atteindre la vitesse de près de cent kilomètres à l'heure au moment de l'impact avec les chalets. Elle a transporté plusieurs habitations sur des dizaines de mètres. Seule la population des villages proches du lieu du drame a pu rapidement s'en approcher. Les premiers secours venus de Chamonix et du village d'Argentière, ont dû parcourir à pieds ou à ski les quatre kilomètres qui les séparaient de l'accident. Les routes d'accès aux villages de Mont Roc et du Tour étaient en effet coupées par des pour fouiller les décombres lais-

amas de neige de plusieurs sés par l'avalanche. Celle-ci est mètres de hauteur.

Mercredi matin, les sauveteurs éprouvaient toujours de grandes difficultés pour établir le bilan définitif de cet accident. Dix corps ont été extraits de l'avalanche mais d'autres victimes pourraient encore se trouver sous la masse de neige. Une ving-

survenue après une période de chutes de neige très intense qui a débuté, samedi 6 février, sur l'ensemble du massif alpin. Les précipitations se sont interrompues le 8 février puis elles ont repris brusquement le lendemain, jour de l'avalanche meurtrière. En quatre jours, la couche s'est éle-

#### Les précédentes catastrophes en France

La vallée de Chamonix est l'une des plus exposées aux risques d'avalanches. Le 2 février 1978, une coulée partie de la montagne des Posettes avait atteint le village du Tour et pulvérisé trois chalets. Cinq corps avaient été retirés des décombres. Le même jour, quatre promeneurs furent emportés par une avalanche alors qu'ils marchaient sur la route reliant Chamonix au village d'Argentière.

En France, les avalanches les plus mentrières sont survenues en 1970 dans la station de Val-d'Isère (Savoie). Trente-neuf personnes furent ensevelies sous un chalet des Centres de plein air. La même année, un glissement de terrain provoqué par la fonte des neiges fit soixante-dix-neuf victimes au plateau d'Assy (Haute-Savole). Le 21 novembre 1992, une avalanche tua sept skieurs sur les pistes de la station de Val-Thorens (Savoie). Enfin, le 9 janvier 1998, un groupe d'adolescents qui effectuaient une randonnée près de la station des Orres (Hautes-Alpes) était emporté par une avalanche. Onze enfants et adultes furent tués et neuf autres blessés.

taine de personnes sont sorties indemnes ou blessées de l'avalanche. Plusieurs chalets étaient occupés notamment par des touristes français et étrangers venus passer des vacances à la montagne. Mais le nombre de leurs occcupants demeure incertain. Plusieurs jours seront nécessaires

vée de près de deux mêtres à 2 000 mètres d'altitude, Davantage encore au-dessus. Le secteur du Tour est connu pour être l'un des endroits les plus enneigés du massif du Mont-Blanc.

« C'est un "pot de chambre" instailé au fond de la vallée de Chamonix qui reçoit touiours les plus fortes précipitations », note

Jacques Villecroze du centre Météo-France de Saint-Martind'Hères (Isère). Mais selon ce spécialiste, cette situation n'est pas exceptionnelle. Les pentes qui domiment les villages sinistrés ont connu un enneigement équivalent au cours de l'hiver 1988. Aucune avalanche ne s'était alors produite dans ce secteur. Les archives de Chamonix font remonter à 1908 la date d'une coulée ayant traversé la vallée. Mais son itinéraire n'était pas le même que celui de cette année. Les caractéristiques physiques de la puissante avalanche, formée par de la neige poudreuse accompagnée d'un phénomène d'aérosol - « dont l'écoulement est aérien », note M. Villecrose -. expliqueraient la trajectoire inhabituelle prise par la coulée.

L'avalanche a, en effet, détruit des habitations situées, selon le maire de Chamonix, Michel Charlet, « en zone blanche, c'est-à-dire constructible. De mémoire d'homme et d'après toutes les études faites, l'avalanche n'aurait pas du venir à cet endroit ». Un guide d'Argentière faisait toutefois observer qu'en montagne, la vie d'un individu n'est rien. Ce n'est pas la mémoire d'une génération mais celle de plusieurs qui font les bonnes cartes d'avalanches. En 1978, près du Tour, une avaient plus de deux cents ans ».

Claude Francillon

### « Sécu », mutuelles et assurances parviennent à un accord sur les dépenses de santé

L'ÉVÉNEMENT est suffisamment rare pour être mentionné. Au terme d'une réunion, le 5 février, puis d'ultimes « réglages » au début de la semaine, la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) et la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) sont parvenues à un protocole allant bien au-delà d'un accord sur la converture maladie universelle (CMU), destinée à six millions d'exclus ou de personnes en situation précaire. Avec ce texte qui devrait être approuvé, jeudi 11 février, par le conseil d'administration de la CNAMTS, ces trois partenaires et les institutions de prévoyance s'engagent sur des objectifs communs en matière de maîtrise des dépenses de santé.

Cette « sainte alliance » ~ inédite - entre mutualistes et assureurs doit beaucoup aux choix de Martine Aubry. Passant outre à la vologté de la CFDT, de la Mutualité et des assureurs de réserver la gestion de la part complémentaire de la CMU aux seuls organismes compétents (mutuelles, institutions de prévoyance, assurances). la ministre de la solidarité a autorisé la Sécurité sociale, responsable de la couverture de base, à géter aussi la complémentaire. Au risque, selon les opposants à ce

77. July 20

要談のい

scénario, de brouiller les frontières tracées il v a cinquante ans entre les régimes obligatoires et les complémentaires (Le Monde daté 31 ianvier-1° février).

Dans leur texte, dont chaque mot a été négocié jusqu'à la dernière minute, les signataires relèvent «trois éléments forts de consensus » entre eux : le droit à l'accès aux soins est « pleinement constitutif de la citovenneté ». notent-ils; la CMU doit « faire reculer les inégalités face à la santé »; cet accès aux soins de plein exercice doit passer par la coordination et la complémentarité entre la « Sécu » (630 milliards de francs de prestations, soit 96 milliards d'euros) et les autres financeurs (80 milliards). Aussi affirment-ils au' . il n'entre pas dans la vocation actuelle des organismes gestionnaires des régimes obligatoires et complémentaires de se concurrencer sur leur terrain respectif ».

La CNAMTS, la FNMF et la FFSA précisent que la mise en place de la CMU « doit s'organiser, pour ses bénéficiaires, dans des conditions aussi proches que pos-sible du droit commun », afin d'éviter d'enfermer ses six millions de bénéficiaires dans un ghetto. Le principe de subsidiarité devra donc jouer, et les caisses ne pourront se substituer aux mutuelles et aux assurances « qu'en cas de carence constatée » de ces dernières. En outre, elles négocieront avec la CNAMTS un accord afin que, pour les personnes couvertes par la CMU, les professionnels de santé n'aient pas à s'adresser à plusieurs paveurs, puisque la CMU prévoit le tiers-payant pour ses bénéficiaires.

CONTRAINTES POLITIQUES Au-delà même de leur position commune sur la CMU, l'accord intervenu entre Jean-Marie Spaeth (CFDT), président de la CNAMTS, Jean-Pierre Davant, patron de la Mutualité française, et Denis Kessler, président de la FFSA (et numéto 2 du Medef), sur « la nécessité d'une réorganisation du système de soins », peut créer une nouvelle donne. Alors que le gouvernement semble incapable de limiter la forte progression des dépenses médicales, qui a dépassé 4% en 1998, un front commun des orga-

des professions de santé. Ainsi, la « Sécu », les mutuelles et les assurances envisagent de définir un « panier des biens et services » dont l'utilité médicale est indiscutable. Cette couverture donnerait lieu à un remboursement mieux coordonné entre les différents payeurs, les organismes complémentaires étant libres, audelà, de prendre en charge ce

nismes payeurs se dessine face à

qu'ils veulent. Toute la question est néanmoins de savoir ce que comportera ce panier « révisable périodiquement ». Le risque est grand qu'il ne définisse une protection a minima, même si la CFDT assure qu'elle veillera à ce qu'il couvre les besoins réels de la population.

Le gouvernement n'a pas l'intention de revenir sur son projet de loi, en cours d'examen au Conseil d'Etat. Au ministère de la solidarité, on dit que le texte, qui est équilibre, a été arbitré par le premier ministre et ne sera pas modifié. Dans l'exposé des motifs du projet, Mª Aubry rappellera cependant que tous les bénéficiaires de la CMU ont, à terme, vocation à entrer dans le droit commun, et donc à être couverts par un organisme complémentaire. Mais dans l'immédiat, le gouvernement a dù tenir compte de contraintes politiques : le PCF, une partie du PS, la CGT et les associations voyaient d'un très mauvais ceil l'introduction du « loup » des assurances dans la « bergerie » de la Sécurité sociale, et ils souhaitaient même que la « Sécu » s'occupe seule de cette population. Lionel Jospin, sensible a leurs arguments, a coupé la poire

Jean-Michel Bezat

### M. Jospin rejette les « spéculations » sur ses projets fiscaux

LE DÉBAT sur une baisse des impôts en l'an 2000 a-t-il déjà eu lieu au sein du gouvernement? Et a-t-il été tranché, comme le suggèrent différents acteurs de cette discussion, dans le sens d'un relatif statu quo? A ces deux questions, Lionel Jospin a répondu par la négative, mardi 9 février, à l'occasion d'une visite au groupe socialiste du Sénat. « Il n'y a aucune discussion engagée au gouvernement » sur une évolution de la fiscalité (TVA, baisse de l'impôt sur le revenu notamment) en 2000, a-t-il assuré, selon Claude Estier, président des senateurs socialistes. « Tout ce qui est dit actuellement est pure spéculation », a continué M. Jospin, en ajoutant que le gouvernement « discutera le moment venu » de ce délicat sujet.

Au même moment pourtant, Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a tenu des propos sensiblement différents. A l'entendre, la discussion paraît déjà avancée. « Il n'y aura pas de grand soir fiscol, a-t-il déclaré. (...) Il y aura des évolutions modestes. » Selon le député de Loire-Atlantique, il s'agit de ne « pas hypothéquer l'action publique, celle de l'Etat », qui, a-t-il souligné. va devoir financer la couverture maladie universelle (CMU), ainsi que de nouveaux efforts pour la justice, la police et l'éducation na-

Pour arrêter définitivement ces choix, le gouvernement doit cependant attendre le mois d'avril avant de connaître la marge budgétaire qui lui permettra de financer les grandes réformes annoncées pour l'an 2000. Mais d'ores et déjà, personne ne s'attend à ce que celle-ci soit importante: compte tenu du « trou d'air » que traverse aujourd'hui l'industrie française - lequel ne sera fiscalement « visible » qu'en l'an 2000 -, cette point sur d'autres réformes.

marge, estime-t-on à Bercy, sera Concernant la modification du probablement très limitée. Aussi le ministère des finances prévoit-il aujourd'hui, davantage qu'une diminution de l'impôt sur les ménages - évoquée pourtant il y a deux semaines (Le Monde du 28 janvier), une mise à l'étude de sa simplification.

le taux d'imposition de la tranche supérieure, on ne peut pas dire qu'il

Pour M. Ayrault, « si l'on abaisse

« SORTIR DIGNEMENT »

s'agit d'une mesure de justice fiscale et sociale ». En revanche, la possibilité d'instaurer une retenue à la source pour l'impôt sur le revenu est aujourd'hui à l'étude. Tout comme la possibilité de procéder à des baisses « ciblées » de TVA (Le Monde du 10 février 1999).

Le premier ministre a également profité de son passage devant les sénateurs socialistes pour faire le

scrutin sénatorial, il a indiqué que le projet de loi sera examiné par le conseil des ministres à la mi-mars et discuté au Sénat, en première lecture, en mai-juin, « avant les vacances d'été ». « Cette réforme sera menée à son terme car comme il s'agit d'une loi ordinaire. l'Assemblee nationale aura le dernier mot », a déclaré le chef du gouvernement

Au suiet de la parité femmeshommes, M. Jospin a souligné que le 16 février, à l'Assemblée nationale, pour l'examen en seconde lecture, « le gouvernement et les députés ne changeront pas de position ». « Ce sera au Sénat le 4 mars de montrer ses intentions, s'il souhaite bouger » afin, a-t-il précisé, qu'il puisse sortir « dignement de ce dossier v.

> Jean-Michel Aphatle et Virginie Malingre

### Rites d'Alsace

par Pierre Georges

L'ALSACIENNE est appétissante. C'est un fait républicain. D'aussi loin qu'on se souvienne, chaque fois qu'un chef d'Etat français visite nos provinces de l'Est, le cérémonial est le même : deux ou trois jeunes filles costumées régional, à la façon de l'oncle Hansi, sont préposées à l'accueil. Elles esquissent un vague pas de révérence, offrent, quand la saison s'y prête, un petit bouquet de fleurs des champs. murmurent peut-être un compliment. Et tout président de la République française qui se respecte se doit, en retour, de faire la bise aux grâces rougis-

santes à coiffe noire. Ce n'est pas une corvée. Pas meme une habitude. C'est un rite. L'hommage de la France à son Alsace chérie. Mardi soir donc. Jacques Chirac était à Marienheim, aimable commune que chacun situera immédiatement dans le Bas-Rhin. Il y recevait, à diner et à discuter, le chancelier allemand Gerhard Schröder. Et bien súr, la télévision était là pour une saynète de genre plutôt

tendre et amusante. Sauf le respect qui lui est dû, Jacques Chirac n'est pas le dernier lorsqu'il s'agit de foncer en piqué sur la tendre joue alsacienne. Notre président, donc, prit dans ses vastes bras une douce et belle enfant du pays. Et en tout bien, tout (grand) honneur, il lui fit deux gros poutous républicains. Où l'amusement commence, c'est que Gerhard Schröder fut un instant désarconné. Lui qui avait serré la main de la deuxième grace, constata du coin de l'œil son erreur protocolaire et se reprit très vite. Puisque la coutume, l'usage étaient d'embrasser l'Alsacienne, il embrassa aussi. Et vivement. Double ration

pour les deux leunes filles. Ce oui d'évidence, leur fera des souvenirs pour l'hiver au coin du poêle. En faience évidemment.

L'Alsacienne est appétissante. L'Alsace aussi. La preuve, le menu concocté par le chef du restaurant deux fois étoilé de Marlenheim, le Cerf. Sous cette appellation cynégétique qui fleure bon son terroir se cache un haut-lieu de la gastronomie alsacienne. Michel Husser, le chef donc, avait inventé une sorte de fête de l'esprit, des sens et des sauces dont l'Agence France-Presse s'est fait un plaisir de donner communication. Excellente initiative, facon comices et banquets. On sait vivre à Marlenheim! La

preuve. D'entrée en amusebouche, des Flammenküche, des terrines d'anguille et de saumon, et surtout un brik de tête de veau très chiraquien. Ensuite, un millefeuille de foie gras (d'Alsace évidemment) et truffes noires du Périgord (de l'intérieur, en somme). Pour suivre, une « choucroute à notre jaçon » au cochon de lait. A venir, l'infernal trio des trois munsters, l'un chaud dans une pomme de terre, l'autre mariné, le troisième affiné. Pour se remettre, le premier des desserts, une pure merveille japono-alsacienne, le «saotoubo», génoise au chocolat grand cru, coulis à la vanille et glace au café-crème. Enfin, pour finir, pour les finir, la surprise du chef un . Hoppla, voilà la cigogne! », nom étrange pour un sorbet à l'alcool de coing. Le tout arrosé de grands crus al-

Voilà, c'est tout ce que l'on avait à dire ce matin, dans la morne désolation d'une chronique écrite en trempant un croissant trop sec dans un café

### Les députés adoptent le projet de loi sur l'aménagement du territoire

LE PROJET de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire de Dominique Voynet a été adopté, mardi 9 février, en première lecture par 304 députés (243 socialistes, 34 communistes, 27 membres du groupe Radical, Citoyen, Vert) contre 246 voix (130 RPR, 68 UDF, 43 DL et 5 non-inscrits). Au nom du groupe RCV, dont le vote n'était pas acquis en début de discussion, Roland Carraz (MDC, Côte-d'Or) a souligné les « inquiétudes », en particulier, des députés du Mouvement des citoyens (MDC), « très attachés à l'Etat, au département et à la commune ». Aussi M. Carraz a-t-il annoncé l'abstention du MDC et le vote favorable des Verts et des radicaux de gauche (PRG). La consigne a été observée à deux exceptions près : Jean Rigal (PRG, Aveyron) s'est abstenu, alors que Michel Suchod (MDC, Dordogne), notamment parce qu'il est rapporteur du budget de l'environnement, a voté

#### Un 66<sup>e</sup> miracle authentifié à Lourdes

L'ÉVÊQUE du diocèse de Tarbes et Lourdes, Mgr Jacques Perrier, a rendu publique, mercredi 10 février. l'authentification par l'Eglise de la 66 guérison miraculeuse survenue à Lourdes (Hautes-Pyrénées). Jean-Pierre Bely, aujourd'hui âgé de soixante-deux ans, demeurant à La Couronne, dans la banlieue d'Angoulème, était atteint d'une sclérose en plaques depuis 1972. Il souffrait de troubles de plus en plus invalidants et ne se déplaçait qu'en fauteuil roulant depuis 1984. En octobre 1987, il a participé au pélerinage du Rosaire à Lourdes. Après avoir reçu le sacrement de la Réconciliation, Jean-Pierre Bely, « de raçon soudaine, inattendue et subite, a retrouvé le 9 octobre [1987] toutes ses fonctions normales ... « Ce n'est ni un faussaire, ni un hypocrite, ni un magicien, ni un homme manipulé par un sorcier », a déclaré Mgr Pertier. - (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ INDONÉSIE : le dirigeant est-timorais Xanana Gusmao, détenu à Djakarta, a été transféré, mercredi 10 février, dans une maison-prison du centre de la capitale. Les autorités indonésiennes répondent ainsi aux pressions internationales demandant la libération de M. Gusmao. Le ministre de la justice a cependant précisé que le statut de prisonnier de M. Gusmao, condamné à vingt ans de prison pour sédition, restait in-

■ ÉDUCATION : la journée d'action des enseignants en ile-de-Prance, à l'appel du SNES, de SUD-éducation, de la coordination Paris-Nord et des comités « anti-Allègre », a été peu suivie, mardi 9 février. Le ministère de l'éducation nationale a comptabilisé entre 4 et 6 % de grévistes dans les trois académies. Milie cinq cents à deux mille personnes ont participé à une manifestation à Paris. Une autre journée d'action est prévue vendredi 12 février en lle-de-France. En Moselle, plus de la moitié des écoles primaires étaient en grève, mardi.

**E IAPON: trois concours d'expression** sur le Japon sont organisés. pour la dixième année consecutive, en direction des lycéens et des étudiants attirés par la culture nippone. Organisée par l'Association des industries électroniques du Japon (EIAJ) et la Maison de la culture du Japon à Paris, avec la participation du quotidien japonais Asahi Shimbum et du Monde, des compagnies All Nippon Airways et Japan Airlines, et de la compagnie de télévision NHK, la session 1998-99 offrira neuf voyages au Japon pour les meilleurs finalistes. Renseignements : IRM Europe, 174. boulevard Haussmann, 75008 Paris; tel.: 01-56-59-62-20. Date limite des inscriptions : 16 février.

Tirage du Monde daté mercredi 10 février 1999 : 495 069 exemplaires.

t le

cente ipres oit à i des

ftent proue fe State gui

't sur-

au'il

bre à

ıd un · d'un rival, ler à ı Bill

repu-

:mes

:xas),

oins. ment xjété mpte . gui .cé la e préne lui ncen-. préne de es de oient court es qui is par ргадcole:

de B.

rate a

celui

32 / LE MONDE / JEUDI 11 FÉVRIER 1999 -(Publicité) -

Bill Clinton